



**OMER DECUGIS & CIE SA**

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 6 000 000,00 €  
1 Place Paul Omer-Decugis 94538 Rungis  
RCS Créteil N°539 616 672

## DOCUMENT D'ENREGISTREMENT

(Document d'enregistrement spécifique tel que défini par l'article 10 du Règlement (UE) 2017/1129 et dont le contenu a été établi conformément aux termes de l'Annexe 1 du Règlement Délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 relatif notamment à la forme et au contenu du prospectus)



AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS

Le document d'enregistrement a été approuvé le 21 mai 2021 par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF approuve ce document après avoir vérifié que les informations qu'il contient sont complètes cohérentes et compréhensibles. Le document d'enregistrement porte le numéro d'approbation suivant : I.21-022.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur faisant l'objet du document d'enregistrement.

Le document d'enregistrement peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et son (ses) supplément(s). L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129. Il est valide jusqu'au 21 mai 2022 et, pendant cette période et au plus tard en même temps que la note d'opération et dans les conditions des articles 10 et 23 du règlement (UE) 2017/1129, devra être complété par un supplément en cas de faits nouveaux significatifs ou d'erreurs ou inexactitudes substantielles.

*Ce document est disponible sans frais au siège social de la Société, ainsi qu'en version électronique sur le site de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et sur celui de la Société ([www.omerdecugis.com](http://www.omerdecugis.com)).*

## **REMARQUES GENERALES**

Dans le Document d'enregistrement :

- L'expression la « Société » désigne la société OMER-DECUGIS & CIE ;
- L'expression le « Groupe » désigne la Société et ses filiales et participations détenues à la date du document d'enregistrement ;
- L'expression « le Document d'enregistrement » désigne le présent document d'enregistrement.

Le Document d'enregistrement, établi selon l'annexe I du règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017, présente les comptes consolidés établis au titre des exercices clos les 30 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018, insérés respectivement aux sections 18.1 et 18.2 du présent Document.

### **Informations prospectives**

Le Document d'enregistrement contient des indications sur les perspectives et la stratégie de développement d'OMER-DECUGIS & CIE. Ces indications sont parfois identifiées par l'utilisation du futur, du conditionnel ou de termes à caractère prospectif tels que « considérer », « envisager », « penser », « avoir pour objectif », « s'attendre à », « entendre », « devoir », « ambitionner », « estimer », « croire », « souhaiter », « pouvoir », ou, le cas échéant, la forme négative de ces mêmes termes, ou toute autre variante ou expression similaire. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront. Ces informations sont fondées sur des données, des hypothèses et des estimations considérées comme raisonnables par la Société. Elles sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement réglementaire, concurrentiel, économique, technologique et financier. Ces informations sont mentionnées dans différents paragraphes du Document d'enregistrement et contiennent des données relatives aux intentions, aux estimations et aux objectifs d'OMER-DECUGIS & CIE concernant, notamment les marchés, l'offre de produits et services, la stratégie, le déploiement commercial, la croissance, les résultats, la situation financière et la trésorerie du Groupe. Les informations prospectives mentionnées dans le Document d'enregistrement sont données uniquement à la date d'enregistrement du Document d'enregistrement. Sauf obligation légale ou réglementaire qui s'appliquerait (notamment le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché), la Société ne prend aucun engagement de publier des mises à jour des informations prospectives contenues dans le Document d'enregistrement afin de refléter tout changement affectant ses objectifs ou les événements, conditions ou circonstances sur lesquels sont fondées les informations prospectives contenues dans le Document d'enregistrement. Le Groupe opère dans un environnement concurrentiel et soumis à différentes réglementations. Elle peut donc ne pas être en mesure d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité, leur impact potentiel sur son activité ou encore dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux mentionnés dans toute information prospective, étant rappelé qu'aucune de ces informations prospectives ne constitue une garantie de résultats réels.

### **Informations sur le marché et la concurrence**

Le Document d'enregistrement contient, notamment en section 5 « *Aperçu des activités* », des informations relatives à l'activité menée par le groupe OMER-DECUGIS & CIE et à sa position concurrentielle. Certaines informations contenues dans le Document d'enregistrement sont des informations publiquement disponibles que la Société considère comme fiables mais qui n'ont pas été vérifiées par un expert indépendant. La Société ne peut garantir qu'un tiers utilisant des méthodes différentes pour réunir, analyser ou calculer des données sur les segments d'activités obtiendrait les mêmes résultats. Compte-tenu d'un environnement concurrentiel, il est possible que ces informations s'avèrent erronées ou ne soient plus à jour. L'activité d'OMER-DECUGIS & CIE pourrait en conséquence évoluer de manière différente de celle décrite dans le Document d'enregistrement. La Société ne prend aucun engagement de publier des mises à jour de ces informations, excepté dans le cadre de toute obligation législative ou réglementaire qui lui serait applicable, et notamment le règlement (UE) n° 596/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché.

## **Facteurs de risques**

Les investisseurs sont invités à lire attentivement les facteurs de risque décrits en section 3 « *Facteurs de risques* » du Document d'enregistrement avant de prendre toute décision d'investissement. La réalisation de tout ou partie de ces risques est susceptible d'avoir un effet défavorable sur les activités, les résultats, la situation financière ou les perspectives du Groupe. En outre, d'autres risques, non encore identifiés ou considérés comme non significatifs par la Société à la date du Document d'enregistrement, pourraient également avoir un effet défavorable.

## **Arrondis**

Certaines données chiffrées (y compris les données exprimées en milliers ou en millions) et pourcentages présentés dans le Document d'enregistrement ont fait l'objet d'arrondis. Le cas échéant, les totaux présentés dans le Document d'enregistrement peuvent légèrement différer de ceux qui auraient été obtenus en additionnant les valeurs exactes (non arrondies) de ces données chiffrées.

1	PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE .....	6
1.1	RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT .....	6
1.2	ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE .....	6
1.3	RAPPORTS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS .....	6
1.4	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS .....	6
1.5	CONTRÔLE DU PRÉSENT DOCUMENT D'ENREGISTREMENT .....	6
2	CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES .....	7
2.1	COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	7
2.2	INFORMATIONS SUR LES CONTRÔLEURS LÉGAUX AYANT DÉMISSIONNÉ, AYANT ÉTÉ ÉCARTÉS OU N'AYANT PAS ÉTÉ RENOUVELÉS .....	7
3	FACTEURS DE RISQUES .....	8
3.1	RISQUES LIÉS A L'ACTIVITÉ .....	9
3.2	RISQUES LIÉS A L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL .....	13
3.3	RISQUES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES .....	14
3.4	RISQUES FINANCIERS .....	14
3.5	RISQUES LIÉS À L'ORGANISATION DU GROUPE .....	15
4	INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR .....	18
4.1	DÉNOMINATION SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ ET NOM COMMERCIAL .....	18
4.2	LIEU ET NUMERO D'ENREGISTREMENT DE LA SOCIÉTÉ, CODE LEI .....	18
4.3	DATE DE CONSTITUTION ET DURÉE .....	18
4.4	SIEGE SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ, FORME JURIDIQUE, LEGISLATION RÉGISSANT SES ACTIVITÉS .....	18
5	APERÇU DES ACTIVITÉS .....	19
5.1	PRINCIPALES ACTIVITÉS .....	19
5.2	PRINCIPAUX MARCHÉS .....	50
5.3	ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS .....	58
5.4	STRATÉGIE ET OBJECTIFS .....	58
5.5	ÉLÉMENTS DE DÉPENDANCE A L'ÉGARD DE BREVETS OU LICENCES, DE LICENCES, DE CONTRATS INDUSTRIELS, COMMERCIAUX OU FINANCIERS .....	60
5.6	DÉCLARATION CONCERNANT LA POSITION CONCURRENTIELLE .....	60
5.7	INVESTISSEMENTS .....	60
6	STRUCTURE ORGANISATIONNELLE .....	62
6.1	ORGANIGRAMME JURIDIQUE – APPARTENANCE À UN GROUPE .....	62
6.2	SOCIÉTÉS DU GROUPE .....	62
6.3	PRINCIPAUX FLUX INTRA-GROUPE .....	63
7	EXAMEN OPERATIONNEL ET FINANCIER .....	64
7.1	PRESENTATION GÉNÉRALE .....	64
7.2	PRINCIPAUX FACTEURS AYANT UNE INCIDENCE SUR LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ .....	65
7.3	COMMENTAIRES RELATIFS AUX EXERCICES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2020, 30 SEPTEMBRE 2019 ET 30 SEPTEMBRE 2018 .....	66
8	TRÉSORERIE ET CAPITAUX .....	71
8.1	INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES DE L'ÉMETTEUR .....	71
8.2	INFORMATIONS SUR LA SOURCE, ET LE MONTANT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'ÉMETTEUR .....	71
8.3	INFORMATIONS SUR LES BESOINS DE FINANCEMENT ET LA STRUCTURE DE FINANCEMENT DE L'ÉMETTEUR .....	74
8.4	RESTRICTION À L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUÉ SENSIBLEMENT OU POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES ACTIVITÉS DE L'ÉMETTEUR .....	75
8.5	SOURCES DE FINANCEMENT NÉCESSAIRES À L'AVENIR POUR HONORER LES ENGAGEMENTS PRIS EN TERMES D'INVESTISSEMENTS .....	75
9	ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE .....	76
10	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES .....	76

11	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BÉNÉFICE .....	76
12	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE .....	78
12.1	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE .....	78
12.2	EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE .....	80
12.3	AUTRES MANDATS EXERCES OU AYANT ÉTÉ EXERCÉS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ .....	82
12.4	CONFLITS D'INTÉRÊT AU NIVEAU DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION .....	83
13	REMUNERATIONS ET AVANTAGES .....	84
13.1	RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE 84	84
13.2	PARTICIPATIONS ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION .....	87
14	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION .....	88
14.1	DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ .....	88
14.2	INFORMATION SUR LES CONTRATS LIANTS LES DIRIGEANTS ET/OU MANDATAIRES ET LA SOCIÉTÉ .....	88
14.3	CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉS SPECIALISÉS ET GOUVERNANCE D'ENTREPRISE .....	89
14.4	DÉCLARATION RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE .....	91
15	SALARIÉS .....	93
15.1	NOMBRE DE SALARIÉS ET RÉPARTITION .....	93
15.2	PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX .....	93
15.3	PARTICIPATION DES SALARIÉS DANS LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ .....	93
16	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES .....	94
16.1	CAPITAL SOCIAL .....	94
16.2	DROIT DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES .....	94
16.3	CONTROLE DE LA SOCIÉTÉ. NATURE DE CE CONTROLE ET MESURES PRISES EN VUE D'ÉVITER QU'IL NE SOIT EXERCÉ DE MANIÈRE ABUSIVE .....	94
16.4	ACCORD CONNU DE L'ÉMETTEUR DONT LA MISE EN ŒUVRE POURRAIT, À UNE DATE ULTÉRIEURE, ENTRAÎNER OU EMPECHER UN CHANGEMENT DE CONTRÔLE QUI S'EXERCE SUR LUI .....	94
17	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES .....	95
17.1	RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ÉTABLI AU TITRE DES EXERCICES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2020, 2019 ET 2018 .....	95
18	INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR .....	100
18.1	INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES .....	100
18.2	INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES .....	133
18.3	AUDIT DES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES .....	134
18.4	INFORMATIONS FINANCIÈRES PROFORMA .....	141
18.5	POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES .....	141
18.6	PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ARBITRAGES .....	141
18.7	CHANGEMENT SIGNIFICATIF DANS LA SITUATION FINANCIÈRE DE L'ÉMETTEUR .....	141
18.8	INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE .....	141
19	INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES .....	142
19.1	CAPITAL SOCIAL .....	142
19.2	ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS .....	146
20	CONTRATS IMPORTANTS .....	148
21	DOCUMENTS DISPONIBLES .....	149
22	ANNEXES .....	150
22.1	COMPTES CONSOLIDÉS AUDITÉS RELATIFS AUX EXERCICES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 30 SEPTEMBRE 2018 .....	150

# **1 PERSONNES RESPONSABLES, INFORMATIONS DE TIERS, RAPPORTS D'EXPERTS ET APPROBATION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE**

## **1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT**

---

Monsieur Vincent OMER-DECUGIS, Président-directeur général de OMER-DECUGIS & CIE.

## **1.2 ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE**

---

*« J'atteste, que les informations contenues dans le présent document d'enregistrement sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée ».*

Fait à Rungis,  
Le 21 mai 2021

**Vincent OMER-DECUGIS**  
Président-directeur général

## **1.3 RAPPORTS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS**

---

Néant.

## **1.4 INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS**

---

Néant.

## **1.5 CONTRÔLE DU PRÉSENT DOCUMENT D'ENREGISTREMENT**

---

Le présent Document d'enregistrement a été approuvé par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129.

L'AMF n'approuve ce Document d'enregistrement qu'en tant que respectant les normes en matière d'exhaustivité, de compréhensibilité et de cohérence imposées par le règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'émetteur qui fait l'objet du Document d'enregistrement.

## 2 CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

### 2.1 COMMISSAIRES AUX COMPTES

---

#### 2.1.1 Commissaires aux comptes titulaires

• **Cabinet FOUCAULT représenté par Monsieur Olivier FOUCAULT**

99 avenue Achille Peretti, 92200 Neuilly-Sur-Seine

Le cabinet FOUCAULT a été nommé commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale réunie le 8 mai 2012 pour une durée de six exercices sociaux ayant expiré à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire réunie le 13 février 2019 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2018. Cette même assemblée a renouvelé pour une durée de six exercices le mandat, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2024.

• **CADERAS-MARTIN représenté par Messieurs Alberto ABRANTES et Pierre-Olivier COINTE**

43 rue de Liège, 75008 Paris

La société CADERAS-MARTIN a été nommée commissaire aux comptes titulaire par l'assemblée générale réunie le 8 janvier 2016 pour une durée de six exercices, ayant expiré à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Le mandat a été renouvelé par l'assemblée générale du 29 mars 2021 pour une durée de 6 exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2026.

#### 2.1.2 Commissaire aux comptes suppléant

• **Monsieur Jean Lin LEFEBVRE**

43 rue de Liège, 75008 Paris

Monsieur Jean Lin LEFEBVRE a été nommé commissaire aux comptes suppléant par l'assemblée générale réunie le 8 janvier 2016 pour une durée de six exercices, ayant expiré à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2020. Son mandat a été renouvelé par l'assemblée générale du 29 mars 2021 pour une durée de 6 exercices expirant à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2026.

### 2.2 INFORMATIONS SUR LES CONTRÔLEURS LÉGAUX AYANT DÉMISSIONNÉ, AYANT ÉTÉ ÉCARTÉS OU N'AYANT PAS ÉTÉ RENOUVELÉS

---

Le mandat de Monsieur Olivier DAUSQUE, commissaire aux comptes suppléant dont le mandat arrivait à expiration lors de l'assemblée générale ordinaire réunie le 13 février 2019, n'a pas été renouvelé en application de la loi Sapin II, modifiant l'article L.823-1, al 2 du Code de commerce.

### 3 FACTEURS DE RISQUES

Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent Document d'enregistrement, y compris les facteurs de risques décrits dans le présent chapitre, avant de décider de souscrire ou d'acquérir des actions de la Société. La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats, ses perspectives ou sa capacité à réaliser ses objectifs. A la date d'approbation du présent Document, la Société n'a pas connaissance d'autres risques significatifs que ceux présentés dans le présent chapitre.

L'attention des investisseurs est toutefois attirée sur le fait que la liste des risques et incertitudes décrits ci-dessous n'est pas exhaustive. D'autres risques ou incertitudes inconnus ou dont la réalisation n'est pas considérée par la Société, à la date d'approbation du présent Document d'enregistrement, comme susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe, son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives, peuvent exister ou pourraient devenir des facteurs importants susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur la Société, son activité, sa situation financière, ses résultats, son développement ou ses perspectives.

Dans chaque catégorie de risques ci-dessous, paragraphe ci-dessous, les facteurs de risques sont présentés par ordre d'importance décroissante selon l'appréciation de la Société au jour de l'approbation du présent Document d'enregistrement. L'appréciation du niveau de risque se fonde sur une approche du risque « net » après prise en compte des éventuelles mesures de gestion. La survenance de faits nouveaux, soit internes à la Société, soit externes, est donc susceptible de modifier cet ordre d'importance dans le futur.

Intitulé du risque	Probabilité d'occurrence	Impact du risque	Degré de criticité du risque net
<b>1 – Risques liés à l'activité</b>			
Risques météorologiques sur les lieux de production	Fort	Moyen	Moyen
Risques politiques sur les lieux de production	Moyen	Fort	Moyen
Risque lié à la défaillance des installations	Moyen	Moyen	Moyen
Risque de dépendance vis-à-vis d'un fournisseur	Faible	Moyen	Moyen
Risque lié au problème d'acheminement	Fort	Faible	Faible
Risque lié à la sécurité des employés	Fort	Faible	Faible
Risques liés à la sécurité sanitaire des produits	Moyen	Faible	Faible
Risques de bouleversements sur les lieux de commercialisation	Moyen	Faible	Faible
Risque de dépendance vis-à-vis d'un client ou d'un marché	Faible	Faible	Faible
<b>2 – Risques liés à l'environnement concurrentiel</b>			
Risques liés à la concurrence sur les canaux de distribution du Groupe	Moyen	Moyen	Moyen
Risques liés à la concurrence sur les marchés d'approvisionnement	Moyen	Moyen	Moyen
<b>3 – Risques juridiques et réglementaires</b>			
Risques fiscaux et douaniers	Faible	Faible	Faible
Risques liés aux assurances	Faible	Faible	Faible
<b>4 - Risques financiers</b>			
Risque de change	Moyen	Moyen	Moyen
Risque lié à l'endettement du Groupe	Faible	Moyen	Faible
<b>5 - Risques liés à l'organisation du Groupe</b>			
Risques liés à une activité concentrée sur un seul site	Moyen	Moyen	Moyen
Risques liés à la dépendance vis-à-vis d'hommes clés	Faible	Moyen	Faible
Risques liés aux opérations de croissance externe	Faible	Faible	Faible
Risques liés aux sites Internet et aux systèmes informatiques	Faible	Faible	Faible



### 3.1 RISQUES LIÉS A L'ACTIVITÉ

Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risques météorologiques sur les lieux de production</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Moyen</b>		
<p>* La disponibilité, la qualité et le prix des fruits et légumes achetés par le Groupe dépendent des conditions météorologiques sur les lieux de production (ex : sécheresse, orages...).</p> <p>* Les productions peuvent être fortement impactées en cas de phénomène climatique extrême.</p>	<p>* Perturbation du développement de la plante altérant le rendement de la production et la qualité du produit.</p> <p>* Destruction de tout ou partie de la production en cas d'intempérie majeure.</p> <p>* L'éruption d'un volcan en Equateur en septembre 2020 a affecté une partie des plantations de bananes en zone proches du volcan (approximativement 10% des surfaces cultivées). Les expéditions ont été intégralement maintenues afin de garantir l'approvisionnement des clients. Les fruits provenant de ces zones de production ont subi des réfections, chiffrées à 190 K\$, mais intégralement couvertes par les producteurs.</p>	<p>* A travers la sélection des producteurs, le Groupe privilégie le choix des meilleures terres agricoles, avec une exposition limitée à des risques de phénomènes climatiques extrêmes.</p> <p>* Le Groupe s'est appliqué à diversifier ses zones d'approvisionnement, afin de limiter son exposition à des risques résultant des aléas climatiques et inhérents aux activités de culture.</p> <p>* Les impacts majeurs liés au climat sont un risque couvert par l'unité de production et non par la société.</p>
<b>Risques politiques sur les lieux de production</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Moyen</b>		
<p>* Un bouleversement des conditions économiques, politiques ou réglementaires, ou une crise dans certains des pays dans lesquels le Groupe est présent, l'exposerait à des risques pour son activité, son patrimoine, ses collaborateurs, sa situation financière et sa réputation.</p>	<p>* Perturbation de la chaîne d'approvisionnement du Groupe.</p> <p>* Le Groupe s'approvisionne à 70,3% en Amérique du Sud, 17,9% en Afrique, 9,8% en Europe, 1,0% en Asie et 1,0% dans d'autres zones.</p> <p>* Risque financier de dépréciation des actifs possédés par le Groupe.</p>	<p>* Le choix des pays de production est effectué en accordant une attention particulière à la stabilité politique.</p> <p>* Le Groupe s'est appliqué à diversifier ses zones d'approvisionnement, afin de limiter son exposition à des risques politiques.</p> <p>* Sous-jacent foncier dans certaines des participations du Groupe sécurisant l'actif sur le long terme.</p>
<b>Risques liés à la défaillance des installations</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Moyen</b>		
<p>* Les opérations de mûrissage et de stockage réalisées dans l'entrepôt du Groupe nécessitent le fonctionnement continu de la production de froid. Toute défaillance/arrêt peut présenter un risque de continuité de service pour le Groupe</p>	<p>* Risque d'arrêt des installations entraînant des pertes financières (destruction de produits) et obérant la capacité du Groupe à livrer ses clients.</p>	<p>* Les systèmes de production de froid ont été conçus avec des redondances permettant le maintien de la production froid restreint aux process les plus critiques</p> <p>* Mise en place d'une maintenance avec plusieurs collaborateurs pouvant intervenir sur les installations.</p> <p>* Contrats de maintenance avec les constructeurs de ses installations prévoyant une assistance 24h/24h par télémetrie, puis par intervention physique.</p> <p>* Le plan de continuité d'activité prévoit la possibilité de recours à de la prestation de stockage, de conditionnement et de mûrissage, en cas de défaillance durable.</p>

Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risque de dépendance vis-à-vis d'un fournisseur</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Moyen</b>		
<p>* L'un des fournisseurs pourrait connaître des difficultés de production, susceptibles de remettre en cause sa capacité à assurer les approvisionnements.</p> <p>* L'un des fournisseurs pourrait décider d'augmenter ses prix de vente.</p> <p>* L'un des fournisseurs pourrait être impacté directement par des mesures sanitaires contraignantes liées à la pandémie de Covid-19.</p>	<p>* Difficultés d'approvisionnements pour certains produits.</p> <p>* Hausse des prix d'achat des marchandises.</p> <p>* Tropical Fruit Export (Équateur), le principal fournisseur de bananes, premier produit distribué par le Groupe, représente près de 30% du chiffre d'affaires consolidé réalisé.</p>	<p>* Mise en place de contrats de distribution annuels ou pluriannuels privilégiant l'équilibre entre les parties et le développement de relations fortes de long terme.</p> <p>* Forte implication du Groupe dans sa politique d'approvisionnement avec des participations minoritaires chez certains de ses fournisseurs et une volonté de diversification des sources d'approvisionnements.</p> <p>* Les actionnaires et dirigeants de Tropical Fruit Export et le Groupe, désireux de renforcer leur relation et leur assise de producteurs ont décidé de la création d'un véhicule d'acquisition de plantations de bananes en Équateur (Agroselvatica SA).</p> <p>* Le Groupe commercialise des produits de consommation courante, assez standardisés et pour lesquels il est possible de trouver des fournisseurs alternatifs.</p>
<b>Risques liés aux problèmes d'acheminement</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
<p>* Les marchandises transportées principalement par voie maritime (95%), étant périssables, des retards lors de l'acheminement peuvent engendrer la perte de tout ou partie de la cargaison.</p> <p>* Perte de conteneurs en mer pour cause météorologique.</p> <p>* Ralentissement ou arrêt du trafic aérien, comme cela a été le cas en mars 2020 lors de la pandémie de Covid.</p>	<p>* Retards de livraison de marchandises, pouvant affecter leur qualité et désorganiser des étapes suivantes de la chaîne logistique.</p> <p>* Risque de perte de marchandises.</p> <p>* Difficultés d'approvisionnements pour des produits de qualité de premium, acheminés uniquement par voie aérienne. Le Groupe a estimé à environ 2 M€ la perte de chiffre d'affaires liée à l'arrêt du trafic aérien en mars 2020 lors de la pandémie de Covid.</p>	<p>* Le Groupe a souscrit à une assurance contre les sinistres maritimes « FAP Sauf » (Franc d'Avaries particulières), couvrant les avaries communes pour l'intégralité de ses flux et à une assurance tous risques pour 85% de ses flux. Les 15% restants étant couverts par des accords d'indemnisation particuliers avec les compagnies maritimes. Cette assurance maritime, couvre les marchandises à hauteur de leur valeur CIF (Cost Insurance and Freight), dans la limite de 1,8 M€ par évènement et par moyen de transport pour l'assurance FAP Sauf et de 500 K€ pour la police tous risques.</p> <p>* Les termes de certains contrats avec les transporteurs prévoient l'indemnisation du Groupe pour perte de marchandises lors du transport (transports maritimes : accord d'indemnisation à 70% de la valeur CIF).</p> <p>* Les produits acheminés par voie aérienne ne représentent que 5% des approvisionnements du Groupe.</p>

Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risques liés à la sécurité des employés</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
<p>* Les opérations réalisées dans l'entrepôt du Groupe font cohabiter le personnel avec des chariots élévateurs, transpalettes et des machines industrielles pouvant présenter des risques de blessure.</p> <p>* Le employés étant amenés à travailler avec d'autres personnes pourraient être contaminés par une maladie contagieuse (par exemple Covid-19).</p>	<p>* Risque d'écrasement par une charge lourde, d'accident avec un véhicule ou de blessure engendrée par une machine industrielle.</p> <p>* L'occurrence d'une contamination importante à une maladie contagieuse parmi les employés pourrait affecter les activités du Groupe.</p>	<p>* Le Groupe a mis en place des mesures de sécurité strictes pour limiter l'exposition au risque de ses salariés : mesures sanitaires, formation du personnel, accès restreint aux zones à risques, port d'équipements de protection individuels, partenariat avec la Cramif en prévention des risques, coaching sportif pour une meilleure prévention des troubles musculosquelettiques pour les équipes de conditionnement.</p>
<b>Risques liés à la sécurité sanitaire des produits</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
<p>* L'un des produits commercialisés par le Groupe pourrait connaître une contamination, ou un défaut qui les rendraient impropres à la consommation.</p> <p>* Une contamination ou un défaut touchant l'un des produits commercialisés, pourrait entraîner une campagne de rappel/destruction des produits concernés.</p>	<p>* Dégradation de l'image du Groupe et de la qualité des produits perçue par ses clients.</p> <p>* Perte de confiance de tout ou partie des clients.</p> <p>* Diminution plus ou moins sensible des ventes.</p> <p>* Pertes financières liées à des destruction ou dépréciation de produits dans le cadre de procédures de retrait/rappel.</p>	<p>* Processus de sélection rigoureux des producteurs pour vérifier leur capacité à respecter les exigences du Groupe.</p> <p>* Mise en place d'un cahier des charges exigeant, imposé aux fournisseurs reposant sur des certifications externes délivrées après des audits de vérification.</p> <p>* Politique de certification : système de due diligences pour la vérification des bonnes pratiques agricoles, des systèmes de management de la qualité, de traçabilité, d'usage des pesticides, de food defense. Certifications externes sur des référentiels sectoriels reconnus.</p> <p>* Convention d'autocontrôle tripartite signée avec les services de la DGCCRF (Fel Partenariat / Fel Excellence) à la suite d'un audit certifiant la mise en place des pratiques fondamentales de sécurité alimentaire.</p> <p>* Mise en place de plans de contrôles de résidus de produits phytosanitaires déterminés par une analyse des risques audité dans le cadre de la certification IFS Food.</p>

Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risques de bouleversements sur les lieux de commercialisation</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
<p>* Un bouleversement des conditions réglementaires ou économiques, politiques, sociales ou une crise en France ou dans un pays où le Groupe commercialise ses produits, l'exposerait à des risques pour son activité, ses collaborateurs, sa situation financière et sa réputation.</p>	<p>* Perturbation de la chaîne de commercialisation du Groupe (blocages dus à des mouvements sociaux).</p> <p>* Nouvelles réglementations imposant des changements de pratiques (adaptation de l'outil industriel et des stocks d'emballage).</p>	<p>* Le marché de Rungis est un Organisme d'Intérêt Vital dont l'activité est protégée par l'Autorité de Marché, qui dispose de moyens de la force publique.</p> <p>* L'alimentation des populations est une préoccupation vitale et essentielle, protégée par les pouvoirs publics (cf. crise Covid-19).</p> <p>* Le Groupe participe à de nombreux syndicats sectoriels dans des fonctions exécutives qui lui permettent de peser sur les débats et d'anticiper les évolutions.</p>
<b>Risque de dépendance vis-à-vis d'un client ou d'un marché</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
<p>* Dépendance vis-à-vis d'un client contribuant significativement aux ventes du Groupe, d'un marché géographique ou d'un segment de marché. Le segment de marché le plus important adressé par le Groupe est celui de la grande distribution en France (GMS) qui a représenté 36,2% du chiffre d'affaires au 30 septembre 2020 (se reporter en section 5.1.6).</p> <p>* L'un des clients pourrait décider de baisser ses prix d'achat.</p> <p>* Défaut de paiement d'un client.</p>	<p>* La forte diminution, voire totale des achats effectués par un tel un tel client, la fermeture d'un marché géographique ou le ralentissement ou la disparition d'un segment de marché impacterait négativement l'activité du Groupe.</p> <p>* En cas de défaut de paiement, les pertes financières pour le Groupe, pourraient être plus ou moins significatives selon le client concerné et équivalentes au délai de paiement moyen (de 30 jours, fin de décade), auquel s'ajoute le temps de réaction potentiel en cas de sinistre avant l'arrêt des livraisons (évalué à environ 50% du délai de paiement).</p> <p>* Désorganisation, baisse d'activité ou arrêt total d'une activité face à un événement, tel que la pandémie de Covid-19 qui a impacté fortement le secteur de la restauration hors-foyer. Le Groupe a estimé la perte de chiffre d'affaires liée à cet événement à environ 3 M€.</p>	<p>* Le Groupe veille à mener une politique de fidélisation à travers une qualité de ses produits, un rapport qualité prix attractif et sa politique de sécurisation de ses approvisionnements afin de rassurer les clients sur la capacité à les livrer dans les quantités et délais souhaités.</p> <p>* Le Groupe s'est attelé à diversifier ses activités et est présent sur tous les segments de marché (distribution grossiste, grande distribution, restauration commerciale et collective, transformation (fraiche découpe), sur son marché domestique (France – 76.5% de son CA) comme à l'export dans la majorité des pays Européens (23.5% de son CA). Aucun de ses clients pris individuellement ne dépasse 8% de son CA annuel.</p> <p>* Cette stratégie de diversification de marchés a montré son efficacité lors de la crise Covid-19 dont une des conséquences a été le fort ralentissement des segments de marché liés à restauration hors domicile, sans impact significatif sur l'équilibre du Groupe.</p> <p>* Le Groupe dispose d'une assurance-crédit couvrant le risque crédit sur l'intégralité de son chiffre d'affaires et attache une importance particulière aux délais de recouvrement des créances.</p>

### 3.2 RISQUES LIÉS A L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risques liés à la concurrence sur les canaux de distribution du Groupe</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Moyen</b>		
<p>* Le Groupe intervient sur un marché où il existe de nombreux acteurs de taille et de profils différents, concurrents sur le marché de la distribution/vente en gros.</p> <p>* La multiplication d'acteurs peut entraîner une tension sur les marchés d'approvisionnement en fruits et légumes.</p>	<p>* La concurrence accrue de certains concurrents sur les marchés de distribution de fruits et légumes en Europe pourrait remettre en cause les objectifs de croissance du chiffre d'affaires du Groupe.</p>	<p>* Les marchés qu'adressent le Groupe sont des marchés de commodités de taille significative. Les parts de marché des différents acteurs ramenées aux tailles des marchés nationaux et européens sont peu significatives et ne sont pas un frein aux capacités de développement du Groupe.</p> <p>* Le Groupe dispose d'une forte diversification de ses canaux de distribution (Grandes et Moyennes Surfaces, Restauration Hors-Foyer, fraîche découpe et distribution spécialisée) et de ses clients.</p>
<b>Risques liés à la concurrence sur les marchés d'approvisionnement</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Moyen</b>		
<p>* Les marchés d'approvisionnement en fruits et légumes sont mondialisés et le Groupe est donc face à des acteurs internationaux de tailles et de profils différents.</p> <p>* La multiplication des acteurs peut entraîner une tension sur les marchés d'approvisionnement en fruits et légumes.</p>	<p>* Hausse des prix due à une concurrence accrue sur les marchés d'approvisionnement.</p> <p>* Difficultés d'approvisionnement pour certaines marchandises pouvant remettre en cause la capacité du Groupe à assurer les livraisons à ses clients.</p>	<p>* Afin de sécuriser ses approvisionnements, le Groupe a mis en place une politique de collaboration avec certains fournisseurs clés en prenant des participations minoritaires au capital et dispose également, de contrats de distribution, pour certains exclusifs.</p>

### 3.3 RISQUES JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risques fiscaux et douaniers</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
* Le Groupe pourrait connaître des retards ou des surcoûts lors du passage des marchandises en douane.	* Retard ou surcoût dû à des marchandises bloquées lors d'un passage de douane.	* Le Groupe est certifié OEA (Opérateur Economique Agréé) par l'Administration des douanes, ce qui lui permet d'effectuer le dédouanement de ses marchandises directement dans son entrepôt de Rungis.
<b>Risques liés aux assurances</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
* Le niveau de couverture des polices d'assurances auxquelles le Groupe a souscrit pourrait s'avérer insuffisant.	* Impact défavorable significatif selon le problème rencontré.	* Analyse régulière des évolutions pour une mise en adéquation des polices existantes avec les besoins que le Groupe estime nécessaires au regard de son activité.

### 3.4 RISQUES FINANCIERS

Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risque de change</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Moyen</b>		
* Le Groupe réalise l'intégralité de ses ventes en euros mais 49% des achats de marchandises sont réalisés en dollar américain directement ou indirectement. Les coûts d'achat sont donc exposés à une variation de la parité euro/dollar.	* Toute variation défavorable de la parité euro/dollar affecterait de manière négative la marge brute et de manière plus générale, les résultats du Groupe.	* Le Groupe a recours à des instruments de couverture de change (à hauteur d'un maximum de 35 000 K€) ajustés au cadencement des expéditions.  * Les contrats d'approvisionnement libellés en dollar fixent les prix pour des périodes de plusieurs mois (généralement une année), ce qui permet d'ajuster les instruments de couverture par référence aux niveaux des prix de vente fixés annuellement avec les clients dans le cadre des procédures d'appel d'offres et de contractualisation.
<b>Risques liés à l'endettement du Groupe</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
* Au 30 septembre 2020, l'endettement net du Groupe s'élève à 11 386 K€. Cela fait ressortir un ratio endettement financier net/capitaux propres égal à environ 92% au 30 septembre 2020. Le groupe estime son endettement net à plus 21 M€ au 31 mars 2021, sous l'effet de la saisonnalité impliquant un recours plus important à des concours bancaires et malgré le remboursement de plus d'1,2 M€ de dettes à moyen-long terme.	* Le ratio d'endettement net pourrait être considéré comme élevé ce qui pourrait se traduire par une incapacité à souscrire de nouveaux emprunts auprès d'établissements financiers.	* La levée de fonds qui pourrait être réalisée à l'occasion d'une prochaine introduction en bourse contribuera à améliorer le ratio d'endettement du Groupe.

### 3.5 RISQUES LIÉS À L'ORGANISATION DU GROUPE

Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risques liés à une activité menée à partir d'un seul site</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Moyen</b>		
<p>* Le Groupe dispose d'un entrepôt de stockage et de mûrissage. L'ensemble des installations et des stocks de fruits tropicaux destinés au marché français sont donc concentrés sur ce seul site et sont exposés à un risque de destruction total ou partiel en cas de sinistre (incendies, inondations) ainsi qu'à un risque de vol.</p> <p>* Dans le cadre de la pandémie de Covid-19, l'activité pourrait être affectée par une contamination simultanée des personnels présents sur le site unique, ou désorganisée par des mesures sanitaires très contraignantes.</p>	<p>* Destruction ou perte selon le cas, totale ou partielle des stocks avec un impact défavorable sur l'activité et le résultat dont l'importance sera fonction de celle du sinistre/vol.</p> <p>* Incapacité à livrer des commandes dans les délais impartis, pouvant se traduire par un impact en termes d'images et de chiffre d'affaires.</p>	<p>* L'entrepôt de Rungis, inauguré en septembre 2020, a été construit selon les normes les plus récentes en matière de protection contre les incendies (Certification Apsad N1/R1 - Sprinkler), relié au système de prévention des incendies du Marché de Rungis.</p> <p>* Le site est protégé d'intrusions malveillantes par différents systèmes de protection (Vidéosurveillance, alarme, contrôle d'accès), connectés au circuit de Sécurité du Marché de Rungis (Organisme d'Intérêt Vital pour l'Etat français). Des vérifications sont effectuées lors d'audits de certification OEA « Sécurité » et IFS Food « Food Defense ».</p> <p>* Le Groupe dispose d'une police d'assurance couvrant les sinistres pouvant survenir dans ses installations à hauteur de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 365 K€ pour les marchandises et le mobilier en cas de détériorations immobilières ou de vol</li> <li>- 10 629 K€ pour le matériel et 3 869 K€ pour les marchandises en cas d'incendie.</li> </ul> <p>* En cas de sinistre ou de conséquence de la pandémie de Covid-19, le Plan de Continuité d'Activité (PCA) du Groupe sera activé. Il repose essentiellement sur le recours à de la prestation de stockage, de conditionnement et de mûrissage, et l'organisation en télétravail des unités commerciales, comptables et support.</p> <p>* La stratégie de développement du Groupe repose en partie sur l'ouverture d'un second site dans le sud de la France qui pourra aussi assurer une partie du traitement en situation d'urgence des flux logistiques.</p>



Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
<b>Risques liés à la dépendance vis-à-vis d'hommes clés</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
* Le fonctionnement opérationnel du Groupe et la mise en œuvre de son plan stratégique sont notamment dépendants de la capacité de ses principaux managers à définir et mettre en œuvre sa stratégie.	* En cas d'incapacité d'une personne clé du groupe (invalidité, maladie, décès) le délai pour trouver la ou les personnes en mesure de remplacer l'une ou l'autre de ces personnes clés pourrait s'avérer plus long qu'anticipé ce qui pourrait se traduire par un impact défavorable sur l'activité, le résultat et les perspectives du Groupe.	* Le Groupe a mis en place un plan de succession qui a été présenté et adopté par le Comité exécutif et le Conseil d'administration.  * Le Groupe a souscrit une assurance homme-clé couvrant les impacts estimés de la disparition de son dirigeant (Vincent Omer-Decugis). Il a par ailleurs été estimé que compte tenu de la lisibilité de l'actionnariat, de la formalisation du plan de succession, de l'existence d'une gouvernance forte (Conseil d'administration) et de la constitution d'un Comex expérimenté, le déploiement du dispositif à d'autres dirigeants n'était pas nécessaire.
<b>Risques liés aux opérations de croissance externe</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
* La stratégie de développement du Groupe repose en partie sur d'éventuelles opérations de croissance externe pour accélérer son développement.	* L'acquisition d'une entreprise pourrait fortement impacter la structure du Groupe, lui faisant perdre en rendement.  * Un processus d'acquisition représente pour la Société un investissement coûteux en temps pour la direction générale et les cadres clés. Le délaissement de l'activité de l'entreprise pourrait ralentir son développement voire affecter sa rentabilité.	* Le Groupe entend étudier les projets d'acquisition pour en vérifier la pertinence et la compatibilité avec l'ensemble du Groupe.  * Le Groupe a montré sa capacité à bien intégrer des activités à deux occasions au cours des 5 dernières années (Marcellette2017 – Coicault-Thomas 2019).
<b>Risques liés aux sites Internet et aux systèmes informatiques</b>		
<b>Degré de criticité du risque net : Faible</b>		
* L'activité du Groupe repose sur l'utilisation de deux logiciels métiers, Agrolog pour SIIM et SIGEM pour BRATIGNY. La défaillance d'un système d'exploitation peut paralyser l'activité de l'entreprise.  * Risque de malveillance : Intrusion, Cryptage, Hameçonnage.	* Défaut de fonctionnement des logiciels obérant les capacités de fonctionnement opérationnel, comptable et financier du Groupe (perte de visibilité sur l'activité commerciale).  * Incapacité à livrer des commandes dans les délais impartis, pouvant se traduire par un impact en termes d'images et de chiffre d'affaires.	* La DSI du Groupe est expérimentée et a choisi puis suivi l'ensemble des systèmes développés et installés depuis 1993.  * Les systèmes SIGEM pour Bratigny et Agrolog pour SIIM sont installés sur des serveurs différents et ne sont pas connectés.  * Tests réguliers des risques ou ponctuellement lors de changements d'infrastructure, choix de systèmes dits 'clients légers' n'offrant pas de possibilité de connexion de périphériques de données externes. Redondance des systèmes virtualisés pour garantir une reprise d'activité quasi immédiate.  * Des systèmes de sauvegarde quotidienne des transactions sont en place, de sorte que la perte de données



Nature du risque	Impacts potentiels	Principaux dispositifs de maîtrise
		<p>consécutives d'une défaillance système ou d'une malveillance n'excède pas une journée.</p> <p>* En cas de sinistre, le Plan de Continuité d'Activité (PCA) du Groupe sera activé. Il prévoit la bascule manuelle des opérations dépendant de ces systèmes, le temps que les systèmes soient relancés.</p> <p>* Des dispositifs d'assistance sont en place avec les sociétés SIGEM et AGROLOG, dont le cœur de métier est le développement de systèmes informatiques dédiés aux métiers de grossistes et d'importateurs en fruits et légumes.</p>

## **4 INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR**

### **4.1 DÉNOMINATION SOCIALE DE LA SOCIÉTÉ ET NOM COMMERCIAL**

---

La Société a pour dénomination sociale et commerciale : OMER-DECUGIS & CIE.

Jusqu'au 8 janvier 2021, la dénomination sociale de la Société était GROUPE OMER – DECUGIS.

### **4.2 LIEU ET NUMERO D'ENREGISTREMENT DE LA SOCIÉTÉ, CODE LEI**

---

La Société est immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 539 616 672.

L'identifiant d'entité juridique (LEI) de la Société est le 96950099K67303OLR406

### **4.3 DATE DE CONSTITUTION ET DURÉE**

---

La Société a été constituée le 1<sup>er</sup> février 2012 pour une durée de 99 ans s'achevant le 1er février 2111, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### **4.4 SIEGE SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ, FORME JURIDIQUE, LEGISLATION RÉGISSANT SES ACTIVITÉS**

---

La Société a été créée sous forme de société à responsabilité limitée et a été transformée en société anonyme à directoire et conseil de surveillance le 8 mai 2012, puis en société anonyme à conseil d'administration par l'assemblée générale en date du 8 janvier 2021.

La Société, régie par le droit français, est principalement soumise pour son fonctionnement aux articles L. 225-1 et suivants du Code de commerce.

Le siège social de la Société est situé au 1 Place Paul Omer-Decugis, 94538 Rungis.

Les coordonnées de la Société sont les suivantes :

Téléphone : +33 (0)1 45 12 29 60

Adresse courriel : [investisseur@omerdecugis.com](mailto:investisseur@omerdecugis.com)

Site Internet : [www.omerdecugis.com](http://www.omerdecugis.com)

Il est précisé que les informations figurant sur le site web de la Société ne font pas partie du Document d'enregistrement, sauf si ces informations sont incorporées par référence dans ledit Document.

### 5.1 PRINCIPALES ACTIVITÉS

#### 5.1.1 Présentation du Groupe

Entreprise familiale, créée en 1850 et transmise de père en fils depuis 6 générations, le groupe OMER-DECUGIS & CIE est spécialisé dans l'importation, le mûrissage et la distribution de fruits et légumes frais. Présent dès la production en Afrique et en Amérique Latine aux côtés de ses producteurs-associés, le Groupe est un des leaders Européens dans l'importation de fruits tropicaux notamment la banane, l'ananas, la mangue et l'avocat, lesquels représentent 76% des activités du Groupe en volume. Au 30 septembre 2020, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de près de 120 millions d'euros, dont 23,5% a été réalisé à l'export, et pour un total de 102 317 tonnes de produits vendus. Installé sur le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis, OMER-DECUGIS & CIE a développé un savoir-faire spécifique dans le mûrissage et l'affinage, qui lui permet d'offrir une gamme de fruits exotiques à pleine maturité depuis sa plateforme de mûrissage de 12 000 m<sup>2</sup> en capacité d'affiner jusqu'à 100 000 tonnes de fruits. Le Groupe dispose d'un savoir-faire de distribution, qu'il exerce depuis ses installations en France et en Espagne, d'où il irrigue l'ensemble des marchés Européens. Acteur impliqué à chaque stade de la chaîne de valeur qui va de la production à la distribution, le Groupe est reconnu pour son exigence en matière de qualité et de sécurité alimentaire et pour son engagement envers les normes sociales et environnementales les plus exigeantes.

Pur acteur B-to-B, le Groupe vend exclusivement ses fruits et légumes à des professionnels à travers deux pôles d'activité. Le pôle SIIM, qui représente 72% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe en 2020, assure la distribution de fruits et légumes tropicaux, depuis la France pour les clients français et depuis un bureau commercial en Espagne pour les autres clients européens. Le pôle d'activité BRATIGNY est spécialisé dans la distribution grossiste et a représenté 28% du chiffre d'affaires consolidé en 2020. Basé sur le marché de Rungis, il propose toute la gamme de fruits et légumes de saison et exotiques à une large palette de clients (détaillants, restaurateurs, magasins, etc.).

OMER-DECUGIS & CIE bénéficie d'un environnement de marché très favorable. La consommation de fruits exotiques s'inscrit dans une dynamique de croissance en Europe et qui selon la FAO (Food and Agriculture Organization, agence spécialisée des Nations Unies), devrait se poursuivre au cours de la prochaine décennie (banane : +11%, mangue : +23%, ananas : +5,4%). Au cours de l'année 2020, le secteur des fruits et légumes frais a montré son rôle stratégique pour l'alimentation des populations et sa résilience face à la crise en lien avec l'épidémie de Covid-19, avec notamment une bonne faculté de report de la demande vers les filières de distribution les plus dynamiques, en compensation du ralentissement de la filière de la restauration hors domicile. Le secteur représente un enjeu de santé publique au niveau mondial puisque 2021 a été désignée année internationale des fruits et légumes par la FAO. Le renforcement des exigences des clients professionnels (GMS, restauration, etc.) pour favoriser une agriculture durable, dans le respect des considérations éthiques et sociales, devrait conduire à une consolidation parmi les acteurs du secteur et offrir au Groupe des opportunités de croissance externe.

Entré dans le Groupe en 1999, Vincent Omer-Decugis, exerce les fonctions de Président-directeur général depuis plus de 10 ans. Unique actionnaire, il veille au respect et accentue une politique de qualité et de responsabilité sociétale et environnementale dans la lignée des valeurs portées par ses prédécesseurs, à savoir : contribuer au développement d'une offre alimentaire diversifiée et de qualité à travers le monde. Ces exigences ont fait d'OMER-DECUGIS & CIE un acteur engagé au service d'une agriculture durable, facteur de progrès économique, et respectueuse des territoires et des hommes. Cette politique RSE volontariste s'inscrit dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) définis par l'ONU et repose sur six grands engagements : la recherche des meilleurs fruits et légumes frais, l'application des meilleures pratiques agricoles à un niveau international, une logistique responsable à tous les niveaux de la chaîne de valeur, la construction de relations durables et équilibrées avec les parties prenantes, un employeur socialement responsable, des actions philanthropiques dans le prolongement des valeurs et des activités du Groupe via sa Fondation d'entreprise.

OMER-DECUGIS & CIE dispose à ce jour de solides fondamentaux dans un contexte de marché porteur pour répondre aux grands enjeux du marché des fruits et légumes :

- Un acteur international avec une supply chain intégrée, s'appuyant sur une collaboration étroite avec tous les acteurs impliqués, pour une parfaite adéquation et synchronisation de l'ensemble des étapes de la chaîne d'approvisionnement, entre les zones de production et le client final. Cela nécessite une expertise forte dans l'organisation et la planification de tous les maillons de la chaîne pour produire, récolter, transporter, faire mûrir, conditionner et livrer les produits aux clients. Cette expertise et le contrôle performant du cycle industriel sont la garantie pour le consommateur de fruits et légumes frais de qualité, à la maturité désirée et de bénéficier d'une traçabilité complète.
- Des approvisionnements sécurisés : le choix des zones d'approvisionnements du Groupe fait l'objet d'une attention particulière pour s'assurer du respect de la qualité et de la sécurité des produits. Près de 32% des

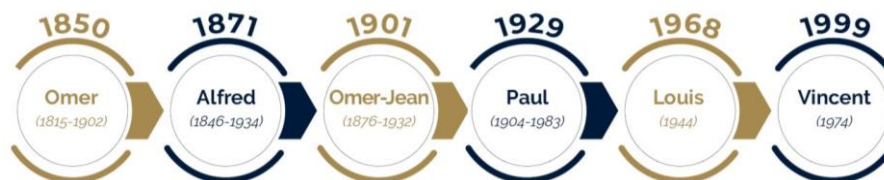
approvisionnement du Groupe sont servis à partir de zones de production dans lesquelles le Groupe a pris des participations minoritaires pour s'engager dans une collaboration étroite menée avec les producteurs. Ces participations, en Amérique Latine (Équateur) et en Afrique (Côte d'Ivoire, Mali, Kenya) contribuent à sécuriser les approvisionnements en captant la totalité des productions ou une part majoritaire. Le reste des approvisionnements est réalisé auprès de partenaires tiers, dans une grande diversité de pays, pour profiter notamment des spécificités de production de chaque zone et des différentes saisons de récolte pour des fruits saisonniers comme la mangue.

- Une plateforme de mûrissage de dernière génération pour mettre en œuvre son savoir-faire reconnu en la matière. Inauguré en octobre 2020, cet investissement du Groupe de 10,9 M€ est dimensionné pour accueillir la croissance de l'activité anticipée jusqu'en 2023. Cette plateforme permet de faire mûrir les fruits climactériques (bananes, mangues, etc.) et de conserver de manière optimale les fruits non-climactériques comme l'ananas. Ces installations assurent une surveillance précise de la température, de l'hygrométrie et de l'homogénéité du mûrissage permettant la distribution des fruits dans des conditions optimales. À cette plateforme s'ajoute l'expertise d'une équipe de « mûrisseurs » dont le savoir-faire est essentiel au suivi des fruits en cours de mûrissage. Le déclenchement du mûrissage des bananes, aussi appelé réponse climactérique est réalisé grâce à une injection d'un mélange gazeux constitué à 4% d'éthylène et à 96% d'azote.
- Une large gamme de produits, couvrant plus de 91% de l'offre de fruits et légumes exotiques présente en rayon chez les distributeurs européens. Le Groupe adresse notamment les quatre segments stratégiques de la catégorie des fruits exotiques, que sont la banane, l'ananas, la mangue, l'avocat qui représentent, à eux seuls, 89,7% des ventes de fruits exotiques en Europe.
- Une couverture de l'ensemble des acteurs du B-to-B et une présence dans tous les circuits de distribution de fruits et légumes frais pour adresser une clientèle très diversifiée, à travers ses deux pôles d'activité, SIIM et BRATIGNY (Grandes et Moyennes Surfaces, Distribution spécialisée, Restauration hors-foyer, Fraîche Découpe).
- Une politique RSE engagée et volontaire au service d'une agriculture durable afin de fournir des produits de qualités respectueux des hommes et de l'environnement.
- Une croissance ininterrompue depuis plus d'une décennie, avec le triplement du chiffre d'affaires en 10 ans et le doublement en 6 ans.
- Une équipe de direction opérationnelle et déjà structurée pour mener la prochaine phase de développement du Groupe. Un comité exécutif pilotant la mise en œuvre de la stratégie du Groupe a été mis en place, il est constitué de 11 personnes, représentant les principales fonctions du Groupe.

Fort de ses atouts et de son savoir-faire acquis depuis sa création, le Groupe entend bénéficier de ses nouvelles capacités pour atteindre un chiffre d'affaires consolidé de 175 millions d'euros en 2023 et poursuivre l'accélération de sa croissance avec pour objectif d'atteindre 230 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé en 2025, ainsi que l'atteinte d'un taux d'EBITDA supérieur à 5% à cet horizon.

### 5.1.2 Historique du Groupe

L'histoire du groupe OMER-DECUGIS & CIE, fondé en 1850 par Omer DECUGIS, se poursuit de père en fils depuis 6 générations. Entre tradition et innovation, le Groupe a traversé les époques en restant fidèle à l'héritage transmis : un savoir-faire unique et des valeurs d'excellence portant l'ambition de relations équilibrées pour tous : collaborateurs, fournisseurs, clients.



- 1850** : Création des établissements OMER-DECUGIS ET FILS aux Halles de Paris par Omer DECUGIS.
- 1900** : Développement du maillage commercial en France et début des premières exportations.
- 1934** : Paul Omer-Decugis, diplômé de Centrale Paris, prend la direction du Groupe suite au décès prématuré de son père.
- 1950** : Le Groupe est alors le N°1 français du commerce de fruits et légumes.
- 1961** : Le Groupe Omer-Decugis compte plus de 30 succursales et maisons d'expédition en France, en Europe et en Afrique. A l'époque, Paul Omer-Decugis en tant que président du syndicat des grossistes de Paris (il le sera pendant 40 ans), prépare déjà avec le président Libert Bou, le transfert des halles à Rungis.
- 1969** : Le 3 mars 1969, Paul épaulé par son fils Louis, tout juste diplômé d'HEC, organise le transfert des activités des halles de Paris au Marché International de Rungis (MIN) qui sera considéré comme le « déménagement du siècle ».
- 1973** : En pleine période de choc pétrolier, Louis Omer-Decugis, qui a repris la direction des établissements Omer-Decugis et Fils, décide de s'adosser à Fyffes-United Fruit Company (Chiquita) pour sécuriser le développement des activités de l'entreprise familiale à l'international. Il entreprend également de renforcer les liens avec l'Afrique.
- 1978** : À la suite d'évolutions au sein de l'entreprise américaine, Louis Omer-Decugis et United Fruit décident de se séparer, United Fruit conservant la partie distribution grossiste sous le nom de Fruits Unis, Louis Omer-Decugis conservant la partie importation et distribution de fruits exotiques, dont il anticipe l'essor. En effet, convaincu de l'intérêt de développer la production, l'importation et la distribution de fruits tropicaux, Louis Omer-Decugis s'associe avec Félix Houphouët-Boigny, Président de la Côte d'Ivoire, pour créer la Société Internationale d'Importation (SIIM). Une association qui durera jusqu'au décès du président ivoirien.  
La même année, le Groupe fait l'acquisition de deux grossistes en fruits et légumes situés à Rungis : les sociétés LACHIALLE et BRATIGNY, toutes deux créées en 1943 aux halles de Paris. Ces deux sociétés sont par la suite fusionnées en 1980 pour créer LACHIALLE-BRATIGNY SA qui deviendra BRATIGNY en 2000.
- 1995** : La famille Omer-Decugis reprend le contrôle total du Groupe en rachetant la participation de 49% détenue par la famille Houphouët-Boigny. En parallèle, Louis Omer-Decugis poursuit le développement des activités grossistes de la famille à travers BRATIGNY, dont les différents magasins sont répartis sur le MIN de Rungis. L'entreprise familiale s'investit beaucoup dans le développement durable des filières de production et d'exportation d'ananas, bananes, mangues et noix de coco en provenance de l'Afrique subsaharienne et de la Côte d'Ivoire en particulier.
- 1999** : Vincent Omer-Decugis, diplômé de l'ESCP-EAP, rejoint le Groupe après une carrière commencée à Londres dans le secteur des technologies de l'information.
- 2000** : Affirmation et consolidation de la position de la société sur les quatre pans de son activité. Elle entame une nouvelle phase de croissance marquée par la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à l'importation logistique, au mûrissement et à la distribution B-to-B.
- 2009** : Vincent Omer-Decugis prend la direction générale en 2009, notamment après avoir lancé au Kenya la première société de production et d'exportation du Groupe en Afrique de l'Est, MYNER EXPORTS LTD., aujourd'hui leader de l'exportation de Haricots Verts du Kenya vers la France.
- 2012** : Vincent Omer-Decugis procède à l'acquisition de 100% du capital du Groupe.
- 2013** : Avec l'objectif de développer son offre de produits mûrs à point, SIIM ouvre en 2013 puis en 2018 deux nouvelles plateformes dans les bâtiments C3 et C5 à Rungis qui triplent sa capacité de mûrissement pour la porter à 50 000 tonnes par an.
- 2014** : SIIM obtient la certification IFS niveau supérieur et devient Opérateur Economique Agréé. La certification IFS Food s'assure de la performance opérationnelle et de la conformité des activités des entreprises dans le secteur de la transformation alimentaire ou du conditionnement de produits nus, ainsi que la capacité de ces acteurs à garantir des produits sûrs et sains pour leur commercialisation.  
Fin 2014, création de la FONDATION LOUIS OMER-DECUGIS qui soutient, développe et encourage, en France et à l'étranger, les projets et initiatives d'intérêt général, sans but lucratif dans le développement d'une agriculture durable.
- 2015** : SIIM adhère au Pacte Mondial des Nations Unies qui incite les entreprises à adopter, soutenir et appliquer dans leur sphère d'influence un ensemble de valeurs fondamentales, dans les domaines des droits de l'homme, des normes du travail et de l'environnement, et de lutte contre la corruption. Depuis cette date, SIIM analyse également

sa contribution aux objectifs de développement durable définis par l'ONU dans l'agenda 2030 pour les peuples, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats.

Le Groupe s'implante pour la première fois en Amérique Latine avec une prise de participation dans un des fleurons de l'agriculture équatorienne, TERRASOL Corp., la plus ancienne exploitation d'ananas d'Amérique Latine, fondée en 1961, avec laquelle il collabore activement depuis plus de 15 ans. Peu de temps après, le Groupe renforce sa présence locale avec l'acquisition partielle d'AGROEDEN SA, qui vient compléter son offre d'ananas Extra Sweet. SIIM devient le premier importateur d'ananas d'Équateur.

Au cours de cette année, BRATIGNY obtient le label Fel'Excellence (14ème en France) référentiel qui dépasse le socle des engagements de la Charte de Professionnalisme et offre une marque distinctive aux grossistes qui souhaitent se différencier sur leur marché et ouvrir de nouvelles perspectives par la mise en place d'une démarche qualité reconnue.

**2017** : Rachat du fonds de commerce de MARCELLETTE, grossiste présent sur le Marché de Rungis depuis 1969 et spécialiste des fruits et légumes haut de gamme, principalement de production saisonnière nationale. Reconnue pour son savoir-faire et son offre de haute qualité, MARCELLETTE est une référence pour sa clientèle composée d'épicerie fines, de cours des halles de prestige, de traiteurs haut de gamme, d'opérateurs de marchés de plein vent d'Ile de France ainsi que de ministères et d'ambassades. Son activité a été intégrée à celle de BRATIGNY, pour accroître sa capacité de vente sur le carreau des fruits et légumes.

**2019** : Rachat de COICAULT THOMAS grossiste spécialisé dans les pommes et les poires, figure historique du marché de Rungis (création en 1949 et présent sur le marché de gros depuis 1969). Filiale de distribution de la coopérative Les Vergers d'Anjou (membre de Blue Whale SA), COICAULT THOMAS, située en plein cœur du secteur fruits et légumes, rejoint BRATIGNY, la division grossiste.

**2020** : 5 ans après le lancement du projet, livraison et inauguration du nouveau bâtiment (i1), la nouvelle plateforme logistique sur le MIN de Rungis (capacité totale de mûrissage : 100 000 T) regroupant les activités de SIIM et la direction du Groupe ainsi que sa Fondation d'entreprise.

### 5.1.3 Les sources d'approvisionnement

Les activités d'OMER-DECUGIS & CIE regroupent principalement la production, l'importation, le mûrissage et la distribution de fruits et légumes frais. Elles sont organisées en deux pôles d'activité, SIIM et BRATIGNY qui commercialisent ses marques, Dibra, Don Ed's, Elit, Fine, Selvatica, Terrasol, Le Marché ainsi que celles de ses fournisseurs.

Le portefeuille des produits commercialisés par OMER-DECUGIS & CIE est composé comme suit :

Produits	% tonnage 2020
Banane	38,8%
Ananas	23,0%
Mangue et Avocat	14,5%
Limes, noix de coco, plantains, racines	12,0%
Autres agrumes et fruits de saison	7,4%
Premium: petits exotiques & légumes d'importation	4,2%

Leur approvisionnement est réalisé de deux façons complémentaires :

#### ➤ Approvisionnement auprès des producteurs-associés :

Environ 32% des approvisionnements en fruits et légumes du Groupe proviennent de plantations agricoles dans lesquelles il est associé avec les producteurs. Ils sont tous certifiés GLOBAL G.A.P. (se reporter en section 5.1.8.1) et cultivés dans le strict respect des meilleures pratiques sociales et environnementales au niveau international.

Les fruits et légumes fournis par les producteurs-associés sont :

- pour les fruits : la banane (à partir de 2021), l'ananas, la mangue et dans une moindre mesure la noix de coco,
- pour les légumes : les haricots verts et les pois mangetout.

Entièrement intégrée, la supply chain du Groupe s'appuie sur une collaboration étroite avec tous les acteurs locaux impliqués sous forme de participations minoritaires (voir tableau ci-dessous) dans les unités de production dont trois en Amérique Latine (Équateur) et quatre en Afrique (Côte d'Ivoire, Mali et Kenya). Ces derniers sont des fournisseurs



exclusifs pour le Groupe. Intégrée en septembre 2020, AGROSELVATICA BANANE S.A a pour objet de procéder à l'acquisition de surfaces bananières (se reporter ci-dessous en section 5.1.3.1).

Les producteurs-associés du Groupe (participations à la date du document d'enregistrement, volumes constatés au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020) :

Société	Part.	Mandat Administrateur <sup>(3)</sup>	Pays	Fruits	Vol. (T/an)	% Appro par fruits
SODIPEX S.A.	20%	OUI	Côte d'Ivoire	Mangue Coco	2 416 2 873	16% 86%
VERGERS DU NORD S.A.	40% <sup>(1)</sup>	OUI	Côte d'Ivoire	Mangue	2 210	15%
AOM SARL	20%		Mali	Mangue	1 418	10%
MYNER EXPORTS LTD	20%		Kenya	Haricots	680	54%
TERRA SOL CORP S.A.	19,8%	OUI	Équateur	Ananas	15 162	64%
AGROEDEN S.A.	15%	OUI	Équateur	Ananas	7 673	33%
AGROSELVATICA BANANE S.A. <sup>(2)</sup>	30%		Équateur	Banane	4 000 <sup>(2)</sup>	10%

(1) Augmentation de la participation de 20 à 40% en cours de finalisation en mai 2021 – option d'achat de 100% de la société par des paliers successifs de 20% jusqu'en 2022 (se reporter en section 6.2).

(2) Structure intégrée en septembre 2020 pour une production attendue en 2021.

(3) Sociétés dans lesquelles Vincent OMER-DECUGIS dispose d'un mandat d'administrateur (se reporter en section 12.3).

Ces prises de participations minoritaires sont assorties de contrats commerciaux d'exclusivité ou de contrôle de la distribution qui stipulent les droits et devoirs de chacun. Les participations africaines sont couplées d'un contrat d'exclusivité sur l'ensemble de la production, pour un volume prédéfini dans les accords annuels de campagne et il en sera de même pour la production d'AGROSELVATICA lorsqu'elle sera exportée en Europe, à partir de 2021. Le Groupe met en place des pactes d'actionnaires qui lui permettent de définir les modalités de la collaboration et lui permettent dans certains cas de disposer d'un siège au conseil d'administration de ces entités. En ce qui concerne la distribution, les grands équilibres entre les différents marchés de destination (États-Unis / Europe) sont validés en comité de direction et tout développement éventuel de clientèle sur zone Europe est soumis au contrôle du Groupe et nécessite son approbation. Le Groupe dispose également de clauses d'agrément en cas de projets de cessions, d'acquisitions, de souscription de nouveaux emprunts significatifs ou de modification du périmètre de l'activité de ces sociétés. Il dispose aussi de clauses de préemption, ainsi que de clauses de droit de sortie conjointe (*tag along*) dans le cadre de projets de cession.

Les contrats qui lient les producteurs au Groupe fixent leurs exigences en termes de pratiques agricoles, sociales et environnementales, qui lorsqu'elles dépassent le cadre normatif sont financées directement par OMER-DECUGIS & CIE. La compensation de l'impact carbone depuis la ferme dans le cadre de la production d'ananas équatorien est en totalité financée par la Société de même que les cellules de R&D qui appuient les producteurs dans leurs recherches agricoles. Ces contrats permettent au Groupe d'être présent très en amont dans la chaîne de valeur, en s'impliquant directement pour une bonne intégration de sa chaîne logistique, ainsi que pour le conditionnement des produits.

Ces contrats sont conclus pour une durée de 10 ans et prévoient des livraisons hebdomadaires. Le volume et le prix sont renégociés annuellement. Les producteurs sont tenus de livrer en temps et en heure selon un cahier des charges défini au préalable, en contrepartie, le Groupe s'engage à acheter la production.

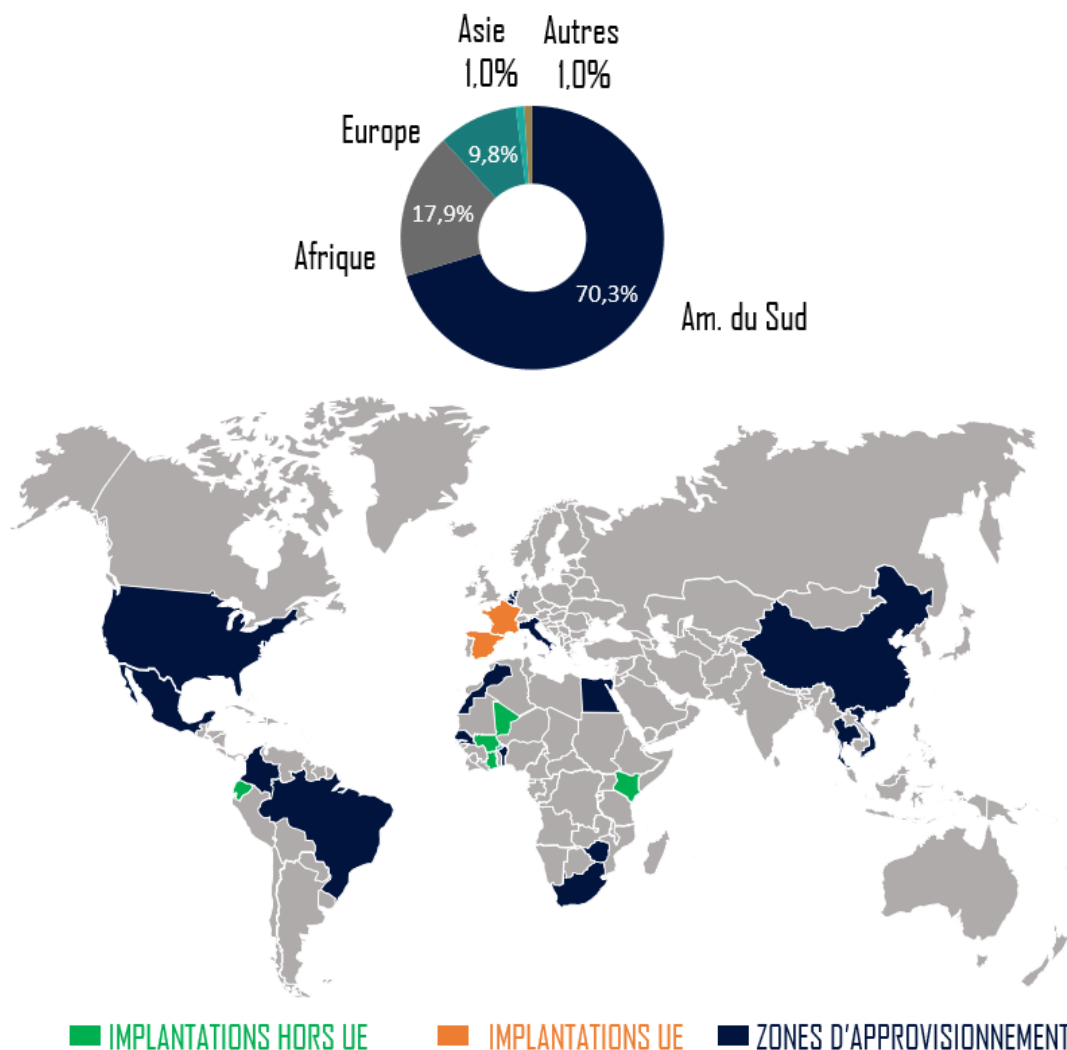
#### ➤ Approvisionnement auprès de producteurs externes rigoureusement sélectionnés

Les autres fruits et légumes sont acquis auprès de producteurs rigoureusement sélectionnés par le Groupe pour sécuriser les approvisionnements, préserver la qualité des produits et veiller au respect des normes sanitaires, sociales et environnementales conformément aux engagements d'OMER-DECUGIS & CIE qui visent à offrir les meilleurs produits tout en s'impliquant constamment pour une agriculture durable, respectueuse des territoires et des hommes. Près de 68% des approvisionnements en fruits et légumes du Groupe proviennent de producteurs externes qui sont sélectionnés et liés par des accords de campagne.

C'est notamment le cas jusqu'à présent pour les approvisionnements en bananes (qui représentent 38,8% du volume total commercialisé par le Groupe), qui sont fournies en très grande majorité par Tropical Fruit Export. Il s'agit d'un partenaire avec lequel le Groupe entretient des relations très étroites, matérialisées par la création d'une structure commune pour la production de bananes, AGROSELVATICA BANANE SA, dans laquelle le Groupe détient 30% du capital. Le contrat actuel qui lie le Groupe à Tropical Fruit Export pour l'approvisionnement en bananes d'Équateur a été conclu en 2013, pour une durée de 10 ans afin d'organiser les relations commerciales entre les deux parties. Puis, un avenant annuel est conclu chaque année définissant les conditions financières de la campagne pour l'exercice à venir (se reporter en section 20).

Pour chacune des deux voies d'approvisionnements et comme présenté ci-dessus, des accords de campagnes spécifiques sont mis en place. Ces accords précisent les modalités de livraison, notamment en termes de volumétrie, de prix, de conditionnement, mais aussi de certifications qualité et RSE en ligne avec les politiques du Groupe, validées par la Direction technique.

#### Répartition des approvisionnements par zones géographiques



Le Groupe source près de 63% de son tonnage annuel en Équateur (dont 35% chez des producteurs associés). Ce choix de l'Équateur s'explique par les qualités de ce pays, qui en font l'une des économies les plus stables d'Amérique Latine, dollarisée depuis plus de 20 ans. Grâce à sa situation géographique idéale et une grande variété de climats, les productions agricoles (7% du PIB) y jouissent d'un terroir (terres volcaniques) et de conditions climatiques (stabilité climatique, pluviométrie, températures) exceptionnelles pour un approvisionnement garanti 12 mois sur 12, avec une qualité homogène pour de nombreux produits agricoles (banane, ananas). A cela s'ajoutent d'excellentes infrastructures et la plus grande offre de capacité de fret dédiée à l'agriculture d'Amérique Latine (ligne directe Équateur-Dunkerque)<sup>1</sup>.

OMER-DECUGIS & CIE possède aussi des liens étroits avec l'Afrique qui représente 18% des tonnages annuels. Le Groupe est présent dans trois pays (Mali, Côte d'Ivoire et Kenya) par le biais de quatre producteurs-associés exclusifs et de cinq stations de conditionnement qui représentent 52% des importations africaine du Groupe. Les implantations en Afrique de l'Ouest permettent notamment au Groupe de disposer d'une continuité d'approvisionnement pour les mangues entre les mois de mars et août.

<sup>1</sup> Étude sur l'Équateur – Chambre de Commerce et d'Industrie France - <https://www.ccifrance-international.org/le-kiosque/fiches-pays/n/lequateur-en-bref.html>



### 5.1.3.1 La banane

La banane est l'un des aliments les plus importants pour la consommation et le commerce dans le monde. Il en existe deux variétés :

- La banane à cuire dite plantain qui se cuisine comme un légume. Principalement consommée localement dans une grande partie de l'Afrique, dans les Caraïbes, en Amérique centrale et dans certains pays d'Amérique du Sud, elle est en revanche peu utilisée dans les pays développés qui lui préfèrent la banane dessert de variété Cavendish.
- La Cavendish est la banane la plus produite dans le monde (près de 59% de la production mondiale). C'est celle que produit, importe et distribue principalement le Groupe.

Les bananes commercialisées par OMER-DECUGIS & CIE sous la marque Selvática sont produites en Équateur et exportées par la société Tropical Fruit Export SA. Cette production représente un volume de 38 kT/an. Le Groupe a noué un accord commercial avec ce fournisseur qui lui permet de disposer de l'exclusivité de la production et de se positionner comme le troisième importateur de bananes en France<sup>2</sup>. Tropical Fruit Export est une société fondée en 2006 reconnue pour la qualité de ses pratiques agricoles et sa démarche de responsabilité sociétale. Elle a d'ailleurs engagé un programme de compensation de tous ses processus administratifs ainsi que ses opérations de chargements de conteneurs ce qui a permis à ce jour la reforestation de 1 000 hectares de la forêt amazonienne équatorienne. La collaboration avec ce fournisseur se fait de manière très étroite, puisqu'en 2020, le Groupe a pris une participation dans AGROSELVATICA SA en Équateur, société créée avec les actionnaires de Tropical Fruit Export, pour procéder à l'acquisition de surfaces agricoles bananières. Une première plantation de 66 hectares baptisée « Estafania » dédiée à la production de bananes Selvática a été acquise en février 2021 pour une capacité de production annuelle de 4 000 tonnes.

Les bananes produites et acheminées intégralement par bateau, sont principalement des bananes conventionnelles, mais également des bananes bio, des bananes exotiques (bananes roses, bananes freycinettes) et des bananes plantain.

Origine	Marque	Producteur	Transport
Équateur	Selvática	AGROSELVATICA BANANE	100% Bateau

L'Équateur est l'un des premiers producteurs mondiaux de bananes, classé au 5<sup>ème</sup> rang avec une production annuelle de 8 millions de tonnes (6% de la production mondiale). Le pays exporte près de 6,7 millions de tonnes par an et est le premier importateur de bananes en Europe<sup>3</sup>. Il bénéficie d'une forte technicité logistique, essentielle à la préservation du fruit durant son acheminement. Les bananes sont récoltées chaque semaine de l'année par les producteurs. La croissance de la plante commence après qu'un plant ait été coupé et qu'un nouveau plant ait germé à partir de la racine de la plante mère. Les bananes sont récoltées 9 mois après la plantation et sont transportées par bateau chaque semaine vers leur destination.

Les bananes Selvática sont certifiées Global Gap, Rainforest Alliance et Carbon Neutral pour la logistique d'exportation (se reporter en section 5.1.8). Le Groupe soutient aussi le système Fairtrade/Max Havelaar à travers son offre de Bananes certifiées commerce équitable. Cette certification assure un accès au marché aux plus petits producteurs et travailleurs des pays en développement et de meilleures conditions commerciales et de travail leur donnant la possibilité d'investir dans un futur durable.

Les autres bananes commercialisées par le Groupe proviennent principalement de Côte d'Ivoire (marque ELIT), de Colombie et du Costa Rica pour un tonnage global de 841 tonnes.

### 5.1.3.2 La mangue

La mangue est le fruit du manguier, un grand arbre originaire d'Inde orientale et du Myanmar. Sa culture s'est peu à peu étendue dans de nombreux pays tropicaux, notamment aux Antilles, au Brésil, sur l'île de la Réunion et en Afrique. Très ornemental, le manguier forme un grand arbre porté par un tronc épais et bien droit. Il mesure en moyenne 15 mètres et donne une centaine de fruits par an. Ses origines lui confèrent une préférence pour la chaleur et l'humidité. Il existe près de 1000 variétés de mangues.

Pionnier de la mangue à maturité garantie en France, le Groupe est l'un des principaux importateurs de mangue d'Afrique de l'Ouest avec des participations dans des structures de production et d'exportation en Côte d'Ivoire et au Mali. Grâce à ces participations le groupe est le leader historique de l'importation de mangues d'Afrique de l'Ouest en Europe, avec plus de 8 000 T/an, soit 2 millions de colis, exportés de ces implantations. Les productions sont certifiées GLOBAL

<sup>2</sup> Estimation Groupe, sur la base des capacités de traitement.

<sup>3</sup> Source : Le marché de la banane en 2019 – FranceAgriMer

G.A.P, Rainforest Alliance et BSCI. L'implication directe du Groupe à chaque étape de la supply chain, contrôlée depuis les bureaux d'Abidjan et de Paris permettent de proposer une logistique de pointe en réponse aux attentes des grandes chaînes de distribution européennes et, à travers elles, aux consommateurs européens. Transportées par avion (6%) ou par bateau (94%), les mangues produites par OMER-DECUGIS & CIE sont de variétés Kent principalement mais aussi Keitt, Amelie, Osteen, selon les saisons et sont distribuées sous la marque DIBRA. Les variétés de mangue Kent, Keitt sont très ressemblantes. La mangue Kent possède une chair sans fibres, juteuse et très sucrée, avec un noyau de petite taille. La chair de la mangue Keitt est ferme, sans fibres et affiche une saveur sucrée, qui renferme un noyau de taille petite à moyenne. La mangue Amelie est délicieusement sucrée, avec une chair très tendre et sans fibres, ce qui la rend très populaire. La variété Osteen est une mangue peu fibreuse particulièrement adaptée à sa culture dans le sud de l'Espagne (Malaga).

Origine	Marque	% Ventes	Producteur	Participation	Transport
Côte d'Ivoire	Dibra	44%	SODIPEX	20%	87% Bateau 13% Avion
		39%	VERGERS DU NORD	40%	97.5% Bateau 2.5% Avion
Mali	Dibra	17%	AOM	20%	100% Bateau

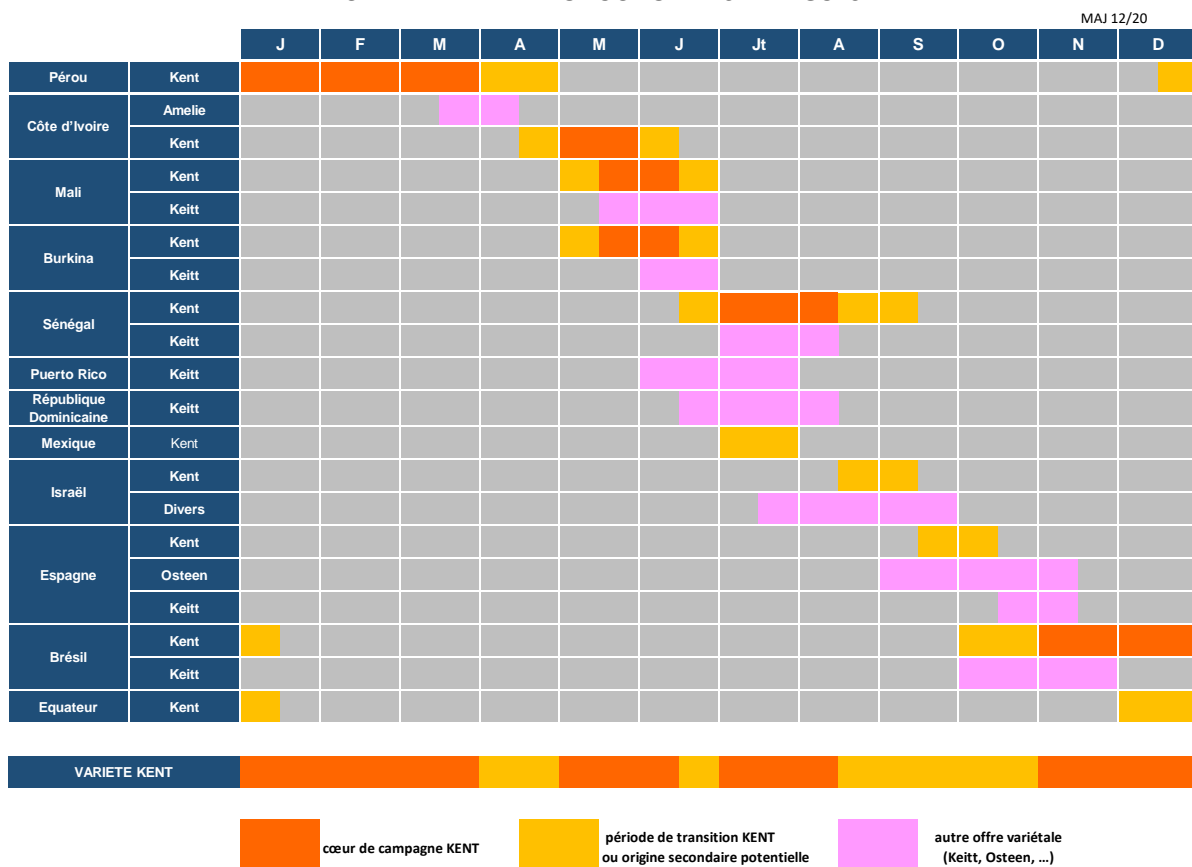
Le Groupe a des participations dans trois compagnies en Afrique de l'Ouest et a noué des accords commerciaux lui permettant de jouir de l'exclusivité de leurs productions.

La mangue étant un fruit saisonnier, afin d'assurer un approvisionnement permanent, le Groupe fait appel à d'autres fournisseurs une fois la campagne africaine terminée, principalement en Amérique Latine et en Espagne.

Déroulement des campagnes mangues :

- Octobre – Mars : Amérique Latine (Brésil, Équateur, Pérou)
- Mars- Août : Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Burkina-Faso, Mali, Sénégal)
- Août – Octobre : Mexique, Israël, Espagne

#### CALENDRIER DE PRODUCTION DES MANGUES



### 5.1.3.3 L'ananas

L'ananas se décline en trois variétés, toutes proposées par le Groupe : le Cayenne lisse, à la chair à la fois sucrée et acide en bouche, l'Extra Sweet (variété MD2), moins acide et plus sucré, et le Pain de sucre, variété rare qui présente un fruit très juteux et très sucré. Spécialiste de l'ananas depuis sa création, SIIM produit et distribue toute l'année des ananas à la qualité reconnue. SIIM est un leader de marché en France et le premier importateur d'ananas d'Équateur en Europe<sup>4</sup>, certifié BSCI et Rainforest Alliance. Résolument tournée vers une qualité produit maximale, SIIM est aussi le spécialiste français de l'ananas par avion.

- **L'ananas Extra Sweet (produit phare du Groupe)** : Cultivé à la latitude zéro, à flanc de la Cordillère des Andes, l'ananas "Terrasol" bénéficie d'un terroir exceptionnel qui associé à l'excellence technique et à l'attention constante des équipes de production, lui assurent un goût savoureux et unique tout au long de l'année. Les terres volcaniques, très riches, sur lesquelles il est produit entre 500 et 700 m d'altitude, ainsi que le climat stable du pays lui confèrent un environnement de production idéal. Cultivé dans la plus ancienne ferme d'ananas d'Amérique Latine (1961), il est particulièrement apprécié d'une clientèle française et européenne très exigeante. Il possède par ailleurs la plus grande offre de capacité de fret dédiée en Amérique latine. Cette production bénéficie des labels et certifications suivants : Global G.A.P, Rainforest Alliance et BSCI.

Cette variété d'ananas cultivée par les sociétés TERRASOL et AGROEDEN, dans lesquelles le Groupe détient une participation à hauteur de 19,8% et 15% respectivement, représente 22 kT/an. La quasi-totalité de la production est acheminée par bateau sauf pour la gamme premium transportée par avion soit 0,04%.

- **L'ananas Cayenne lisse** : Cultivé au sud du Cameroun, sur les terres de Penja et d'Awae, l'ananas Cayenne, est mûri sur pied, soigneusement sélectionné et expédié par avion. Il dispose d'un parfum exceptionnel lié à sa fraîcheur exceptionnelle.
- **L'ananas Pain de Sucre – Bénin** : Produit 12 mois sur 12, l'ananas Pain de Sucre n'a pas d'égale concernant sa qualité gustative, ce qui en fait un produit très recherché en particulier en gastronomie. Il est consommé aussi bien en dessert que comme accompagnement de plats (viande, fruits de mer). Comme son nom l'indique, cet ananas est originaire du Bénin et fait partie des variétés rares. Reconnaisable par sa forme particulièrement allongée, sa chair se distingue par sa couleur pâle. SIIM, acteur historique en Afrique de l'Ouest, propose toute l'année des ananas Pain de Sucre - Bénin certifiés Agriculture Biologique.

Origine	Marque	Variété	Producteur	Participation	Transport
Équateur	Terrasol	Extra Sweet	TERRA SOL CORP	19.8%	99.3% Bateau
			AGROEDEN S.A.	15%	0.7% Avion
Cameroun	Fine	Cayenne Lisse			100% Bateau
Benin		Pain de sucre Bio			100% Avion

### 5.1.3.4 La noix de coco

Origine	Marque	Producteur	Participation	Transport
Côte d'Ivoire	Dibra	SODIPEX	20%	100% Bateau

SIIM est le premier fournisseur européen de noix de coco. Les noix sont produites par SODIPEX en Côte d'Ivoire et la Société en est l'acheteur exclusif. Elles sont 100% bio, de variétés GOA (Grand Ouest Africain) et Hybride, certifiées Rainforest Alliance et distribuées sous la marque DIBRA. Spécialiste des produits exotiques, elle investit depuis plus d'une dizaine d'années pour développer une offre spécifique dédiée à la noix de coco suivant les principes d'excellence qualitative et d'agriculture durable qu'elle a déployés et éprouvés dans la culture de la mangue en zone subsaharienne et qui ont fait la renommée de la Manguerie Dibra.

Cultivée au Sud de la Côte d'Ivoire dans les régions de Jacqueville, Fresco et San Pedro, la noix de coco 100% bio est produite, importée et sélectionnée par SIIM, dans le strict respect des exigences de qualité et du référentiel international GLOBAL G.A.P., attestant de la solidité des systèmes de traçabilité et de la sécurité des Bonnes Pratiques Agricoles. Cette noix de coco de variété GOA allie saveur et respect de l'environnement. Cela garantit un mode de production particulièrement vigilant d'un point de vue environnemental et social : limitation des effets du changement climatique, préservation des forêts, protection de la biodiversité, pratiques sociales et commerciales éthiques et équilibrées, lutte contre la pauvreté.

<sup>4</sup> Estimation Groupe, sur la base des capacités de traitement.

La production de ce palmier emblématique des tropiques est continue tout au long de l'année. Les variétés de cocotier se divisent en deux grands groupes : les cocotiers dits « Grands » et les « Nains ». Comme indiqué par leurs noms, ils se distinguent par des vitesses de croissance plus ou moins importantes. En vue d'améliorer les performances de la plante, les sélectionneurs croisent différents types de Grands avec différents Nains pour produire naturellement des hybrides. Les fruits issus des diverses variétés de cocotiers présentent une grande variété de couleur, taille, forme, texture et goût. Certains, à la saveur très sucrée, sont fort appréciés des consommateurs. D'autres sont préférés pour l'extraction du lait de coco. De rares cultivars, très recherchés, présentent parfois des amandes gélifiées dont la texture et la saveur sucrée peuvent varier selon le stade de maturité et la région d'origine. Ces noix de coco très particulières sont appelées Dikiri au Sri Lanka, Makapuno aux Philippines ou encore Kopyor en Indonésie. Sélectionnée, calibrée, avant d'être emballée dans un carton, la noix de coco de SIIM est présentée avec un étiquetage spécifique sous forme bandeaux colorés et recyclables identifiant les différentes tailles proposées.

#### 5.1.3.5 Les haricots et légumes premiums

Produite et exportée depuis le Kenya et distribuée sous la marque « Le Marché », la gamme de légumes Premium propose principalement des haricots verts et des pois mangetout en provenance du Kenya, mais aussi en complément d'approvisionnement du Zimbabwe et du Guatemala. Le haricot vert et le Kenya entretiennent depuis toujours des liens forts ; c'est une histoire de tradition. Si le Kenya est aujourd'hui le quatrième producteur de haricots au monde et le seul à en produire toute l'année, le haricot constitue sa première production horticole. Avec ses variétés Amy et Samantha, le haricot vert du Kenya, récolté à la main, est fortement apprécié pour son goût subtil, sa finesse et la saveur de sa chair et est surtout considéré comme le meilleur haricot vert du monde par les spécialistes du rayon fruits et légumes. Un produit de qualité dont SIIM s'approvisionne toute l'année grâce à une prise de participation dans une unité de production et d'exportation créée à Nairobi en 1999. Cultivé à l'équateur, il bénéficie, comme l'ananas Terrasol de l'autre côté de l'océan, de conditions culturelles (terreau fertile et climat propice) idéales qui permettent un approvisionnement douze mois sur douze avec un maintien exceptionnel de ses qualités gustatives et de ses bienfaits diététiques.

Origine	Marque	Producteur	Participation
Kenya	Le Marché	MYNER EXPORT LTD	20%

Les haricots verts bénéficient, dès la préparation de la terre (formation des sillons, plantation...) et durant toutes les étapes jusqu'à son arrivée dans les assiettes des consommateurs, d'un soin extrêmement méticuleux. Un soin que seule la Société est en mesure de garantir à ses clients grâce à la supply chain totalement intégrée au service du produit et organisée par la filiale de production et d'exportation au Kenya Myner Exports Ltd, certifiée ISO 22000, Global G.A.P et audité BSCI et un contrat commercial afin de disposer de l'exclusivité de la production. L'affrètement est organisé par Bogani Ltd, filiale créée pour gérer exclusivement la logistique d'acheminement vers l'Europe, avec des compagnies aériennes partenaires avec lesquelles des systèmes d'acheminement par avion ont été optimisés pour limiter l'empreinte environnementale.

Le haricot vert est le leader de la gamme des légumes Premium de la Société, qui comprend également le pois mangetout et le Sugar Snaps. Les haricots importés par SIIM et distribués sous la marque Le Marché, sont acheminés par avion afin de garantir la fraîcheur et les qualités gustatives du produit. Conditionnés historiquement en vrac - colis de 2,7 kg, éboutés - 8 par 500, 8 par 400 ou 12 par 250, ou encore façon "triple cut".

#### 5.1.3.6 Les autres fruits et légumes

Produits	Origines principales d'approvisionnement
Bananes plantain	Équateur, Colombie
Fruits de la passion	Vietnam, Afrique du Sud
Limes	Brésil, Colombie, Mexique, Espagne
Avocats	Espagne, Pérou, Chili, Équateur, Mexique
Patates douces	Espagne, USA, Honduras, Afrique du Sud
Gingembre	Chine, Équateur
Asperges	Pérou, Mexique, Espagne, France
Pitayas	Équateur, Vietnam

Pour les autres fruits et légumes, le Groupe s'approvisionne auprès de fournisseurs sélectionnés selon un cahier des charges précis. Ces produits commercialisés par SIIM proviennent de fournisseurs tiers : bananes plantains (Équateur), fruits de la passion (Vietnam), limes du Brésil, de Colombie et du Mexique, avocats d'Espagne, du Pérou, du Chili, de l'Équateur et du Mexique, patates douces d'Espagne, des USA, du Honduras et d'Afrique du Sud, gingembre (Chine). BRATIGNY s'approvisionne directement auprès de SIIM pour les fruits et légumes exotiques et auprès de producteurs Français et Européens pour les fruits et légumes saisonniers.

Les fournisseurs référencés par SIIM font tous l'objet d'une vérification de qualité avant l'entrée en relation pour vérifier que leurs processus sont en adéquation avec la politique du Groupe. Ils doivent être au minimum certifiés Global G.A.P., disposer d'au moins une certification sur le plan social et éthique (telles que GRASP, BSCI ou Rainforest Alliance) et communiquer leur plan d'utilisation des pesticides et leur système de traçabilité. Ils font ensuite l'objet d'une évaluation annuelle menée par SIIM, pour vérifier que les exigences sont toujours correctement appliquées.

#### 5.1.4 L'importation des fruits et légumes

Le métier d'importateur en fruits et légumes est assuré par le pôle SIIM. Si l'objectif est simple, à savoir, faire venir des fruits et légumes de différents pays du monde sur les étals des commerçants, sa mise en œuvre est pourtant le résultat de l'application de procédures très sophistiquées développées par le Groupe sur 6 générations. En effet, l'importation de fruits tropicaux nécessite la maîtrise de nombreux facteurs que SIIM a su appréhender et gérer par un management de sa supply chain très performant. La gestion de la chaîne logistique couvre de nombreux domaines et le Groupe est présent sur la majorité des étapes de la chaîne de valeur, à l'exception des différentes étapes de transport, amont et aval.



##### 5.1.4.1 La sélection des produits

L'importation de fruits tropicaux nécessite une parfaite connaissance des produits pour s'assurer la qualité de l'approvisionnement auprès des producteurs. L'importateur veille notamment aux conditions d'exploitation et de cueillette des fruits afin d'en préserver les qualités nutritives et gustatives. Il impose son cahier des charges aux producteurs selon des normes strictes en termes de calibre, de qualité interne et externe et fixe notamment le conditionnement des fruits ainsi que la maturité des fruits pour la récolte. À l'origine, les opérations de Recherche et Développement sont menées directement par le Groupe, dans son laboratoire dédié. Le sourcing et la sélection des variétés et des territoires les plus adaptés, sont réalisés en lien direct avec les attentes des consommateurs, constatées en bout de chaîne, grâce à des recherches sur les maladies affectant les fruits. La production est alors réalisée, selon les cas, par des producteurs-associés (prise de participation minoritaire au capital) ou par des producteurs tiers (se reporter en section 5.1.3).

##### 5.1.4.2 Le transport

Le transport des produits a lieu en trois étapes distinctes. Le préacheminement des produits entre le lieu de production et le port ou l'aéroport de départ du pays d'origine, puis l'importation en Europe constituent le transport amont ou primaire. Enfin, l'étape de transport aval, ou logistique secondaire a lieu à la suite du mûrissement et du conditionnement des produits, pour transporter les commandes jusqu'aux plateformes des clients, qui assurent la logistique jusqu'au consommateur. Le Groupe fait appel à divers prestataires extérieurs pour le transport de ces fruits et légumes. L'importation est assurée principalement par voie maritime (95%) et en partie par voie aérienne pour les gammes premium, certains produits ou niveaux de maturité ne pouvant supporter un transport maritime de plusieurs semaines. Les principaux ports d'arrivée en Europe sont Anvers et Rotterdam, ainsi que Dunkerque qui commence à se développer.

### Principaux prestataires extérieurs :

<i>Compagnies Maritimes :</i>	<i>Compagnies Aériennes :</i>	<i>Transitaires Maritimes:</i>	<i>Transitaires Aériens :</i>
<ul style="list-style-type: none"><li>- Seatrade</li><li>- MSC</li><li>- CMA CGM Khune &amp; Nagel (Eurosail) Maersk</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Swiss Int Air Lines SA</li><li>- Air France KLM Cargo</li><li>- Cargolux:</li><li>- SN Brussels</li><li>- DHL</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Tropical Fruit Export (Multinational Logistics)</li><li>- Medlog</li><li>- Luik Natie Anvers</li><li>- Kloosterboer Rotterdam &amp; Vlissingen</li><li>- LBP Maasdijk (NL)</li><li>- ZZ Coldstores Vlissingen</li><li>- Destock Dunkerque</li><li>- Conhexa Dunkerque</li><li>- Agro Merchants Algesiras</li><li>- Transit Fruits Marseille &amp; Anvers</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Packing Services International</li><li>- Sotracom Air Transit</li><li>- Adelantex NV</li><li>- Davila y Curillo Exp Imp</li><li>- Hellmann</li></ul>

La question du transport durable est indissociable de l'engagement de logistique responsable d'OMER-DECUGIS & CIE dont l'acheminement de marchandises est au cœur du modèle économique. Plusieurs solutions ont ainsi été mises en œuvre afin de limiter au maximum l'impact des transports sur l'environnement. Le Groupe s'assure que toutes les compagnies maritimes sollicitées pour le transport des fruits et légumes ont adopté des politiques de responsabilité sociétale assorties d'objectifs pour réduire significativement leur empreinte environnementale. Il attache autant d'importance aux démarches RSE qu'aux garanties fortes apportées par ces mêmes compagnies maritimes en matière d'efficacité économique et de performance de leurs équipements pour le maintien de la qualité du produit : strict respect de la chaîne du froid, exemplarité des pratiques sanitaires et d'hygiène, traçabilité et transparence des process, etc. Une performance globale coconstruite entre le Groupe et ses partenaires dans l'optique de relations durables, équilibrées, responsables et mutuellement bénéfiques. De même pour les transports par voie aérienne, les vols empruntés pour le transport des marchandises sont quasi exclusivement des vols de retour fret ou associés aux capacités offertes par les soutes des avions passagers.

#### **5.1.4.3 Un outil de supply chain performant**

Le Groupe s'appuie sur son savoir-faire historique en matière de gestion de la supply chain et sur un outil de management et de suivi qui lui permet de piloter le plus efficacement possible la chaîne globale d'approvisionnement depuis les plantations jusqu'au client final. Les zones de productions étant dépendantes des conditions climatiques et les besoins des consommateurs étant volatiles, il s'agit dès lors de planifier, maillon après maillon, l'ensemble des procédures qui sont nécessaires pour produire, récolter, transporter, faire mûrir, conditionner et enfin livrer les fruits à la maturité désirée par chacun des clients. Le logiciel de gestion (ERP), couplé à l'expertise de la Société, permet d'estimer précisément les besoins des clients, pour adapter les quantités de fruits récoltées puis de mettre en place les capacités de transport et de stockage adéquates. Le suivi de la marchandise mis en place tout au long de la chaîne de valeur permet donc de synchroniser les éléments de la chaîne globale d'approvisionnement. La traçabilité des fruits est assurée depuis la plantation jusqu'au client final. Cette notion de pilotage dépasse largement la seule gestion technique des flux. S'agissant de denrées périssables, l'objectif est d'améliorer sans cesse les flux et les délais tout en maîtrisant les coûts. Il est donc nécessaire pour la planification de tenir compte de la durée de vie et des capacités de conservation de chaque fruit, mais aussi de prendre en compte des périodes incompressibles pour le transport et pour le besoin de procéder à un éventuel mûrissage. Cette organisation permet au Groupe d'afficher un taux de service de 98,5% auprès de ses clients, dans un second temps, une majorité de ces produits non-servis peuvent être revendus, après avoir fait l'objet d'un retraitement si nécessaire. Les produits restants ne pouvant être revendus sont donnés aux associations avec lesquelles le Groupe collabore (se reporter en section 5.1.8), de sorte que seuls 0,01% sont finalement détruits.

L'outil de gestion interne couple les besoins documentaires nécessaires à l'importation des fruits (dédouanement, contrôle phytosanitaire, mise en consommation, gestion des flux intra-communautaires, TVA) et à l'organisation des approvisionnements des clients. Cette fonction de planification des volumes est essentielle au respect des volumes de commandes exprimés par l'ensemble des clients, combinant ordres fermes, anticipations et modifications de dernière minute liée à la consommation. La dernière étape est ensuite la phase de préparation de commande et conditionnement suivant les spécifications de chaque client et la livraison, qui entraîne alors la facturation définitive et l'encaissement.

#### **5.1.4.4 La réglementation**

En qualité d'importateur, SIIM doit maîtriser l'ensemble de la réglementation applicable à l'importation de denrées alimentaires. Les fruits et légumes importés sont ainsi soumis :



- à des barrières tarifaires (droits de douanes, systèmes de prix d'entrée) et non tarifaires (normes et règles commerciales et sanitaires en vigueur dans l'UE auxquelles doivent se conformer les pays tiers) ;
- à des contrôles, réalisés avant la mise en libre pratique (dédouanement) des marchandises :
  - normatifs : la conformité avec les normes de commercialisation de l'UE (catégorie, calibre, marquage...) est vérifiée par les agents de la Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) ;
  - phytosanitaires : réalisés par les Services d'Inspection Vétérinaire et Phytosanitaire aux frontières (SIVEP), rattachés à la Direction Générale de l'Alimentation (DGAL), au niveau des Points d'Entrée Communautaires (PEC), sur la base d'une liste de fruits et légumes dits soumis (annexe V de la directive 2000/29 CE) ;
  - sanitaires : certaines marchandises importées ne peuvent être mises sur le marché sans autorisation préalable. Ces contrôles à l'importation, harmonisés au niveau de l'UE, sont effectués par la DGCCRF, en coopération avec la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI). Ils sont fondés sur une analyse de risques et reposent sur la mise en œuvre de contrôles renforcés (produits soumis listés à l'annexe I du R(CE) n° 669/2009) et de mesures d'urgence.
  - spécifiques complémentaires pour les produits issus de l'agriculture biologique.
- à des conditions d'accès au marché européen (standards privés souvent initiés par les enseignes de la grande distribution tels que Global Gap, IFS Food, BRC, AH Protocol, Tesco Nurture, etc.).

Le Groupe, via sa filiale d'importation SIIM, a obtenu en 2015 le statut d'Opérateur Economique Agréé (OEA) – à son niveau maximal (Agrément Sécurité et sûreté et agrément simplifications douanières) –. Ce statut est une certification délivrée par l'Administration des douanes et donne à la société la possibilité de procéder elle-même aux opérations de dédouanement sans avoir recours à un tiers. Au-delà de l'économie correspondant à l'internalisation des procédures douanières, elle permet aussi aux services de l'Etat (douaniers, répression des fraudes, etc.) d'identifier les entreprises les plus fiables et ainsi de leur faire bénéficier d'un traitement personnalisé et allégé pour les contrôles. L'objectif principal est donc de rendre les échanges plus sûrs et plus simples. Le statut d'OEA est essentiel dans les contrôles et les relations de l'entreprise avec l'administration des douanes. Ce certificat amène une reconnaissance de la fiabilité de l'opérateur au niveau international.

BRATIGNY, filiale grossiste du Groupe, a obtenu en 2017 le certificat de management de la qualité Fel'Excellence, devenant ainsi le 14<sup>ème</sup> grossiste en fruits et légumes à l'obtenir en France. En 2020, seuls 18 sur les 1 120 grossistes (source : [www.uncgfl.fr](http://www.uncgfl.fr)) en France disposent du certificat Fel'Excellence. Ce label, véritable référentiel des grossistes sur marché a été élaboré par les professionnels du commerce de gros de fruits et légumes, avec l'expertise des membres du comité de suivi de l'UNCGFL – Union Nationale du Commerce de Gros en Fruits et Légumes – et l'appui du CTIFL – Centre Technique Interprofessionnel Fruits Légumes – qui a recueilli les attentes des fournisseurs et des clients. Délivré à l'issue d'un audit rigoureux réalisé par un organisme certificateur indépendant, il distingue notamment les démarches de progrès et les bonnes pratiques mises en œuvre par BRATIGNY dans les domaines suivants : le strict respect des réglementations, la prise en compte des attentes de toutes les parties prenantes de l'activité, des engagements forts en matière de contrôle qualité avec la convention d'autocontrôle Fel'Partenariat et de développement des compétences des salariés. Il s'agit à la fois d'un outil de progression et d'un label de reconnaissance pour les entreprises de gros en fruits et légumes sur marché qui souhaitent se démarquer par leur professionnalisme.

### **5.1.5 Le savoir-faire du Groupe en matière de mûrissage**

Les fruits tropicaux sont récoltés sur l'arbre quand ils sont encore verts (non mûrs) car les fruits mûrs sont trop fragiles pour être transportés sur de longues distances. Le Groupe a développé une expertise et un savoir-faire sur plusieurs décennies en matière de mûrissage qui lui permettent de proposer à tous ses clients des fruits tropicaux au point de maturité désiré. Ce savoir-faire est actuellement incarné par une équipe « mûrisseurs » qui disposent d'une parfaite connaissance des produits pour mettre en œuvre le processus de mûrissage adapté aux particularités des fruits, en lien direct avec les besoins des équipes commerciales.

#### **5.1.5.1 Une nouvelle plateforme de mûrissage à unique en France**

OMER-DECUGIS & CIE a inauguré en septembre 2020 un nouveau site de mûrissage sur le MIN de Rungis, attenant au nouveau siège social du Groupe. Ce bâtiment rassemble sur une même plateforme les activités de mûrissage, de stockage et de conditionnement du Groupe, devenant ainsi le plus grand site dédié au mûrissage de bananes et d'exotiques en France (source : AIB). Cet espace a été doté d'installations très performantes favorisant la gestion raisonnée des ressources et l'efficacité énergétique.



La plateforme industrielle de 12 000 m<sup>2</sup> dispose d'une capacité totale de mûrissage de 100 000 tonnes, pour une capacité de stockage en froid différencié de 1 600 palettes. Les 42 chambres de mûrissage permettent le traitement simultané de l'équivalent de 67 camions. Fruit d'un investissement total du Groupe de 10,9 M€, la plateforme est dimensionnée pour accueillir la croissance d'activité anticipée jusqu'en 2023. Unique en France, cet outil utilise les technologies les plus avancées en matière de mûrissage, déterminées à l'issue d'un projet pilote de deux ans. Les systèmes retenus, adaptés à chaque fruit, permettent notamment la réduction de plus de 30% de la consommation énergétique lors du cycle, tout en assurant la meilleure qualité de mûrissage.



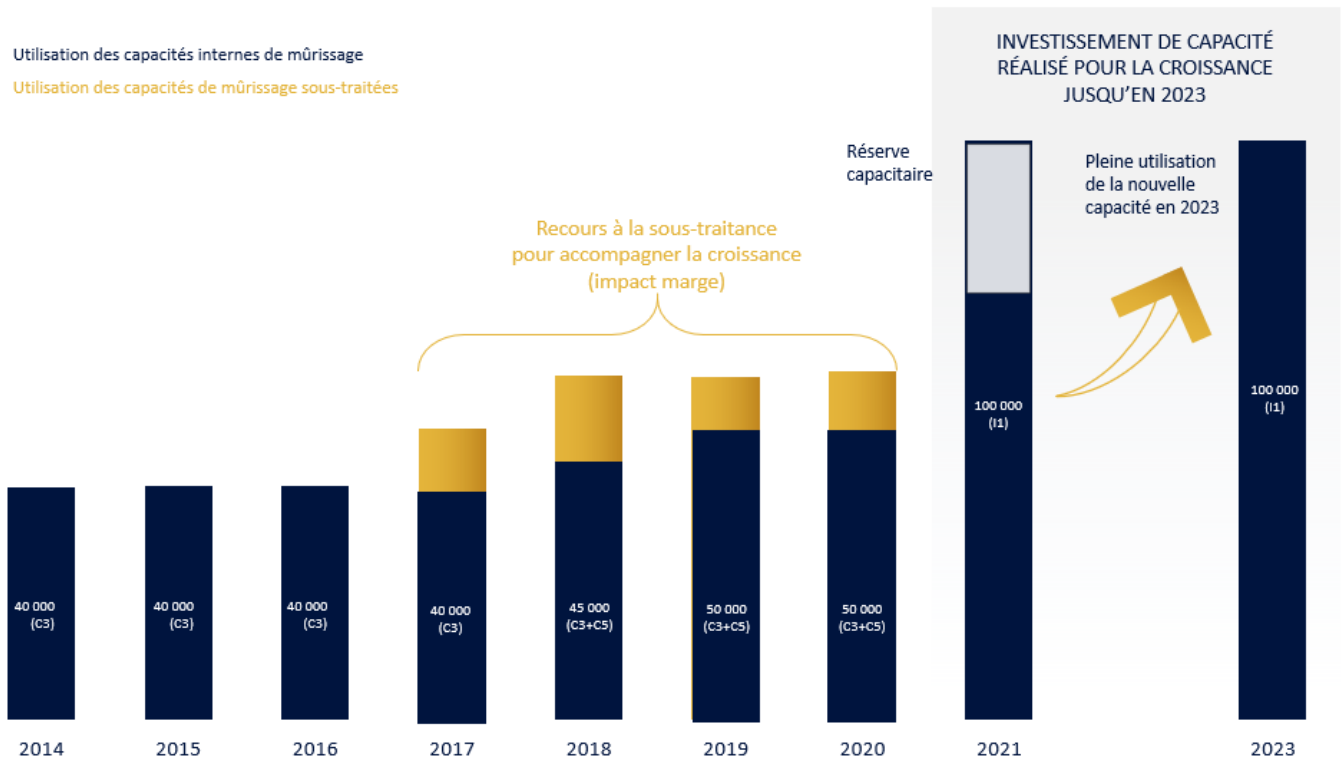
En matière de gestion du froid, des centrales de traitement de l'air (CTA) ont été installées pour permettre le recyclage de l'air intérieur combiné à des emprunts extérieurs. Une installation qui vise, à la fois, la réduction de la consommation énergétique et le confort physique et sonore des équipes en supprimant le recours à la ventilation forcée et en assainissant l'air continuellement lors de son renouvellement. Pour la production de froid, l'accent a été mis sur la performance énergétique et la fiabilité. Le système est constitué de trois refroidisseurs à l'ammoniac (NH<sub>3</sub>)/eau glycolée permettant une puissance frigorifique déployée de près de 3 800 kW pour un impact économique et écologique (éradication des gaz fréon) substantiel. Il est doté de deux tours de refroidissement à eau combinant l'efficacité énergétique de ventilateurs axiaux à faible consommation d'énergie au rendement de l'échange de chaleur à contre-courant. La sécurité et la fiabilité du système est assurée par la redondance de chaque élément, dont deux compresseurs pour chaque refroidisseur, et un principe de délestage entre chaque unité indépendante, afin d'assurer le fonctionnement du cœur du système, quelles que soient les circonstances. Un système de « freecooling » a été élaboré et installé afin de prendre le relais de l'installation de froid dès que la température extérieure est inférieure à 8°C, préservant ainsi les ressources énergétiques liées à la production de froid. Les chambres froides destinées au stockage des fruits, notamment de l'ananas, ont été dotées d'aérothermes spécifiques avec des systèmes de guidage de l'air afin d'assurer la meilleure ventilation des fruits. Couplées à des convertisseurs catalytiques d'éthylène, elles permettent aussi la parfaite conservation des fruits avant leur distribution.

Tous les déchets générés par la plateforme sont recyclés en lien avec la Semmaris et son partenaire Veolia. Cela comprend les déchets organiques compostés, les cartons et plastiques recyclés ainsi que le bois collecté.

Cette nouvelle plateforme (I1) permet au Groupe d'accroître fortement ses capacités internes de mûrissage par rapport à son organisation précédente au sein du MIN de Rungis, constituée d'un bâtiment d'une capacité de mûrissage de 40 000 tonnes (C3), auquel a été ajouté à partir de 2018 un autre bâtiment d'une capacité de mûrissage de 10 000 tonnes (C5) supplémentaires en 2019. Au cours de la période 2017 à 2020, l'activité du Groupe a été marquée par une sous-capacité de traitement qui l'a contraint à avoir recours à de la sous-traitance pour accompagner le développement des volumes



traités, ce qui a entraîné une perte d'efficacité opérationnelle. Les capacités de mûrissage restaurées grâce à la nouvelle plateforme, à partir de septembre 2020, permettent au Groupe de ne plus avoir recours à la sous-traitance pour le mûrissage des fruits et de disposer d'une réserve capacitaire qui devrait permettre d'accompagner son développement jusqu'en 2023 (se reporter en section 5.4).



#### 5.1.5.2 Un savoir-faire pour le mûrissage des fruits climactériques (bananes, mangues, avocats) :

C'est au cours de la maturation que s'élabore la qualité organoleptique des fruits (accumulation de sucres et d'acides, production d'arômes, modifications de la texture...). Cependant, la période pendant laquelle le produit garde une qualité optimum est éphémère. C'est la raison pour laquelle il est essentiel de maîtriser le processus de maturation afin de maîtriser sa distribution dans de bonnes conditions. Un fruit est considéré comme mûr lorsqu'il a atteint son développement et qu'il se détache naturellement du végétal qui l'a produit ou lorsqu'il libère ses graines.

##### ➤ Le rôle de l'éthylène

Comme l'avocat, la banane et la mangue sont des fruits climactériques. Cela signifie qu'ils continuent de mûrir après la cueillette, en produisant de l'éthylène ( $C_2H_4$ ) qui est un gaz incolore et une hormone végétale que la plupart des fruits produisent en quantité variable. Cette molécule entraîne le mûrissement du fruit, même lorsque celui-ci est déjà cueilli.

Les fruits sont classés en deux catégories, climactériques et non-climactériques, selon qu'ils présentent ou non un pic de respiration et de synthèse d'éthylène au moment de la maturation.

### **Fruits climactériques**

- Abricot
- Avocat
- Banane
- Figue
- Goyave
- Kiwi
- Mangue
- Melon
- Nectarine
- Pêche
- Poire
- Pomme
- Tomate

### **Fruits non climactériques**

- Agrumes (Orange, Citron, lime, etc.)
- Ananas
- Cerise
- Concombre
- Fraise
- Litchi
- Myrtille
- Olive
- Pastèque
- Raisin

Cette distinction a des conséquences sur leur conservation. Ainsi, en plaçant une banane et une pomme ensemble, elles contribueront à se faire mûrir mutuellement par l'éthylène qu'elles rejettent. Tandis qu'une orange au contact d'une banane, à défaut de mûrir, risque plutôt de pourrir. Les connaissances permettent donc de contrôler la production d'éthylène des fruits dans le but d'en améliorer la qualité et d'en prolonger la conservation, ou d'activer le mûrissement des fruits au moment choisi grâce à la circulation d'un mélange gazeux composé de 4% d'éthylène et 96% d'azote.

#### ➤ Les facteurs extérieurs

- La température : le froid permet aux fruits de se conserver plus longtemps. Cela est dû aux enzymes qu'ils contiennent naturellement. Celles-ci deviennent peu actives, voire inactives, à des températures inférieures aux températures de croissance des fruits. Or, ces enzymes permettent la maturation du fruit. Ainsi, le froid ralentit le métabolisme de la maturation. Cependant, chaque fruit dispose d'une température de consigne pour une conservation optimale, en deçà de laquelle la qualité du fruit peut être altérée, en impactant la saveur et l'apparence (frisure physiologique). Certains fruits ne doivent pas être conservés à des températures froides, comme la tomate ou la banane, car cela en altère la saveur.
- L'oxygène : lorsqu'un fruit est maintenu sous vide, c'est-à-dire non exposé à l'effet de l'oxygène, son processus de maturation est ralenti. Il existe donc une corrélation inverse entre l'activité respiratoire et la durée de conservation des fruits de sorte que les faibles taux d'oxygène permettent de ralentir la maturation et ainsi prolonger leur durée de vie. De même, la déprivation d'oxygène peut entraîner la suffocation du fruit et en altérer totalement le goût et la qualité.
- Le dioxyde de carbone : lorsque le taux de CO<sub>2</sub> est élevé, il inhibe la production de l'éthylène. Il est donc capable de ralentir la maturation des fruits. C'est la raison pour laquelle certains fruits sont emballés. Il est également possible de contrôler le taux de CO<sub>2</sub> à l'aide d'un analyseur d'O<sub>2</sub>/CO<sub>2</sub>.

#### ➤ Les signes de la maturité des fruits<sup>5</sup>

- La couleur : la couleur est une composante essentielle de ce que l'aliment offre à la vue et, par conséquent, elle va déterminer la première impression positive ou négative du consommateur. Elle est aussi un critère de qualité qui permet de segmenter les produits alimentaires en plusieurs catégories auxquelles les consommateurs peuvent facilement se raccrocher pour effectuer leur choix.
- La fermeté : la perte de fermeté du fruit résulte de la synthèse chimique ou de l'activation, pendant la phase de maturation, de protéines impliquées dans le relâchement de la paroi. La fermeté est un critère de qualité, contrôlé à réception des fruits.
- L'odeur : lors de la maturation des fruits, des composés volatils spécifiques se produisent. Ils sont à l'origine de l'odeur des fruits.
- La saveur : la saveur d'un fruit dépend en particulier de sa teneur en sucre. Au cours de la maturation, cette teneur en sucre va augmenter suite à la dégradation de l'amidon du fruit.

#### ➤ Le mûrissement des bananes

Appartenant à la catégorie des fruits dits climactériques, les régimes de bananes sont coupés verts pour supporter le transport et ralentir le processus naturel de maturation. Ils sont acheminés par bateau depuis les différentes zones de productions vers les lieux de consommation. Dès lors que le régime est cueilli, l'Homme se substitue au processus naturel. Ainsi, il peut le maîtriser jusqu'à la mise à disposition des bananes dans les commerces.

---

<sup>5</sup> <https://www.agro-agri.fr/maturite-des-fruits.html>

Les bananes mettent plusieurs semaines à parvenir à maturité. Il est donc nécessaire de les « endormir » afin de stopper le murissement pendant la phase de transport. De ce fait, la température des containers réfrigérés est fixée à 13°C, seuil de « frisure physiologique du fruit ». A son arrivée, le fruit est placé dans une chambre de mûrissage pendant environ 6 jours à une température modulée entre 13 et 16°C.

Le mûrissage démarre grâce à la circulation d'éthylène dans les chambres et grâce au brassage d'air évitant la transpiration des fruits. Les cartons sont munis de trous facilitant la libre circulation de l'air. L'éthylène permet de déclencher dans les chambres le processus de mûrissage puisqu'il transforme l'amidon en sucre. A leur sortie des chambres, les cartons sont répartis en fonction de leur degré de maturité et selon la demande des clients du Groupe. Il existe 7 degrés de maturité sur l'échelle colorimétrique, la maturité la plus demandée étant 3,5.



#### ➤ Le mûrissage et la sélection par maturité des mangues et des avocats

Les autres fruits climactériques comme la mangue ou les avocats continuent eux-aussi à mûrir après récolte et font appel à un savoir-faire spécifique et historique du Groupe, qui a édité ses propres protocoles techniques adaptés à ces fruits. Contrairement aux bananes qui poussent sur des régimes et sont cueillies à un stade de maturité précoce et homogène, les mangues ou les avocats évoluent de manière moins homogène.



Ainsi, deux actions sont réalisées dans l'entrepôt de Rungis, suite à leur transport par bateau, d'abord une phase de mûrissage spécifique puis la sélection selon la maturité grâce à une trieuse AWETA®.

Le mûrissage consiste à chauffer l'air ambiant, pour l'avocat et pour la mangue, à une température entre 15 et 20°C durant plusieurs jours. Le fruit entame alors son mûrissage et s'assouplit. La pulpe de la mangue devient orange mais sa coloration externe ne change pas. A l'inverse, l'avocat devient brun à l'extérieur. En raison de l'hétérogénéité de maturité après mûrissage des avocats et des mangues, un tri est opéré par un système de capteur piézo-électrique à au moins deux endroits différents de la surface de chaque fruit. La mesure de ses propriétés élastiques détermine son degré de maturité. Les fruits sont ainsi triés mécaniquement selon leur degré de maturité pour répondre précisément au cahier des charges. Grâce à ce savoir-faire, environ 90% des mangues sont affinées et passent par ce processus pour être livrées aux clients avec le degré de maturité souhaité. En complément, de cette offre de mangue acheminées par bateaux, le Groupe propose aussi une gamme de mangues premium, acheminées par avion, ce qui permet de les récolter à maturité et d'en

conserver ainsi au maximum les saveurs.

#### 5.1.5.3 *La conservation des fruits non-climactériques*

Les fruits non-climactériques tels que l'ananas, la noix de coco ou la lime (citron vert) ne mûrissent pas après récolte. Ils sont donc récoltés à maturité et s'ils ne mûrissent plus à proprement parler, certains comme l'ananas peuvent continuer à évoluer un peu à température ambiante et gagner notamment en sucre. Fragile malgré sa rudesse apparente, l'ananas ne doit pas subir de choc, car une lésion peut entraîner une zone de pourriture. L'ananas importé par bateau est cueilli juste mûr puis il est transporté par bateau en le maintenant à une température de 8°C. L'ananas de gamme premium est transporté par avion et peut donc être cueilli à un stade de maturité plus avancé. Lors de leur arrivée dans l'entrepôt de stockage de Rungis, ils sont stockés dans une chambre froide qui a été spécifiquement conçue, dotée d'aérothermes avec des systèmes de guidage de l'air, pour que les ananas conservent toute leur fraîcheur et leur qualité gustative pour le consommateur, puis ils sont conditionnés selon les demandes des clients. De plus, un système d'extraction de l'éthylène

a été intégré dans les chambres de stockages dédiées à l'ananas, afin de réduire la concentration de ce gaz produit naturellement par les ananas et d'en augmenter ainsi la durée de conservation.

#### 5.1.5.4 Opérations de conditionnement selon les besoins des clients

Les opérations de conditionnement des produits sont réalisées par le Groupe selon les spécifications des clients. Les fruits tels que les bananes, les mangues ou les ananas sont disposés dans des caisses en carton sur les sites de production pour leur transport jusqu'en Europe. Une fois arrivés dans l'entrepôt de Rungis et après leur éventuelle phase de mûrissage, les produits sont de nouveau conditionnés pour répondre aux demandes des clients. Les bananes peuvent par exemple être triées en fonction du nombre de fruits par main, puis conditionnées dans des sachets individuels appelés « *flow packs* » et enfin remises dans les cartons qui ont servi au conditionnement en sortie de plantation. Les produits destinés à l'export sont quant à eux expédiés chez les clients directement depuis le port d'arrivée en Europe et restent dans leur conditionnement de sortie de plantation. Les clients se chargeant eux-mêmes des éventuelles opérations de reconditionnement des produits pour la mise en vente.



Depuis 2018, SIIM propose également à ses clients le conditionnement de ses bananes et ananas en caisses IFCO en plastique, entièrement réutilisables et recyclables. Cette gamme de solutions d'emballages à la fois résistants et parfaitement aptes au contact alimentaire, est spécifiquement conçue pour la chaîne logistique d'aliments frais. A travers cette évolution dans le conditionnement de ses produits, SIIM poursuit deux objectifs : une meilleure préservation de la qualité de ses produits jusqu'à leur acheminement en Europe ainsi qu'une optimisation de la chaîne logistique.

La gestion des déchets est au cœur des préoccupations du Groupe sur l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur :

- 100% des cartons d'emballage utilisés sont recyclables ;
- 100% des cartons utilisés par le Groupe pour la banane, la mangue et l'ananas sont certifiés FSC ;
- les cornières utilisées dans les entrepôts du Groupe sont issues de filières circulaires ;
- les emballages des conditionnements en flow pack (500 tonnes par mois) sont en mono matériaux en polyéthylène (PE), recyclable à 100%.



Conditionnement Flow Pack



Cartons FSC et palettisation avec cornières issues de filières circulaires

#### 5.1.6 La distribution

Pur acteur B-to-B, le Groupe vend exclusivement ses fruits et légumes à des professionnels à travers deux pôles opérationnels de distribution : SIIM qui représente 72% des ventes du Groupe, assure la distribution de fruits et légumes tropicaux auprès d'une clientèle de grands comptes (GMS, Restauration collective et Fraîche découpe), tandis que

BRATIGNY (28% des ventes), grossiste à Rungis, offre toute la gamme de fruits et légumes à une large palette de clients (détaillants, restaurateurs, magasins, etc.).

Les produits distribués par le Groupe sont vendus sous plusieurs marques (les éléments de propriété intellectuelle de ces marques sont présentés en section 5.1.9.1) :



La marque DIBRA porte l'offre de l'ensemble de la gamme de fruits exotiques produits à travers le monde. Elle est déclinée sur les emballages d'unités de vente consommateur (stickers, barquettes, films).



La marque TERRASOL, créée en 1961, est la référence en termes de production d'ananas en Équateur. Terrasol a été la première ferme d'ananas intégrée à destination de l'exportation en Amérique latine.



Edward Evans - Don Ed's - a créé la plantation d'ananas TERRASOL en Équateur en 1961. La marque Don Ed's a été développée pour emballer un ananas d'exception, transporté par avion et concentrant plus d'un demi-siècle de savoir-faire.



La marque FINE a été créée par SIIM en 1978, elle est la marque de référence de l'ananas par avion.



SELVATICA est la marque exclusive de SIIM pour toute son offre de bananes Premium d'Équateur, reconnue pour sa large segmentation et sa qualité – Bananes Extra, Jumbo, Verte à Cuire, Bio, Fairtrade, Single, 5 fruits, Rose, Freycinette – exprimée dans tous les emballages.



ELIT est la marque historique de SIIM, originellement créée en 1978 pour porter les productions d'ananas et de bananes de Côte d'Ivoire du Président Houphouët-Boigny, alors associé de SIIM.



La marque Le Marché est dédiée aux légumes Premium, en particulier les haricots verts et pois mangetout, produits par SIIM au Kenya. Les légumes du Zimbabwe et du Guatemala produits en compléments, sont aussi emballés dans la marque Le Marché, au design ajusté à ces pays de production.

Le Groupe a connu une croissance régulière de ses ventes au cours des dix dernières années portées par des investissements dans les infrastructures et des acquisitions de grossistes. Au 30 septembre 2020, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe est de près de 120 millions d'euros, dont 34% à l'export.

Chiffre d'affaires (en M€)  
Exercice clos au 30 septembre

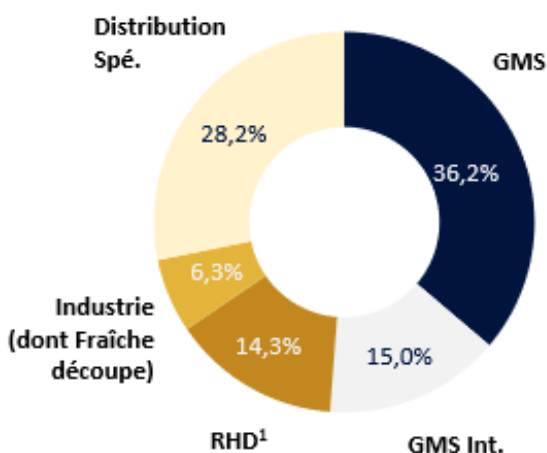


\* CA Net consolidé reconstitué - non audités



Produits	2020 % CA	2019 %CA
Banane	29,30%	28,45%
Mangue et Avocat	22,45%	23,36%
Ananas	15,64%	19,25%
Haricots verts et pois mangetout	5,24%	6,41%
Fruits de saison/rouges	5,14%	4,15%
Lime	4,01%	2,40%
Plantains, racines, patates douces	3,87%	5,39%
Pomme et Poire	3,31%	0,24%
Fruit de la passion	2,53%	2,51%
Agrumes	2,30%	1,56%
Noix de coco	2,09%	2,44%
Autres tropicaux	1,72%	1,64%
Tomate	1,69%	1,36%
Légumes de saison	0,69%	0,83%

Les familles de produits (en % du CA 2020)



Répartition du CA Groupe par types de client  
(au 30/09/2020)

(1) Restauration Hors Domicile secteur impacté en 2020 par la crise Covid-19

#### 5.1.6.1 SIIM : la vente aux grands comptes

La filiale SIIM assure la distribution des fruits exotiques auprès d'un grand nombre d'acteurs de la grande et la moyenne distribution (GMS), en France et à l'international (majoritairement en Union Européenne et au Royaume-Uni). Les ventes en France sont réalisées depuis l'entrepôt situé à Rungis tandis que les ventes à des clients européens sont organisées par le bureau commercial situé à Malaga, en Espagne. Elle est également présente auprès d'acteurs majeurs de la restauration collective et de la fraîche découpe. Le Groupe dispose d'un large portefeuille de clients et livre ses produits auprès des plus grandes enseignes sur chacun des segments.



SIIM	2016	2017	2018	2019	2020
CA (en M€)	75,7	82,5	80,5	85,6	85,8

Le Groupe est présent dans toutes les enseignes de France sans dépendance à aucune d'entre elles, ainsi qu'auprès d'acteurs importants en Europe. La Société estime que le potentiel de développement auprès des grands comptes est encore très important, car la majorité des enseignes n'achètent pas l'ensemble de l'offre proposée par le Groupe. La qualité des produits et le savoir-faire du Groupe pour livrer des fruits à maturité en grand volume devraient lui permettre d'élargir ses ventes auprès de cette clientèle et de conquérir des parts de marché. Le Groupe fait aussi preuve de sa capacité d'innovation pour répondre aux besoins spécifiques de ses clients, c'est le cas de la « p'tite mangue » de McDonald's développée par le Groupe en association avec Florette pour la partie découpe.

#### TOP 6 GMS FRANCE - EN % DE CHIFFRE D'AFFAIRES

	CLIENT 1 (FR)	CLIENT 2 (FR)	CLIENT 3 (FR)	CLIENT 4 (FR)	CLIENT 5 (FR)	CLIENT 6 (FR)	CLIENT 7 (EU)	CLIENT 8 (EU)
<b>Bananes</b>	-	-	✓	✓	-	✓	-	-
<b>Ananas</b>	✓	-	-	-	✓	✓	-	✓
<b>Mangues</b>	✓	✓	-	✓	✓	✓	✓	✓
<b>Avocats</b>	-	-	-	✓	-	✓	-	-
<b>Exotiques</b>	✓	✓	-	✓	-	✓	✓	✓

\* Depuis 2021

Les relations avec les grands comptes fonctionnent sur le principe de contrats de référencement globaux, puis au travers de procédures d'appels d'offre pour des périodes variables (mensuelles, trimestrielles, annuelles) fixant les paramètres de prix et de modalités de livraison mais ne donnant que des indications de volumes, sans engagements. Compte tenu de la nature des produits, les prix peuvent être révisés en cours de contrat par l'une ou l'autre des parties pour s'ajuster à des évolutions. Le délai de paiement moyen des clients est de 30 jours, fin de décade.

Les volumes effectivement livrés font l'objet d'ajustements quotidiens en fonction des niveaux de consommation et de l'activité promotionnelle. Les rythmes de commandes et donc de livraisons sont généralement quotidiens, seuls certains entrepôts de massification pouvant gérer des livraisons hebdomadaires. La procédure de référencement peut inclure des audits diligentés par les services qualités des clients ou par des auditeurs externes mandatés pour le faire.

#### 5.1.6.2 Bratigny : grossiste à Rungis

BRATIGNY est un acteur historique situé au cœur du Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis, sur l'un des pavillons dédiés aux fruits et légumes (D2) où elle dispose de 16 portes (unité de mesure de la taille des carreaux grossistes à Rungis / une porte = 3 mètres faciaux). Le grossiste propose toute l'année des fruits et légumes de saison à la fraîcheur garantie : des agrumes, des tomates, des fruits rouges, des fruits des bois, etc. Avec plus de 1 000 références saisonnières, il écoule plusieurs centaines de milliers de tonnes de produits à l'année avec des commandes qui vont du « colis » (de 1 à 22 kg suivant les produits et conditionnements) au camion semi-remorque (20 tonnes).



Au cours des dernières années, BRATIGNY s'est développée par l'extension de ses surfaces commerciales et ses opérations de croissance externe réalisées à travers les acquisitions du fonds de commerce MARCELLETTE en 2017 (distributeur officiel des tomates Savéol) et de la société COICAULT-THOMAS<sup>6</sup> en 2019 (spécialiste de la distribution de pommes et de poires), deux grossistes historiques du marché de Rungis qui lui ont permis d'augmenter encore ses surfaces de vente sur le carreau et de diversifier son offre de produits.

Disposant toujours des surfaces de ventes sur le carreau affectées aux ETABLISSEMENTS OMER-DECUGIS en 1969 et figurant parmi les quelques grossistes certifiés Fel'Excellence (seulement 18 grossistes en fruits et légumes disposent de cette certification en France dont 14 à Rungis), BRATIGNY est aujourd'hui un des grossistes les plus importants et reconnus du Marché de Rungis.

BRATIGNY	2016	2017	2018	2019	2020
CA (en M€)	19,6	21,7	25,7	26,7	33,9

<sup>6</sup> Société fusionnée avec BRATIGNY le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

La plupart des clients assurent leur propre chaîne logistique avec leurs camions ou d'autres moyens de transport. Pour ceux qui ne peuvent pas se déplacer sur le marché, BRATIGNY propose un service de livraison en organisant lui-même la chaîne logistique de ses clients avec des prestataires de service. L'organisation de la livraison est appelée à s'étendre, notamment pour s'adapter aux normes écologiques des villes destinées à protéger les centres-villes et à apporter du service au client.

#### ➤ La gestion des différents fournisseurs

39% des approvisionnements de BRATIGNY sont assurés par SIIM, structure importatrice de fruits exotiques d'OMER-DECUGIS & CIE (principalement les fruits exotiques : banane, mangue, ananas, noix de coco, limes, plantains). Les autres fournisseurs de fruits et légumes dits « de saison », sont sourcés directement par BRATIGNY en Europe (majoritairement en France mais aussi en Espagne (agrumes et fruits à noyau) et aux Pays-Bas (tomates)). Le circuit mis en place est le plus court possible avec un seul transport du champ jusqu'aux carreaux de ventes. BRATIGNY entretient une relation privilégiée avec ses producteurs qui sont sélectionnés avec soin pour la qualité de leur production.

Au 30 septembre 2020, la répartition des ventes est la suivante :

Gamme	Vente
Bananes	32,8%
Exotiques	16,7%
Fruits et légumes de saison	25,5%
Haricots	6,6%
Agrumes	11,1%
Tomates	7,3%

BRATIGNY distribue notamment les marques du Groupe (Dibra, Terrasol, Selvatica, Le Marché, Fine, Croq'Apy\* - se reporter en section 5.1.3) ainsi que celles de ses partenaires : les pêches « Corinne », le kiwi « Zespri », les tomates « Savéol », les melons « Le Puits d'Amour », les tomates « Looye », « Jouno » et « Croc'au Sel », A.O.C. Figue de Solliès, les cerises et abricots « Trésors de l'Isle », les agrumes « Gustemiel » et les pommes « Provence Alpilles », « Blue Whale » et « Pink Lady ».

(\*) Croq'Apy est la marque créée par COICAULT THOMAS pour porter son offre de pommes et de poires premium.



Les marques commercialisées par Bratigny

#### ➤ La clientèle

BRATIGNY est présente sur tous les segments du marché, ce qui lui permet de toucher une large palette de clients. Ce sont aussi autant d'exigences et de contraintes différentes que le grossiste doit satisfaire. On retrouve tout d'abord les clients qui se déplacent directement sur le marché de Rungis pour choisir leur marchandise :

- Les détaillants représentent la part la plus importante des ventes de BRATIGNY (47%). Ils vendent les fruits et légumes sur les marchés ou dans des boutiques spécialisées de centre-ville.
- Les restaurateurs (RHD et RC<sup>7</sup>) viennent directement au Marché de Rungis (17%).
- Les grossistes ou semi-grossistes (15%).
- Les collectivités comme les cantines, les hôpitaux ou encore les prisons, sont servies au travers de partenaires GASC – grossistes à services complets – qui assurent la logistique du dernier kilomètre avec des contraintes particulières de livraisons à respecter (21%).

24%	23%	15%	17%	21%
Détaillants marchés	Détaillants boutiques	Grossistes Semi-grossistes	Restauration hors foyer et collective	GMS

Les clients qui ne se déplacent pas systématiquement sur le marché passent des commandes à distance, en fonction de leurs habitudes :

<sup>7</sup> Restauration Collective



- les supermarchés indépendants des enseignes de la grande distribution ;
- les magasins d'enseignes régionales ou nationales indépendants ;
- les centrales d'achats ;
- les exportateurs de fruits et légumes français.

Il est à noter qu'une partie des commandes sont aussi réalisées de manière récurrente. Elles sont traitées directement par les vendeurs de BRATIGNY, grâce à leur bonne connaissance des attentes de leurs clients.

La fidélisation de la clientèle est un sujet important pour un grossiste à Rungis qui est avant tout un professionnel. Elle passe par 4 leviers principaux :

- La connaissance du produit et de marché : ses caractéristiques et ses spécificités ainsi que les mouvements de marché associés à la saisonnalité des produits.
- La dimension humaine : comme toute activité commerciale, la relation de confiance qui s'établit entre le vendeur et l'acheteur est une composante essentielle au métier, qui plus est quand cette relation s'exerce au quotidien.
- L'ancrage historique et familiale : BRATIGNY dispose d'un fort ancrage et d'une solide réputation liée à son histoire sur le MIN de Rungis.
- Les services additionnels : le stockage, organisation de la livraison, opérations de marketing dédiées...

➤ Les transactions : de la promesse au paiement

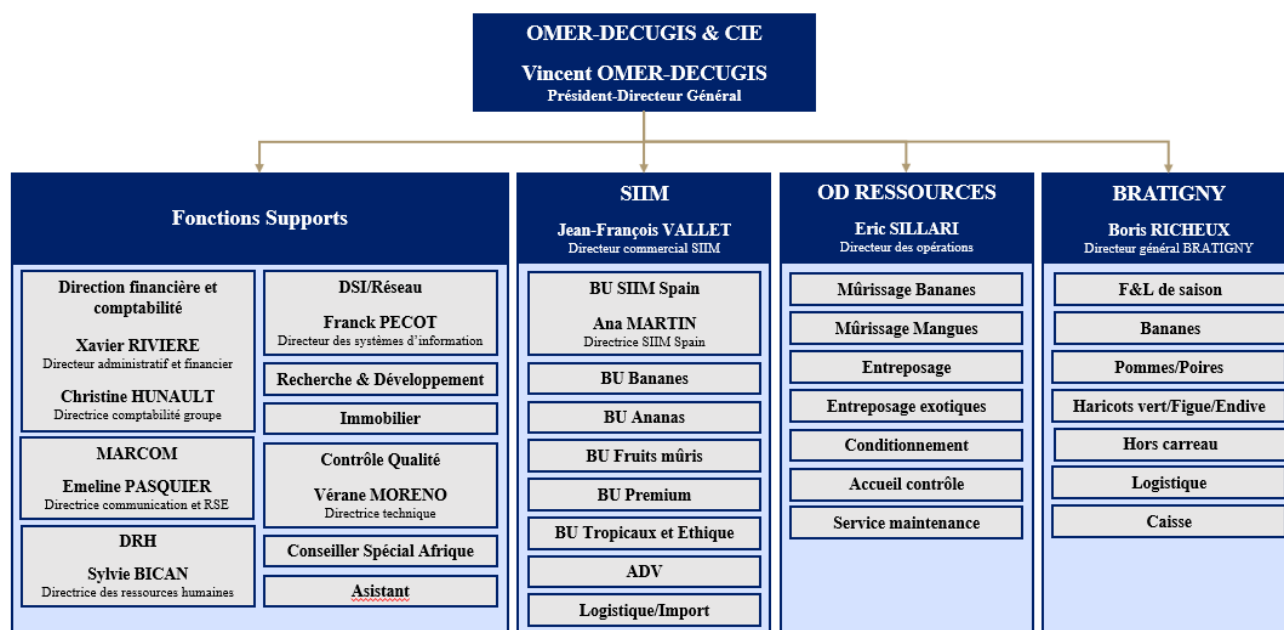
Le délai de paiement moyen des clients est de 30 jours, fin de décade pour la majeure partie des clients de BRATIGNY. De manière générale, sur le marché de Rungis, les transactions sont encore peu digitalisées. Plusieurs raisons à cela :

- Il s'agit d'un marché de gré-à-gré, les prix ne sont donc pas affichés en temps réel mais en fonction de l'appréciation de la qualité offerte, du moment de marché, de la périssabilité des produits et de la volumétrie d'achat du client.
- Depuis toujours, la tradition veut que les négociations se fassent oralement avant l'instruction de préparation de commande, l'édition du bon de livraison et la facturation.

## 5.1.7 Un Groupe structuré pour porter ses ambitions

### 5.1.7.1 Organigramme opérationnel

L'organigramme opérationnel du Groupe, à la date d'enregistrement du Document d'enregistrement, est le suivant :



### 5.1.7.2 Une équipe de direction très expérimentée



#### Vincent OMER-DECUGIS – Président-directeur général

Représentant de la 6<sup>ème</sup> génération de la famille, Vincent OMER-DECUGIS est diplômé de l'ESCP Europe en 1996. Il débute sa carrière à Londres dans le secteur IT chez Valtech en tant que responsable d'affaires avant d'intégrer l'entreprise familiale en 1999. Il a pratiqué tous les postes avant de rejoindre le service commercial et développer l'export vers les pays de l'Est. Après avoir créé une société de production et d'importation de légumes au Kenya et redéployé la stratégie du Groupe vers l'Amérique Latine, il a été nommé directeur général-adjoint du Groupe en 2009 et directeur général en 2011. Il a depuis insufflé la stratégie de prises de participation dans les unités de productions actuelles du Groupe. Très investi dans la profession, il est Président de l'Union des Entrepôts de Rungis (UDE), censeur de la Semmaris (Marché de Rungis), trésorier du ColeACP (Comité de liaison Afrique Caraïbe Pacifique), administrateur du groupement d'employeurs de Rungis et administrateur de la Fondation d'entreprise. En 2016, il a été distingué par le Président Alassane Ouattara qui lui a remis les insignes de chevalier dans l'Ordre National de la Côte d'Ivoire.



#### Xavier RIVIERE – Directeur administratif et financier

Diplômé en Finance de Skema Business School, Xavier RIVIERE commence sa carrière en Afrique du Sud chez Sonae Industria en tant que responsable du contrôle financier. Après une expérience chez Thales communication, il rejoint le groupe CFAO (Compagnie française de l'Afrique occidentale) où il occupe divers postes de direction financière en France, en Tanzanie et à Maurice de 2004 à 2012. Il occupe ensuite le poste de directeur administratif et financier BU équipement chez Tractafric Equipement où il suit notamment les activités en France, Maroc, Afrique Centrale, île Maurice et Chine. En 2014 il rejoint la société Necotrans en tant que directeur financier et fonctions supports participant à la création d'un réseau Iveco Véhicules industriels sur près de dix territoires. Depuis 2018, il est directeur administratif et financier du Groupe.

**Emeline PASQUIER – Directrice communication et RSE**

Diplômée de Neoma et du Cours Florent, Emeline PASQUIER débute sa carrière au sein du cabinet Eurogroup Consulting en tant que consultante en organisation et management avant de rejoindre en 2001 la filiale de conseil en stratégie et prospective du cabinet Eurogroup Institute. En 2006, elle intègre Altran CIS, filiale du groupe Altran, au poste de responsable marketing et communication, avant de devenir directrice de la communication corporate et du développement durable du Groupe. En 2012, elle crée Kumiut une société de conseil en communication et management du changement durable et depuis 2016 enseigne en communication et RSE auprès de classes de Master de l'ISCG Paris. Elle accompagne le Groupe depuis 2013 en tant que directrice communication et RSE.

**Boris RICHEUX – Directeur général BRATIGNY**

Diplômé de Neoma, Boris RICHEUX intègre Ernst & Young Associés au poste d'auditeur puis rejoint le Club Méditerranée en tant qu'auditeur interne senior en 2006. En 2009, il rejoint la société Salt Investment SA – implantation d'Emerging Capital Partners à Djibouti, d'abord en tant que directeur administratif et financier puis comme dirigeant avant d'intégrer Emerging Capital Partners au poste de business developer attaché à la direction générale. Il a alors la charge d'identifier et d'assurer le suivi des opportunités d'investissements de la société pour la région Afrique de l'Est (Djibouti, Ethiopie, Somalie). Il rejoint le Groupe en 2017 en tant que directeur général de BRATIGNY.

**Jean-François VALLET – Directeur commercial SIIM**

Après l'obtention d'un double diplôme en droit des affaires internationales (DESS à l'IDA) et en droit conseil d'entreprise (DJCE) de l'Université de droit d'Aix-Marseille, Jean-François VALLET intègre en 1988 le Groupe. D'abord commercial, il prend rapidement la direction de l'agence marseillaise de SIIM en charge des importations du bassin méditerranéen et de l'Afrique de l'Ouest. Suite à la fusion des services commerciaux des agences de SIIM en France, il prend la direction commerciale de SIIM en 2010. Il est administrateur-trésorier de la CSIF (Chambre Syndicale des Importateurs Français), Président de la CAIFL (Chambre Arbitrale Internationale des Fruits et Légumes), Vice-président délégué de la CAIP (Chambre Arbitrale de Paris). Il est aussi administrateur de la Fondation d'entreprise du Groupe depuis 2014.

**Ana MARTIN – Directrice SIIM Spain**

Diplômée de l'Universidad de Granada, Ana MARTIN débute sa carrière à Malaga, en Espagne, au sein de Frutas Noberto, en tant que commerciale. En 1995, elle rejoint l'équipe commerciale de l'agence marseillaise de SIIM et y restera jusqu'en 2005. Elle prend alors la direction de SIIM Spain dont elle participe à la création et devient également la directrice des comptes export du Groupe. Elle est administratrice d'OMER-DECUGIS & CIE depuis 2021 et administratrice de la Fondation d'entreprise du Groupe depuis 2014.

**Éric SILLARI – Directeur des opérations**

Après une formation d'électrotechnicien de maintenance, Eric SILLARI s'oriente dès le milieu des années 80 vers la gestion d'équipe puis le contrôle qualité. Opérant dans le milieu des fruits et légumes depuis plus de 30 ans, Eric SILLARI est en poste sur le MIN de Rungis depuis 1987. D'abord indépendant, il rejoint Tropic International comme responsable d'entrepôt, puis intègre AZ France, filiale française du groupe Orsero, où il deviendra le responsable d'exploitation. En 2018, il devient le Directeur des Opérations du Groupe et gère notamment en 2020 la migration des entrepôts du C3 et du C5 vers la nouvelle plateforme de mûrissement et de conditionnement du I1.

**Christine HUNAUULT – Directrice comptabilité groupe**

Détentrice d'un diplôme universitaire en comptabilité, Christine HUNAUULT a débuté sa carrière en 1982 au service comptabilité de Bratigny où elle est rapidement devenue la comptable référente. En charge également de la comptabilité de SIIM depuis 1991, elle a progressivement pris la supervision comptable de toutes les structures du Groupe. Christine HUNAUULT est devenue en 2020 la Directrice Comptable du Groupe.

**Sylvie BICAN – Directrice des ressources humaines**

Après une licence en gestion d'entreprise, Sylvie BICAN débute sa carrière en tant que consultante-formatrice au sein d'Icoci Conseil puis de T Systems-SIRIS. En 2002, elle intègre Ricoh France où elle exercera pendant près de 20 ans dans les fonctions RH, plus particulièrement dans les domaines de la formation, conduite du changement, gestion de projets RH, avant de devenir, en 2017, responsable de la gestion du personnel, de la rémunération et des avantages sociaux. Sylvie BICAN a rejoint en 2021 le Groupe en tant que Directrice des Ressources Humaines.

**Franck PECOT – Directeur des systèmes d'information**

Détenteur d'une maîtrise en informatique de l'université de Minneapolis -St Paul, Franck PECOT a débuté sa carrière au sein de MAI BasicFour dans le déploiement des systèmes et logiciels Unix avant de rejoindre Alphomega en tant qu'analyste programmeur. En 1987, il fonde Ingenierie Informatique Normande (IIN), une SSII spécialisée notamment dans le développement de logiciels métiers (paie, comptabilité, gestion commerciale...) qui restera active jusqu'en 2013, date à laquelle il devient le directeur des systèmes d'information du Groupe qu'il accompagnait déjà depuis 1996. Franck PECOT a réalisé pour le Groupe de nombreux développements spécifiques liés en particulier aux besoins de SIIM pour l'activité d'importation et de commercialisation.

**Vérane MORENO – Directrice technique**

Diplômée d'une licence en Hygiène, qualité et sécurité des aliments, Vérane MORENO, a travaillé 15 ans au sein de départements qualité dans l'industrie agroalimentaire dont 13 ans chez Buffalo Grill du poste de contrôleur qualité à celui de responsable qualité de site industriels certifiés (ISO 22000/IFS). Elle entre chez Omer-Decugis & Cie en mai 2020 au poste de Directrice technique, plus particulièrement en charge du Système de Management de la Qualité sur l'ensemble de la chaîne de valeur.

### **5.1.8 Une approche éco-responsable présente sur l'ensemble de la chaîne de valeur**

Acteur engagé au service d'une agriculture durable, facteur de progrès économique, respectueuse des territoires et des hommes, le Groupe OMER-DECUGIS & CIE a développé une politique qualité et de responsabilité sociétale parfaitement intégrée à sa politique générale et conforme à sa raison d'être : contribuer au développement d'une offre alimentaire diversifiée et de qualité à travers le monde, en proposant de la diversité produit et de la qualité gustative aux consommateurs européens de fruits et légumes frais.

Cette politique s'attache à répondre aux attentes identifiées des parties prenantes du Groupe dont la cartographie a été établie et a permis la définition des six engagements prioritaires : 1) la recherche des meilleurs fruits et légumes frais, 2) l'application des meilleures pratiques agricoles à un niveau international, 3) une logistique responsable à tous les niveaux de la chaîne de valeur, 4) la co-construction de relations durables et équilibrées avec les clients et les partenaires, 5) un employeur socialement responsable, 6) des actions philanthropiques dans le prolongement des valeurs et des activités via la Fondation d'entreprise Louis Omer-Decugis.



La politique qualité et RSE du Groupe est au cœur des 17 objectifs du développement durable (ODD) définis par les Etats membres de l'Organisation des Nations unies en 2015.

En 2020, le Groupe a décidé d'identifier les ODD sur lesquels il avait les impacts les plus significatifs. 7 ODD ont ainsi été définis :

### ODD 3 – Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

La question de la santé est un enjeu fort adressé par le Groupe à travers notamment sa politique de sécurité sanitaire, de préservation de la santé de ses collaborateurs – campagne vaccinale annuelle contre la grippe, sessions d'échauffement musculaire pour les équipes de manutention... - ainsi que le développement de capacités de soins dans les pays d'implantation à travers notamment le programme Dibra Santé de la Fondation Louis Omer-Decugis.



### ODD 8 – Pour un travail décent et la croissance économique

L'assurance d'un travail décent justement rémunéré partout où il opère est une préoccupation du Groupe garantie par les audits sociaux réguliers réalisés dans les plantations et auprès des fournisseurs. En France, le Groupe s'est depuis toujours attaché à développer un environnement de travail agréable favorisant l'égalité des chances, le développement des compétences et l'inclusion dans la société avec une politique handicap volontariste et engagée, un partenariat pour favoriser le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées et un programme d'accueil des stagiaires en entreprise.



### ODD 9 – Bâtir une infrastructure, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

A travers ses investissements en zones de production – aménagement de stations de conditionnement modernes, implication active dans le développement de pratiques culturelles durables... - le Groupe participe à la mise en place d'infrastructures favorisant le développement économique local et plus largement le développement durable dans les zones concernées.



## ODD 12 – Pour des modes de productions et de consommation responsables

La gestion durable et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles est un enjeu fort de l'agriculture sur lequel le Groupe s'engage depuis de nombreuses années déjà en faisant la promotion de pratiques agricoles et agricoles durables dans ses plantations mais aussi auprès de ses fournisseurs (Global GAP, Rainforest alliance) et en luttant activement contre le gaspillage alimentaire. A travers son programme de recherche, le Groupe vise aussi à permettre aux pays en développement de se doter des moyens scientifiques qui favoriseront la mise en place de modes de production durables.



## ODD 13 – Pour lutter contre les changements climatiques

Les changements climatiques observés désormais partout dans le monde ont d'importantes répercussions sur les économies et sur la vie des populations et nécessitent des actions de la part de toutes les organisations pour tenter d'y remédier – cf. l'objectif fixé par l'Accord de Paris adopté en 2015. Le Groupe, qui a déjà mis en place plusieurs dispositifs pour limiter l'empreinte carbone de ses activités (bananes et ananas d'Équateur 100% zéro carbone) va poursuivre et intensifier ses efforts dans les années à venir : neutralité carbone des produits, mise en place de solutions réduisant l'apport énergétique...



## ODD 15 – Pour la préservation de la faune et la flore

Le Groupe œuvre à la préservation de la vie terrestre à travers deux principaux axes : la préservation de la biodiversité dans les pratiques culturales liées à la production de ses fruits et légumes frais (agroécologie en Afrique de l'Ouest...) ainsi que les programmes de reforestation de la forêt amazonienne équatorienne (bananes Selvatica, ananas Terrasol) en lien avec la politique de neutralité Carbone.



## ODD 17 – Des partenariats pour la réalisation des objectifs

Les partenariats développés par le Groupe agissent en faveur d'un programme de développement durable réussi à l'échelle internationale et dans une grande diversité de domaine, comme par exemple : la sécurité des échanges internationaux (OEA), l'accès au travail pour tous (AGEFIPH, ANDES), le développement d'une agro-industrie durable (COLEACP...), la R&D (UFHB), l'accès aux soins médicaux (GFAOP, Albert Heijn via la Fondation Louis Omer-Decugis) ...



En parallèle, de façon indirecte ou à travers ses partenariats et sa Fondation d'entreprise, le Groupe agit également sur les 4 ODD ci-dessous :



Le Groupe participe activement à la promotion et au respect du droit international relatif aux droits de l'homme dans sa sphère d'influence. Il agit dans le respect des grands principes universels comme la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il agit également dans le respect des règles associées aux législations des pays avec lesquels il est amené à commercer et à son secteur d'activité (Convention Collective du Commerce de Gros) (France).

Le Groupe s'engage activement contre le gaspillage alimentaire à travers la gestion raisonnée des produits invendus et déclassés de ses filiales afin d'alimenter quotidiennement les épiceries solidaires en produits frais et de qualité. Depuis 2014, SIIM et BRATIGNY s'engagent à fournir à ANDES (Association Nationale Des Epiceries Solidaires) ou aux RESTOS DU CŒUR leurs produits invendus et déclassés dont plus du tiers au moins pourront être redistribués. En 2020, 4 403 colis ont été donnés aux RESTOS DU CŒUR et 226 colis au Potager de Marianne suite aux partenariats signés.



## Adhésion au Pacte Mondial des Nations Unies



SIIM a rejoint avec conviction le Pacte Mondial des Nations Unies le 23 mars 2015 et s'est ainsi engagée à promouvoir et à respecter les dix Principes qui le soutiennent et qui sont regroupés en quatre grands domaines : les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption.

### 5.1.8.1 *La recherche des meilleures pratiques agricoles*

Le Groupe a fait le choix des terroirs et des variétés pour sélectionner les pays dans lesquels s'approvisionner des meilleurs fruits et légumes frais. La sélection s'effectue sur des critères tels que les conditions géographiques, la stabilité politique, la capacité à répondre aux standards de production, ou encore le respect des exigences sur les plans sociaux et environnementaux. Tous les fruits et légumes produits et commercialisés par le Groupe dispose de la certification Production Global G.A.P.

#### ➤ Certification GLOBAL G.A.P



Le G.A.P est un référentiel de bonnes pratiques agricoles (Good Agriculture Practices) reconnues et applicables partout dans le monde. Il est fondé sur un partenariat égalitaire de producteurs agricoles et de détaillants dont le souhait est d'établir des standards et procédures de certification efficaces. Cette certification veut répondre aux préoccupations des consommateurs en matière de sécurité alimentaire, de protection de l'environnement, de santé, sécurité et protection sociale des ouvriers et de bien-être des animaux.

### 5.1.8.2 *Protéger la biodiversité et assurer des conditions de vie durable*

#### ➤ Certification Rainforest Alliance



Dans le cadre de son action en faveur de l'environnement, SIIM appuie le standard Rainforest Alliance qui intervient dans la gestion des ressources naturelles et la préservation de la biodiversité. Un volet pratiques sociales complète également le standard. Le label assure aux consommateurs que les produits proviennent d'exploitations certifiées Rainforest Alliance conformément à la norme agricole conçue pour fournir aux travailleurs et à leurs familles des conditions dignes et sûres ainsi que pour protéger les espèces sauvages et les cours d'eau. La norme agricole de Rainforest Alliance est basée sur les principes de durabilité suivants :

- un système de planification et de gestion efficace ;
- la conservation des ressources naturelles ;
- l'amélioration des moyens de subsistance et du bien-être humain ;
- la production durable du bétail.

#### ➤ Certification agriculture biologique



SIIM est certifiée agriculture biologique par ECOCERT et propose toute l'année une gamme de produits bio. Les produits issus de l'agriculture biologique ont représenté 13,5% de l'offre du Groupe en volume au 30 septembre 2020.

Agriculture biologique		
Gamme	Pays	% bio
Bananes	Équateur	24,6%
Mangues	Brésil	1%
	Pérou	
Ananas pain de sucre*	Bénin	100%
Noix de coco	Côte d'Ivoire	100%
	Brésil	
Lime	Colombie	13,6%
	Mexique	
	Pérou	

\*Ananas pain de sucre, représentant 1% de la quantité totale d'ananas commercialisé par le Groupe.



### ➤ Limitation de l'empreinte carbone



Le Groupe s'est donné pour objectif de viser la neutralité carbone pour ses principaux produits à l'horizon 2025. Ainsi, tous les processus administratifs et les opérations de chargement de conteneurs de son fournisseur exclusif de bananes en Équateur de marque Selvatica sont certifiés Carbon Neutral. Un label qui organise la compensation des émissions de gaz à effet de serre à travers la reforestation de 1 000 hectares de la forêt amazonienne équatorienne. Le respect de l'environnement a été entièrement intégré dans l'aménagement des locaux. Une attention particulière a été portée sur les matériaux utilisés pour l'aménagement des espaces de bureaux du Groupe, en mettant en place des aménagements durables – empreinte carbone réduite des produits, matériaux à base de bois issu de la sylviculture durable, innovants et ergonomiques. La nouvelle plateforme de mûrissage a été également conçue pour limiter au maximum l'impact des activités sur l'environnement. Elle a mis l'accent sur des procédés et des aménagements permettant d'apporter un confort maximum aux collaborateurs. De plus, tous les déchets générés par les nouvelles installations du Groupe sur le Min de Rungis sont recyclés en lien avec la Semmaris et son partenaire Veolia. Cela comprend les déchets organiques compostés, les cartons et plastiques recyclés ainsi que le bois collecté.

1. SIIM s'est engagé avec Sambito pour la certification neutralité carbone d'ici fin mars 2021 des 2 000 hectares de production de ses ananas Terrasol en Équateur.
2. Le 12 décembre 2020, le premier conteneur neutre en carbone du monde est parti du port de Contecon Guyaquil (CGSA) en Équateur en direction de l'Europe avec comme chargement les bananes Selvática exportées pour SIIM par Tropical Fruit Export.

#### 5.1.8.3 *Les meilleures pratiques sociales*



Le Groupe a pris l'engagement de s'assurer de l'application des meilleures pratiques sociales à un niveau international. A ce titre, SIIM est membre actif depuis 2012 de la Business and Social Compliance Initiative (BSCI) qui vise l'amélioration des pratiques sociales dans la chaîne d'approvisionnement au niveau mondial. Le BSCI est une initiative de conformité sociale en entreprise lancée en 2003 par la Foreign Trade Association (FTA) dans le but d'améliorer la performance sociale au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales. Le Code de conduite BSCI définit 11 principes fondamentaux reposant sur les normes du travail fixées par l'Organisation internationale du travail et la Charte des Nations unies sur les droits de l'homme ainsi que des réglementations nationales et internationales majeures portant sur les droits de l'homme :

- Le droit à la liberté d'association et de négociation collective ;
- Une juste rémunération ;
- La santé et la sécurité au travail ;
- Une protection spéciale pour les jeunes travailleurs ;
- Pas de travail forcé ;
- Un comportement éthique dans les affaires
- Pas de discrimination ;
- Des heures de travail décentes ;
- Pas de travail des enfants ;
- Pas d'emploi précaire ;
- La protection de l'environnement.

26% des plantations et fournisseurs du Groupe sont audités par le BSCI, dont 100% des mangues d'Afrique de l'Ouest et 100% des ananas d'Équateur. En revanche 94% des plantations et/ou fournisseurs du Groupe sont audités BSCI ou un équivalent (RFA/SMETA/RISA/SA 8000).



SIIM est membre de SEDEX®, première plateforme collaborative pour l'échange des données à caractère éthique sur la chaîne d'approvisionnement et, à ce titre, participe à l'audit social SMETA qui garantit le respect des droits du travail et les bonnes conditions de travail de ses collaborateurs.

#### Un employeur socialement responsable

OMER-DECUGIS & CIE promeut depuis toujours la diversité des origines, des formations, des profils et des parcours au sein de ses équipes. 20 nationalités étaient représentées dans le Groupe en 2020 contre 17 en 2019. Il s'est donné pour objectif de développer un environnement de travail agréable favorisant l'égalité des chances et le développement des compétences. Le Groupe embauche et intègre depuis toujours des collaborateurs étrangers. Sensibilisé aux difficultés rencontrées par ces derniers pour être en règle avec l'administration, il les accompagne dans le renouvellement éventuel de leur titre de séjour et s'engage à remplir toutes les conditions administratives favorisant ce renouvellement (attestations, paiement de la taxe employeur...). Il s'attache également à leur apporter tout le soutien nécessaire, notamment administratif, pour favoriser leur insertion complète dans la société.

Le Groupe a initié une démarche volontariste à l'égard de la question du handicap avec la volonté de satisfaire à ses obligations d'entreprise responsable et d'intégrer plusieurs collaborateurs en situation de handicap. Son objectif prioritaire quantitatif est d'atteindre les 6% de sa masse salariale. L'objectif qualitatif est de normaliser la présence du handicap dans l'entreprise, via notamment une démarche de sensibilisation des collaborateurs.

#### 5.1.8.4 *La fondation LOUIS OMER-DECUGIS*

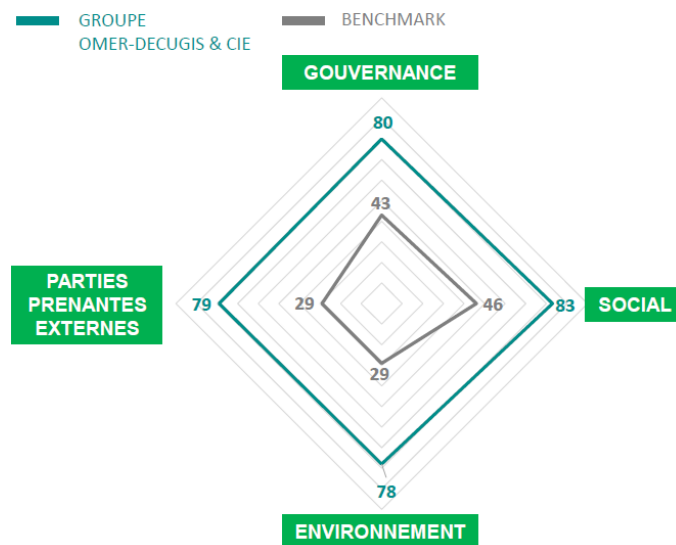
La Fondation d'entreprise LOUIS OMER-DECUGIS a été créée en 2014 – puis prorogée en 2019 – afin de structurer, pérenniser et développer les actions philanthropiques portées par OMER-DECUGIS & CIE. Elle a pour mission d'œuvrer au développement d'une agriculture durable et d'aider les communautés en difficultés. Pour mener à bien sa mission, la Fondation soutient, développe et encourage, en France et à l'étranger, les projets et initiatives d'intérêt général, sans but lucratif, qui concourent aux 4 objectifs suivants :

- Le développement d'une agriculture durable ;
- L'aide aux pays en voie de développement, notamment en Afrique ;
- L'aide à l'insertion de personnes malades ou handicapées, en grande détresse physique, matérielle ou morale ;
- Le soutien à des microprojets promus par les collaborateurs des sociétés du Groupe.

Depuis 2014, la Fondation intervient dans neuf pays et sur trois continents, pour un total de 20 projets soutenus et plus de 471 000 euros distribués. Ces projets se font notamment dans les zones d'approvisionnement du Groupe, en particulier dans les pays d'Afrique comme la Côte d'Ivoire, le Mali ou le Burkina Faso. En Afrique, la Fondation œuvre aux côtés de partenaires locaux, ou conjointement à d'autres fondations, pour mettre en place des campagnes de santé publique. Cela se traduit par le financement de l'achat de médicaments pour le traitement des cancers des enfants en Afrique (en partenariat avec le Groupe Franco-Africain d'Oncologie Pédiatrique), la rénovation d'un dispensaire et la mise en place d'une campagne de vaccination et de déparasitage (en partenariat avec la Fondation Albert Heijn). Les actions se matérialisent aussi par des projets à destination de la jeunesse tels que le financement de frais de scolarité, de projets de thèses, ou d'une promotion de jeunes filles pour la poursuite de leur scolarité, ainsi que d'une promotion de jeunes dans un centre culturel. La Fondation est aussi présente en Équateur, où elle finance une étude pour le développement d'un projet solidaire à destination des travailleurs de l'ananas, ainsi qu'en France, participant aux frais de vie d'une personne malade, en détresse financière.

#### 5.1.8.5 *Des engagements forts validés par l'évaluation des politiques RSE*

Le Groupe OMER DECUGIS & CIE a sollicité une notation extra financière, portant sur l'année 2020, qui a évalué la politique du Groupe en matière de gouvernance, de responsabilité sociale et environnementale à 81/100, ce qui correspond à un niveau de performance « Exemplaire » sur l'échelle de notes établie par Ethifinance. En comparaison, le benchmark retenu présente une notation moyenne de 39/100, pour les entreprises de moins de 250 collaborateurs du secteur « Industrie ». Le Groupe présente un niveau de performance élevé et homogène sur les quatre groupes de critères évalués dans le cadre de cette notation (gouvernance, social, environnement et parties prenantes externes) avec des notes comprises entre 78/100 et 83/100.



L'entreprise bénéficie de bases existantes robustes notamment de vision stratégique et de suivi des informations extra-financières. La politique de réduction de l'empreinte environnementale et l'éco conception de l'offre, la responsabilité partagée avec les fournisseurs et sous-traitants, l'existence d'une charte éthique formalisée et un effectif en constante croissance depuis 2018 sont les principaux points positifs qui en ressortent. Les axes d'amélioration suivants sont identifiés :

- La mise en place d'actions de gestion prévisionnelle des compétences (GPEC) ;
- La généralisation des démarches de certification environnementale sur toutes les activités du Groupe ;
- L'évaluation du fonctionnement du conseil d'administration.

### 5.1.9 Éléments de propriété intellectuelle

#### 5.1.9.1 Marques déposées

Le Groupe est propriétaire des marques commerciales suivantes :

MARQUES	Date d'enregistrement	Prochaine échéance de renouvellement	PAYS	Titulaire
DIBRA	14/10/2014	13/10/2024	France	OMER-DECUGIS & CIE
SIIM	14/10/2014	14/10/2024	France	OMER-DECUGIS & CIE
FINE	14/10/2014	15/10/2024	France	OMER-DECUGIS & CIE
Le marché	14/10/2014	16/10/2024	France	OMER-DECUGIS & CIE
ELIT	14/10/2014	17/10/2024	France	OMER-DECUGIS & CIE
Coco Bello	14/10/2014	13/10/2024	France	OMER-DECUGIS & CIE
CROQ'APY	28/05/2013	27/05/2023	France	COICAULT-THOMAS*
OMER-DECUGIS & FILS	08/11/2012	07/11/2022	UE	SIIM
LAZOR	20/06/2019	20/06/2029	Internationale	OMER-DECUGIS & CIE

\* COICAULT-THOMAS a fusionné avec BRATIGNY le 1<sup>er</sup> octobre 2020

Les marques déposées Terrasol et Selvatica appartiennent aux producteurs-associés du groupe et ont donc fait l'objet d'un dépôt en Équateur, pour une couverture internationale. Les principales marques commerciales sont présentées en section 5.1.6.

#### 5.1.9.2 Noms de domaine

Les principaux noms de domaine du Groupe sont les suivants :

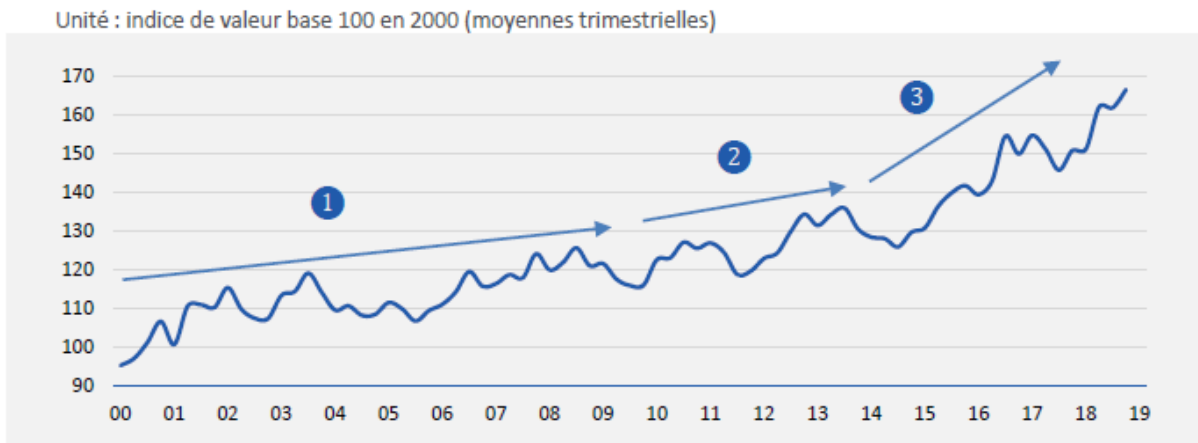
NOMS DE DOMAINES	Date d'enregistrement	Prochaine échéance de renouvellement	Pays	Titulaire
siim.fr	03/05/2000	03/05/2021*	France	SIIM
siim.net	23/12/2010	23/12/2021*	France	SIIM
omerdecugis.com	23/03/2021	23/03/2026	France	OMER-DECUGIS & CIE

\* Noms de domaines renouvelés automatiquement

## 5.2 PRINCIPAUX MARCHÉS

Le marché des fruits et légumes représente près de 20 milliards d'euros en France. C'est un marché qui connaît historiquement une forte croissance, notamment sur les segments de la banane et des fruits exotiques, en constante augmentation dans le monde. Cette croissance s'appuie sur un changement en matière de pratiques alimentaires, où fruits et légumes sont mis en avant et se traduit par la tendance de végétalisation de l'assiette en France (+5% en 2020). L'année 2021 a même été proclamée Année Internationale des fruits et légumes par la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations). Les consommateurs ont des attentes de plus en plus responsable vis-à-vis de leur alimentation, ils s'interrogent sur l'impact sur la santé (5 fruits et légumes par jour), le gaspillage, l'impact environnemental, la biodiversité, les questions éthiques, de traçabilité et de proximité.

OMER-DECUGIS & CIE adresse deux marchés distincts. D'une part le marché des fruits tropicaux en qualité d'importateur avec SIIM et d'autre part le commerce de gros de fruits et légumes avec BRATIGNY.

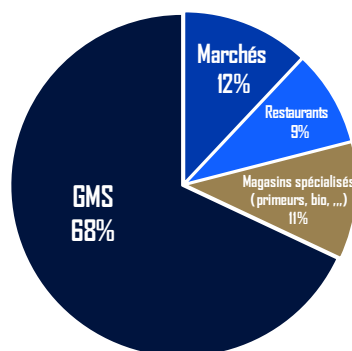


Source : Insee, dernière donnée disponible 01/2019

Chiffre d'affaires du commerce de gros de fruits et légumes (Source : Xerfi)

Le chiffre d'affaires global du commerce de gros de fruits et légumes en France est en hausse depuis 2000, porté principalement par la hausse des prix et par une bonne résilience des volumes consommés, y compris lors des périodes de baisse du pouvoir d'achat des ménages entre 2011 et 2014, avant de connaître une croissance plus forte depuis 2015 marquée par la hausse des prix. D'après FranceAgrimer<sup>8</sup>, les dépenses des ménages français en fruits et légumes frais sont en augmentation, à 423,6€ en 2019 contre 414,7€ en 2018.

Le circuit de distribution privilégié en France est celui des grandes et moyennes surfaces (GMS), qui a représenté plus des deux tiers des ventes de fruits et légumes frais en 2018. Le Groupe adresse principalement cette filière par SIIM, sa filiale d'importation pour les fruits exotiques, tandis que les autres circuits de distribution que sont les marchés (12%), les magasins spécialisés (11%) et les restaurants (9%), constituent le canal privilégié de BRATIGNY grossiste en fruits et légumes.



Vente de fruits et légumes par circuit de distribution en France en 2018 (source : CTIFL)

### 5.2.1 Les fruits tropicaux : Un marché adressable de 6,7 milliards d'euros

Les fruits tropicaux proviennent de régions au climat tropical ou subtropical et équatorial. Ils ont comme caractéristique commune de ne pas supporter le froid et peuvent être endommagés, ou de voir leur développement altéré lorsque la température chute en dessous de 4°C. Les pays exportateurs de fruits tropicaux se trouvent en Extrême-Orient, en Amérique latine, dans les Caraïbes et dans une moindre mesure en Afrique. Les cinq principaux fruits, en volume d'exportation, sont la banane, la mangue, l'ananas, la papaye et l'avocat.

Les principaux fruits tropicaux commercialisés par OMER-DECUGIS & CIE sont :

- La banane (34,7%)
- La mangue (20%)
- L'ananas (14,9%)

<sup>8</sup> FranceAgrimer, « Achats de fruits et légumes frais par les ménages français en 2019 »

En s'appuyant sur les données collectées par la FAO en 2019, le marché adressable par le Groupe sur ces trois principaux fruits en Europe est estimé à 6,7 milliards d'euros dont 776 millions d'euros pour la France, réparti comme suit :

Fruits	Consommation UE (milliers de tonnes)	Prix/Kg Euro	Marché adressable (millions euros)	Consommation France (milliers de tonnes)	Prix/Kg Euro	Marché adressable (millions euros)	
Banane	6 500	0,77 €	5 005	670	0,77 €	516	
Mangue	305	1,64 €	500	70	1,64 €	115	
Ananas	1 200	1,00 €	1 200	145	1,00 €	145	
Total (UE)			6 705	Total (Fr)			776

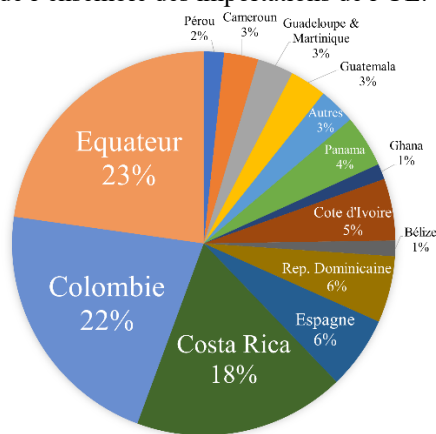
Le marché des fruits exotiques<sup>9</sup> en France suit une dynamique de croissance plus forte que celle de l'ensemble du marché des fruits et légumes, puisque la catégorie des fruits exotiques dans son ensemble a connu une croissance de 4,3% en 2018 en volume d'importation, portée notamment par une croissance de 10,8% sur le segment de la banane.

Toutes les données de marché présentées ci-dessous sont issues des publications de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

#### 5.2.1.1 Le marché de la banane<sup>10</sup>

La banane est le principal fruit à faire l'objet d'échanges internationaux et également le plus populaire à travers le monde. Elle est le premier fruit exporté en termes de volume, bien qu'elle ne se place qu'à la seconde place derrière les agrumes en termes de valeur. La banane est un produit de base très sensible aussi bien d'un point de vue économique, que social, environnemental et politique. La production mondiale de banane est de l'ordre de 134 millions de tonnes, mais elle recouvre une très grande diversité de produits et d'usages. On distingue deux grands types de bananes : les bananes de type à cuire (plantain) et les bananes de type dessert. On ne parlera ici que de ce dernier segment qui représente 59 % de la production mondiale et qui s'organise autour d'une seule variété appelée la « Cavendish ». L'Inde et la Chine sont les plus gros producteurs de bananes dans le monde mais leur production est principalement consommée sur place.

Les importations mondiales nettes de bananes ont atteint 19,4 millions de tonnes en 2019, soit une hausse estimée à 6,5% par rapport à 2018. Les principales zones d'importation de la banane sont l'Europe qui représente 30% de la consommation suivie de l'Amérique du Nord (24%). Les importations nettes de l'Union Européenne, premier importateur mondial, se sont établies à 5,9 millions de tonnes en 2019, en léger recul par rapport à leur niveau record de 6 millions de tonnes atteint en 2018. Les principaux pays importateurs au sein de l'UE sont : l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie. Trois des principaux pays exportateurs latino-américains, à savoir l'Équateur, la Colombie et le Costa Rica, ont continué à dominer le marché en fournissant 70% de l'ensemble des importations de l'UE.



Origine des bananes consommées dans l'UE

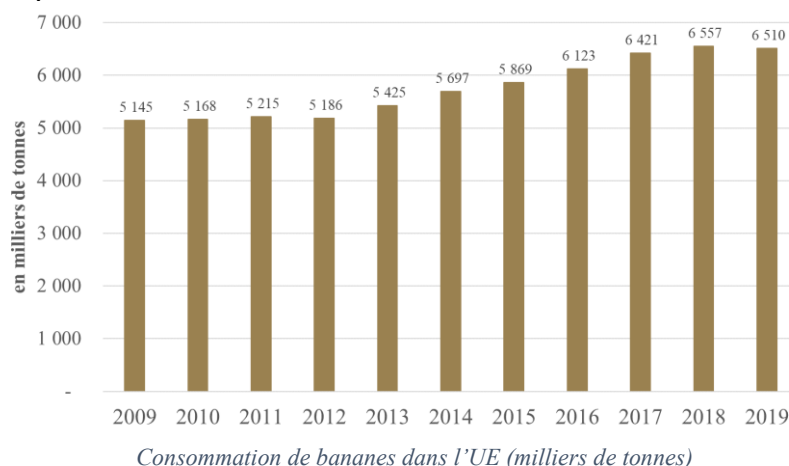
Le marché adressé par OMER-DECUGIS & CIE se concentre sur l'Europe. La consommation de bananes au sein de l'Union Européenne s'est établie à 6 509,9 milliers de tonnes en 2019 stable par rapport à l'année précédente (6 557,4 milliers de tonnes). Depuis 2012, ce marché enregistre une croissance annuelle moyenne de 3,3%. En France, la consommation était d'environ 10,3 kg<sup>11</sup> par habitant en 2019. 90,4% des bananes consommées en Europe sont importées, soit 5 885,5 milliers de tonnes. Près des deux tiers proviennent de trois pays : l'Équateur (23%) la Colombie (22%) et le Costa Rica (18%). Le reste (9,6%) est produit au sein de l'Union européenne. La production européenne a atteint 624 400

<sup>9</sup> Freshfel, 2020

<sup>10</sup> FAO – Banana – Statistical Compendium 2019

<sup>11</sup> France Agrimer, « La banane en 2019 – Bilan de campagne »

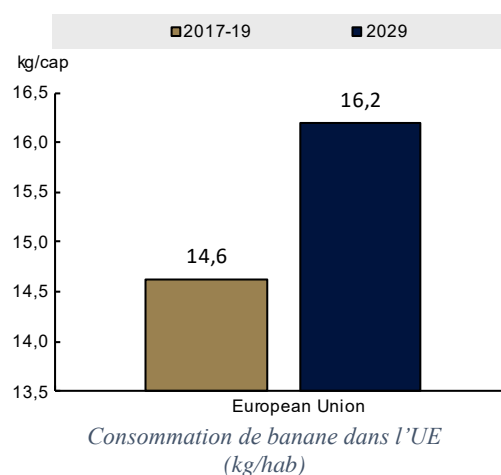
tonnes en 2019, soit 10,7 % de plus qu'un an plus tôt. Avec 399 700 tonnes, l'Espagne s'affiche comme le premier producteur communautaire devant la France (197 600 t). L'offre hexagonale provient surtout de Martinique (154 400 t) et dans une moindre mesure de Guadeloupe (43 200 t). À la troisième place du podium européen s'installe le Portugal, avec seulement 23 200 t produites.



Les prix de vente en gros de la banane en Europe ont subi une érosion de l'ordre de 10% au cours des dix dernières années mais semblent désormais stabilisés autour de \$0,93/kg depuis 4 ans. Rapporté au prix de vente de 0,77 €/kg (\$0,93/kg) les 6,5 millions de tonnes vendues en Europe en 2019 représentent un marché de 5 milliards d'euros.

#### Les perspectives

Selon la FAO, en supposant des conditions météorologiques moyennes et l'absence de nouveaux foyers de maladies végétales, la production mondiale de bananes devrait croître de 1,5 % par an et se monter à 132,6 Mt en 2029. Selon les prévisions, la production dans la principale région d'exportation – l'Amérique latine et les Caraïbes – atteindra 34,8 Mt sous l'influence de l'accroissement de la demande sur les principaux marchés d'importation, en particulier dans l'Union européenne, aux États-Unis et dans la Fédération de Russie. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui exportent le plus (Équateur, Guatemala, Colombie et Costa Rica) devraient bénéficier de cette hausse de la demande d'importations, en supposant que la production puisse s'accroître sans subir les effets néfastes des phénomènes météorologiques ou des maladies.



En Europe, la consommation de bananes devrait atteindre 16,2 kg par habitant et par an en 2029, soit une progression de 11% au cours de la décennie.

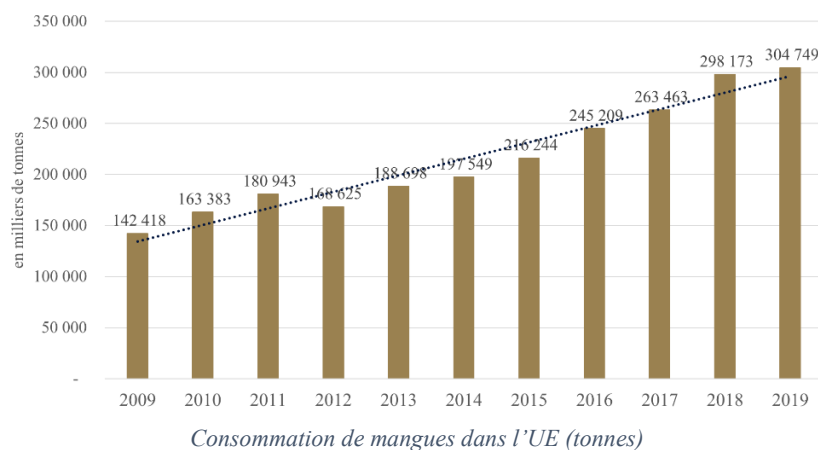
En France, le prix de la banane a augmenté de 5 à 10% au cours des cinq dernières années, porté par la segmentation des fruits permettant une meilleure valorisation - bio, conditionnement.... Une augmentation qui va de pair avec la hausse de la consommation de la banane.

#### **5.2.1.2 Le marché de la mangue<sup>12</sup>**

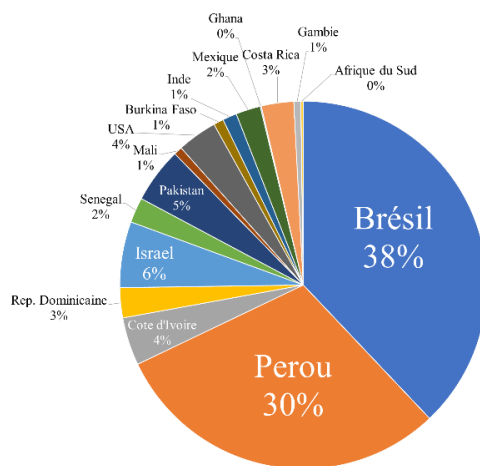
Les données collectées regroupent la mangue, le mangoustan et la goyave car les systèmes internationaux de classification des produits aux fins de la production et du commerce n'exigent pas des pays qu'ils communiquent des données pour chacun des fruits appartenant à ce groupe, de sorte que les données officielles les concernant demeurent rares. On estime que la mangue représente en moyenne 75% environ du volume de production total, la goyave 15% et le mangoustan les 10% pour cent restants. Les importations de mangues, mangoustes et goyaves ont représentées 1 932,2 milliers de tonnes en 2019 soit une progression de 9% par rapport à l'année précédente. Les principales zones d'importation sont l'Asie (44%), l'Amérique du Nord (29%) et l'Europe (25%).

<sup>12</sup> FAO – Major tropical fruits -Statistical Compendium 2019





La mangue est de plus en plus appréciée et consommée dans les pays développés. Le marché communautaire européen est l'exemple parfait du succès que rencontre ce fruit auprès des consommateurs des pays développés. Avec 305 milliers de tonnes consommées dans l'Union Européenne en 2019, les importations de mangues affichent un nouveau record. La croissance annuelle moyenne au cours des dix dernières années est de 7,9%.

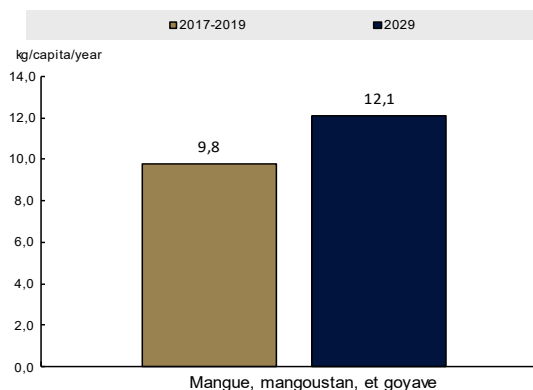


Les principaux pays exportateurs vers l'Europe sont le Brésil (38%), le Pérou (30%) et la Côte d'Ivoire (4%) où le Groupe dispose de deux implantations. Le prix de gros de la mangue en Europe est relativement stable au cours des dernières années. Il était de \$1,99 le kg en 2019.

Sur la base d'un prix de la mangue de 1,64€ (\$1.99) appliqué à 305 milliers de tonnes, la taille du marché est estimée à 500 M€.

### Les perspectives

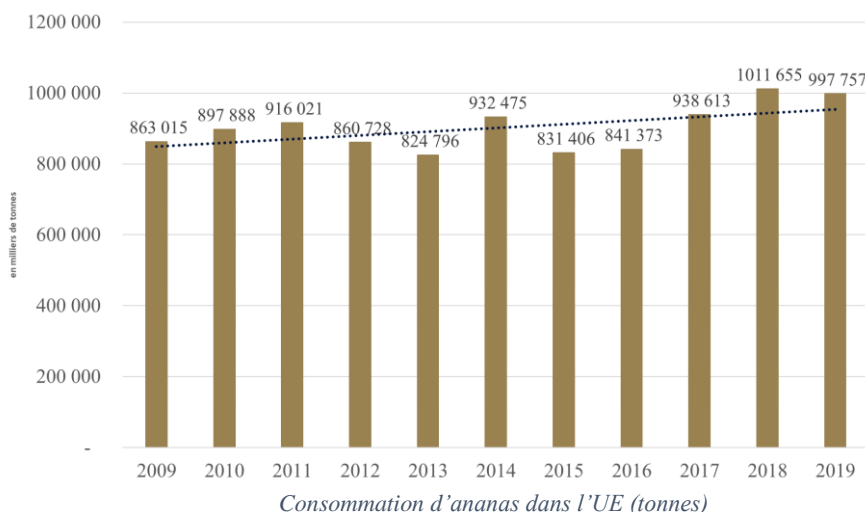
La production mondiale de mangues, mangoustans et goyaves devrait se monter à 72,8 Mt d'ici à 2029, progressant de 2,9% par an au cours de la prochaine décennie. On prévoit que l'Asie, d'où proviennent la mangue et le mangoustan, représentera 71% de la production mondiale en 2029. Sur ce continent, la consommation par habitant devrait s'élever à 12,1 kg en moyenne en 2029, contre 9,8 kg pendant la période de référence, soit une progression de 23%.



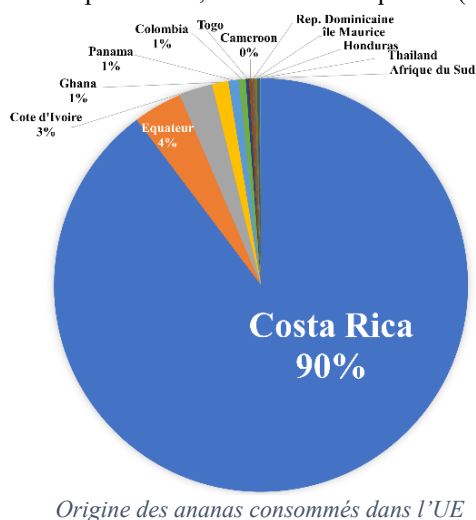


### 5.2.1.3 Le marché de l'ananas<sup>13</sup>

L'ananas représente environ 20% de la production mondiale de fruits tropicaux. C'est le deuxième fruit exotique le plus cultivé après les bananes. Selon la FAO, la production mondiale d'ananas a doublé en 25 ans et représente plus de 25,5 millions de tonnes par an. Les importations d'ananas représentent 3,1 millions de tonnes en 2019. L'Amérique du nord est le premier consommateur (40%) suivi de l'Europe (35%) et de l'Asie (22%). La consommation dans l'Union Européenne est relativement stable avec près de 1 million de tonnes en 2019. Au cours des dix dernières années la croissance annuelle moyenne est de 1,4%.



En France, il est le 13<sup>ème</sup> fruit le plus consommé. On le trouve toute l'année sur les étals et dans les rayons, mais la pleine saison s'étale d'octobre à avril. Longtemps dominée par les pays de l'Ouest africain (Côte d'Ivoire, Cameroun, etc.), la production mondiale d'ananas est maintenant l'affaire de l'Amérique du Sud et, notamment, d'un pays, le Costa Rica. Il est le premier importateur d'ananas en Europe avec 90,6% suivi de l'Équateur (3,9%) et la Côte d'Ivoire (2,6%).



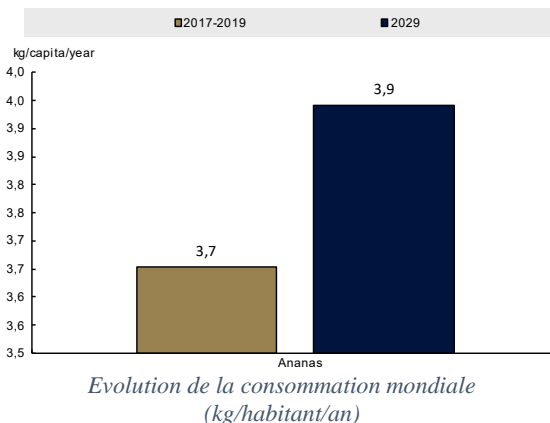
Le prix de gros de l'ananas en Europe est en moyenne de \$1,21/kg sur l'année 2019. On observe des fluctuations importantes d'une année sur l'autre.

Sur la base de ce prix, la taille du marché européen de la vente d'ananas en gros est estimé à 1,2 milliards d'euros (1,2 million de tonnes x 1,00€/kg).

<sup>13</sup> FAO – Major tropical fruits -Statistical Compendium 2019

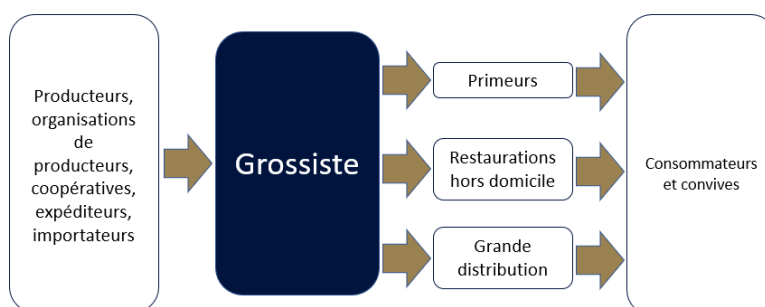
## Les perspectives

Compte tenu de l'extension de la surface récoltée de 2%, la production mondiale d'ananas devrait s'accroître de 2,3% par an pour s'établir à 33 Mt en 2029. Par rapport aux autres grands fruits tropicaux, l'ananas est le mieux réparti géographiquement, aucun pays ne représentant plus de 12 % de la production mondiale. Les exportations mondiales d'ananas devraient progresser de 1,5 % par an et atteindre 3,6 Mt en 2029, principalement sous l'effet de la demande d'importations des États-Unis. Avec des quantités importées estimées à 1,3 Mt en 2029 – soit 35% du total mondial – ce pays restera le plus gros importateur devant l'Union européenne (qui représentera 28% des importations totales). Sur ces deux marchés clés, la demande d'ananas devrait bénéficier de prix unitaires peu élevés. Au niveau mondial la consommation par habitant devrait s'élever à 3,9 kg en moyenne en 2029, contre 3,7 kg pendant la période de référence, soit une progression de 5,4%.



### 5.2.2 Le marché de gros des fruits et légumes

BRATIGNY exerce une activité de grossiste en fruits et légumes sur le marché de Rungis. La Société adresse principalement une clientèle de professionnels sur le territoire national. La profession de grossiste est au cœur de la filière, c'est le lien indispensable entre la production et une clientèle diversifiée composée de primeurs, de restaurants et de magasins. C'est une activité B-to-B qui consiste à sélectionner, rassembler, contrôler et approvisionner les détaillants et la restauration. Expert de l'ensemble des fruits et légumes frais, le grossiste rend accessible partout en France les fruits et légumes dans les villes et dans les campagnes. Il reçoit les marchandises de toutes régions et de tous pays, vendus soit par l'expéditeur (producteur, expéditeur, coopérative), soit par l'importateur. Du fait de sa proximité avec la production, il privilégie le produit français de saison et valorise la qualité gustative.



Les fruits les plus consommés en France sont la pomme, la banane et l'orange. Du côté des légumes (hors pomme de terre) ce sont la tomate, la carotte et le melon qui sont sur le podium.

Fruits	Consommation an/ménage	Légumes	Consommation an/ménage
Pomme	16 kg	Tomate	14 kg
Banane	12 kg	Carotte	9 kg
Orange	10 kg	Melon	6 kg
Clémentine	8 kg	Endive	5 kg
Pêche	6 kg	Salade	5 kg
Poire	5 kg	Courgette	5 kg
Raisin	4 kg	Oignon	4 kg
Pamplemousse	3 kg	Concombre	4 kg
Kiwi	3 kg	Poireaux	3 kg
fraises	3 kg	Chou-fleur	2 kg

Source : 2017 Interf

En France, il existe 20 Marchés de Gros répartis sur l'ensemble du territoire, dont les 10 plus importants figurent ci-dessous :

## TOP 10 DES MARCHÉS DE GROS EN FRANCE



Sur les 24 Marchés de gros de France, classés MIN ou non, et faisant partie de la Fédération Française des Marchés de Gros (FFMIN) :

- Le chiffre d'affaires des opérateurs dépasse 3 millions d'euros annuels pour 8 d'entre eux (dont Rungis)
- Le chiffre d'affaires des opérateurs est compris entre 2 et 3 millions d'euros annuels pour 2 d'entre eux

	MIN de Rousen	MIN Strasbourg	MIN Nantes Métropole	MIN Toulouse Occitanie	MIN des Amavaux - Marseille	MIN de Bordeaux Brienne	MIN d'Azur - Nice	MIN Chateaufort	Marché de Gros Lyon Corbas	MIN de Rungis
CA opérateurs (KE)	300 000	350 000	428 000	450 00	520 000	300 000	252 000	250 000	320 000	9 725 000
CA gestionnaire (KE)	3 211	2 219	5 860	1 110	4 618	3 255	4 000	1 100	NC	121 000
Superficie (ha)	20	15	19	18	25	15	23	11	12	234
Volumes (t)	NC	150 000	200 000	180 000	480 000	150 332	100 000	150 000	300 000	3 000 000

1 |



Les fruits et légumes frais sont commercialisés sur la totalité des Marchés de Gros de France. On compte 1 200 grossistes et centrales qui commercialisent environ 3,4 millions de tonnes de fruits et légumes frais par an pour un chiffre d'affaires de 5,4 milliards d'euros<sup>14</sup> BRATIGNY opère sur le MIN de Rungis qui est le plus grand marché de produits frais au monde. On compte 354 entreprises affiliées aux fruits et légumes sur le MIN de Rungis dont 126 sont des grossistes sur le carreau pour un chiffre d'affaires global de 3,5 milliards<sup>15</sup>.

### 5.2.3 Les principaux acteurs du marché

Les principaux concurrents du Groupe sont les suivants :

#### La compagnie fruitière :

Entreprise familiale fondée en 1938 à Marseille, producteur de fruits de la zone Afrique-Caraïbe-Pacifique, spécialisé dans la production, le transport et la distribution de fruits et légumes. Affichant un chiffre d'affaires de 740 M€, elle produit, transporte, fait mûrir et met en marché plus de 900 000 tonnes de fruits et légumes dont 750 000 tonnes de bananes en Europe et dans le monde entier. La maîtrise intégrée de l'ensemble de la filière, de la production à la distribution, lui confère une efficacité opérationnelle unique, ainsi que la maîtrise totale de la qualité et du goût des produits qu'elle distribue.

*Catalogue produit :* bananes, ananas, tomate, cacao, maïs et poivre du Penja, produits en propres. 50 autres fruits et légumes importés.

#### AZ France :

Branche française du groupe Orsero, la société AZ France est un acteur présent en Europe méditerranéenne pour l'importation et la distribution des fruits et légumes frais. La société réalise un chiffre d'affaires de 179M€ (2019).

*Catalogue produit :* bananes, kiwis, avocats, pommes, poires, ananas, agrumes, prunes, raisins, fruits exotiques et fruits français.

#### Orsero Group :

Depuis 80 ans, le Groupe Orsero, est l'un des acteurs majeurs en Europe méditerranéenne pour l'importation et la distribution de fruits et légumes frais, cotée sur le marché STAR de la Borsa Italiana. Chaque année, il commercialise plus de 750 000 tonnes de fruits et légumes, grâce à un réseau de plus de 1 500 fournisseurs dans plus de 70 pays. En 2020, le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 1 041 M€ et 48 M€ d'EBITDA.

<sup>14</sup> Interfel

<sup>15</sup> Rapport annuel Semmaris 2019

#### Total produce indigo :

Fondée en 2003 sous le nom de " Indigo Fruit ", la société rejoint en 2012 le groupe irlandais Total Produce Group et devient sa seule filiale en France : Total Produce Indigo. Spécialiste dans l'importation et la distribution de fruits frais hors saison, leurs produits proviennent principalement de l'hémisphère sud : Chili, Argentine, Pérou, Brésil, Costa Rica, Panama, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud... et importent également des fruits de Floride, d'Israël et d'Inde. La filiale affiche un chiffre d'affaires de 32,5 M€.

*Catalogue produit* : ananas, avocats, bananes, baies, raisins, agrumes, fruits à pépins, tomates.

#### Total Produce x Dole :

Total Produce est l'un des producteurs et fournisseurs de produits frais majeur. Elle opère dans 30 pays et en dessert beaucoup d'autres avec une chaîne d'approvisionnement verticalement intégrée qui s'étend à travers le monde et comprend plus de 260 installations, dont des fermes, des navires, des usines de fabrication, des entrepôts frigorifiques et des centres de conditionnement. Cultivant, s'approvisionnant, important, emballant, commercialisant et distribuant plus de 300 lignes de produits frais, la gamme de Total Produce s'étend du plus familier au plus exotique et comprend des gammes étendues de produits biologiques et de produits frais à valeur ajoutée. La Société a entamé la fusion avec Dole, une multinationale agricole américaine, grand producteur de fruits et légumes dans le monde responsables de plus de 300 produits dans 90 pays. Total Produce a acquis 45% des parts de Dole en 2018 pour 300 M€ et a annoncé s'associer et devenir une entreprise cotée aux États-Unis. Dole plc réaliserait un chiffre d'affaires combiné estimé à environ \$9,7 Md en 2020, un EBITDA ajusté d'environ \$379 M.

#### Vivalya :

Coopérative de distribution de proximité de produits frais, spécialiste en fruits, légumes et produits de la mer frais, Vivalya est composée de 22 entreprises pour un chiffre d'affaires cumulé de 1,1 Md€ et de 75 dépôts sur tout le territoire national couvrant toutes les zones géographiques.

#### Creno :

Groupement français d'entreprises régionales indépendantes de distribution de fruits et légumes et produits de la mer frais, Creno compte 23 entreprises affiliées qui couvrent tout le territoire pour un chiffre d'affaires de 43 M€.

#### Fruidor<sup>16</sup> :

En France, l'un des acteurs majeurs du marché de la banane est l'Union des Groupements de Producteurs de Bananes de Guadeloupe et Martinique (UGPBAN), créée en 2003, qui rassemble l'ensemble des producteurs de bananes de Guadeloupe et de Martinique. Ils produisent 270 000 tonnes de bananes dont 70% sont commercialisées en France et 30% à l'export. La commercialisation des produits est assurée par la Société Fruidor, filiale de l'UGPBAN, qui met en œuvre son expertise dans le domaine du mûrissement.

### **5.3 ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS**

---

Se reporter en section 5.1.2 du Document d'enregistrement.

### **5.4 STRATÉGIE ET OBJECTIFS**

---

Afin de tirer le meilleur parti d'un marché adressable de 6,7 milliards d'euros en Europe, pour ses trois principaux produits que sont la banane, la mangue et l'ananas, le Groupe entend capitaliser sur son positionnement en adéquation avec les attentes fortes de ses clients dans les différents secteurs d'activité (GMS, Distribution spécialisée, Restauration hors-foyer, Fraîche Découpe) et de celles des consommateurs, en matière de transparence et d'engagement éco-responsable pour leur alimentation. Ils sont désormais à la recherche d'une alimentation durable, qui soit donc plus saine, plus équilibrée, nutritionnellement mieux adaptée et respectueuse de la biodiversité et des écosystèmes. L'ensemble de la chaîne de valeur doit également préserver la diversité culturelle et optimiser l'usage des ressources naturelles et humaines.

Depuis 2015, le Groupe a mis en œuvre un plan de développement avec pour objectif de franchir le cap des 175 M€ de chiffre d'affaires consolidé en 2023. A cet effet, les deux principales mesures ont porté sur :

- Un investissement de 10,9 millions d'euros portant sur la création d'une nouvelle plateforme logistique de 12 000 m<sup>2</sup>, dédiée au mûrissement et au conditionnement. Inaugurée en septembre 2020, cette plateforme dispose d'une capacité de mûrissement et de stockage de 100 000 tonnes par an, dimensionnée pour absorber les anticipations de croissance jusqu'en 2023. Devenue le principal site d'activité du pôle SIIM et le siège social du Groupe, cette plateforme a permis une forte optimisation de la logistique et, ainsi, de restaurer l'efficacité opérationnelle du Groupe

---

<sup>16</sup> <https://www.bananegueloupemartinique.com/>

dès le 1<sup>er</sup> semestre 2020/2021. Ce nouveau site centralisé représente un gain d'efficacité majeur par rapport à la configuration précédente, où les activités étaient réparties entre plusieurs sites sur le marché de Rungis impactant l'efficacité de la chaîne logistique et dont les capacités de traitement devenues insuffisantes ont impliqué dès 2017, un recours important à de la sous-traitance notamment pour l'étape de mûrissement. Cette efficacité se traduit par moins de coûts externes et une rationalisation opérationnelle dont les premiers effets ont commencé à porter leurs fruits avec une amélioration sensible du résultat d'exploitation au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2021, qui ressort à plus de 350 K€ au 31 mars 2021, contre près de -2,8 M€ un an plus tôt et grâce à la croissance de 11,3% du chiffre d'affaires consolidé au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice en cours, par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2020 (se reporter en section 11) ; et

- Des efforts de structuration de l'organisation du Groupe avec la constitution progressive dès 2018 au sein de la holding qui héberge les fonctions « support » des deux pôles opérationnels, d'un comité exécutif pluridisciplinaire et très expérimenté, à même d'encadrer et d'accompagner la forte croissance des activités.

Alors que ce 1<sup>er</sup> plan est en cours d'exécution, compte tenu des délais de mise en œuvre, le Groupe souhaite pouvoir dès à présent enclencher un second plan de développement avec pour objectif d'atteindre 230 M€ de chiffres d'affaires consolidés à l'horizon 2025 tout en portant le taux d'EBITDA au-delà de 5%. Cette amélioration sensible de la rentabilité d'exploitation avant amortissements résultera d'une croissance soutenue de l'activité (soit plus de 90% de croissance des ventes entre l'horizon 2025 et le dernier exercice clos) avec une part accrue de produits issus de récoltes de producteurs-associés alors que dans le même temps, les coûts de structure n'augmenteront que de manière peu significative, compte tenu des efforts de structuration menés ces dernières années.

OMER-DECUGIS & CIE envisage sa prochaine introduction en bourse afin de doter le Groupe des moyens financiers nécessaires au déploiement de ce nouveau plan de développement. Reposant sur deux axes stratégiques détaillés ci-dessous, ce plan requiert un besoin de financement de l'ordre de 16 M€. Fondé sur de la croissance organique, le Groupe n'exclut pas pour autant de recourir à de la croissance externe de manière opportuniste pour accélérer son développement, étant précisé qu'il n'existe à ce jour aucune cible identifiée.

#### **5.4.1 Développer la production pour augmenter les capacités et l'intégration de la chaîne de valeur**

Le succès du Groupe repose sur sa capacité à répondre aux exigences de la grande distribution laquelle souhaite travailler avec des fournisseurs de taille significative capables de fournir des produits de qualité répondant aux normes sanitaires et environnementales dans des volumes importants livrables dans toute l'Europe.

Son développement nécessite donc d'accroître ses capacités d'approvisionnements auprès de producteurs-associés et d'élargir sa gamme de fruits et légumes. Fort d'une expérience réussie en Amérique Latine, le Groupe souhaite étendre les surfaces cultivées dans lesquelles il est associé à des producteurs locaux en Équateur, voire d'en développer de nouvelles au Pérou, pour accroître sa production de bananes, d'ananas et de mangues. Cet axe stratégique, auquel le Groupe entend consacrer 10,5 M€, à travers notamment des prises de participations minoritaires et/ou apports en financement chez des producteurs-associés, devrait porter la part de ces derniers dans les approvisionnements totaux du pôle SIIM à environ 50%. Ces approvisionnements seront ainsi plus sécurisés et pour des volumes croissants permettant d'adresser de nouveaux marchés, tout en bénéficiant d'un niveau de marge plus élevé sur ces produits. En parallèle, il poursuivra le développement des volumes approvisionnés auprès de producteurs tiers, pour disposer de ces deux sources complémentaires en vue de renforcer ses positions, notamment sur les marchés européens de l'ananas et de la mangue et de devenir un acteur majeur sur le segment de l'avocat.

Ce mode opératoire a encore été récemment mis en œuvre avec une prise de participation de 30% au 1<sup>er</sup> semestre 2020/2021 dans AGROSELVATICA SA en Équateur, société créée avec les actionnaires de son principal fournisseur actuel de bananes, Tropical Fruit Export, pour procéder à l'acquisition de surfaces agricoles bananières. Une première acquisition d'une plantation de bananes de 66 hectares a été réalisée en février 2021, pour une capacité de production annuelle de 4 000 tonnes et d'autres acquisitions de surfaces cultivées supplémentaires en Équateur seront mises en œuvre pour la production de bananes, voire de mangues. Le Groupe entend bénéficier de volumes plus importants et d'approvisionnements plus sécurisés pour accroître ses parts de marché en France et adresser de nouveaux marchés, notamment à l'export.

En Côte d'Ivoire, outre la finalisation de l'acquisition d'ici 2022 de 100% du capital du producteur de mangues VERGERS DU NORD (actuellement détenu à 20% mais pour lequel le Groupe a l'intention d'exercer une option lui permettant d'acquérir le reste du capital), le Groupe a pour projet de créer une cocoteraie ainsi que l'établissement d'une station de conditionnement des mangues en zone de production, afin d'augmenter les volumes d'exportation et de vente. Enfin, le Groupe qui bénéficie d'un circuit de distribution performant est en mesure, compte tenu du savoir-faire qu'il a développé, d'accélérer sa croissance en élargissant sa gamme de fruits tropicaux (kiwis, avocats, litchis, etc.) au moyen de nouveaux partenariats avec des producteurs-tiers ou par des opérations de croissance externe sur ces secteurs.



#### 5.4.2 Déployer la couverture territoriale pour adresser de nouvelles zones géographiques, en France et à l'international

Alors qu'il opère à ce jour en France depuis Rungis et en Espagne depuis Malaga, le Groupe envisage d'implanter une plateforme de mûrissage et de distribution dans le sud de la France, sur le MIN de Châteaurenard, sur le modèle de celle inaugurée récemment à Rungis mais d'une capacité de mûrissage de l'ordre de 40 000 tonnes par an. Cet investissement d'environ 4 M€ augmentera la capacité de mûrissage du Groupe de 40% pour la porter à 140 000 tonnes, et permettra de s'adresser à la clientèle du sud de la France grâce à une plus grande proximité avec ces bassins de consommation. Le Groupe prévoit de répliquer le dispositif existant à Rungis avec ses deux pôles d'activité, pour bénéficier ainsi des synergies possibles avec la plateforme de mûrissage du pôle SIIM, en installant BRATIGNY sur le carreau de vente des fruits et légumes de Châteaurenard.

Fort de son modèle d'organisation de la distribution grossiste, le Groupe entend consacrer 1,5 millions d'euros pour poursuivre le développement de sa capacité de vente à Rungis grâce à l'acquisition de nouvelles surfaces commerciales, et étendre sa présence dans d'autres MIN régionaux (présentés en section 5.2.2) dans les grands bassins de consommation, soit en y faisant l'acquisition de surfaces commerciales sur les carreaux de vente, soit en procédant à des opérations de croissance externe. Ceci permettrait dans le cas d'acquisitions en France d'accélérer le développement de la gamme produits du Groupe et en cas d'acquisitions en Europe de créer des accélérateurs de croissance et de valeur ajoutée par l'acquisition de nouveaux marchés européens.

En complément, le Groupe souhaite développer un projet pilote pour tester un concept de boutiques urbaines et accompagner des projets pour développer une offre de livraison à domicile en zone urbaine, afin de proposer sa sélection des meilleurs fruits et légumes cultivés par ses producteurs, pour un investissement estimé à 200 000 euros. Cette intégration de la supply chain vers l'aval permettra de proposer une gamme de produits issus de l'expérience du Groupe et sa connaissance de la production et de l'organisation de la meilleure logistique, au service du fruit et du consommateur. Les valeurs mises en avant dans ces boutiques seront en lien avec l'histoire, les pratiques, le positionnement et la culture RSE du Groupe. L'offre de produit sera le reflet des meilleurs fruits et légumes commercialisés à Rungis, etc.

Des services additionnels pourraient être proposés en s'appuyant sur la massification de la logistique jusqu'aux boutiques, permettant ensuite un éclatement local économiquement viable, ouvrant la voie à la livraison à domicile, aux services aux entreprises (paniers snacking) et à une offre packagée (paniers frais préparés).

### 5.5 ÉLÉMENTS DE DÉPENDANCE A L'ÉGARD DE BREVETS OU LICENCES, DE LICENCES, DE CONTRATS INDUSTRIELS, COMMERCIAUX OU FINANCIERS

Néant.

### 5.6 DÉCLARATION CONCERNANT LA POSITION CONCURRENTIELLE

Néant.

### 5.7 INVESTISSEMENTS

#### 5.7.1 Principaux investissements réalisés au cours de la période présentée

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Investissements incorporels	1 913	-	-
Investissements corporels	6 308	848	1 554
Investissements financiers	1 331	404	1 051
<b>Total Investissements</b>	<b>9 552</b>	<b>1 252</b>	<b>2 606</b>

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020

- ✓ Environ 1,9 M€ étaient relatifs au paiement d'un actif incorporel correspondant à un droit de première accession sur cette nouvelle plateforme ;



- ✓ Les investissements corporels sont pour l'essentiel relatifs à la nouvelle plateforme inaugurée sur le marché de Rungis ;
- ✓ Les immobilisations financières concernent l'acquisition de participations (Semmaris et Vergers du Nord) pour 0,2 M€ et environ 1,1 M€ de prêts accordés à certaines participations non consolidées auprès desquelles le Groupe s'approvisionne.

#### Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019

- ✓ Les principaux mouvements concernent des acquisitions d'immobilisations corporelles dont des installations techniques, du matériel et des acomptes sur du matériel destiné à la nouvelle plateforme ; et
- ✓ Le solde, soit environ 0,4 M€ est relatif à des prêts accordés à certaines participations non consolidées auprès desquelles le Groupe s'approvisionne.

#### Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018

- ✓ Les acquisitions d'éléments corporels portent sur des équipements et installations techniques pour un ancien entrepôt à Rungis (C5) ; et
- ✓ Environ 1 M€ concerne l'acquisition de participations minoritaires dans la société Agroeden en Équateur, qui a pour activité la production d'ananas.

### **5.7.2 Investissements en cours de réalisation pour lesquels des engagements fermes ont été pris**

Néant.

En revanche, comme indiqué en Note 6.7 de l'annexe « Evènement post-clôture », il est précisé que le Groupe a effectué la réception définitive de l'intégralité de l'investissement relatif à sa nouvelle plateforme, pour un investissement global de 10,9 M€, éléments corporels et incorporels inclus. Le solde de cet investissement de 1,9 M€ est intervenu au cours du premier semestre de l'exercice en cours.

### **5.7.3 Informations concernant les coentreprises et les entreprises dans lesquelles l'émetteur détient une part du capital**

Se reporter aux sections 6.2 et 5.1.3 ainsi qu'à la note « Périmètre de consolidation » de l'annexe aux comptes consolidés relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020 insérés à la section 18.1.

### **5.7.4 Question environnementale**

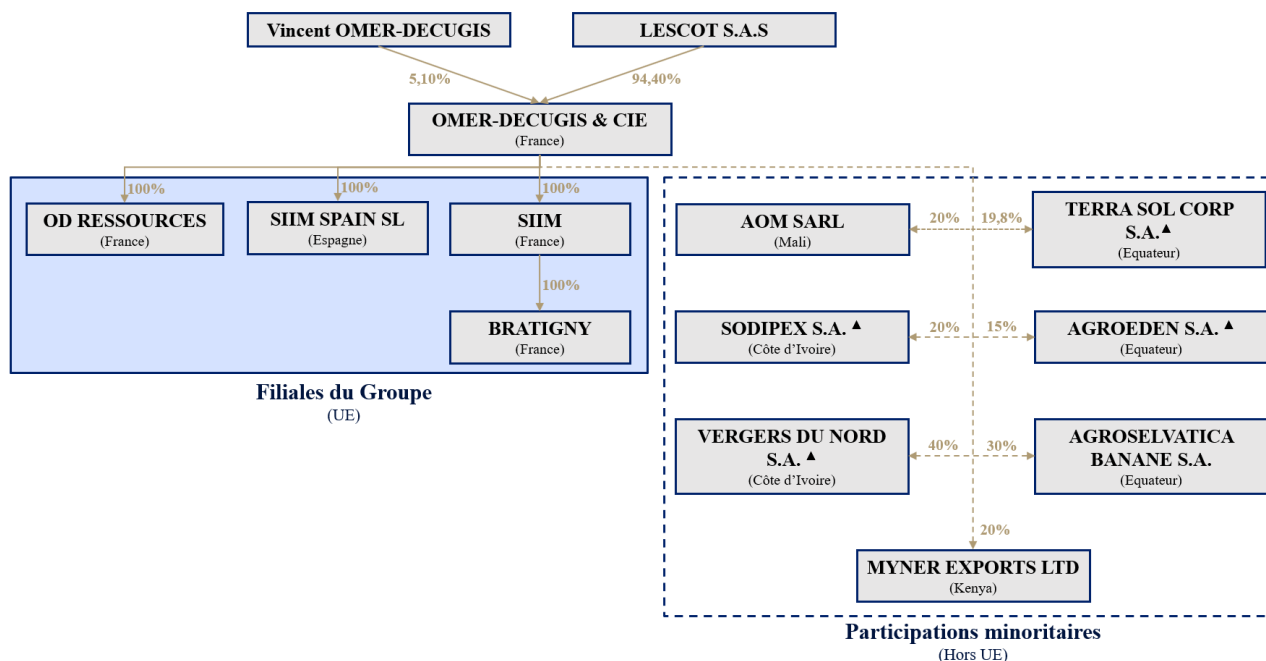
Se reporter à la section 5.1.8.

## 6 STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

### 6.1 ORGANIGRAMME JURIDIQUE – APPARTENANCE À UN GROUPE

Le Groupe est un groupe familial indépendant dont le capital est détenu à 100%, directement et indirectement, par la famille OMER-DECUGIS (se reporter en section 16.1.1).

À la date du document d'enregistrement, l'organigramme juridique du Groupe est le suivant :



\* en pourcentage du capital et des droits de vote

▲ Mandat d'administrateur

VERGERS DU NORD SA : procédure d'acquisition de 20% supplémentaires, pour atteindre une participation de 40% (en cours de finalisation en mai 2021). Le Groupe bénéficie grâce au pacte d'actionnaires d'une option d'achat pour l'acquisition de 100% des parts de la société VERGERS DU NORD SA pour un montant total de 990 K€, par des paliers successifs biannuels de 20%, jusqu'en 2022. Le Groupe a l'intention d'exercer pleinement cette option.

Le solde du capital des sociétés dans lesquelles le Groupe détient des participations minoritaires est détenu par des acteurs locaux.

### 6.2 SOCIÉTÉS DU GROUPE

Les principales filiales du Groupe sont les suivantes :

**OMER-DECUGIS & CIE** : Société de tête du Groupe, OMER-DECUGIS & CIE regroupe toutes les fonctions support aux activités (prestations de services commerciaux, de marketing et de communication, comptabilité, ressources humaines, juridique). En tant que holding, elle gère donc l'achat, la vente et la gestion des participations minoritaires du Groupe dans les zones de production.

**SIIM - SOCIETE INTERNATIONALE D'IMPORTATION** : Filiale dédiée à l'importation, négoce en gros, demi-gros, détail de tous produits et articles alimentaires ou non, tant en France qu'à l'étranger. Présente en production en Afrique et en Amérique Latine, SIIM dispose de son propre réseau de distribution en France et en Espagne d'où elle irrigue l'ensemble des marchés Européens, auprès d'une clientèle de grands comptes. Elle propose son savoir-faire spécifique dans l'affinage (bananes, mangues, papayes, avocats) qui lui permet d'offrir une gamme de bananes et fruits exotiques à la maturité garantie depuis sa plateforme de mûrissage de Rungis.

**BRATIGNY** : Division grossiste du Groupe et acteur historique sur le marché de Rungis, elle s'adresse plus particulièrement aux petits commerçants, magasins spécialisés et restaurateurs. La société exploite un total de 16 portes dans le bâtiment D2 du MIN de Rungis et propose une offre d'une grande variété : agrumes, bananes, exotiques, fruits et

légumes de saison, haricots, tomates. BRATIGNY a procédé à l'acquisition du fonds de commerce de Marcellette en 2017, puis à l'acquisition de la société Coicault-Thomas en 2019, qui a ensuite fusionné avec BRATIGNY le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

**OD RESSOURCES** : Créée à l'été 2019, la société OD RESSOURCES est dédiée au savoir-faire de mûrissage et de conditionnement du Groupe. Elle est notamment en charge de porter l'offre de produits « mûris à point » du Groupe qui approvisionne tous les segments de marché.

**SIIM SPAIN SL** : Filiale située à Malaga (Espagne) qui gère les ventes hors France ne passant pas par l'entrepôt de Rungis. Cette structure opérait sous la forme d'un bureau commercial rattaché à SIIM jusqu'à son immatriculation le 23 avril 2021.

### 6.3 PRINCIPAUX FLUX INTRA-GROUPE

---

Au sein du Groupe, il existe deux natures de conventions intra-groupe (se reporter aux sections 17.1 et 22.1) :

- Trois conventions d'assistance conclues entre OMER-DECUGIS & CIE SA et les trois filiales du Groupe (SIIM, BRATIGNY et OD RESSOURCES) avec pour objet une assistance portant notamment sur les domaines suivants :
  - o Comptabilité générale,
  - o Informatique, facturation, gestion du compte Clients,
  - o Gestion du personnel (paies, retraites, mutuelles),
  - o Contrôle de gestion de l'ensemble des magasins, succursales et filiales,
  - o Direction financière, gestion de la trésorerie,
  - o Recherche des approvisionnements et fournisseurs essentiels.

Ces trois conventions ont été conclues le 1<sup>er</sup> octobre 2019 pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à l'issue de cette période et pour la même année. Pour assurer l'ensemble de ses fonctions, ainsi que le financement des participations chez les fournisseurs stratégiques, la redevance annuelle versée par ses filiales à la société OMER-DECUGIS & CIE, est fixée à 2 150 000 euros. La quote-part due par la société SIIM est fixée à 1 850 000 euros. La quote-part due par la société BRATIGNY est fixée à 200 000 euros. La quote-part due par la société OD RESSOURCES est fixée à 100 000 euros.

- Trois conventions de trésorerie conclues entre COICAULT-THOMAS et les trois filiales du Groupe mentionnées ci-dessous, avec pour objet la détermination de conditions d'avances en trésorerie pour l'exercice en cours, soit :
  - o pour un montant de 230 K€ avec BRATIGNY<sup>17</sup>,
  - o pour un montant de 500 K€ avec SIIM,
  - o pour un montant de 130 K€ avec OD RESSOURCES.

Ces trois conventions ont été conclues le 30 septembre 2020 pour une durée d'un an. Les sommes mises à disposition au titre de l'avance donneront lieu au paiement d'intérêts qui seront payés à terme échu annuellement. Les intérêts versés au titre de l'année (N) seront calculés sur la base du taux maximum des intérêts déductibles de l'année (N-1), une régularisation des intérêts versés aura lieu dès que sera connu le taux maximum des intérêts fixé pour l'année (N). L'avance sera remboursée, en principal au plus tard à l'échéance, sous réserve des disponibilités de la Société, ou par anticipation à tout moment et sans pénalités selon les disponibilités de la Société et à son initiative.

---

<sup>17</sup> COICAULT-THOMAS ayant fusionné avec BRATIGNY au 1er octobre 2020, la convention de trésorerie conclue entre ces deux sociétés est devenue caduque.

## 7 EXAMEN OPERATIONNEL ET FINANCIER

Le lecteur est invité à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats de la Société avec l'ensemble du Document d'enregistrement et notamment les comptes consolidés du Groupe établis pour les besoins du Document d'enregistrement au titre des exercices clos les 30 septembre 2020 présentés à la section 18.1 ainsi que 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018 présentés à la section 22.1 du présent Document ayant fait l'objet d'un audit par les commissaires aux comptes dont les rapports sont présentés à la section 18.3.

### 7.1 PRESENTATION GÉNÉRALE

#### 7.1.1 Activité de la Société

Le Groupe OMER-DECUGIS & CIE est spécialisé dans la production, l'importation, le mûrissage et la distribution de fruits et légumes frais. Présent en production en Afrique et en Amérique Latine, le Groupe est un des leaders Européens dans l'importation de fruits tropicaux notamment la banane, la mangue et l'ananas. Installé sur le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis, OMER-DECUGIS & CIE a développé un savoir-faire spécifique dans le mûrissage et l'affinage, pour offrir une gamme de fruits exotiques à pleine maturité depuis sa plateforme de mûrissage de 12 000 m<sup>2</sup>, en capacité d'affiner jusqu'à 100 000 tonnes de fruits. Le Groupe dispose d'un savoir-faire de distribution en France et en Espagne d'où il irrigue l'ensemble des marchés Européens. Acteur impliqué à chaque stade de la chaîne de valeur qui va de la production à la distribution, le Groupe est reconnu pour son exigence en matière de qualité et de sécurité alimentaire et pour son strict respect des normes environnementales et sociales.

Pur acteur B-to-B, le Groupe vend exclusivement ses fruits et légumes à des professionnels à travers deux pôles d'activité. Le pôle SIIM assure la distribution de fruits et légumes tropicaux, auprès d'une clientèle de grands comptes, depuis la France pour les clients français et depuis un bureau commercial en Espagne pour les autres clients européens. Le pôle d'activité BRATIGNY est spécialisé dans la distribution grossiste, basé sur le marché de Rungis, il propose toute la gamme de fruits et légumes de saison et exotiques à une large palette de clients (détaillants, restaurateurs, magasins, etc.). Le pôle holding du Groupe a été structuré à partir de 2019 pour assurer les fonctions supports du Groupe comme la comptabilité, le contrôle qualité, l'informatique et la maintenance.

#### 7.1.2 Sources de revenus

Les sources de revenus proviennent pour la quasi-totalité de la vente de marchandises (fruits et légumes).

#### 7.1.3 Indicateurs suivis par le management

En plus des agrégats comptables, le management a défini un indicateur alternatif de performance suivi de manière régulière et pérenne :

- **Le chiffre d'affaires** : l'indicateur de suivi de l'activité du Groupe est le chiffre d'affaires consolidé net, tel qu'il ressort des comptes consolidés. Il est reconnu dans le compte de résultat de l'exercice, net de rabais, remises, ristournes, s'il est certain à la fois dans son principe et son montant et s'il est acquis au cours de l'exercice ;
- **La marge brute** : elle renseigne sur la capacité du Groupe à maîtriser ses coûts d'achat de marchandises au regard notamment des volumes croissants et à ce titre, constitue un élément essentiel de la performance financière. Elle se calcule comme étant la différence entre le chiffre d'affaires généré par la vente de ces marchandises et le coût de revient des ventes. Le coût de revient des ventes est constitué du coût de la marchandise achetée dans son conditionnement d'origine ou sous forme brute puis conditionnée par un prestataire, ainsi que des frais de transport, assurance incluse depuis le producteur jusqu'au client final en fonction des conditions d'achat du client. A ces frais s'ajoutent le contrôle qualité et les prestations de sous-traitance auxquelles l'entreprise peut recourir : mûrissage ou conditionnement à l'origine. La réconciliation chiffrée avec les agrégats issus des comptes pour les trois derniers exercices annuels est présentée en section 7.3.1.2.
- **L'EBITDA** : L'EBITDA consolidé est égal au résultat d'exploitation avant dotations et reprises sur amortissements et provisions, hors provisions sur actif circulant et prêts. Il permet de mesurer la rentabilité opérationnelle de l'activité, quelle que soit sa politique de financement ou d'investissement.

La Groupe s'engage à communiquer ces indicateurs de façon pérenne.

#### **7.1.4 Recherche et développement, technologies**

Les programmes de recherche et développement menés par le Groupe portent sur des travaux en matière d'agronomie, notamment des analyses sur les maladies qui touchent les fruits. L'intégralité des dépenses est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

#### **7.1.5 Fournisseurs et sous-traitants**

Les principales dépenses engagées par le Groupe portent sur les approvisionnements en fruits et légumes et les frais de transport dans la mesure où le Groupe est spécialisé dans les fruits exotiques qu'il faut acheminer en bateau et/ou en avion de leurs lieux de production jusqu'aux lieux de consommation. Se reporter à la section 5.1.4.

Le Groupe recourt peu à la sous-traitance. Il s'agit essentiellement de bénéficier de capacités de mûrissage/stockage supplémentaires lorsque les installations du Groupe n'ont plus de capacités disponibles. Si cela a été le cas de 2018 à 2020, l'inauguration de la nouvelle plateforme en septembre 2020 permettra d'éviter ce type de dépenses à court et moyen terme.

#### **7.1.6 Etats financiers pro forma.**

Non applicable.

#### **7.1.7 Information sectorielle**

La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe, avec :

- Deux pôles opérationnels avec :
  - o L'activité de producteur, importateur, mûrisseur et distributeur de produits exotiques (Pôle SIIM).
  - o L'activité de grossiste (Pôle BRATIGNY)
- Un pôle « Fonctions support ».

Se reporter en section 5 ci-dessus et à la Note R « Information sectorielle » des états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, insérés à la section 18.1 du Document d'enregistrement.

## **7.2 PRINCIPAUX FACTEURS AYANT UNE INCIDENCE SUR LES RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ**

---

Au regard du stade de développement de l'activité de la Société, les principaux facteurs ayant une incidence sur l'activité et le résultat d'exploitation et/ou résultat net sont :

- Le coût d'achat des marchandises auprès des producteurs ;
- Le coût de transport des marchandises ;
- La capacité de mûrissage et de stockage des marchandises dans ses entrepôts. A défaut, le Groupe est contraint de recourir à de la sous-traitance pour des prestations de mûrissage ;
- Le taux de change pour les transactions libellées en devises (€/€) ;
- Des situations exceptionnelles comme récemment celle liée à la pandémie de Covid-19, susceptible d'impacter l'activité en privant le Groupe de certains de ses débouchés commerciaux habituels (restauration) ;
- La saisonnalité habituellement constatée, avec une plus forte activité entre la fin du printemps et le début de l'été, en lien notamment avec la campagne de mangue d'Afrique de l'Ouest (de mars à août).

### 7.3 COMMENTAIRES RELATIFS AUX EXERCICES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2020, 30 SEPTEMBRE 2019 ET 30 SEPTEMBRE 2018

#### 7.3.1 Formation du résultat d'exploitation

##### 7.3.1.1 Chiffre d'affaires et autres produits

#### ➤ Chiffres d'affaires

Au cours de la période présentée, l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe a été la suivante :

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Ventes de biens et marchandises	120 369	112 877	107 115
Prestations de service	25	26	31
Rabais, remises, ristournes accordés par l'entreprise	(705)	(611)	(995)
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>119 689</b>	<b>112 292</b>	<b>106 152</b>
dont pôle SIIM	85 846	85 584	80 490
dont pôle BRATIGNY	33 842	26 707	25 662
dont pôle Fonctions support	-	-	-

#### Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :

Le chiffre d'affaires consolidé s'inscrit en croissance sur la période présentée. Il progresse de 6,6% au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 pour s'établir à 119 689 K€ dans un contexte marqué par les effets de la pandémie de Covid-19 survenue au printemps 2020, qui a eu des conséquences différentes sur les deux pôles d'activité du Groupe. A périmètre constant, le chiffre d'affaires consolidé corrigé de l'intégration de Coicault-Thomas SAS s'élève à 115,8 M€, en hausse de 3,1% sur un an. La croissance de l'activité s'était établie à + 5,8% au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019, en accélération sensible sur un an par rapport à la période précédente qui avait enregistré une croissance limitée à 1,9%. L'exercice clos le 30 septembre 2019 a été marqué par un contexte de troubles sociaux importants en France qui ont eu un impact sur la consommation, mais aussi sur les flux logistiques et d'approvisionnement des clients de tous les secteurs d'activité, engendrant des pertes inhérentes à la périssabilité de l'offre.

#### • Pôle SIIM

La contribution au chiffre d'affaires consolidé du pôle SIIM s'établit à 85 846 K€, stable par rapport au 30 septembre 2019 (+0,3%), après avoir connu une croissance de 6,7 % entre les 30 septembre 2019 et 2018. Au cours de l'exercice écoulé, le pôle SIIM a été doublement impacté par les conséquences de la pandémie de Covid-19 avec d'une part, l'arrêt prolongé de la restauration hors domicile (RHD) et d'autre part, la fermeture des lignes aériennes stoppant l'approvisionnement du segment Premium. Le Groupe estime à environ 5 M€ la perte cumulée de chiffre d'affaires potentiel sur les segments de Restauration Hors domicile et Exotiques Premium en lien avec la crise Covid-19, dont environ 3 M€ d'impact sur les ventes RHD dus à l'arrêt ou au ralentissement de ce segment pendant plus de trois mois et une perte de moins de 2 M€ sur les ventes du segment Premium compte tenu de la suppression de nombreuses liaisons aériennes, empêchant l'acheminement des fruits. Cette situation qui a eu pour effet momentané de réduire les ventes avant que la consommation ne se reporte de façon soutenue sur la Grande Distribution.

De plus, la période présentée, marque une phase de transition pour l'activité du pôle SIIM, pendant laquelle la capacité opérationnelle a été contrainte par l'atteinte du maximum des capacités de mûrissage des installations du Groupe et dans l'attente du déploiement de la nouvelle plateforme logistique qui est intervenue en septembre 2020. Les nouvelles capacités logistiques, offertes par ce nouvel outil porteront donc pleinement leurs effets à partir de l'exercice en cours, afin d'absorber la croissance des activités dans une logique globale d'optimisation des coûts et d'économies d'échelle (massification des flux logistiques, rationalisation des processus, arrêt du recours à la sous-traitance...).

#### • Pôle BRATIGNY

La contribution au chiffre d'affaires consolidé du pôle BRATIGNY s'établit à 33 842 K€, en hausse de 26,8% par rapport au 30 septembre 2019, après avoir connu une croissance de 4,1 % entre les 30 septembre 2019 et 2018. L'évolution au 30 septembre 2020 est due pour partie à un dynamisme accru de l'activité pendant la période de pandémie de Covid-19. BRATIGNY a notamment pu bénéficier de plus forts relais de croissance auprès de ses autres clients pour compenser la fermeture des marchés de plein air, mais aussi de l'intégration réussie de Coicault-Thomas SAS, activité grossiste spécialisée dans les pommes et les poires, dont l'acquisition a été finalisée en décembre 2019, puis fusionnée avec



BRATIGNY en octobre 2020. A périmètre constant, le chiffre d'affaires corrigé de l'intégration de Coicault-Thomas SAS s'élève à 29,9 M€, en hausse de 12% sur un an. Au cours de la période présentée, le pôle BRATIGNY, a connu une amélioration de ses performances commerciales suite à sa restructuration et au redéploiement de l'activité engagés depuis 2015.

➤ **Autres produits d'exploitation**

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Subventions d'exploitation	3	73	40
Transferts de charges d'exploitation	-	132	-
Autres produits	-	6	170
<b>Total autres produits d'exploitation</b>	<b>3</b>	<b>211</b>	<b>210</b>

Les autres produits d'exploitation sont peu significatifs :

- Au 30 septembre 2020, les 3 K€ concernaient une subvention pour l'aide à l'apprentissage ;
- Au 30 septembre 2019, le transfert de charges de 132 K€ était relatif à des remboursements d'assurance au titre de sinistre maritime et les 73 K€ concernaient des primes à l'embauche ainsi qu'une subvention du Greffel, et
- Au 30 septembre 2018 ; une subvention de 40 K€ relative à des primes à l'embauche avait été obtenue et les 170 K€ correspondent principalement à des remboursements d'assurance.

7.3.1.2 *Marge brute*

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Chiffre d'affaires	119 689	112 292	106 152
Coût de revient des ventes	(102 923)	(98 673)	(92 013)
<b>Marge brute</b>	<b>16 765</b>	<b>13 618</b>	<b>14 138</b>
<b>Taux de marge brute</b>	<b>14,0%</b>	<b>12,1%</b>	<b>13,3%</b>
dont pôle SIIM	13 286	10 892	11 788
dont pôle BRATIGNY	3 480	2 726	2 350
dont pôle Fonctions support	-	-	-

**Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :**

La marge brute dégagée au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'élève à 16 765 K€ en hausse de 23,2% par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019, faisant suite à une baisse de 3,7% intervenue entre 2018 et 2019. Cette évolution se traduit par un taux de marge brute en hausse sur l'ensemble de la période, qui passe de 13,3% en 2018 à 14% en 2020, malgré la baisse enregistrée lors de l'exercice 2019 où il ressortait à 12,1%.

• **Pôle SIIM**

Les variations constatées sur le groupe sont majoritairement dues à l'évolution de la marge brute du pôle SIIM. Le taux de marge brute dégagé par le pôle a retrouvé en 2020 un niveau de 15,5%, supérieur à celui de 2018 (14,6%), après avoir connu un exercice 2019 en baisse, à 12,7% du chiffre d'affaires du pôle. La baisse enregistrée en 2019 s'explique principalement par :

- une hausse des coûts d'achats des marchandises, dans un contexte marqué par un environnement concurrentiel accru, en particulier pour les approvisionnements en bananes, et par un taux de change moins favorable que lors de l'exercice précédent ;
- une structure de coûts plus importante, avec un recours plus important à de la sous-traitance pour pallier à la sous-capacité opérationnelle.

L'amélioration constatée en 2020 est due à de meilleures conditions concurrentielles pour les achats de marchandises ainsi qu'à une structure de coût plus favorable liée notamment à des coûts de transport moins élevés sur le fret.

• **Pôle BRATIGNY**

Le taux de marge brute du pôle BRATIGNY est en hausse sur la période, passant de 9,2% du chiffre d'affaires du pôle en 2018 à 10,2% en 2019, puis 10,3%. Cette amélioration, constatée principalement en 2019, s'explique par une concentration et une rationalisation des activités, faisant suite à l'acquisition du fonds de commerce de Marcellette en

2017 et au rachat en cours de la société Coicault-Thomas (dont l'activité de grossiste a été intégrée à celle de BRATIGNY à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020) qui ont permis une réorganisation pour réunir les activités sur une surface de vente massifiée.

### 7.3.1.3 *Résultat d'exploitation et EBITDA*

Au cours de la période présentée, les évolutions du résultat d'exploitation et de l'EBITDA ont été les suivantes :

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>119 692</b>	<b>112 503</b>	<b>106 362</b>
Total Achats consommés dont :	(108 527)	(104 784)	(97 875)
<i>Achats matières premières et autres appro</i>	(3 837)	(4 147)	(4 304)
<i>Achats de marchandises</i>	(80 016)	(74 518)	(68 925)
<i>Rémunérations d'intermédiaires et honoraires</i>	(990)	(968)	(829)
<i>Transports</i>	(19 272)	(20 534)	(18 788)
Charges de personnel	(8 439)	(6 990)	(5 667)
Autres charges d'exploitation	(207)	(150)	(13)
Impôts et taxes	(498)	(500)	(417)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(903)	(644)	(538)
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>(118 574)</b>	<b>(113 068)</b>	<b>(104 510)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 118</b>	<b>(565)</b>	<b>1 850</b>
Dont pôle SIIM	3 071	557	2 230
Dont pôle BRATIGNY	53	329	19
Dont pôle Fonctions support	(2 006)	(1 451)	(399)

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 118</b>	<b>(565)</b>	<b>1 850</b>
Dotations aux amortissements	1 101	675	672
Provisions nettes pour engagements retraite	104	43	(34)
<b>EBITDA consolidé</b>	<b>2 323</b>	<b>153</b>	<b>2 489</b>

#### Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :

Le résultat d'exploitation consolidé est en amélioration en 2020 et s'élève à 1 118 K€, après avoir été marqué par un net recul en 2019 à (-565) K€, contre 1 850 K€ en 2018. L'EBITDA consolidé suit une tendance similaire au résultat d'exploitation sur la période présentée et a représenté 1,94% du chiffre d'affaires au 30 septembre 2020, se rapprochant de son niveau de 2018 (2,34% du chiffre d'affaires) après un exercice 2019 plus difficile (0,14% du chiffre d'affaires). Toutefois, entre 2019 et 2020, l'EBITDA connaît une hausse plus marquée sur un an (+2 170 K€) que le résultat d'exploitation (+1 683 K€), qui est lui affecté par l'augmentation des dotations aux amortissements et provisions (+259 K€).

- **Pôle SIIM**

Le résultat d'exploitation du pôle SIIM s'établit à 3 071 K€ en 2020, en nette hausse par rapport à 2019 (557 K€), et renouant avec un niveau supérieur à celui de 2018 (2 230 K€)

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les surcoûts de l'impact de la pandémie ont pourtant pesé sur la marge opérationnelle, intégrant notamment les pertes liées aux dons ou destructions de fruits au plus fort du confinement et les dépenses liées au plan de prévention des risques sanitaires (achats de masques, de gels hydroalcooliques). Le recours à l'activité partielle a été activé uniquement pendant le premier confinement de mi-mars à juin 2020 et n'a pas concerné la filiale OD RESSOURCES au sein du pôle. Le Groupe a opté pour le maintien des salaires et a procédé au versement d'une prime exceptionnelle à l'ensemble de ses collaborateurs pour saluer leur engagement pendant la période.

La meilleure performance réalisée en 2020 est due à l'amélioration de la marge sur les produits vendus et à la stabilisation des charges d'exploitation, malgré le contexte de croissance d'activité soutenue et d'augmentation des charges de

personnel. Les dotations aux amortissements, liées à la nouvelle plateforme du I1, ont été comptabilisées à compter du 1er juillet 2020 pour un montant de 341 K€.

L'exercice clos le 30 septembre 2019 a été marqué par un plus fort recours à la sous-traitance soit sous forme prestations de mûrissage ou de conditionnement.

Pour l'ensemble de la période présentée, la sous-capacité opérationnelle à laquelle SIIM a été confrontée, a engendré des coûts opérationnels plus élevés, dans l'attente de l'inauguration de sa nouvelle plateforme logistique en septembre 2020. En effet dans ce contexte, pour accompagner la croissance de l'activité, SIIM a donc eu recours à de l'intérim et à de la sous-traitance pour assurer une partie de sa logistique, pour un coût de logistique évalué entre 100 K€ et 120 K€ par an. Sur cette période, elle a dû gérer ses flux entre plusieurs sites distincts au sein du marché de Rungis, affectant ainsi son efficacité opérationnelle. Le nouveau site permettra de traiter une plus grande efficacité opérationnelle à structure de coût constante et à l'avenir, l'augmentation de capacité se fera avec le même niveau de charge.

- **Pôle BRATIGNY :**

Le résultat d'exploitation du pôle BRATIGNY a connu une forte hausse en 2019, passant de 19 K€ en 2018 à 329 K€. La hausse constatée en 2019 est principalement consécutive à la hausse de marge brute (détaillée ci-dessus). En 2020 le pôle a dégagé un résultat d'exploitation de 53 K€, en baisse par rapport à 2019 et impacté notamment par les conséquences de la pandémie qui a entraîné des pertes de marchandises et le recours à de l'activité partielle.

- **Pôle Fonctions support :**

Le pôle holding du Groupe a été structuré à partir de 2019 pour assurer les fonctions supports du Groupe comme la comptabilité, le contrôle qualité, l'informatique et la maintenance. Une partie des charges de personnel a ainsi été progressivement transférée des deux pôles opérationnels vers la holding. Ce mouvement s'inscrit dans un contexte de structuration du comité exécutif du Groupe et de recrutements de profils de cadres, initiés en 2018 et qui ont donc commencé à peser sur les charges de personnel à partir de 2019 puis en 2020. L'organisation a été dimensionnée pour accompagner le développement à venir du Groupe, à l'exception de quelques évolutions qui pourraient être décidées, en lien avec le projet de cotation.

Ainsi à partir de 2019, les charges d'exploitation imputées au pôle holding ont augmenté pour les raisons suivantes :

- L'augmentation de l'effectif de la holding, qui est passé de 15 personnes en fin septembre 2018 à 24 en fin septembre 2020 ;
- la hausse du salaire annuel moyen, sous l'effet de profils de plus haut niveau intégrés à la holding et à une modification des rémunérations variables du personnel ;
- le recours à des prestations externes pour l'acquisition de Coicault-Thomas en 2019.

### 7.3.2 Formation du résultat net

#### 7.3.2.1 Résultat financier

La perte financière nette se décompose comme suit :

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Gains de change sur autres dettes et créances	8	11	108
Autres charges et produits financiers	13	10	8
<b>Total produits financiers</b>	<b>21</b>	<b>21</b>	<b>116</b>
Charges d'intérêts sur emprunts	(235)	(237)	(234)
Pertes de change	(98)	-	-
Dotations et reprises sur provisions financières	(245)	(389)	-
<b>Total charges financières</b>	<b>(578)</b>	<b>(626)</b>	<b>(234)</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>(557)</b>	<b>(606)</b>	<b>(118)</b>

**Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :**

La charge financière nette dégagée sur la période est principalement composée :

- ✓ De la charge d'intérêts de la dette et concours bancaires
- ✓ De dotations sur des prêts ou avances à caractère financier accordés à certains producteurs africains

- ✓ Du résultat de change positif en 2019 et 2018, mais négatif à hauteur de (98) K€ au 30 septembre 2020

### 7.3.2.2 *Résultat exceptionnel*

Le résultat exceptionnel se décompose comme suit :

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Plus-value sur cession d'immobilisations	255	2 282	413
<b>Total produits exceptionnels</b>	<b>255</b>	<b>2 282</b>	<b>413</b>
Autres charges et produits exceptionnels	(233)	(152)	25
<b>Total charges exceptionnelles</b>	<b>(233)</b>	<b>(152)</b>	<b>25</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>22</b>	<b>2 130</b>	<b>438</b>

#### Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :

Au cours de la période présentée, le résultat exceptionnel a notamment été impacté par des plus-values de cessions d'immobilisations corporelles et notamment sur l'exercice clos le 30 septembre 2019 où la vente du bâtiment principal du pôle SIIM a été constatée (prix de cession : 2 450 K€) en vue de l'inauguration de la nouvelle plateforme.

Au 30 septembre 2020, le poste « Autres charges exceptionnelles » concernait essentiellement des indemnités de rupture de contrats liées à la restructuration consécutive à l'acquisition de Coicault-Thomas, alors qu'au 30 septembre 2019, le montant de (152) K€ concernait un litige prud'homal compensé partiellement par l'encaissement de clients douteux.

### 7.3.2.3 *Impôt*

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Impôts différés	92	14	(51)
Impôt exigible	(232)	(283)	(525)
<b>Total impôt sur les bénéfices</b>	<b>(140)</b>	<b>(269)</b>	<b>(576)</b>

### 7.3.2.4 *Résultat net consolidé*

Après prise en compte de ces divers éléments, le résultat net de l'ensemble consolidé est le suivant.

Résultat par action (En €)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Résultat net des entreprises intégrées	443	689	1 593
Reprise d'écart d'acquisition négatif	696		
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>1 139</b>	<b>689</b>	<b>1 593</b>

#### Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :

Au 30 septembre 2020, la baisse apparente du résultat net des entreprises intégrées qui passe de 689 K€ à 443 K€ résulte comme expliqué ci-dessus d'un effet base défavorable dans la mesure où l'exercice clos le 30 septembre 2019 avait bénéficié d'une plus-value exceptionnelle de 2 282 K€.

De plus, cette baisse apparente a été largement compensée par la comptabilisation sur l'exercice de la reprise intégrale de l'écart d'acquisition négatif dégagé lors de l'acquisition de Coicault-Thomas. Cet écart correspond à une plus-value potentielle liée à la revalorisation des « portes » détenues par cette société. Cette revalorisation de droits incorporels est justifiée par l'existence d'un marché actif sur ces biens. Ainsi, cet écart reflétant une acquisition effectuée à des conditions avantageuses, il a été rapporté au compte de résultat en totalité sur l'exercice. Les « portes » correspondent à une surface opérationnelle nécessaire à un fonds de commerce sur le carreau de ventes du marché de Rungis.

## 8 TRÉSORERIE ET CAPITAUX

### 8.1 INFORMATIONS SUR LES CAPITAUX PROPRES DE L'ÉMETTEUR

#### 8.1.1 Capitaux propres de l'émetteur

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 12 360 K€ au 30 septembre 2020, 11 421 K€ au 30 septembre 2019 et 10 932 K€ au 30 septembre 2018.

Au 30 septembre 2020, le montant de la trésorerie nette consolidée disponible (trésorerie disponible minorée des concours bancaires courants) s'établit à (1 400) K€, contre (81) K€ au 30 septembre 2019 et (1 477) K€ au 30 septembre 2018.

#### 8.1.2 Endettement financier net

L'endettement financier net a évolué comme suit :

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Disponibilités	2 809	550	131
<b>Trésorerie disponible</b>	<b>2 809</b>	<b>550</b>	<b>131</b>
Emprunts bancaires (Part < 1 an)	3 666	1 170	1 358
Concours bancaires	4 208	631	1 608
Intérêts courus	44	27	15
<b>Endettement financier - court terme (A)</b>	<b>7 918</b>	<b>1 828</b>	<b>2 981</b>
Emprunts bancaires (> 1 an)	6 277	4 210	4 674
<b>Endettement financier - Part non courante (B)</b>	<b>6 277</b>	<b>4 210</b>	<b>4 674</b>
<b>Endettement financier (A+B)</b>	<b>14 195</b>	<b>6 038</b>	<b>7 655</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>11 386</b>	<b>5 488</b>	<b>7 524</b>

L'augmentation significative de l'endettement financier brut au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 est principalement imputable à la nouvelle plateforme de murissage inaugurée à Rungis en septembre 2020.

### 8.2 INFORMATIONS SUR LA SOURCE, ET LE MONTANT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'ÉMETTEUR

#### 8.2.1 Flux de trésorerie

La variation de trésorerie générée au cours de la période présentée a évolué comme suit.

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>2 774</b>	<b>923</b>	<b>4 669</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des investissements</b>	<b>(8 451)</b>	<b>1 374</b>	<b>(2 091)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant du financement</b>	<b>4 358</b>	<b>(900)</b>	<b>572</b>
Incidence de la variation des taux de change	-	-	-
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(1 319)</b>	<b>1 397</b>	<b>3 149</b>

### 8.2.2 Analyse de la source des flux de trésorerie

L'analyse par nature de flux est la suivante :

#### ➤ Flux net de trésorerie généré par l'activité

L'évolution du flux net de trésorerie généré par l'activité au cours de la période présentée est la suivante :

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Résultat net consolidé	1 139	689	1 593
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>1 234</b>	<b>(803)</b>	<b>1 869</b>
<b>Variation du BFR</b>	<b>1 540</b>	<b>1 726</b>	<b>2 798</b>
Variation des stocks	(104)	38	269
Variation des créances clients et autres débiteurs	862	(132)	4 626
Variation des dettes fournisseurs et autres créditeurs	782	1 820	(2 097)
<b>Flux de trésorerie générés par l'activité</b>	<b>2 774</b>	<b>923</b>	<b>4 669</b>

#### Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :

Sur l'ensemble de la période présentée, le Groupe a dégagé un flux net d'exploitation positif résultant à la fois :

- ✓ D'une marge d'autofinancement positive à l'exception de celle dégagée sur l'exercice clos le 30 septembre 2019 qui avait été fortement impactée par une plus-value de cession d'environ 2,1 M€ (vente d'un bâtiment) ; et
- ✓ D'un besoin en fonds de roulement (BFR) maîtrisé qui s'affiche en baisse régulière sur la période :

- En 2018, la réduction du BFR à hauteur de près de 2,8 M€ résulte :
  - a) Principalement par un effet de base défavorable dans la mesure où à la fin de l'exercice 2017, de nombreux retards de facturations avaient été pris, majorant de manière inhabituelle ce poste au bilan de clôture au 30 septembre 2017 (incluant des factures à établir). Il y a été remédié au début de l'exercice 2018 avec également la mise en place procédures renforcées de suivi de facturation et recouvrement ;
  - b) D'une activité stable par rapport à 2017 ayant généré une réduction des dettes fournisseurs à la clôture (baisse d'environ en partie compensée par une diminution des créances fiscales (environ 1 M€).
- En 2019, la réduction du BFR à hauteur de plus de 1,7 M€ résulte :
  - a) D'une croissance limitée à 5,7 % sur l'année mais avec une fin d'année peu dynamique qui s'est traduite par une augmentation limitée des postes de stocks et créances d'exploitation (+2,7%) limitée à environ 100 K€ ; alors que dans le même temps
  - b) D'autres créances en progression limitée sous l'effet notamment d'une « autre créance » d'environ 1,8 M€ constatée mais non encaissée liée à la cession de la partie immobilière de l'ancienne plateforme C3 ayant été en grande partie compensée par une réduction des acomptes accordés aux producteurs (baisse de 1,1 M€) ; et
  - c) D'un encours fournisseurs en hausse de 1,8 M€.
- En 2020, la réduction du BFR à hauteur de plus de 1,5 M€ résulte :
  - a) De stocks en hausse très limitée (+0,1 M€) ;
  - b) D'un dégagement de trésorerie sur les autres postes d'actifs d'environ 0,9 M€, l'augmentation limitée des postes de créances clients et créances fiscales à hauteur de + 0,8 M€ sur l'année ayant largement été compensée par une baisse de près de 1,7 M€ d'autres créances résultant notamment de l'encaissement du produit de cession de la partie immobilière de l'ancienne plateforme C3 ; et enfin
  - c) Une hausse globale des passifs d'exploitation à hauteur de 0,8 M€ sous l'effet croisé :
    - D'un encours « Fournisseurs » en baisse de 0,9 M€ (incluant à la fois l'impact de l'entrée de Coicault-Thomas dans le périmètre et le règlement des fournisseurs) ; largement compensé par
    - Des dettes fiscales et sociales en forte hausse (+1,7 M€) en relation avec la provision des parts variables et la provision pour congés payés à la hausse et le report des charges sociales (covid 19).



➤ **Flux net de trésorerie généré par les opérations d'investissements**

La consommation de trésorerie liée aux opérations d'investissements se présente comme suit :

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Acquisitions d'immobilisations	(9 552)	(1 193)	(2 606)
Cessions d'immobilisations	2 110	2 567	515
Incidence des variations de périmètre	(1 009)	-	-
<b>Flux de trésorerie provenant des investissements</b>	<b>(8 451)</b>	<b>1 374</b>	<b>(2 091)</b>

Au 30 septembre 2020, les variations de périmètre sont dues à la différence entre le coût d'acquisition de Coicault-Thomas, pour 1 575 K€ et sa trésorerie à l'ouverture qui s'élevait à 568 K€.

**Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :**

Le tableau ci-dessous détaille la nature des investissements.

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Immobilisations incorporelles	1 913		
Immobilisations corporelles	6 307	848	1 554
Immobilisations financières	1 331	404	1 051
<b>Flux de trésorerie provenant des investissements</b>	<b>9 552</b>	<b>1 252</b>	<b>2 606</b>

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020

- ✓ Environ 1,9 M€ étaient relatifs au paiement d'un actif incorporel correspondant à un droit de première accession sur cette nouvelle plateforme ;
- ✓ Le principal mouvement était relatif à la nouvelle plateforme inaugurée sur le marché de Rungis, comptabilisé à hauteur de 6,7 M€ au 30 septembre 2020 (dont environ 6,3 M€ correspondant à l'augmentation comptabilisée sur l'exercice écoulé) ;
- ✓ Le solde, soit 1,3 M€ concerne l'acquisition de participations (Semmaris et Vergers du Nord) pour 0,2 M€ et environ 1,1 M€ de prêts accordés à certaines participations non consolidées auprès desquelles le Groupe s'approvisionne.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2019

- ✓ Les principaux mouvements concernent des acquisitions d'immobilisations corporelles dont des installations techniques, du matériel et des acomptes sur du matériel destiné à la nouvelle plateforme ; et
- ✓ Le solde, soit environ 0,4 M€ est relatif à des prêts accordés à certaines participations non consolidées auprès desquelles le Groupe s'approvisionne. Le montant immobilisé brut est retraité du montant du crédit-bail de 59 K€ ;

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2018

- ✓ Les acquisitions d'éléments corporels portent principalement sur des équipements et installations techniques pour un ancien entrepôt à Rungis (C5) ;
- ✓ Environ 1 M€ concerne l'acquisition de participation minoritaire dans la société Agroeden en Équateur, qui a pour activité la production d'ananas.

Au 31 mars 2021, l'investissement global du groupe dans cette plateforme est de 10,9 M€, éléments corporels et incorporels inclus.

### ➤ Flux net de trésorerie généré par les opérations de financement

Au cours de la période écoulée, le flux net de trésorerie lié aux opérations de financement s'est décomposé comme suit :

Consolidé (En K€)	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	2018
Dividendes versés par la société mère	(200)	(200)	(200)
Dividendes versés aux minoritaires	-	-	-
Augmentations (réductions) de capital	-	-	-
Emission d'emprunts	6 024	797	2 045
Remboursements d'emprunts	(1 466)	(1 497)	(1 273)
<b>Flux de trésorerie provenant du financement</b>	<b>4 358</b>	<b>(900)</b>	<b>572</b>

#### Exercices clos les 30 septembre 2020, 2019 et 2018 :

Sur la période présentée, les mouvements sont de deux natures :

- ✓ Le paiement d'un dividende annuel de 200 K€ ; et
- ✓ L'évolution de la dette bancaire. Cette dette a sensiblement augmenté au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 en lien avec l'investissement dans la nouvelle plateforme de murissage alors qu'elle avait diminué de 700 K€ au cours de l'exercice précédent. L'augmentation de 772 K€ constatée au 30 septembre 2018 avait contribué au financement des investissements réalisés.

## 8.3 INFORMATIONS SUR LES BESOINS DE FINANCEMENT ET LA STRUCTURE DE FINANCEMENT DE L'ÉMETTEUR

### 8.3.1 Structure de financement

Au cours de la période présentée, en plus de l'autofinancement dégagé par son activité, le Groupe a eu recours à deux principales sources de financement, à savoir des emprunts bancaires et des concours bancaires. Leur évolution a été la suivante :

Consolidé (En K€)	Emprunts bancaires	CB retraité	Concours bancaires	TOTAL
<b>Solde dû au 1er octobre 2017</b>	<b>5 245</b>	<b>0</b>	<b>5 619</b>	<b>10 864</b>
+ encaissements	1 850			1 850
- remboursements (hors ICNE)	(1 065)		(4 011)	(5 076)
<b>Solde dû au 30 septembre 2018</b>	<b>6 032</b>	<b>0</b>	<b>1 608</b>	<b>7 640</b>
+ encaissements	820	59		879
- remboursements (hors ICNE)	(1 472)	(9)	(977)	(2 458)
<b>Solde dû au 30 septembre 2019</b>	<b>5 380</b>	<b>50</b>	<b>631</b>	<b>6 061</b>
+ encaissements	5 980		3 576	9 556
- remboursements (hors ICNE)	(1 439)	(15)		(1 454)
Variation de périmètre	21		1	22
<b>Solde dû au 30 septembre 2020</b>	<b>9 942</b>	<b>35</b>	<b>4 208</b>	<b>14 185</b>
+ encaissements				
- remboursements (hors ICNE)				
<b>Solde dû au 31 mars 2021</b>				

### 8.3.2 Informations sur les conditions d'emprunt et structure de financement

Les conditions de ces principales sources de financement détaillées ci-dessus sont les suivantes :

## Tableau des emprunts

Emprunts	Emprunts	Montant nominal souscrit	Taux nominal	Date	Durée / Remboursement	Garanties	Solde dû au 30/09/2020
Caisse d'épargne	1	2 500 K€	0,90%	mars-17	5 ans	Néant	762
Bpifrance	2	500 K€	1,57%	mars-17	7 ans - Rbt en 20 trimestrialités après 8 trimestres de différé d'amortissement en capital	Garantie à hauteur de 60% par le fonds national de garantie por les prêts de renforcement de haut de bilan	425
Bpifrance	3	1 500 K€	1,57%	mars-17	7 ans - Rbt en 20 trimestrialités après 8 trimestres de différé d'amortissement en capital	Garantie à hauteur de 60% par le fonds national de garantie por les prêts de renforcement de haut de bilan	1275
Crédit Agricole IDF	4	500 K€	0,70%	mai-17	5 ans	Caution solidaire SIIM (100%)	169
Crédit Agricole IDF	5	850 K€	0,69%	nov-17	5 ans	Néant	372
CIC	6	1 000 K€	0,70%	juil-18	5 ans	Néant	554
Crédit Agricole IDF	7	770 K€	0,63%	déc-18	5 ans	Néant	503
Crédit Agricole IDF	8	730 K€	0,47%	oct-19	5 ans	Néant	633
HSBC	9	2 250 K€	0,75%	mars-20	8 ans - Rbt en 84 mensualités après un différé de remboursement de 12 mois	Néant	2 250
CIC	10	1 500 K€	0,70%	juil-20	8 ans - Rbt en 28 trimestrialités après 4 trimestres de différé d'amortissement en capital	Néant	1 500
Caisse d'épargne IDF	11	1 500 K€	0,70%	déc-19	8 ans - Rbt en 84 mensualités après un différé de remboursement de 12 mois	Néant	1 500
Total endettement bancaire							9 943

Le total de l'endettement bancaire au 30 septembre 2020 s'élève à 9 943 K€ avec pour échéancier :

- ✓ 3 666 K€ à moins de 1 an ;
- ✓ 3 842 K€ à l'horizon de 1 à 5 ans ; et
- ✓ 2 435 K€ à plus de 5 ans.

Le taux moyen de la dette financière, pondéré par le capital restant dû au 30 septembre 2020 est de 0,86%.

## Concours bancaires

Le Groupe bénéficiait au 30 septembre 2020 de 4 208 K€ de concours bancaires courants. Ces concours qui sont rémunérés à des taux uniformes de 1,5%, ne sont pas formalisés par écrit.

### 8.3.3 Besoin de financement de l'émetteur

Le Groupe a procédé à une revue de son risque de liquidité et considère être en mesure de faire face à ses obligations au cours des 12 prochains mois compte tenu de son rythme de développement actuel. En revanche, la volonté d'accélérer le déploiement des activités du Groupe devrait le conduire à disposer de moyens financiers supplémentaires. Se reporter au descriptif de la stratégie à la section 5.4.

## 8.4 RESTRICTION À L'UTILISATION DES CAPITAUX AYANT INFLUÉ SENSIBLEMENT OU POUVANT INFLUER SENSIBLEMENT SUR LES ACTIVITÉS DE L'ÉMETTEUR

Néant.

## 8.5 SOURCES DE FINANCEMENT NÉCESSAIRES À L'AVENIR POUR HONORER LES ENGAGEMENTS PRIS EN TERMES D'INVESTISSEMENTS

Néant. Se reporter à la section 5.7.2.

## 9 ENVIRONNEMENT RÉGLEMENTAIRE

*Les investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des informations figurant dans le présent Document*

Se reporter en section 5.1.4.4.

## 10 INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

Néant.

## 11 PREVISIONS OU ESTIMATIONS DE BÉNÉFICE

A la date de Document d'enregistrement et compte tenu de l'avancement des travaux d'arrêté des comptes semestriels consolidés au 31 mars 2021, le Groupe est en mesure de présenter les estimations suivantes. Il est précisé que ces données sont estimées sur la base de comptes établis selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés annuels.

**De manière générale, les données semestrielles permettront de mettre en lumière une bonne dynamique de l'activité (CA consolidé +11,3% minimum) ainsi que les premiers effets de l'intégration de la nouvelle plateforme à Rungis inaugurée en octobre 2020.**

**Un chiffre d'affaires consolidé minimum de 61,8 M€ :** l'activité commerciale soutenue du Groupe au cours des six premiers mois de l'exercice 2021, devrait se traduire par un chiffre d'affaires consolidé minimum de 61,8 M€ au 31 mars 2021, contre 55,5 M€ pour le premier semestre de l'exercice précédent, en progression de 11,3%. Cette croissance de l'activité a été portée par une hausse de plus de 9% du chiffre d'affaires consolidé réalisé par le pôle SIIM, s'établissant à plus de 43 M€ et une hausse de plus de 16% pour BRATIGNY, à plus de 18,7 M€.

Si le Groupe constate habituellement que le premier semestre de l'exercice présente une activité moins soutenue qu'au second semestre, en lien avec la saisonnalité des fruits commercialisés, la performance du 1<sup>er</sup> semestre 2021 met en lumière les effets du potentiel offert par la nouvelle plateforme pour répondre à la croissance de l'activité, qui s'est traduit notamment par une accélération de l'activité au cours de la période, mais surtout la restauration de l'efficacité opérationnelle permise par cela. De plus, l'activité de SIIM a bénéficié de la mise en place de nouveaux contrats d'approvisionnement (Aldi, McDonald's, Intermarché, etc.), permis par la mise en service de la plateforme. L'activité de BRATIGNY continue quant à elle de bénéficier pleinement de la dynamique engagée depuis plusieurs années et notamment des synergies développées avec l'activité pommes/poires provenant de l'acquisition de Coicault-Thomas, qui a été consolidé à partir de janvier 2020, contribuant donc au chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre 2020 uniquement pendant 3 mois. L'activité du 1<sup>er</sup> semestre 2021 est toujours affectée par la fermeture d'une partie du secteur de la restauration, alors que cela n'a eu un impact que sur la seconde moitié du mois de mars 2020. Le Groupe estime ainsi la perte de chiffre d'affaires liée à cette situation à un peu plus d'1 M€ au cours de ces six premiers mois, en comparaison avec l'activité de ce segment constatée à la même période lors des exercices précédents.

**Un taux de marge brute d'au moins 15% :** La marge brute consolidée est en augmentation au 31 mars 2021, le taux de marge brute devrait donc s'établir à plus de 15% à l'issue du premier semestre 2021, alors qu'il était de l'ordre de 10% au premier semestre 2020 (se reporter en section 7.1.3), bénéficiant de l'arrêt du recours à la sous-traitance et des gains opérationnels permis par la massification des activités sur la nouvelle plateforme. L'incorporation des nouveaux contrats a pu se faire à des niveaux de charges constants, grâce aux investissements antérieurs réalisés pour améliorer l'organisation commerciale et la capacité de traitement de la nouvelle plateforme. Au 31 mars 2021, l'ensemble du segment des bananes, ananas, mangues et avocats enregistre une nette amélioration de rentabilité (avec pour rappel, un effet de base favorable dû à des destructions de produits à hauteur d'environ 700 K€ en fin mars 2020, liées à la fermeture d'une large partie du secteur de la restauration hors-domicile lors du premier confinement).

**Un EBITDA en forte amélioration :** Le premier semestre a été marqué par l'installation des activités du Groupe au sein de sa nouvelle plateforme à Rungis (I1), dont les capacités logistiques et de mûrissage ont permis d'éviter tout recours à des prestations de sous-traitance pour le mûrissage, tel que cela fut le cas lors des exercices précédents et des opérations de manutention optimisées grâce à un lieu d'entreposage unique. Pour mémoire, cette plateforme a représenté un investissement total de 10,9 M€ et doit permettre d'accompagner la croissance de l'activité jusqu'en septembre 2023.

Les gains de productivité issus de la plateforme combiné à des autres achats externes en augmentation limitée, ainsi que des charges de personnel en hausse de 3,4% dans un contexte de hausse plus soutenue de l'activité (+11,3%) ont permis de dégager un EBITDA consolidé en forte amélioration, qui devrait s'établir au-delà de 1,2 M€, soit un taux de 2%, alors qu'il était de (2,2) M€ au premier semestre 2020 (soit -4%).

**Un résultat d'exploitation semestriel minimum de 350 K€ :** Le résultat d'exploitation consolidé au 31 mars 2021 est également en forte amélioration par rapport au premier semestre de l'exercice précédent et devrait atteindre un minimum de 350 K€, alors qu'il était de -2,8 M€ un an plus tôt, et ce malgré la prise en compte de charges d'amortissement en sensible augmentation (+ 535 K€) du fait de l'inauguration de la nouvelle plateforme en octobre 2020.

**Un résultat net semestriel consolidé minimum de 370 K€ :** Le résultat net semestriel devrait atteindre un minimum de 370 K€ contre (1,5) M€ au premier semestre 2020 sous l'effet :

- Du résultat d'exploitation en forte amélioration ;
- D'une perte financière nette en réduction sensible, soit environ (60) K€ après prise en compte d'un gain de change de l'ordre de 60 K€, contre une perte financière nette de (326) K€ au 1<sup>er</sup> semestre 2020, affectée par des dotations sur des prêts ou avances à caractère financier accordés à certains producteurs associés africains ; et
- Un résultat exceptionnel de l'ordre de 200 K€ au 31 mars 2021, qui correspond principalement à la plus-value sur cession de son ancien entrepôt (C5), équipé en 2018 et revendu consécutivement à l'installation dans la nouvelle plateforme contre une perte exceptionnelle nette de 173 K€ au 31 mars 2020 principalement imputable au coût de restructuration suite à l'acquisition de Coicault-Thomas ; et
- D'une charge d'impôt estimée de l'ordre de (120) K€ alors que le 1<sup>er</sup> semestre 2020 avait bénéficié d'un produit d'impôt de plus de 1 030 K€ lié à la prise en compte d'un crédit d'impôt calculé sur la base du résultat courant déficitaire de (3,1) M€. Pour mémoire, le 1<sup>er</sup> semestre 2020 avait bénéficié d'un produit de 695 K€ relatif à la reprise d'un écart d'acquisition négatif lié à l'acquisition de Coicault-Thomas (se reporter à la section 7.3.2.4).

## Situation bilantielle

Aucune opération n'est intervenue sur le capital au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2020/2021.

Depuis la clôture de l'exercice précédent au 30 septembre 2020, l'endettement moyen-long terme du Groupe a diminué de l'ordre de 1,3 M€ et ressort donc à 8,6 M€ au 31 mars 2021 (contre 9,9 M€ au 30 septembre 2020), sous l'effet combiné de l'échéancier de remboursement de la dette financière et de l'absence de souscription de nouveaux emprunts.

Compte tenu de la saisonnalité observée habituellement, liée au démarrage de la campagne de mangue en provenance d'Afrique de l'Ouest, la période de la fin du mois de mars constitue un point haut en termes de recours aux concours bancaires pour le Groupe. Leur montant s'établit à environ 14 M€ au 31 mars 2021, contre 4,2 M€ lors de la clôture au 30 septembre 2020 en lien avec :

- Des créances clients en augmentation pour s'établir à 15,4 M€ (contre 11,3 M€ en septembre 2020) reflétant la dynamique de l'activité ; tandis que
- Une large partie des fournisseurs ont été réglées se traduisant par une dette fournisseur en diminution sensible pour s'établir à 6,9 M€ contre près de 14,9 M€ au 30 septembre 2020.

Les disponibilités au 31 mars 2021 sont quant à elles de 1,6 M€, en diminution de 900 K€ par rapport à fin septembre 2020.

## 12 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE

Jusqu'au 8 janvier 2021, la Société était constituée sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le Président du directoire était Monsieur Vincent OMER-DECUGIS. A cette date, une assemblée générale a approuvé la modification de la gouvernance de la Société en société anonyme à conseil d'administration.

Un descriptif résumé des principales stipulations des nouveaux statuts de la Société figure aux paragraphes 16.1 et 19.2 du présent Document d'enregistrement.

### 12.1 COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

#### 12.1.1 Composition du conseil d'administration

La composition du conseil d'administration est la suivante :

Identité	Mandat	Fonction dans la Société	Date de 1ère nomination et de fin de mandat
<b>Vincent OMER-DECUGIS</b>	Administrateur Président du CA <sup>(1)</sup>	Directeur général	Première nomination : AG du 8 janvier 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025
<b>Louis OMER-DECUGIS</b>	Administrateur et Président d'honneur Membre du comité d'audit	Néant	Première nomination : AG du 8 janvier 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025
<b>Florence FITE-CUCCINELLO</b>	Administratrice indépendante Présidente du comité d'audit	Néant	Première nomination : AG du 8 janvier 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025
<b>Henri BEAULIEU</b>	Administrateur	Néant	Première nomination : AG du 8 janvier 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025
<b>Ingo BLÖINK</b>	Administrateur indépendant Président du comité de gouvernance et de rémunération	Néant	Première nomination : AG du 8 janvier 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025
<b>Matthieu NICOLAS</b>	Administrateur Membre du comité de gouvernance et de rémunération	Néant	Première nomination : AG du 8 janvier 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025
<b>Audrey CHECCHINI</b>	Administratrice	Salariée	Première nomination : AG du 29 mars 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025
<b>Ana MARTIN</b>	Administratrice	Salariée <sup>(2)</sup>	Première nomination : AG du 29 mars 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025
<b>Javier DELGADO</b>	Administrateur indépendant	Néant	Première nomination : AG du 29 mars 2021 Date du dernier renouvellement : NA Échéance du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 sept 2025

(1) Nommé Président lors de la réunion du conseil d'administration du 8 janvier 2021

(2) Liée par un contrat de portage salarial (*se reporter en section 14.2*)

Le seul lien familial existant entre les membres du conseil d'administration est le lien de parenté entre Vincent OMER-DECUGIS et son père Louis OMER-DECUGIS.



Les adresses professionnelles des administrateurs sont les suivantes :

- Le siège social de la Société pour Vincent OMER-DECUGIS, Louis OMER-DECUGIS, Audrey CHECCHINI et Henri BEAULIEU ;
- Le siège de SIIM SPAIN pour Ana MARTIN (Ctra. de Málaga 45, 29120 Alhaurin el Grande / Málaga España)
- 3 rue Joseph Monier, 92500 Rueil Malmaison pour Florence FITE-CUCCINELLO ;
- Kronenstr. 49b, 70174 Stuttgart, Germany pour Ingo BLÖINK ;
- 5, avenue d'Eylau, 75116 Paris pour Matthieu NICOLAS ;
- Calle Murillo 7, Pozuelo de Alarcón, 28223 Madrid, España. pour Javier DELGADO.

L'analyse menée par la Société pour apprécier l'indépendance de trois administrateurs se résume comme suit :

Analyse de la Société	Critères d'indépendance définis par le Code MiddleNext				
	Ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la Société ou d'une société de son groupe	Ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la Société ou son groupe (client, fournisseur, concurrent, prestataire, créancier, banquier, etc.)	Ne pas être actionnaire de référence de la Société ou détenir un pourcentage de droit de vote significatif	Ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence	Ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de la Société
<b>Florence FITE-CUCCINELLO</b>	Vérifiée	Vérifiée	Aucune action détenue	Vérifiée	Vérifiée
<b>Ingo BLÖINK</b>	Vérifiée	Vérifiée	Aucune action détenue	Vérifiée	Vérifiée
<b>Javier DELGADO</b>	Vérifiée	Vérifiée	Aucune action détenue	Vérifiée	Vérifiée
<b>Vincent OMER-DECUGIS</b>	Non vérifiée	Vérifiée	Actionnaire unique (100% du capital)	Non vérifiée	Vérifiée
<b>Louis OMER-DECUGIS</b>	Non vérifiée	Vérifiée	Aucune action détenue	Non vérifiée	Vérifiée
<b>Henri BEAULIEU</b>	Vérifiée	Non vérifiée	Aucune action détenue	Vérifiée	Vérifiée
<b>Matthieu NICOLAS</b>	Vérifiée	Non vérifiée	Aucune action détenue	Vérifiée	Vérifiée
<b>Audrey CHECCHINI</b>	Non vérifiée	Vérifiée	Aucune action détenue	Vérifiée	Vérifiée
<b>Ana MARTIN</b>	Non vérifiée	Vérifiée	Aucune action détenue	Vérifiée	Vérifiée

Aucun des membres du conseil d'administration, au cours des 5 dernières années :

- N'a fait l'objet de condamnation pour fraude ;
- N'a été associée en sa qualité de dirigeant ou administrateur à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ;
- N'a fait l'objet d'une interdiction de gérer ;
- N'a fait l'objet d'incriminations ou de sanctions publiques officielles prononcées par des autorités statutaires ou réglementaires.

### 12.1.2 Composition de la direction générale

La direction générale est assurée par Vincent OMER-DECUGIS nommé Président-directeur général par le conseil d'administration du 8 janvier 2021, qui a choisi de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de directeur général.

## 12.2 EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Les expériences professionnelles de Vincent OMER-DECUGIS (Président du conseil d'administration) et d'Ana MARTIN (Administratrice salariée) sont présentées en section 5.1.7.2.



### **Louis OMER-DECUGIS – Président d'honneur et membre du comité d'audit**

Diplômé d'HEC, Louis OMER-DECUGIS rejoint l'entreprise familiale en 1968 après son service militaire dans la Marine Française et participe au transfert des activités des halles de Paris au Marché International de Rungis (MIN). A partir de 1970, il reprend la direction du Groupe et organise en 1973 son rapprochement avec Fyffes-United Fruit Company (Chiquita) ainsi que le renforcement des liens du Groupe avec l'Afrique. Il est notamment l'artisan de l'association avec Félix Houphouët-Boigny, Président de la Côte d'Ivoire, pour créer la Société Internationale d'Importation (SIIM) en 1978. Une association qui durera jusqu'à la reprise du contrôle total de la société SIIM par la famille Omer-Decugis en 1995, à la mort du président ivoirien. Il gère les acquisitions des sociétés LACHIALLE et BRATIGNY qui deviendront après leur fusion en 1980 LACHIALLE-BRATIGNY puis BRATIGNY en 2000. Désormais Président d'honneur du Groupe, Louis OMER-DECUGIS est aussi depuis 2014 à la tête de la fondation d'entreprise du Groupe qui porte son nom et œuvre pour des missions philanthropiques, en lien avec la politique du Groupe. Il est membre actif du GFAOP (Groupe Franco-Africain d'Oncologie Pédiatrique) depuis 2004.



### **Matthieu NICOLAS – Administrateur et membre du comité de gouvernance et de rémunération**

Avocat Associé, Matthieu NICOLAS est titulaire d'un DEA et d'un doctorat de droit privé de l'Université Paris X Nanterre. Après avoir prêté serment en 2004, il est intervenu dans plusieurs cabinets en tant qu'avocat collaborateur avant de cofonder en 2007 le cabinet Nicolas & Denizot Associés. Au sein du cabinet, il intervient sur toutes les problématiques en droit privé tant en conseil qu'en contentieux en bail commercial. Il a participé à la 1<sup>ère</sup> session des jeunes de l'IHEDN et fut conseiller municipal de Marnes la Coquette (92) entre 1995 et 2001.



### **Audrey CHECCHINI – Administratrice salariée**

Titulaire d'une maîtrise commerciale en agroalimentaire obtenue en 2003 à l'ISEMA (Ecole Supérieure de Commerce des Industries Alimentaires, Bio-Industries, du Vivant et de l'Environnement), Audrey CHECCHINI a débuté en 2001 comme apprentie au sein du service qualité de SIIM à Paris avant d'intégrer en 2003 l'agence marseillaise où elle restera pendant huit ans jusqu'à occuper le poste de Responsable Qualité, accompagnant notamment la mise en place des certifications Fel Partenariat et IFS Food (2014). Elle décide alors de rejoindre le service commercial et, en 2015, elle devient la responsable de la BU Ananas pour le Groupe.



### **Florence FITE-CUCCINIELLO – Administratrice indépendante et Présidente du comité d'audit**

Diplômée de l'ESCP Europe et titulaire du DESCF, Florence FITE-CUCCINIELLO a débuté sa carrière au sein du cabinet Ernst & Young (ex. Arthur Andersen) qu'elle quitte après 12 années pour intégrer l'entreprise pharmaceutique américaine Celgene. Depuis 2009, elle y a occupé différents postes, en particulier celui de Finance & Business Solutions Director de la filiale française Celgene SAS. Suite à l'acquisition de Celgene par Bristol Myers Squibb, elle est nommée en 2020 Directrice des opérations et de la stratégie. Avant de devenir administratrice du Groupe, elle était auparavant membre du conseil de surveillance du Groupe.



### **Javier DELGADO – Administrateur indépendant**

Ingénieur agronome diplômé de l'Universidad Nacional Agraria La Molina, Javier DELGADO a d'abord eu une carrière dédiée au développement et au management d'entreprises agroindustrielles au Pérou dans les domaines du frais, du congelé et de la conserverie. Il a fondé en 2007 la société Dominus, un des leaders de l'exportation de mangues et d'avocats vers l'Union Européenne qu'il a vendu en 2019 au groupe agroindustriel Danper. Dans les années 2000, Javier DELGADO a suivi les cursus de MBA de Yale et Harvard dont il est sorti diplômé. Particulièrement sensible aux

questions environnementales et sociales, il a rejoint en 2021 le conseil d'administration du Groupe Omer-Decugis & Cie.



**Ingo BLÖINK – Administrateur indépendant et Président du comité de gouvernance et de rémunération**

Diplômé de l'ESCP Europe et titulaire d'un doctorat en sciences économiques et sociales, Ingo Blöink a débuté sa carrière en Allemagne au sein de la filiale de services financement & assurance du constructeur automobile allemand Daimler AG (ex. DaimlerChrysler). Au cours de son mandat de plus de 10 ans, il a occupé divers postes de direction national et international. Depuis 2017, il est consultant indépendant auprès des directions générales, intervenant sur les sujets d'assurance et de nouvelles mobilités ainsi que dans le secteur automobile. En 2017 il a aussi fondé l'Institut de la mobilité du futur, un think tank créé autour des enjeux de mobilité liés aux grands changements du monde.



**Henry BEAULIEU – Administrateur**

Titulaire d'une licence de chimie de l'Université de Montpellier, Henry BEAULIEU a commencé sa carrière au sein de la société Stoner-Mudge (devenue BASF en 1989) avant de rejoindre les Etablissements Omer-Decugis en 1976. D'abord directeur de magasin, il est nommé directeur -général de SIIM en 1978. Il a participé très activement au développement des activités du Groupe en Afrique, en particulier la mangue et l'ananas. Retraité depuis 2006, il reste actif au sein du Groupe en tant que conseiller Afrique et administrateur de la Fondation d'entreprise.

### 12.3 AUTRES MANDATS EXERCES OU AYANT ÉTÉ EXERCÉS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ

- Mandats en cours

Administrateurs	Société	Nature du mandat
Autres mandats exercés au sein du Groupe		
Vincent OMER-DECUGIS	BRATIGNY	Président
	Fondation LOUIS OMER-DECUGIS	Administrateur
	TERRASOL SA	Administrateur
	AGROEDEN SA	Administrateur
	VERGERS DU NORD	Administrateur
	SODIPEX	Administrateur
Louis OMER-DECUGIS	Fondation LOUIS OMER-DECUGIS	Président
Henri BEAULIEU	Fondation LOUIS OMER-DECUGIS	Administrateur
Matthieu NICOLAS	Néant	
Florence FITE-CUCCINELLO	Néant	
Ingo BLÖINK	Néant	
Audrey CHECCHINI	Néant	
Ana MARTIN	Fondation LOUIS OMER-DECUGIS	Administratrice
Javier DELGADO	Néant	
Autres mandats exercés à l'extérieur du Groupe		
Vincent OMER-DECUGIS	LESCOT SAS	Président
	SEMMARIS SA	Censeur
	COLEACP (Association loi 1901)	Trésorier
	Union des entrepôts de Paris Rungis (UDE)	Président
	Rungis Groupement Employeur	Administrateur
	LESENEY	Co-gérant
Louis OMER-DECUGIS	GFAOP	Président du Comité de Soutien
	SCI BEULOTTE SAINT LAURENT	Gérant
Henri BEAULIEU	HB CONSULTING	Gérant
Matthieu NICOLAS	Néant	
Florence FITE-CUCCINELLO	Néant	
Ingo BLÖINK	Néant	
Audrey CHECCHINI	Néant	
Ana MARTIN	EXOTICANA SL	Administratrice
Javier DELGADO	Néant	

- **Mandats ayant été exercés au cours des 5 derniers exercices et ayant cessé à ce jour**

Administrateurs	Société	Nature du mandat
<i>Autres mandats ayant été exercés au sein du Groupe</i>		
Vincent OMER-DECUGIS	Groupe OMER-DECUGIS & CIE	Président du Directoire
Louis OMER-DECUGIS	Groupe OMER-DECUGIS & CIE	Président du Conseil de Surveillance
Henri BEAULIEU		Néant
Matthieu NICOLAS		Néant
Florence FITE-CUCCINIELLO		Néant
Ingo BLÖINK		Néant
Audrey CHECCHINI		Néant
Ana MARTIN		Néant
Javier DELGADO		Néant
<i>Autres mandats ayant été exercés à l'extérieur du Groupe</i>		
Vincent OMER-DECUGIS		Néant
Louis OMER-DECUGIS		Néant
Henri BEAULIEU		Néant
Matthieu NICOLAS		Néant
Florence FITE-CUCCINIELLO		Néant
Ingo BLÖINK		Néant
Audrey CHECCHINI		Néant
Ana MARTIN		Néant
Javier DELGADO		Néant

## 12.4 CONFLITS D'INTÉRÊT AU NIVEAU DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

A la date du Document d'enregistrement, seul le Président-directeur général est actionnaire de la Société.

M. Matthieu NICOLAS, avocat et administrateur de la Société, peut de manière occasionnelle conseiller le Groupe et le représenter dans des contentieux commerciaux. Au titre de l'exercice 2019/2020, le montant de ses honoraires s'est élevé à 17 K€ HT et aucun montant n'a été facturé depuis le 1er octobre 2020. La procédure des conventions réglementées serait mise en œuvre si le Groupe venait à conclure des conventions entrant dans le champ de cette procédure avec M. Matthieu NICOLAS.

A la connaissance de la Société et sous réserve des relations décrites aux sections 17 et 14.2 ci-dessous, il n'existe pas, à la date du présent Document d'enregistrement de conflit d'intérêt actuel ou potentiel entre les devoirs, à l'égard de la Société, et les intérêts privés et/ou devoirs des personnes composant les organes de direction et/ou d'administration.

## 13 REMUNERATIONS ET AVANTAGES

Les tableaux n° 1, 2, 3 et 11 de la Position-Recommandation AMF n°2021-02 (annexe 2), mise à jour le 8 janvier 2021, sont présentés ci-dessous.

Les tableaux n°4 à n°10 se sont pas applicables, la Société n'ayant à ce jour procédé à aucune attribution de titres donnant accès au capital au profit des mandataires sociaux et/ou de salariés.

### 13.1 RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Au titre de la période présentée et jusqu'au 8 janvier 2021, la Société était constituée sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le président du directoire était Monsieur Vincent OMER-DECUGIS. Une assemblée générale réunie le 8 janvier 2021 a approuvé la modification de la gouvernance de la Société en société anonyme à conseil d'administration.

#### 13.1.1 Rémunération des membres du directoire et du président du conseil de surveillance

**TABEAU N°1**

Synthèse des rémunérations et options attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice clos 30/09/2020	Exercice clos 30/09/2019
<b>Louis OMER-DECUGIS - Président du conseil de surveillance jusqu'au 8 janvier 2021*</b>		
Rémunération due au titre de l'exercice (détaillée au tableau N°2) <sup>(1)</sup>	30 084 €	44 523 €
Valorisation des rémunérations variables pluri-annuelles attribuées au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>30 084 €</b>	<b>44 523 €</b>
<b>Vincent OMER-DECUGIS - Président du directoire jusqu'au 8 janvier 2021*</b>		
Rémunérations attribuées au titre de l'exercice (détaillées au tableau N°2)	262 954 €	296 477 €
Valorisation des rémunérations variables pluri-annuelles attribuées au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>262 954 €</b>	<b>296 477 €</b>
<b>Christelle PRADIER - Membre du directoire jusqu'au 8 janvier 2021*</b>		
Rémunération due au titre de l'exercice (détaillée au tableau N°2)	- €	- €
Valorisation des rémunérations variables pluri-annuelles attribuées au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des actions attribuées gratuitement au cours de l'exercice	- €	- €
Valorisation des autres plans de rémunération de long terme	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>293 038 €</b>	<b>341 000 €</b>

\*date de modification de la gouvernance de la Société en société anonyme à conseil d'administration.

(1) Dans le cadre de sa rémunération au titre d'un contrat de travail, contrat interrompu à la date du Document d'enregistrement.



TABLEAU N°2

Récapitulatif des rémunérations attribuées à chaque mandataire social dirigeant				
Noms	Exercice 2020		Exercice 2019	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>Louis OMER-DECUGIS - Président du conseil de surveillance jusqu'au 8 janvier 2021*</b>				
Rémunération fixe annuelle <sup>(1)</sup>	30 084 €	30 084 €	44 523 €	44 523 €
Rémunération variable annuelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération variable pluri-annuelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération exceptionnelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération allouée à raison du mandat d'administrateur	- €	- €	- €	- €
Avantage en nature	- €	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>30 084 €</b>	<b>30 084 €</b>	<b>44 523 €</b>	<b>44 523 €</b>
<b>Vincent OMER-DECUGIS - Président du directoire jusqu'au 8 janvier 2021*</b>				
Rémunération fixe annuelle	102 954 €	102 954 €	136 477 €	136 477 €
Rémunération variable annuelle	80 000 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Rémunération variable pluriannuelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération exceptionnelle	80 000 €	80 000 €	80 000 €	80 000 €
Rémunération allouée à raison du mandat d'administrateur	- €	- €	- €	- €
Avantage en nature	- €	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>262 954 €</b>	<b>262 954 €</b>	<b>296 477 €</b>	<b>296 477 €</b>
<b>Christelle PRADIER - Membre du directoire jusqu'au 8 janvier 2021*</b>				
Rémunération fixe annuelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération variable annuelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération variable pluriannuelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération exceptionnelle	- €	- €	- €	- €
Rémunération allouée à raison du mandat d'administrateur	- €	- €	- €	- €
Avantage en nature	- €	- €	- €	- €
<b>TOTAL</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>293 038 €</b>	<b>293 038 €</b>	<b>341 000 €</b>	<b>341 000 €</b>

\*date de modification de la gouvernance de la Société en société anonyme à conseil d'administration.

(1) Dans le cadre de sa rémunération au titre d'un contrat de travail, contrat interrompu à la date du Document d'enregistrement.

#### **Au titre de la période présentée :**

- (1) La rémunération attribuée à Louis OMER-DECUGIS au cours de la période présentée était relative à son salaire perçu dans le cadre de son contrat de travail avec SIIM, dont il exerce les fonctions de Président. Ce contrat de travail est interrompu à la date du Document d'enregistrement ;
- (2) La rémunération attribuée à Vincent OMER-DECUGIS se décompose comme suit :
  - a. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 :
    - i. une rémunération fixe brute annuelle de 103 K€ au titre de son mandat de président du directoire,
    - ii. une rémunération variable plafonnée à 100% du salaire annuel fixe et déterminée annuellement suivant les résultats de la Société et en prenant en compte la croissance du chiffre d'affaires, la rentabilité, l'exécution de la stratégie de développement et de responsabilité sociétale de la Société (se reporter en section 5.1.8), ainsi que la bonne marche de la Fondation Louis Omer-Decugis,
    - iii. une rémunération exceptionnelle relative à des rémunérations variables non versées lors d'exercices antérieurs à 2019 et dont le versement est intervenu lors des exercices 2019 et 2020.
  - b. Pour l'exercice clos le 30 septembre 2019, selon la même base que lors de l'exercice précédent, à laquelle s'ajoutent des compensations au titre des déplacements professionnels à l'étranger, calculés sur la base du nombre de jours passés en déplacement.

#### **Au titre de l'exercice en cours :**

Suite au changement de gouvernance, le conseil d'administration du 12 mars 2021 a décidé de fixer les conditions de rémunérations de Vincent OMER-DECUGIS, au titre de son mandat de Président-directeur général de la Société pour l'exercice 2020 / 2021 de la manière suivante :

- Un salaire fixe brut annuel de 103 K€ ;

- Une part variable plafonnée à 100% du salaire annuel fixe, déterminée annuellement suivant les résultats de la Société et en prenant en compte la croissance du chiffre d'affaires, la rentabilité, l'exécution de la stratégie de développement et de responsabilité sociétale de la Société (se reporter en section 5.1.8), ainsi que la bonne marche de la Fondation Louis Omer-Decugis.

Aucune prime liée à la réalisation de l'introduction en bourse ne sera octroyée au Président-directeur général.

Depuis l'interruption de son contrat de travail avec SIIM, la rémunération attribuée à Louis OMER-DECUGIS est perçue au titre de son mandat de Président de la société SIIM.

**TABEAU N°11**

Dirigeant mandataire social	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnité ou avantage dus ou susceptible d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonction		Indemnité relative à une clause de non concurrence	
	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI	NON
<b>Vincent OMER-DECUGIS - Président-directeur général depuis le 8 janvier 2021 *</b>								
Président-directeur général	X <sup>(2)</sup>			X		X		X
Date de début de mandat	Première nomination : CA du 8 janvier 2021 (1) Dernier renouvellement: N/A							
Date de fin de mandat	Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 déc 2025							

\*date de modification de la gouvernance de la Société en société anonyme à conseil d'administration.

(1) Avant cette nomination, Vincent OMER-DECUGIS était président du directoire.

(2) Le contrat de travail, conclu en 1999, est suspendu depuis sa nomination en tant que Président du directoire, le 8 mai 2012.

**TABEAU N°4 A N°10**

Aucune valeur mobilière donnant accès au capital n'a été attribuée au profit d'un mandataire social et /ou d'un salarié au cours des exercices clos les 30 septembre 2019 et 2020, ni depuis l'ouverture de l'exercice en cours.

### 13.1.2 Rémunération des autres membres du conseil de surveillance

Au titre de la période présentée, les mandataires sociaux non dirigeants étaient les membres du conseil de surveillance autres que leur président mentionné en section 13.1.1 ci-dessus.

**TABEAU N°3**

Jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants		
	Exercice 2020	Exercice 2019
	Montants versés	Montants versés
<b>Henri BEAULIEU - Membre du conseil de surveillance jusqu'au 8 janvier 2021*</b>		
Jetons de présence	Néant	Néant
Autres rémunérations <sup>(1)</sup>	73 103 €	Néant
<b>Florence FITE - Membre du conseil de surveillance jusqu'au 8 janvier 2021*</b>		
Jetons de présence	Néant	Néant
Autres rémunérations		
<b>TOTAL</b>	<b>73 103 €</b>	<b>-</b>

\*date de modification de la gouvernance de la Société en société anonyme à conseil d'administration

(1) Rémunération au titre d'une convention de prestations de services décrite en section 14.2 du présent Document.

Depuis le changement de gouvernance, pour l'exercice en cours, les mandataires sociaux non dirigeants seront tous les membres du conseil d'administrateur à l'exception du PDG. Il est précisé que :

- L'assemblée générale du 10 mai 2021 a fixé, à compter de l'exercice en cours, le montant de la somme fixe annuelle que la Société peut allouer aux administrateurs en rémunération de leur activité, à 30 000 € par exercice. Le conseil d'administration pourra répartir librement entre ses membres la somme fixe annuelle allouée aux administrateurs ;
- Les seules autres rémunérations prévues sont celles qui seront versées au titre des contrats décrits à la section 14.2

### 13.1.3 Sommes versées ou provisionnées par la Société à des fins de versement de pensions, retraites ou autres avantages au profit des mandataires sociaux

Néant. Les deux administratrices salariées Audrey CHECCHINI et Ana MARTIN, bénéficient du même régime de retraite que les autres salariés.

## 13.2 PARTICIPATIONS ET OPTIONS DE SOUSCRIPTION DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Au jour de l'approbation du Document d'enregistrement, les participations au capital de la Société détenues par les membres du conseil d'administration et de la direction générale se présentent comme suit, étant rappelé qu'aucune attribution de valeurs mobilières donnant accès au capital n'a été effectuée :

	Nombre d'actions	Valeurs mobilières donnant accès au capital		Nombre d'actions total	% du capital
		Nombre et type de valeurs mobilières attribuées	Nombre d'actions susceptibles de résulter de leur exercice		Total détenu à ce jour
Mandataires sociaux dirigeants					
Vincent OMER-DECUGIS	6 000 000	-	-	6 000 000	100,00%
<i>Dont directement</i>	306 000	-	-	306 000	5,10%
<i>Dont indirectement via LESCOT SA</i>	5 694 000	-	-	5 694 000	94,90%
Autres mandataires sociaux					
Louis OMER-DECUGIS	Néant				
Henri BEAULIEU	Néant				
Matthieu NICOLAS	Néant				
Florence FITE	Néant				
Ingo BLOEINK	Néant				
Ana MARTIN	Néant				
Audrey CHECCHINI	Néant				
TOTAL	6 000 000	0	0	6 000 000	100,00%

## 14 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

### 14.1 DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

La direction générale est assurée par Monsieur Vincent OMER-DECUGIS, nommé par le conseil d'administration du 8 janvier 2021 qui a choisi de ne pas dissocier les fonctions de Président du conseil d'administration et de directeur général.

### 14.2 INFORMATION SUR LES CONTRATS LIANTS LES DIRIGEANTS ET/OU MANDATAIRES ET LA SOCIÉTÉ

Les seuls contrats existants entre la Société et son dirigeant et ou ses membres du conseil d'administration sont :

**Un contrat de prestation de services conclu avec la société HB Consulting, gérée par Monsieur Henri BEAULIEU,** administrateur de la Société, dont l'objet est le suivi et de la supervision des investissements en Afrique de SIIM. La durée de ce contrat est d'une année civile, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, renouvelable par tacite reconduction. Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020, il a donné lieu à une rémunération de 46 K€ d'honoraires auxquels se sont ajoutés 27 K€ de remboursement de frais, au titre de frais de déplacements.

**Trois contrats de travail conclus avec le Président-directeur général et deux administratrices** dont les principaux termes sont les suivants :

- 1 Vincent OMER-DECUGIS bénéficie d'un contrat de travail conclu le 26 juillet 1999 et suspendu depuis qu'il exerce un mandat social au sein du Groupe. Depuis cette date, sa rémunération a été perçue uniquement au titre de ses mandats sociaux (Président du directoire, puis Président-directeur général). Un conseil d'administration en date du 23 avril 2021 a précisé les termes de sa rémunération pour l'exercice en cours pour son mandat de Président-directeur général ;
- 2 Audrey CHECCHINI, nommée administratrice par l'assemblée générale du 8 janvier 2021 est liée à SIIM, filiale du Groupe, par un contrat de travail en tant que manager de business unit. Ce contrat et son avenant en date du 1<sup>er</sup> septembre 2020 prévoient notamment :
  - Une rémunération fixe brute annuelle de 58 K€ ;
  - Une rémunération variable déterminée en fonction de la réalisation d'objectifs fixés par l'employeur pour un montant maximal, équivalent à 3 mois de la rémunération fixe mensuelle ;
  - Une clause de non-concurrence pendant une période de 6 mois à compter de la date de départ effectif. En contrepartie, la salariée percevra durant les 6 mois d'exécution de la clause de non-concurrence une indemnité mensuelle égale à 40% du salaire brut moyen versé durant les 12 mois ayant précédé le terme du contrat de travail ;
  - Une clause de non-sollicitation des salariés pendant une période de 12 mois à compter de la date de départ effectif.
- 3 Ana MARTIN, nommée administratrice par l'assemblée générale du 29 mars 2021 collabore avec SIIM, filiale du Groupe, par le biais d'un contrat de portage salarial à durée indéterminée la liant à la société Bakertilly. Le recours à un contrat de portage salarial, conclu le 27 mars 2018, est dû au fait qu'elle exerce ses activités en Espagne (à Malaga) en tant que directrice du bureau commercial de SIIM. Il est prévu qu'elle devienne salariée du groupe dès que la filiale SIIM Spain aura été immatriculée. Le contrat actuel prévoit notamment :
  - Une rémunération fixe brute annuelle de 53 K€ ;
  - Une rémunération variable déterminée en fonction de la réalisation d'objectifs fixés par l'employeur pour un montant maximal de 50 K€ ;
  - Une clause de non-sollicitation des salariés pendant une période de 12 mois à compter de la date de départ effectif.

## **14.3 CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉS SPECIALISÉS ET GOUVERNANCE D'ENTREPRISE**

---

### **14.3.1 Conseil d'administration**

La composition et les informations relatives au conseil d'administration font l'objet des développements présentés à la section 12 « Organes d'administration et de direction » du Document d'enregistrement.

Les membres du conseil d'administration sont tenus d'appliquer le règlement intérieur adopté par le conseil d'administration du 8 janvier 2021.

### **14.3.2 Comités spécialisés**

La Société possède deux comités spécialisés, créés par le conseil d'administration du 8 janvier 2021.

#### **14.3.2.1 Comité de gouvernance et de rémunération**

##### **Missions**

Le Comité de Gouvernance et de Rémunération a pour mission de suivre les sujets de gouvernance et de rémunération des mandataires sociaux particulièrement.

Il examine les règles de gouvernement d'entreprise applicables à la Société et en suit leur mise en œuvre ainsi que leur éventuelle évolution.

##### **a) Missions relatives à la gouvernance et aux nominations**

Le Comité Gouvernance a pour mission de :

- déterminer et examiner régulièrement une politique de composition, notamment en termes de diversité, prenant en considération la féminisation du Conseil, son internationalisation et la complémentarité des profils ;
- examiner périodiquement toute question relative à la composition, la structure, l'organisation, le fonctionnement et l'efficacité du Conseil et des Comités et soumettre toute proposition de modification ;
- participer à l'évaluation régulière des organes de gouvernance, permettant ainsi de recommander au Conseil les personnes susceptibles d'être nommées Administrateurs ou dirigeants mandataires sociaux et d'examiner les éventuels renouvellements de mandat ;
- examiner de manière régulière, l'évolution des instances dirigeantes ainsi que celle des potentiels futurs dirigeants, notamment grâce à l'établissement d'un plan de succession des dirigeants mandataires sociaux, en particulier en cas de vacance imprévisible ;
- débattre de l'indépendance de chaque Administrateur, et dans ce cadre, examiner toute question relative à d'éventuelles situations de conflits d'intérêts.

##### **b) Missions relatives aux rémunérations**

Le Comité Gouvernance a pour mission de :

- examiner la politique de rémunération et de tout autre avantage, notamment la retraite des dirigeants ;
- proposer au Conseil les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux, y compris la retraite et les avantages de toute nature ;

Concernant les éléments de rémunération variable :

- procéder à la définition des modalités de détermination des objectifs de la part variable ;
- contrôler l'application des règles relatives aux rémunérations variables en veillant à la cohérence avec l'évaluation de leur performance et la stratégie d'OMER-DECUGIS & CIE.
- examiner l'enveloppe de la rémunération des administrateurs et faire toute recommandation concernant sa répartition ; et
- formuler un avis sur toute question concernant la politique de rémunération d'OMER-DECUGIS & CIE.

## **Composition**

Le comité de gouvernance et de rémunération est actuellement composé de deux membres nommés par le conseil d'administration du 12 mars 2021, Ingo BLÖINK qui en est le Président, et Matthieu NICOLAS.

### **14.3.2.1 Comité d'audit**

## **Missions**

Le Comité d'Audit est chargé d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières d'OMER-DECUGIS & CIE.

A cette fin :

- a) Le Comité d'Audit examine, préalablement à leur présentation au Conseil d'administration, les projets de comptes sociaux et consolidés annuels et les projets de communiqué de presse relatifs aux résultats semestriels et annuels. En particulier, il :
  - s'assure de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables, notamment pour traiter les opérations significatives ;
  - revoit les principales options comptables retenues, les opérations importantes à l'occasion desquelles aurait pu se produire un conflit d'intérêts, les engagements hors bilan significatifs, le périmètre des sociétés consolidées ainsi que la situation financière et la situation de trésorerie.
- b) Le Comité d'Audit suit l'efficacité des systèmes de contrôle interne, d'audit interne et de gestion des risques ainsi que des politiques de conformité.
- c) En ce qui concerne les commissaires aux comptes, le Comité d'Audit :
  - s'assure de l'indépendance des commissaires aux comptes, notamment lors de l'examen des honoraires versés à leur cabinet ou à leur réseau et par l'approbation des services autres que la certification des comptes.
- d) Enfin, le Comité d'Audit peut examiner toute autre question comptable ou financière sur demande du Conseil d'administration.

## **Composition**

Les membres du Comité d'Audit doivent avoir une compétence financière ou comptable.

Le comité d'audit est actuellement composé de deux membres : Florence FITE-CUCCINIELLO nommée Présidente du comité d'audit par le conseil d'administration du 8 janvier 2021 et Louis OMER-DECUGIS nommé par le conseil d'administration du 12 mars 2021.



## 14.4 DÉCLARATION RELATIVE AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Dans un souci de transparence et d'information du public, dans la perspective, notamment de l'inscription de ses actions sur le marché d'Euronext Growth Paris, la Société a engagé une réflexion d'ensemble relative aux pratiques du gouvernement d'entreprise.

Afin de se conformer aux exigences de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, la Société a désigné le Code de gouvernement d'entreprise tel qu'il a été publié en septembre 2016 par MiddleNext (le « Code MiddleNext ») comme code de référence auquel elle entend se référer à l'issue de l'inscription de ses actions sur le marché Euronext Growth Paris, ce code étant disponible notamment sur le site de MiddleNext (<https://www.middlenext.com/>).

La Société a pour objectif de se conformer progressivement à la plupart des recommandations du Code MiddleNext.

Le tableau ci-dessous présente la position de la Société par rapport à l'ensemble des recommandations édictées par le Code MiddleNext à la date d'approbation du Document d'enregistrement.

Recommandations du Code MiddleNext	Appliquée	Non appliquée
<b>I. Le pouvoir de « surveillance »</b>		
R1 : Déontologie des membres du conseil	X	
R2 : Conflits d'intérêts	X	
R3 : Composition du conseil – Présence des membres indépendants au sein du conseil	X	
R4 : Information des membres du conseil	X	
R5 : Organisation des réunions du conseil et des comités	X	
R6 : Mise en place des comités	X (1)	
R7 : Mise en place d'un règlement intérieur du conseil	X	
R8 : Choix de chaque membre du conseil	X	
R9 : Durée des mandats des membres du conseil	X (2)	
R10 : Rémunérations des membres du conseil	X (3)	
R11 : Mise en place d'une évaluation des travaux du conseil	X (4)	
R12 : Relations avec les actionnaires	X (5)	
<b>II. Le pouvoir exécutif</b>		
R13 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X (6)	
R14 : Préparation de la succession des dirigeants	X (7)	
R15 : Cumul contrat de travail et mandat social	X (8)	
R16 : Indemnités de départ	X (9)	
R17 : Régime des retraites supplémentaires	X (10)	
R18 : Stock-options et attributions gratuites d'actions	X (11)	
R19 : Revue des points de vigilance		X (12)

- (1) R6 : Le conseil d'administration du 8 janvier 2021, a décidé de la création de deux comités spécialisés : un comité de gouvernance et de rémunération, ainsi qu'un comité d'audit (détaillés en section 14.3). Depuis sa création, le comité de gouvernance et de rémunérations s'est réuni pour donner son avis sur la rémunération du Président du conseil d'administration (se reporter aux commentaires du R13 ci-dessous), tandis que le comité d'audit n'a pas encore eu l'occasion de se réunir. Compte tenu de leur création récente, de même que celle du conseil d'administration, ces comités sont à la date du Document d'enregistrement composés de deux membres chacun mais ils devraient faire chacun l'objet d'un élargissement à un troisième membre durant l'exercice en cours.
- (2) R9 : Cette recommandation est appliquée, à l'exception de l'échelonnement des mandats qui ont la même date d'échéance, compte tenu de la constitution récente du conseil d'administration. Le Groupe veillera à échelonner

les dates de renouvellement de ces mandats à l'avenir.

- (3) R10 : Cette recommandation sera appliquée à compter de l'exercice en cours.
- (4) R11 : Compte tenu de sa création récente, le conseil d'administration n'a encore mené aucune évaluation de ses travaux. Une telle évaluation devrait pouvoir être engagée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2022 et fera l'objet d'une vérification par le comité de gouvernance et de rémunération.
- (5) R12 : Cette recommandation sera appliquée à l'avenir même si elle ne l'était pas jusqu'à présent, compte tenu de la concentration du capital entre les mains d'un seul actionnaire. A ce titre, Matthieu NICOLAS a été désigné administrateur référent pour les relations avec les actionnaires par le conseil d'administration du 23 avril 2021.
- (6) R13 : La rémunération du Président-directeur général a fait l'objet d'une décision par le conseil d'administration du 23 avril 2021, sur avis du comité de gouvernance et de rémunérations, qui a confirmé sa rémunération au titre de l'exercice en cours à la fois pour sa partie fixe, variable et ses autres composantes (assurance perte d'emploi GCS). Un travail du comité de gouvernance et de rémunérations sera engagé durant l'exercice en cours pour préciser les paramètres applicables au calcul de la rémunération variable du Président-directeur général pour les prochains exercices.
- (7) R14 : Un plan de succession a été adopté en septembre 2019 par le conseil de surveillance. Ce plan sera prochainement mis à jour compte tenu du changement de gouvernance de la Société en SA à conseil d'administration.
- (8) R15 : Cette recommandation sera appliquée même si à ce jour, elle n'est pas d'actualité compte tenu de l'absence de cumul entre indemnité de mandat et contrat de travail. Le comité de gouvernance et de rémunérations devra se saisir d'apprécier une telle opportunité.
- (9) R16 : Aucune indemnité de départ au profit d'un dirigeant n'est prévue à ce jour. Aucune réflexion sur le sujet n'est à l'ordre du jour.
- (10) R17 : La Société n'a à ce jour accordé aucun régime de retraite supplémentaire. Aucune réflexion sur le sujet n'est à l'ordre du jour.
- (11) R18 : Aucune attribution n'a été faite à ce jour. Un plan d'attribution d'actions gratuites au profit de l'ensemble des salariés (à l'exception du Président-directeur général) est prévu postérieurement à l'introduction en bourse et donc, dans le respect de la présente recommandation (se reporter en section 15.3).
- (12) R19 : Cette recommandation sera adoptée au plus tard au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2022. Elle entrera dans la mission du comité de gouvernance et de rémunération mis en place en janvier 2021.

## 15 SALARIÉS

### 15.1 NOMBRE DE SALARIÉS ET RÉPARTITION

La répartition des effectifs salariés du Groupe par filiale est la suivante :

	Effectif par filiale		
	30-sept.-20	30-sept.-19	30-sept.-18
SIIM	27	32	64
OD RESSOURCES	40	41	Néant
BRATIGNY	37	32	32
OMER-DECUGIS & CIE	24	17	15
<b>TOTAL</b>	<b>128</b>	<b>122</b>	<b>111</b>

Avant son immatriculation en avril 2021, la filiale SIIM SPAIN, était un bureau commercial rattaché à SIIM.

La répartition des effectifs salariés du Groupe par catégories sociales professionnelles (CSP) est la suivante :

	Effectif par catégories sociales professionnelles		
	30-sept.-20	30-sept.-19	30-sept.-18
Cadre	59	36	41
Agent de maîtrise	17	15	non catégorisé*
Employé	52	71	71
<b>TOTAL</b>	<b>128</b>	<b>122</b>	<b>112</b>
<b>dont % de salariés en CDI</b>	<b>99%</b>	<b>99%</b>	<b>99%</b>

\* La catégorie des agents de maîtrise n'était pas répertoriée par le Groupe avant l'exercice 2019.

L'organigramme opérationnel du Groupe est présenté en section 5.1.7.1.

### 15.2 PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

A la date du Document d'enregistrement, aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été attribuée aux mandataires sociaux.

### 15.3 PARTICIPATION DES SALARIÉS DANS LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

A la date du présent Document d'enregistrement, les salariés de la Société ne disposent pas d'actions de la Société. L'assemblée générale du 10 mai 2021 a autorisé l'attribution gratuite d'actions au bénéfice de salariés ou de mandataires sociaux. La Société entend mettre en œuvre cette délégation à l'issue de l'introduction en bourse afin d'attribuer des actions gratuites, non liées à des critères de performance, pour l'ensemble de son personnel salarié.

## 16 PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### 16.1 CAPITAL SOCIAL

Le tableau de l'actionnariat, à la date du document d'enregistrement ci-dessous tient compte de la division par 6 000 du nominal des actions de la Société approuvée par l'assemblée générale du 10 mai 2021.

	Capital actuel	
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
LESCOT S.A.S <sup>(1)</sup>	5 694 000	94,90%
Vincent OMER-DECUGIS	306 000	5,10%
<b>TOTAL</b>	<b>6 000 000</b>	<b>100,00%</b>

(1) Holding patrimoniale familiale dont Vincent OMER-DECUGIS détient 100% du capital (dont 100% en nue-propriété et 80% en usufruit, l'usufruit des 20% restants étant détenu par Louis OMER-DECUGIS).

Ces deux actionnaires ne sont pas liés par un pacte d'actionnaire.

### 16.2 DROIT DE VOTE DES PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Chaque action donne droit à un droit de vote.

Sous condition suspensive de l'inscription des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital qu'elles représentent, sera attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux (2) ans au moins, au nom du même actionnaire. Le délai de détention ne sera pas apprécié de manière rétroactive et commencera à courir à la date d'inscription des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris.

### 16.3 CONTROLE DE LA SOCIETE. NATURE DE CE CONTROLE ET MESURES PRISES EN VUE D'EVITER QU'IL NE SOIT EXERCE DE MANIERE ABUSIVE

A la date du présent Document d'enregistrement, Vincent OMER-DECUGIS détient (directement et indirectement) le contrôle absolu de la Société.

Les mesures en vue de s'assurer que ce contrôle ne soit pas exercé de manière abusive sont l'existence d'un Conseil d'administration composé de neuf membres parmi lesquels :

- trois administrateurs indépendants ;
- deux administrateurs salariés (dont l'une à travers un contrat de portage salarial).

### 16.4 ACCORD CONNU DE L'EMETTEUR DONT LA MISE EN ŒUVRE POURRAIT, A UNE DATE ULTERIEURE, ENTRAINER OU EMPECHER UN CHANGEMENT DE CONTROLE QUI S'EXERCE SUR LUI

Aucun élément particulier de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur ne pourrait avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de son contrôle.

## 17 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Monsieur Matthieu NICOLAS, avocat et administrateur de la Société, peut de manière occasionnelle conseiller le Groupe et le représenter dans des contentieux commerciaux. Au titre de l'exercice 2019/2020, le montant de ses honoraires s'est élevé à 17 K€ HT et aucun montant n'a été facturé depuis le 1er octobre 2020. La procédure des conventions réglementées serait mise en œuvre si le Groupe venait à conclure des conventions entrant dans le champ de cette procédure avec Monsieur Matthieu NICOLAS.

Par ailleurs, il n'existe pas d'autre transaction avec les parties liées que celles décrites en section 14.2.

### 17.1 RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES ETABLI AU TITRE DES EXERCICES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2020, 2019 ET 2018

#### 17.1.1 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions règlementées – exercice clos le 30 septembre 2020

### OMER - DECUGIS & CIE

S.A. à conseil d'administration au capital de 6.000.000 €

Siège social : 1 place Paul Omer-Decugis - B.P. 70131 - 94538 RUNGIS cedex

S.I.R.E.N. : 539 616 672 - R.C.S. : CRETEIL

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES  
Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 30 septembre 2020**

**S.A. OMER - DECUGIS & CIE**

1 place Paul Omer-Decugis

B.P. 70131

94538 RUNGIS cedex

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes**

**de l'exercice clos le 30 septembre 2020**

A l'assemblée générale de la société OMER - DECUGIS & CIE,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.



Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

#### **Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L. 225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance :

- **Convention d'assistance entre votre société et la société SIIM (autorisation donnée lors de votre conseil de surveillance du 2 juin 2020)**

**Personnes concernées :** Louis OMER-DECUGIS, Vincent OMER-DECUGIS

**Filiale concernée :** SIIM

**Nature et objet :** Convention d'assistance

**Modalités :** En contrepartie des missions d'assistance réalisées par la société OMER - DECUGIS & CIE (ex GROUPE OMER-DECUGIS), la société SIIM a versée une redevance annuelle de 1.850.000 euros. Cette convention a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et est conclue pour une année, cette durée est renouvelable par tacite reconduction.

**Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Votre conseil de surveillance a considéré que cette convention permet à la société d'apporter à sa filiale son expertise et savoir-faire susceptibles de lui permettre d'améliorer sa propre gestion.

## **Cabinet CADERAS MARTIN**

43 rue de Liège  
75008 PARIS

## **Cabinet FOUCAULT**

99 avenue Achille Peretti  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

- **Convention d'assistance entre votre société et la société BRATIGNY (autorisation donnée lors de votre conseil de surveillance du 2 juin 2020)**

**Personnes concernées :** Louis OMER-DECUGIS, Vincent OMER-DECUGIS

**Filiale concernée :** BRATIGNY

**Nature et objet :** Convention d'assistance

**Modalités :** En contrepartie des missions d'assistance réalisées par la société OMER - DECUGIS & CIE (ex GROUPE OMER-DECUGIS), la société BRATIGNY a versée une redevance annuelle de 200.000 euros. Cette convention a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et est conclue pour une année, cette durée est renouvelable par tacite reconduction.

**Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Votre conseil de surveillance a considéré que cette convention permet à la société d'apporter à sa filiale son expertise et savoir-faire susceptibles de lui permettre d'améliorer sa propre gestion.

- **Convention d'assistance entre votre société et la société OD RESSOURCES (autorisation donnée lors de votre conseil de surveillance du 2 juin 2020)**

**Personne concernée :** Vincent OMER-DECUGIS

**Filiale concernée :** OD RESSOURCES

**Nature et objet :** Convention d'assistance

**Modalités :** En contrepartie des missions d'assistance réalisées par la société OMER - DECUGIS & CIE (ex GROUPE OMER-DECUGIS), la société OD RESSOURCES a versée une redevance annuelle de 100.000 euros. Cette convention a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et est conclue pour une année, cette durée est renouvelable par tacite reconduction.

**Motifs justifiant de son intérêt pour la société :** Votre conseil de surveillance a considéré que cette convention permet à la société d'apporter à sa filiale son expertise et savoir-faire susceptibles de lui permettre d'améliorer sa propre gestion.

**Cabinet CADERAS MARTIN**

43 rue de Liège  
75008 PARIS

**Cabinet FOUCAULT**

99 avenue Achille Peretti  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

**CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris, le 12 mars 2021.

Neuilly-sur-Seine, le 12 mars 2021.

Cabinet CADERAS MARTIN



Alberto ABRANTES  
Associé

Cabinet FOUCAULT



Olivier FOUCAULT  
Associé



Pierre-Olivier COINTE  
Associé

**17.1.2 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice clos le 30 septembre 2029**

Ce rapport est inséré à la section 22.1.1.2 du présent Document.

**17.1.3 Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice clos le 30 septembre 2028**

Ce rapport est inséré à la section 22.1.2.1 du présent Document

## **18 INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR**

### **18.1 INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES**

---

#### **18.1.1 Informations financières historiques auditées**

Seuls les comptes consolidés sont insérés.

#### **18.1.2 Changement de date de référence comptable**

Sans objet.

#### **18.1.3 Normes comptables**

Les comptes consolidés sont établis selon les dispositions du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 29 avril 1999.

#### **18.1.4 Changements de référentiel comptable**

Non applicable.

#### **18.1.5 Contenu des états financiers**

Se reporter aux comptes consolidés présentés ci-après.

#### **18.1.6 Etats financiers consolidés relatifs aux exercices clos les 31 septembre 2020, 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018**

Les états financiers consolidés relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020 sont détaillés ci-après.

Ceux relatifs aux exercices clos les 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018 figurent respectivement à la section 22.1 et 22.2 du présent Document.

# 1. Etats financiers relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020

## 1.1. BILAN CONSOLIDE

		Exercice 2020.09		Exercice 2019.09
	Notes	Valeurs brutes	Amort. prov.	Valeurs nettes
				Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé		0		0
Ecart d'acquisition	4.1	0	0	0
Immobilisations incorporelles	4.2	4 255 931	-341 745	3 914 186
Immobilisations corporelles	4.3	9 506 290	-1 348 270	8 158 020
Immobilisations financières	4.4	10 076 643	-565 535	9 511 108
Titres mis en équivalence		0	0	0
<b>Total Actif Immobilisé</b>		<b>23 838 864</b>	<b>-2 255 550</b>	<b>21 583 314</b>
Stocks et en-cours	4.5	4 756 736		4 756 736
Clients et comptes rattachés	4.6	11 682 128	-328 858	11 353 270
Impôts différés actif	4.7			166 651
Autres créances et comptes de régularisation	4.8	4 969 779		4 969 779
Valeurs mobilières de placement		0		0
Disponibilités		2 808 756		2 808 756
<b>Total Actif</b>		<b>48 056 263</b>	<b>-2 584 408</b>	<b>45 638 506</b>
Capital				6 000 000
Primes liées au capital				4 158
Ecart de réévaluation				
Réserves consolidées				5 216 796
Résultat de l'exercice				1 138 771
<b>Total Capitaux Propres</b>	4.9			<b>12 359 726</b>
Intérêts hors groupe				0
Autres fonds propres				0
Provisions	4.10			577 663
Emprunts et dettes financières	4.11			14 195 156
Fournisseurs et comptes rattachés	4.12			14 897 503
Impôts différés passifs	4.7			264 348
Autres dettes et comptes de régularisation	4.13			3 344 110
<b>Total Passif</b>				<b>45 638 505</b>

## 1.2. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Notes	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Chiffre d'affaires	5.1	119 688 685	112 291 621
Autres produits d'exploitation	5.2	2 567	210 978
Achats consommés	5.3	-108 527 065	-104 783 659
Charges de personnel	5.4	-8 438 688	-6 990 327
Autres charges d'exploitation		-206 659	-149 567
Impôts et taxes		-498 471	-500 486
<u>Dotations aux amortissements et aux provisions</u>	<u>5.5</u>	<u>-902 821</u>	<u>-644 020</u>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 117 548</b>	<b>-565 460</b>
Charges et produits financiers	5.6	-556 889	-605 645
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>		<b>560 659</b>	<b>-1 171 105</b>
Charges et produits exceptionnels	5.7	22 315	2 129 828
<u>Impôt sur les bénéfices</u>	<u>5.8</u>	<u>-140 180</u>	<u>-269 294</u>
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>		<b>442 793</b>	<b>689 429</b>
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence			0
<u>Reprise en résultat des écarts d'acquisition négatifs</u>	<u>5.10</u>	<u>695 978</u>	<u>0</u>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>1 138 771</b>	<b>689 429</b>
Intérêts minoritaires			0
<b>Résultat net (part du groupe)</b>		<b>1 138 771</b>	<b>689 429</b>
Nombre d'actions		1 000	1 000
Résultat par action		1 139	689
<b>EBITDA CONSOLIDE*</b>		<b>2 322 853</b>	<b>152 754</b>

\* L'EBITDA consolidé est égal au résultat d'exploitation avant dotations et reprises sur amortissements et provisions hors provisions sur actif circulant et prêts.



### 1.3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
<b>Situation à l'ouverture de l'exercice 2019.09</b>	<b>6 000 000</b>	<b>4 158</b>	<b>4 727 367</b>	<b>689 429</b>	<b>11 420 954</b>	<b>0</b>	<b>11 420 954</b>
Affectation du résultat de l'exercice N-1			689 429	-689 429	0		0
Dividendes versés			-200 000		-200 000		-200 000
Augmentation de capital					0		0
Variation de l'auto-contrôle					0		0
Changement de méthodes comptables					0		0
Variation des taux de change					0		0
Résultat de la période				1 138 771	1 138 771		1 138 771
Autres mouvements					0		0
<b>Situation à la clôture de l'exercice 2020.09</b>	<b>6 000 000</b>	<b>4 158</b>	<b>5 216 796</b>	<b>1 138 771</b>	<b>12 359 725</b>	<b>0</b>	<b>12 359 725</b>

#### 1.4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

		<b>Exercice 2020.09</b>	<b>Exercice 2019.09</b>
Elimination des plus ou moins values de cession		-255 341	-2 197 246
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence			0
<b>Total marge brute d'autofinancement</b>		<b>1 233 517</b>	<b>-803 058</b>
Dividendes reçus des mises en équivalence			
Variation des stocks liée à l'activité		-103 694	38 218
Variation des créances clients liées à l'activité		861 832	-131 984
Variation des dettes fournisseurs liées à l'activité		782 069	1819 624
<b>Flux net généré par (affecté à) l'activité</b>		<b>2 773 724</b>	<b>922 800</b>
Acquisition d'immobilisations		-9 552 400	-1192 770
Cession d'immobilisations		2 110 450	2 566 587
Incidence des variations de périmètre		-1 008 608	0
<b>Total flux net provenant des (affecté aux) investissements</b>		<b>-8 450 558</b>	<b>1 373 817</b>
Dividendes versés par la société mère		-200 000	-200 000
Dividendes versés aux minoritaires		0	
Augmentations (réductions) de capital		0	
Emissions d'emprunts (1)		6 024 262	796 936
Remboursements d'emprunts		-1 466 066	-1 496 533
<b>Total flux net provenant du (affecté au) financement</b>		<b>4 358 196</b>	<b>-899 597</b>
Incidence de la variation des taux de change			
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>-1 318 638</b>	<b>1 397 020</b>
Trésorerie d'ouverture		-80 879	-4 627 006
Trésorerie de clôture		-1 399 517	-80 879

## 1.5. DECOMPOSITION DE LA TRESORERIE NETTE

	30-sept-20	30-sept-19
Disponibilités	2 808 756	550 411
Concours bancaires courants (1)	-4 208 273	-631 290
<b>Trésorerie nette</b>	<b>-1 399 517</b>	<b>-80 879</b>

(1) Ces montants (intérêts courus compris) figurent dans les dettes financières en note 4,11.

## **2. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION**

### **2.1. DESCRIPTION SYNTHETIQUE DU GROUPE**

La société GROUPE OMER-DECUGIS est un expert international de la production, du murissage et de la distribution de fruits et légumes frais, reconnu pour son expertise, la qualité de sa supply chain et son engagement en faveur d'une agriculture durable respectueuse des territoires et de ses hommes.

### **2.2. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE**

- Le Groupe a clôturé un exercice 2020 solide dans un contexte chahuté par la pandémie de la Covid 19 qui aura certes ralenti le rythme de croissance mais aura mis en avant la solidité de la gouvernance et de l'organisation.
- Pendant le premier confinement, le Groupe a eu recours à l'activité partielle qui s'est élevée à 981 jours équivalent temps plein.
- En septembre 2020, avec un retard de 4 mois du fait de la pandémie, le Groupe a emménagé dans sa nouvelle plateforme de mûrissage et de conditionnement sur le MIN de Rungis (d'une capacité totale de mûrissage de 100 000 tonnes)
- Le Groupe a procédé à l'acquisition de Coicault Thomas au 31.12.2019. Son activité a été intégrée à l'activité de grossiste de Bratigny à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,

### **2.3. REFERENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France. Les dispositions du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 29 avril 1999, sont appliquées.

### **2.4. MODALITES DE CONSOLIDATION**

Conformément au règlement 99-02 du CRC, les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont le groupe contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des voix, à l'exclusion des sociétés ne présentant pas, par leur taille, un caractère significatif, tant par le chiffre d'affaires que par le total bilan qu'elles représentent par rapport au total de l'ensemble consolidé.

Les comptes des sociétés sur lesquelles GROUPE OMER-DECUGIS exerce, directement ou indirectement, de droit ou de fait, un contrôle exclusif sont consolidés par intégration globale.

Le cas échéant, les sociétés contrôlées conjointement par plusieurs actionnaires sont intégrées proportionnellement, au pourcentage de contrôle.

Le cas échéant, les sociétés dans lesquelles GROUPE OMER-DECUGIS exerce une influence notable, présumée lorsque la détention est supérieure ou égale à 20% du capital, sont mises en équivalence.

Les produits et charges des filiales acquises ou cédées en cours d'exercice sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé à compter de la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

### **Modalités de consolidation**

**La méthode d'intégration globale** appliquée consiste à substituer, dans le bilan de la société mère au coût d'acquisition des titres de participation détenus, l'ensemble des éléments actifs et passifs identifiés à leur juste valeur à la date d'acquisition de ces sociétés. A cette occasion, les intérêts minoritaires sont isolés des capitaux propres correspondant aux intérêts de la société consolidante.

**La méthode d'intégration proportionnelle** consiste à substituer, dans le bilan de la société mère au coût d'acquisition des titres de participation détenus, la fraction représentative des intérêts de la société détentrice dans les éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés.

**La mise en équivalence** consiste à substituer dans le bilan de la société mère au coût d'acquisition des titres, la quote-part de capitaux propres qu'ils représentent dans les sociétés consolidées. La différence est portée dans les capitaux propres de la société mère.

### **Dates de clôture**

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 30 septembre de chaque année.

## **2.5. METHODES ET REGLES D'EVALUATION**

- A.** Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par la loi et le Code de commerce, en conformité avec le Règlement CRC n°99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Toutes les méthodes préférentielles, lorsqu'elles sont applicables, ont été retenues par le groupe.

Les présents comptes consolidés ont été arrêtés le 12 mars 2021 par le conseil d'administration de la Société.

### **B. Continuité d'exploitation**

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation. La Société a procédé à une revue de son risque de liquidité et estime disposer des financements nécessaires pour faire face à ses obligations en terme de trésorerie au cours des 12 prochains mois.

### **C. Changement de méthode comptable**

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

### **D. Ecart d'acquisition négatif**

Un écart d'acquisition négatif correspond soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. L'excédent éventuel est rapporté au compte de résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition. Se reporter en notes 4.1 et 5.10.

## E. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'entrée. Selon le cas, elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation ou pour celles non amortissables, elles font l'objet d'un suivi de valeur pour apprécier à chaque clôture la nécessité d'une éventuelle provision.

### Logiciels

L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation de l'actif :

Licence-Logiciel

1 à 3 ans en linéaire

### Fonds commercial

Le Groupe Omer-Decugis via sa filiale Bratigny a fait l'acquisition d'un fonds de commerce dénommé Marcellette au cours de l'exercice 2017.

Un test de dépréciation a été mené et n'a conduit à aucune dépréciation.

### Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont composées :

- Du Droit de Premier Accession (DPA) versé au bailleur à l'entrée dans la nouvelle plateforme de la SIIM (bâtiment I1). Ce DPA fait l'objet d'un amortissement sur une durée de 9 ans.
- Suite à l'entrée de la société Coicault Thomas dans le périmètre de consolidation, les droits attachés aux « Portes » ont fait l'objet d'une revalorisation pour un montant de 1.866 K€ compte tenu de leur valeur de marché.

Se reporter en notes 4.1 et 4.2. A chaque clôture, la valeur de ces Portes pourra le cas échéant faire l'objet d'une dépréciation dès lors que leur valeur de marché deviendrait inférieure à leur valeur au bilan.

### Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

## F. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. L'amortissement est calculé de manière linéaire ou dégressive sur la durée d'utilisation de l'actif :

Construction	20 à 25 ans en linéaire
Agencements et installations	10 à 20 ans en linéaire
Matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans en linéaire
Matériel et outillage	5 à 10 ans en linéaire
Matériel industriel	1 à 10 ans en linéaire
Matériel informatique	1 à 5 ans en linéaire
Matériels de transport	4 à 5 ans en linéaire

## G. Contrats de location-financement

Les opérations réalisées au moyen d'un contrat de location financement dont la valeur d'origine est jugée significative, sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat.



Les immobilisations relatives aux contrats de location financement sont amorties sur la durée de souscription des contrats ; lesquelles sont relativement cohérentes avec les durées d'amortissement pratiquées pour les immobilisations acquises en pleine propriété. La dette financière correspondante figure au passif du bilan et fait l'objet d'une charge financière.

## **H. Immobilisations financières**

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition. Une dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur d'utilité appréciée par la Direction sur la base de différents critères tels que la valeur de marché, les perspectives de développement et de rentabilité et les capitaux propres, en prenant en compte la nature spécifique de chaque participation.

Pour les participations dans les sociétés équatoriennes, leur valeur de marché est principalement appréciée au regard de leur valeur foncière qui a fait l'objet d'un rapport établi par expert indépendant.

Aucune dépréciation de valeur n'a été constatée sur l'année.

Le poste Immobilisations financières est également constitué de prêts et avances à caractère financier octroyés à :

- Un partenaire africain ;
- Certaines des sociétés africaines et équatoriennes au sein desquelles le Groupe Omer-Decugis détient une participation minoritaire.

## **I. Stocks**

La valeur brute des stocks comprend le prix d'achat et les frais accessoires : frais de douane, transport, emballage. Les stocks sont valorisés selon la méthode « premier entré premier sorti ».

Les marchandises font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à leur prix d'acquisition ou de revient. Au cas par cas, certaines marchandises invendables peuvent faire l'objet d'une dépréciation totale.

## **J. Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

La société évalue périodiquement le risque de crédit et la situation financière de ses clients et une dépréciation est comptabilisée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable.

Le Groupe ne recourt pas à de l'affacturage.

Le Groupe a souscrit une assurance-crédit sur l'ensemble de son chiffre d'affaire réalisé en France comme à l'international auprès d'Euler Hermes France.

## **K. Opérations en devises**

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises sont converties :

- sur la base du taux de change de clôture pour les opérations non couvertes,
- sur la base de taux de couverture à terme pour les opérations couvertes.

Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en résultat financier.

## L. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu dans le compte de résultat de l'exercice, net de rabais, remises, ristourne, s'il est certain à la fois dans son principe et son montant et s'il est acquis au cours de l'exercice.

La reconnaissance du chiffre d'affaires dépend de la nature des ventes réalisées par le Groupe, qui distingue :

- **Ventes de marchandises** : les revenus correspondants sont rattachés à l'exercice au cours duquel les produits sont livrés
- **Prestations de services** : Il s'agit d'une refacturation de coûts salariaux d'un collaborateur à une société tierce. Ces prestations sont reconnues en chiffre d'affaires à compter de leur réalisation.

## M. Provisions

Des provisions sont constatées pour couvrir des risques et charges, nettement précisés quant à leur objet, que des événements survenus rendent probables, et qui ont pu être estimés de manière fiable.

## N. Engagements de retraite et prestations assimilées

Les retraitements effectués concernent uniquement les sociétés françaises. La méthode retenue pour le calcul de l'engagement retraite est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de calcul, le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Les évaluations sont faites à partir de la norme IAS19 qui évalue la valeur actuelle probable du passif social année par année en considérant que chaque année de service donne droit à une unité de prestation supplémentaire sur la base du salaire de fin de carrière et des droits acquis au terme.

Les calculs sont effectués en fonction des critères de la Convention Collective du commerce de gros à laquelle le Groupe est rattaché. Chaque salarié entrant dans la société est inclus dans ces calculs jusqu'au jour de son départ :

- soit en départ en retraite : dans ce cas, il touchera l'indemnité de fin de carrière décrite ci-dessous ;
- soit en cas de départ pour une autre raison : les informations le concernant seront alors supprimées car elles n'auront plus de raison d'être ;
- les calculs sont effectués sur la base d'un temps de présence en année pleine.

Cette ancienneté étant calculée comme si le salarié était resté en fonction jusqu'à l'âge de 65 ans.

Les critères retenus pour les calculs en 2020 sur les sociétés françaises sont les suivants :

- Taux de revalorisation annuel de salaire : 1,5%
- Table de mortalité réglementaire : INSEE 2018
- Taux de rotation utilisé : faible
- Taux d'actualisation : 0,47%
- Départ volontaire des salariés

L'engagement estimé ne fait pas l'objet d'une provision au passif dans les comptes sociaux. Cette provision est comptabilisée dans les comptes consolidés.

## O. Impôts exigibles et différés

Les impôts différés sont déterminés selon la conception étendue et la méthode du report variable au taux d'impôt en vigueur à la clôture de l'exercice.

Ont été comptabilisées les impositions résultant de :

- décalages temporaires entre comptabilité et fiscalité ;
- retraitements et éliminations imposés par la consolidation ;
- déficits fiscaux reportables et dont l'imputation sur des bénéfices futurs est probable.

#### **P. Résultat exceptionnel**

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes du groupe.

#### **Q. Résultat consolidé par action**

Le résultat consolidé par action est obtenu en divisant le résultat consolidé de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat consolidé dilué par action est égal au résultat consolidé par action dans la mesure où il n'existe pas d'outils dilutifs.

## R. Information sectorielle

- a) La segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle est issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne du Groupe : une activité de grossiste (Pôle BRATIGNY) et une activité de producteur, importateur, mûrisseur et distributeur de produits exotiques (Pôle SIIM). Aux côtés de ces deux pôles opérationnels, un pôle « Fonctions support » qui regroupe les fonctions Qualité, Maintenance, Informatique, RH, Finance et Direction Générale.

30/09/2020					
	Chiffre Affaires facturé	Intra-Groupes	Chiffre Affaires consolidé	Ristournes	Chiffre Affaires consolidé net
SIIM	98 449 532	11 918 251	86 531 281	684 878	85 846 403
BRATIGNY	34 243 644	381 392	33 862 252	19 970	33 842 282
(1)					
<b>TOTAL</b>	<b>132 693 176</b>	<b>12 299 643</b>	<b>120 393 533</b>	<b>704 848</b>	<b>119 688 685</b>

- (1) Ces chiffres incluent les données relatives à l'activité de Coicault Thomas acquise le 31 12 2019 et consolidée à compter de cette date (Se reporter note 3 de l'annexe).

30/09/2019					
	Chiffre Affaires facturé	Intra-Groupes	Chiffre Affaires consolidé	Ristournes	Chiffre Affaires consolidé net
SIIM	97 612 471	11 427 586	86 184 885	600 731	85 584 154
BRATIGNY	27 177 698	470 232	26 707 466		26 707 466
<b>TOTAL</b>	<b>124 790 169</b>	<b>11 897 818</b>	<b>112 422 119</b>	<b>600 731</b>	<b>112 291 620</b>

La contribution par pôle au résultat d'exploitation est la suivante :

30/09/2020				
	SIIM	Bratigny	Support	TOTAL GROUPE
<b>CA net</b>	85 846 403	33 842 282	0	<b>119 688 685</b>
<b>Resultat d'exploitation</b>	3 071 397	52 512	-2 006 361	<b>1 117 548</b>

- (1) Société acquise le 31 décembre 2019 et consolidée à compter de cette date. Le montant de sa contribution au Résultat part du Groupe intègre le produit relatif à une reprise intégrale sur l'exercice d'un écart d'acquisition négatif s'élevant à -695 577 €. Se reporter en note 5.10.

Sont repris ceci dessous les tableaux de contribution par pôle au résultat d'exploitation pour les exercices clos les 30 septembre 2019 et 30 septembre 2018. En comparaison des tableaux insérés dans les comptes publiés pour chacun de ces deux exercices, ils ont été retraités car ils comportaient des éléments de comptes sociaux de certaines entités.

<b><u>30/09/2019</u></b>				
	<b>SIIM</b>	<b>Bratigny</b>	<b>Support</b>	<b>TOTAL GROUPE</b>
<b>CA net</b>	85 584 154	26 707 467	0	<b>112 291 621</b>
<b>Resultat d'exploitation</b>	556 997	328 738	-1 451 195	<b>-565 460</b>

<b><u>30/09/2018</u></b>				
	<b>SIIM</b>	<b>Bratigny</b>	<b>Support</b>	<b>TOTAL GROUPE</b>
<b>CA net</b>	80 489 631	25 661 967	0	<b>106 151 598</b>
<b>Resultat d'exploitation</b>	2 229 757	19 146	-398 744	<b>1 850 159</b>

### 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptable retenus par le Groupe.

		Exercice 2020.09			Exercice 2019.09		
		Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
GRUPE OMER DECUGIS	1 Place Paul Omer Decugis 94150 RUNGIS	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SIIM SAS	1 Place Paul Omer Decugis 94150 RUNGIS	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
BRATIGNY SAS	69, rue de Châteaurenard M.I.N. 94150 Rungis 28170	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OD RESSOURCES	1 Place Paul Omer Decugis 94150 RUNGIS	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
COICAULT THOMAS	69, rue de Montpellier 94550 CHEVILLY-LARUE	100,00%	100,00%	IG			

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

ME : Mise en équivalence

#### Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Certaines participations ne sont pas consolidées du fait de leur pourcentage de détention. Leurs chiffres-clés sont les suivants :

	Taux de détention		K Euro				
	30 09 2020	30 09 2019	Valeur Brute	Valeur nette	Date de cloture	Capitaux propres	Resultat net
MYNER Kenya	20%	20%	50	50	31/05/2020	- 210	- 28
AOM Mali	20%	20%	61	61	31/12/2019	1 469	110
Vergers du Nord Côte d'Ivoire	20%	20%	211	211	31/12/2019	1 079	35
SODIPEX SA Côte d'Ivoire	20%	20%	430	430	31/12/2019	112	- 7
Terra Sol SA Equateur	19,8%	19,8%	4 718	4 718	31/12/2019	15 221	33
Agroeden SA Equateur	15%	15%	1 035	1 035	31/12/2019	4 431	585
Agroselvatica SA Equateur	30%	N/A	0	0		N/A	N/A

## 4. DETAIL DES COMPTES DU BILAN

### 4.1. ECARTS D'ACQUISITION

Suite à une opération de croissance externe, l'entrée de la nouvelle société dans le périmètre a donné lieu à un écart d'acquisition négatif qui correspond à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés.

Cf Tableau ci-dessous

Situation nette comptable à la date d'acquisition de la société acquise	835 838
Juste valeur des actifs et passifs identifiés (dont réévaluation brute des portes acquises 1 866 k€)	1 435 351
Q/P de situation nette acquise (A+B)	2 271 188
Prix d'acquisition des titres (C)	1 575 211
<b>Ecart d'acquisition (C-(A+B))</b>	<b>-695 977</b>

Coicault-Thomas est un grossiste en fruits et légumes ayant une présence sur le marché MIN de Rungis, au sein du pavillon « Fruits et Légumes ». Cette présence s'exprime en nombre de « Portes ». Ces Portes correspondent à une surface opérationnelle nécessaire à un fonds de commerce.

Ces Portes ont une valeur de marché grâce à l'existence d'un marché liquide compte tenu de l'intérêt de nombreux acteurs à pouvoir disposer d'une présence physique sur le marché de Rungis qui est le plus gros marché MIN d'Europe. Lors du rachat, sur les 13 Portes appartenant à Coicault-Thomas, certaines ont été vendues mais le Groupe en a conservé 5. Ces dernières ont fait l'objet d'une valorisation et ont conduit à la reconnaissance d'un actif.

Un montant de 1 866 K€ a ainsi été porté en actif incorporel à la date d'entrée de périmètre.

Après prise en compte de cette affectation à un poste d'actif, un écart d'acquisition résiduel négatif a été constaté à hauteur de 695 577 €. Cet écart a été repris en résultat intégralement sur l'exercice, le Groupe considérant qu'il traduit la réalisation d'une acquisition à des conditions attractives.



## 4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Exercice 2019.09	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Variations de périmètre	Exercice 2020.09
Concessions, brevets & droits similaires	13 600			2 500	16 100
Logiciels	0		-21 024	21 024	0
Fonds commercial	893 874				893 874
Autres immobilisations incorporelles	132 647	1 913 310	-1 173 654	2 473 654	3 345 957
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 040 121</b>	<b>1 913 310</b>	<b>-1 194 678</b>	<b>2 497 178</b>	<b>4 255 931</b>
Amt/Dép. Logiciel	0		20 715	-20 715	0
Amt/Dép. fonds commercial	0		33 004	-62 140	-29 136
Amt/Dép. autres immos incorp.	-11 144	-301 465			-312 609
<b>Total Amt/dép. immobilisations incorporelles</b>	<b>-11 144</b>	<b>-301 465</b>	<b>53 719</b>	<b>-82 855</b>	<b>-341 745</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>1 028 977</b>	<b>1 611 845</b>	<b>-1 140 959</b>	<b>2 414 323</b>	<b>3 914 186</b>

Le montant des autres immobilisations incorporelles a varié de +3.216 K€ au cours de l'exercice se décomposant en :

- Une variation de 2.474 K€ est due à l'entrée de la société Coicault Thomas dans le périmètre de consolidation incluant notamment la valorisation des Portes en actif incorporel (se reporter en note 4.1) ;
- Des cessions sont intervenues pour un montant de 1.174 K€ liées au déménagement de Coicault Thomas ;
- Un montant de 1.913 K€ relatif à l'acquisition du Droit de Première Accession sur la nouvelle plateforme de la SIIM à Rungis (bâtiment I1) (amorti sur 9 ans).

### 4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles (en pleine propriété et en location financement) se détaillent comme suit :

	Exercice 2019.09	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Reclassement et mises au rebut	Variations de périmètre	Exercice 2020.09
Installations tech, matériel & outillage	1 395 773	2 886 232	-583 557	669 702	81 981	4 450 131
Matériel de transport	0	8 137	-16 489		16 489	8 137
Matériel informatique et bureau	271 239	344 185	-677 668		515 028	452 784
Immobilisations corporelles en cours	674 019					674 019
Autres immobilisations corporelles	2 473 433	2 996 990	-1 889 682	-10 000		3 570 741
Avances et acomptes	948 077	72 103		-669 702		350 478
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>5 762 541</b>	<b>6 307 647</b>	<b>-3 167 396</b>	<b>-10 000</b>	<b>613 498</b>	<b>9 506 290</b>
Amt/Dép. Matériel transport	0	-638	710		-710	-638
Amt/Dép. Matériel informatique et bureau	-152 091	-38 921	561 085		-423 877	-53 804
Amt/Dép. constructions	0					0
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	-610 616	-306 880	636 604		-62 659	-343 551
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	-1 805 247	-453 323	1 308 293			-950 277
<b>Total Amt/dép. immobilisations corporelles</b>	<b>-2 567 954</b>	<b>-799 762</b>	<b>2 506 692</b>		<b>-487 246</b>	<b>-1 348 270</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>3 194 587</b>	<b>5 507 885</b>	<b>-660 704</b>	<b>-10 000</b>	<b>126 252</b>	<b>8 158 020</b>

Le montant des acquisitions est justifié pour l'essentiel par l'investissement de la SIIM dans sa nouvelle plateforme de murissage.

Au 30/09/2020 le montant comptabilisé en Immobilisations corporelles au titre de cet investissement s'élève à 6,7 M€ pour un montant total autorisé et engagé de 8.9 M€.

Les autres variations correspondent à l'entrée de périmètre de Coicault Thomas et aux reclassements.

Le retraitement de crédit-bail concerne un montant peu significatif.

#### 4.4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Exercice 2019.09	Acquisitions Dotations	Cessions ou Remboursement Reprises	Reclassement et mises au Rebut	Variations de périmètre	Exercice 2020.09
Titres de participation	6 297 867	238 897		-4 400		6 532 364
Titres immobilisés (afs - non courant)					838	838
Créances rattachées à des participations	0					0
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	723 228	1 092 546	-91 296	1 779 772	39 191	3 543 441
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>7 021 095</b>	<b>1 331 443</b>	<b>-91 296</b>	<b>1 775 372</b>	<b>40 029</b>	<b>10 076 643</b>
Dépréciations des prêts	-389 385	-565 535	389 385			-565 535
Dépréciations des créances rattachées	0					0
<b>Total Dép. immobilisations financières</b>	<b>-389 385</b>	<b>-565 535</b>	<b>389 385</b>		<b>0</b>	<b>-565 535</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>6 631 710</b>	<b>765 908</b>	<b>298 089</b>		<b>40 029</b>	<b>9 511 108</b>

La ligne « Titres de participation » correspondent à la valeur des titres non consolidés compte tenu de détention inférieure à 20% du capital des entités considérées. Il s'agit principalement de sociétés équatoriennes et africaines détenant un actif foncier important permettant la production à grande échelle des fruits exotiques. Le Groupe Omer-Decugis renforce ainsi la sécurité de ses approvisionnements et en assure l'importation et la distribution en Europe.

Ces sociétés disposent également de stations de conditionnement équipées de lignes de calibrage et de systèmes de mise en froid avant expédition.

Les principaux mouvements de l'exercice portent sur :

- L'acquisition de titres de la société Semmaris et de la société Vergers du Nord ;
- L'octroi de nouveaux prêts à des participations ;
- Le reclassement en Immobilisations financières d'un montant de 1 779 772 € de prêts et avances à caractère financier octroyés à un partenaire ivoirien ainsi qu'à certaines sociétés africaines et équatoriennes au sein desquelles le Groupe Omer-Decugis détient une participation minoritaire, créances jusque-là classées en Autres créances d'exploitation

#### 4.5. STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION

	Montant Brut	Dépréciation	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Marchandises	4 756 736		4 756 736	4 653 042
<b>Total</b>	<b>4 756 736</b>	<b>0</b>	<b>4 756 736</b>	<b>4 653 042</b>

#### 4.6. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	5 ans et plus	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Clients et comptes rattachés	11 682 128			11 682 128	10 788 894
Dép. clients et comptes rattachés	-328 858			-328 858	-47 406
<b>Total clients et comptes rattachés</b>	<b>11 353 270</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 353 270</b>	<b>10 741 488</b>

#### 4.7. IMPOTS DIFFERES

	Exercice 2019.09	Incidence résultat	Variations des cours de change	Autres variations	Exercice 202 0.09
Impôts différés - actif	147 599	19 052			166 651
Impôts différés - passif	8 493	-72 768		328 623	264 348
<b>Solde net d'impôt différé</b>	<b>139 106</b>	<b>91 820</b>	<b>0</b>	<b>-328 623</b>	<b>-97 697</b>
Id / différences temporaires	29 800	-95			29 705
Id / annulation provisions réglementées	-20 148	-5 779			-25 927
Id / élimination des résultats internes	1 101	-84			1 017
Id / retraitement des engagements de retraite	125 537	26 020			151 557
Id / retraitement du crédit-bail locataire	84	65			149
Id sur écart d'évaluation 100%		189 350		-444 316	-254 966
Activation de reports déficitaires	2 732	-117 657		115 693	768
<b>Total impôt différé par nature</b>	<b>139 106</b>	<b>91 820</b>	<b>0</b>	<b>-328 623</b>	<b>-97 697</b>

#### 4.8. AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Avances et acomptes versés	2 747 905	3 022 345
Fournisseurs débiteurs (RRR et autres avoirs)	342 257	191 728
Créances sociales	10 456	18 755
Créances fiscales	1 456 804	536 301
Créances fiscales (IS)	142 159	358 583
Comptes courants		
Autres créances	228 339	1 862 086
Provision pour dépréciation		-292 734
Charges constatées d'avance	41 859	11 179
<b>Total autres créances et comptes de régularisation</b>	<b>4 969 779</b>	<b>5 708 243</b>

L'évolution significative du poste « Créances fiscales (hors IS) » au 30 septembre 2020 est relative à la TVA sur l'investissement de la nouvelle plateforme.

La forte baisse du poste « autres créances » au 30 septembre 2020 s'explique par le reclassement de créances à caractère financier en Immobilisations financières pour 1 779 772 €, initialement comptabilisées en « Autres créances d'exploitation »

#### 4.9. CAPITAL SOCIAL ET INTERETS MINORITAIRES

- **Capital social**

Au 30 septembre 2020, le capital social s'élève à 1 000 actions de 6 000 euros de valeur nominale chacune. Il n'a pas évolué depuis le 14 février 2018.

- **Capital potentiel**

Néant. La Société n'a émis aucun titre donnant accès au capital de type AGA, stock-options ou autres dispositifs équivalents.

#### 4.10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Exercice 2019.09	Dotations	Reprises	Autres variations	Exercice 2020.09
Autres provisions pour risques		20 670			20 670
<b>Total Provisions pour risques</b>	<b>0</b>	<b>20 670</b>			<b>20 670</b>
Provisions pour pensions et retraites	452 915	110 132	-6 054		556 993
<b>Total Provisions pour charges</b>	<b>452 915</b>	<b>110 132</b>	<b>-6 054</b>		<b>556 993</b>
<b>Total Provisions pour risques et charges</b>	<b>452 915</b>	<b>130 802</b>	<b>-6 054</b>		<b>577 663</b>

Se reporter aux notes N et 6.2 concernant la provision pour indemnités retraite.

Le risque provisionné au cours de l'exercice écoulé correspond à un contentieux social (Prudhommes).

#### 4.11. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	Exercice 2019.09	Augmentation	Remb.	Variations de périmètre	Exercice 2020.09
Emprunts obligataires					0
Emprunts auprès établis. de crédit	4 209 709	2 067 327	-20 479	20 479	6 277 036
<b>Total Dettes financières MLT</b>	<b>4 209 709</b>	<b>2 067 327</b>	<b>-20 479</b>	<b>20 479</b>	<b>6 277 036</b>
<u>Dont Crédit-Bail</u>	49 645		-14 532		35 113
Emprunts auprès établis. de crédit	1 169 949	3 912 673	-1 417 037	0	3 665 585
Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	-1 600	1 600	0
Intérêts courus sur emprunts -	26 936	44 262	-26 950	14	44 262
Concours bancaires (dettes)	631 290	3 575 929		1 007	4 208 226
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	0	47	0	0	47
<b>Total Dettes financières CT</b>	<b>1 828 175</b>	<b>7 532 911</b>	<b>-1 445 587</b>	<b>2 621</b>	<b>7 918 120</b>
<b>Total Emprunts et dettes financières</b>	<b>6 037 884</b>	<b>9 600 238</b>	<b>-1 466 066</b>	<b>23 100</b>	<b>14 195 156</b>

L'essentiel de la dette est souscrit à taux Fixe.

L'endettement bancaire n'est soumis à aucun covenant financier.

#### DETTES PAR ECHEANCES

Dettes par échéance	< à 1 an	de 1 à 5 ans	+ 5 ans	30/09/2020	30/09/2019
Emprunts auprès établis. de crédit	3 665 585	3 842 432	2 434 604	9 942 621	5 379 658
Concours bancaires	4 208 226			4 208 226	631 200
Intérêts courus sur emprunts	44 262			44 262	26 936
	<b>7 918 073</b>	<b>3 842 432</b>	<b>2 434 604</b>	<b>14 195 109</b>	<b>6 037 794</b>



#### 4.12. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	5 ans et plus	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Fournisseurs	11 639 290			11 639 290	10 449 355
Factures non parvenues	3 258 213			3 258 213	2 798 410
<b>Total fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>14 897 503</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 897 503</b>	<b>13 247 765</b>

#### 4.13. AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	5 ans et plus	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Dettes fiscales	1 208 463			1 208 463	736 441
Dettes sociales	1 988 084			1 988 084	751 281
Autres dettes	5 741			5 741	0
Compte courants groupe passifs - courant	140 000			140 000	0
Clients avances et acomptes reçus	1 821			1 821	324
<b>Total autres dettes et comptes de régularisation</b>	<b>3 344 109</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 344 109</b>	<b>1 488 046</b>

L'augmentation de la dette sociale correspond à la constitution d'une provision pour rémunération variable ainsi que l'augmentation de la provision pour congés payés.

## 5. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

### 5.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
	0	0
Ventes de marchandises	120 368 603	112 876 816
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>119 688 685</b>	<b>112 291 621</b>
Rabais, remises, ristournes accordées par l'entreprise	-704 848	-610 892

En euros	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
France	78 829 249	79 495 024
Export	40 859 436	32 796 597
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>119 688 685</b>	<b>112 291 621</b>

### 5.2. DETAIL DES AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Subventions d'exploitation	2 567	73 397
Transferts de charges d'exploitation		131 537
Autres produits		6 044
<b>Total autres produits d'exploitation</b>	<b>2 567</b>	<b>210 978</b>

La subvention d'exploitation correspond à la subvention DRFIP pour l'aide à l'apprentissage.

Le transfert de charges en 2019 correspond au remboursement d'assurance au titre de sinistre maritime.

### 5.3. ACHATS CONSOMMES

En euros	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Achat matières premières et autres appro	3 836 823	4 146 976
Variation de stock de marchandises	-103 694	38 218
Achats non stockés de matières et fournitures	774 566	582 635
Achats de marchandises	80 016 476	74 518 439
Intérim et sous traitance	842 545	1 152 778
Locations et charges locatives	1 059 154	869 145
Entretiens et réparations	409 480	351 800
Primes d'assurance	282 374	337 683
Divers	24 244	11 457
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	989 939	968 141
Publicités	331 597	393 351
Mécénat	181 217	150 148
Transports	19 271 574	20 534 172
Déplacements missions	396 416	481 118
Frais postaux et télécommunication	127 277	119 055
Services bancaires	94 645	82 470
Autres charges externes	-7 568	46 073
<b>TOTAL</b>	<b>108 527 065</b>	<b>104 783 659</b>

#### 5.4. DETAIL DES CHARGES DE PERSONNEL

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Rémunérations du personnel	5 988 783	4 943 993
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	2 449 905	2 046 334
<b>Total charges de personnel</b>	<b>8 438 688</b>	<b>6 990 327</b>

Effectif moyen	124	121
----------------	-----	-----

L'augmentation des charges de personnel est essentiellement due à la constitution d'une provision pour rémunération variable due au titre de l'exercice ainsi que l'augmentation de la provision pour congés payés.

#### 5.5. VARIATION NETTE DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Dot./amt. & dép. immo. corporelles	-1 101 227	-676 030
Dot. aux prov. engagement retraite	-110 132	-89 303
Dot./dép. des actifs circulants	-328 859	-47 405
Rep./dép. des créances (actif circulant)	556 543	122 199
Rep./dép. engagements de retraite	6 054	0
Rep./provisions d'exploitation	74 800	46 519
<b>Total variations nettes des amt. et dép.</b>	<b>-902 821</b>	<b>-644 020</b>

#### 5.6. RESULTAT FINANCIER

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Charges d'intérêts sur emprunt	-234 663	-237 233
Autres charges et produits financiers	12 733	9 589
Pertes de change/actifs financiers	-97 817	
Gains de change sur autres dettes et créances - réalisés	7 858	11 385
Dot & Rep sur prov financières	-245 000	-389 386
<b>Total charges et produits financiers</b>	<b>-556 889</b>	<b>-605 645</b>

## 5.7. RESULTAT EXCEPTIONNEL

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Plus value sur cession d'immobilisation	255 341	2 282 177
Produits de cession de titres		
Charges et prod. excep. s/ exercices antérieurs		
Autres charges et produits exceptionnels	-233 026	-152 349
<b>Total charges et produits exceptionnels</b>	<b>22 315</b>	<b>2 129 828</b>

Les produits exceptionnels de l'exercice 2019 étaient essentiellement liés à la vente du bâtiment principal (C3) en avril 2019 par la société SIIM pour un prix de cession de 2.450 K€. En 2020, la plus-value de cession correspond principalement au reliquat de la cession du bâtiment C3 pour la partie immobilisations corporelles mobilières.

En 2019, le montant de 152k€ correspond au règlement d'un contentieux social diminué de l'encaissement sur des clients douteux.

## 5.8. IMPOT SUR LES BENEFICES

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Impôts différés	91 821	14 055
Impôt exigible	-232 001	-283 349
<b>Total impôt sur les bénéfices</b>	<b>-140 180</b>	<b>-269 294</b>

## 5.9. PREUVE D'IMPOT

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Résultat net consolidé	1 138 771	689 429
IS exigible	-232 001	-283 349
Impôts différé (Produits/Charges)	91 821	14 055
Charges d'impôt réelle comptabilisée	-140 180	-269 294
<b>Résultat consolidé avant impôt</b>	<b>1 278 951</b>	<b>958 723</b>
<i>Taux d'impôt normal de la société mère</i>	25,00%	25,00%
<b>Différence à expliquer</b>	<b>179 558</b>	<b>-29 613</b>
Différences permanentes	59 187	53 602
Ecart d'acquisition	-194 874	
Activation ou désactivation de reports déficitaires		
Utilisation déficit antérieur		
Création de déficit		
Impact intégration fiscale, création/imputation déficit		
Différence de taux; création/consommation de déficit		
Crédits d'impôts mécénat	-113 108	-90 811
Impact changement de taux	69 237	66 176
Abandon de créances et autres déductions		
Quote part de résultat des SME		
Imposition au taux réduit		
Provision créances filiales		
Autres		646
<b>Total des explications</b>	<b>-179 558</b>	<b>29 613</b>

Pour mémoire, la loi de finances 2017 a modifié le taux d'impôt sur les sociétés en France avec un abaissement progressif sur 5 ans du taux normal de 33,33% à 28% puis à 25% à compter du 1er janvier 2022. La société a valorisé ses impôts différés en fonction du rythme d'imputation futur et a retenu le taux à moyen terme de 25%.

## 5.10. REPRISE EN RESULTAT DES ECARTS D'ACQUISITION

La différence entre le prix d'acquisition de la société Coicault Thomas et la juste valeur des actifs et passifs de la société à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation constitue un écart d'acquisition négatif d'un montant de 696 K€. Cet écart correspond à une plus-value potentielle liée à la revalorisation des portes détenues par cette société. Cette revalorisation de droits incorporels est justifiée par l'existence d'un marché actif sur ces biens. Ainsi, cet écart reflétant une acquisition effectuée à des conditions avantageuses, il a été rapporté au compte de résultat en totalité sur l'exercice.

Se reporter en note 4.1.

## 6. AUTRES INFORMATIONS ANNEXES

### 6.1. EFFECTIF MOYEN

	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
France	124	121
Etranger		
<b>Total Effectif</b>	<b>124</b>	<b>121</b>

### 6.2. ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Au 30/09/2020 le montant total de l'engagement provisionné en matière de retraite s'élève à 556.993 € :

- Pour GROUPE OMER DECUGIS, il s'élève à 54 225 €.
- Pour S.I.I.M SAS, il s'élève à 183 124 €.
- Pour OD RESOURCES SAS, il s'élève à 67 960 €.
- Pour BRATIGNY SAS, il s'élève à 251 684 €.

Aucune de ces sociétés n'a souscrit d'assurance particulière couvrant partiellement ce risque.

### 6.3. HONORAIRES D'AUDIT

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes dans le cadre des missions d'audit légal des comptes annuels des sociétés consolidées et de l'audit légal des comptes consolidés s'élève à 72 K€ au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2020.



## 6.4. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

### A. Transactions avec les entreprises liées non consolidées

Les informations sur les entreprises liées sont données lorsque des opérations sont conclues avec des entreprises liées qui ne sont pas consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Conformément au règlement ANC 2010-05, les informations sur les parties liées sont données lorsqu'il s'agit de transactions présentant une importance significative et non conclues à des conditions normales. Les transactions conclues par les sociétés consolidées n'entrent pas dans ces champs d'application. Les transactions avec des entreprises liées non consolidées sont conclues à des conditions normales.

### B. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent les opérations qui ne sont pas internes au groupe consolidé. Les parties liées sont les personnes telles que les principaux dirigeants ou entités (entreprise associée ou coentreprise) liées à l'entité qui prépare les états financiers. Les informations à communiquer concerne les transactions qui présentent une importance significative et qui ne sont pas conclues à des conditions normales de marché.

Partie liée : Henry Beaulieu administrateur de Groupe Omer-Decugis et gérant de la société HB consulting.  
Objet : Suivi et supervision des investissements en Afrique de la société SIIM par la société HB consulting  
Modalités : durée d'une année civile à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 renouvelable par tacite reconduction pour une rémunération annuelle de 42.000 euros.

Montant refacturé sur l'exercice : 73.103 euros dont 46.500 d'honoraires et 26.603 euros de remboursement de frais.

## 6.5. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Au 30/09/2020, les rémunérations des dirigeants concernent :

- Le Président du Directoire pour un montant de 182 Keur au titre de l'exercice 2020 et 80 Keur en différé de paiement de part variable concernant l'exercice précédent.
- Le Président du Conseil de Surveillance pour un montant de 30.084 €.

## 6.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements reçus	Exercice 2020.09	Exercice 2019.09
Avals et cautions (reçus)	167 500	167 500
Autres engagements reçus		0
<b>Total Engagements reçus</b>	<b>167 500</b>	<b>167 500</b>

Il n'existe aucun engagement donné.

## 6.7. EVENEMENT POST-CLOTURE

Depuis la clôture de 09/2020, le Groupe Omer-Decugis a effectué la réception définitive de l'intégralité de l'investissement relatif à sa nouvelle plateforme du I1.

Au total, l'investissement s'élève à 10.9M€ décomposé en 8.9 M€ d'immobilisations corporelles et 1.9M€ d'immobilisations incorporelles.

La société a commencé en octobre 2020 l'exploitation à plein régime de cette nouvelle plateforme de murissage et de conditionnement sur le MIN de Rungis.

## Notes Complémentaires à l'annexe à la demande de l'AMF :

### **1 - Complément à la note « H. Immobilisations financières »**

Les titres de participation non consolidés sont inscrits à leur coût historique d'acquisition qui inclut, le cas échéant, les frais directement imputables à l'acquisition

Une dépréciation est constatée si cette valeur est supérieure à la valeur recouvrable, appréciée par la Direction sur la base de différents critères tels que la valeur de marché ou la valeur d'utilité (tel que proposé par le règlement 99-02 dans le paragraphe 21-122), notamment appréciée au regard de multiple de cash-flows ou de résultats.

Pour les participations significatives, le Groupe fait appel à un expert pour déterminer la valeur de marché et la valeur d'utilité.

Aucune dépréciation de valeur n'a été constatée sur l'année.

Le poste Immobilisations financières est également constitué de prêts et avances à caractère financier octroyés à :

- Un partenaire africain ;
- Certaines des sociétés africaines et équatoriennes au sein desquelles le Groupe Omer-Decugis détient une participation minoritaire.

### **2 - Compléments à la note « I. Stocks »**

Compte tenu des activités du Groupe, le suivi de la valeur des stocks fait partie de la gestion quotidienne :

- Soit les produits sont en état de commercialisation selon les critères qualitatifs des clients ;
- Soit ils ne le sont pas et dans ce cas, sont vendus dans des circuits plus adaptés (marchés, ...) ou il en est fait don à des associations. De manière générale, le délai de rotation est très rapide et au quotidien, les produits concernés par un défaut de qualité sont en fait très limités en volumes ; et enfin
- Dans de très rares cas, les produits sont détruits car considérés comme impropres à la consommation.

Cette gestion au quotidien conduit à une absence de dépréciation lors de la clôture.

### **3 - Compléments à la note « 5.1 – Chiffre d'affaires »**

Le tableau de répartition du Chiffre d'affaires entre la France et l'export est établi à partir du lieu de facturation.

En K€	sept-20	sept-19
France	91 592,9	85 154,7
Autres pays de l'UE	23 129,1	21 693,1
<i>Dont Allemagne</i>	<i>10 138,8</i>	<i>8 211,1</i>
<i>Dont Espagne</i>	<i>5 651,0</i>	<i>4 254,9</i>
<i>Dont Pays-bas</i>	<i>5 206,1</i>	<i>5 569,1</i>
Royaume-Uni	2 830,9	3 405,5
Suisse	2 018,4	1 898,9
Reste du monde (dont Equateur)	117,4	139,4
<b>TOTAL</b>	<b>119 688,7</b>	<b>112 291,6</b>

### **4 - Complément à la note « 5.7. Résultat exceptionnel »**

La charge exceptionnelle de 233 K€ comptabilisée au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 est relative à des coûts de restructuration liés à l'acquisition de Coicault-Thomas. »

### **5 - Complément d'information relatif à la note 4.8 de l'annexe**

La rédaction de la note 4.8 comporte par erreur la mention suivante :

*« La forte baisse du poste « autres créances » au 30 septembre 2020 s'explique par le reclassement de créances à caractère financier en Immobilisations financières pour 1 779 772 €, initialement comptabilisées en « Autres créances d'exploitation »*

Or ce point aurait dû figurer en note 4.12. En effet, la créance de 1 779 772 K€ reclassée en immobilisations financières était classée au 30 septembre 2019 en « Fournisseurs débiteurs ».

Le reclassement en immobilisation financière au cours de l'exercice écoulé a contribué à l'augmentation du poste « Fournisseurs » au 30 septembre 2020.

En revanche, la baisse du poste « Autres créances » au 30 septembre 2020 s'explique par l'encaissement au cours de l'exercice écoulé d'une créance de 1 850 K€ relative à la cession de la partie immobilière de l'ancienne plateforme C3 non encore encaissée au 30 septembre 2019.

## **6 - Compléments à la note « 6.6 Engagements hors -bilan »**

### **Engagements reçus**

Au 30 septembre 2020, les engagements d'achats à terme de devises (dollars) non encore débouclés par un achat de marchandises selon un échéancier prédéterminé, s'élèvent à 26 000 000 \$ »

### **Engagements donnés**

Aucun engagement financier n'existe vis-à-vis de clients et/ou de fournisseurs.

## **18.1.7 Date des dernières informations financières**

La date des dernières informations financières présentées est le 30 septembre 2020.

## **18.2 INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES**

Néant.

### **18.3 AUDIT DES INFORMATIONS FINANCIÈRES ANNUELLES**

---

#### **18.3.1 Rapport d’audit des commissaires aux comptes relatif à l’exercice clos le 30 septembre 2020**

##### **OMER - DECUGIS & CIE**

S.A. à conseil d’administration au capital de 6.000.000 €

Siège social : 1 place Paul Omer-Decugis - B.P. 70131 - 94538 RUNGIS cedex

S.I.R.E.N. : 539 616 672 - R.C.S. : CRETEIL

---

<p><b>RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES</b> <b>SUR LES COMPTES CONSOLIDES</b> <b>EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020</b></p>
--

**S.A. OMER - DECUGIS & CIE**

1 place Paul Omer-Decugis  
B.P. 70131  
94538 RUNGIS cedex

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDES  
EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2020**

A l'assemblée générale de la société OMER - DECUGIS & CIE,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la S.A. OMER - DECUGIS & CIE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par la déontologie de la profession des commissaires aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2019 à la date d’émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l’audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l’état d’urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d’avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l’organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C’est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d’ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

- la note 4.1 « Ecart d’acquisition » de l’annexe.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.



## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 12 mars 2021.

Neuilly-sur-Seine, le 12 mars 2021.

Cabinet CADERAS MARTIN

A stylized blue ink signature in cursive script.

Alberto ABRANTES

Associé

Cabinet FOUCAULT

A stylized blue ink signature in cursive script.

Olivier FOUCAULT

Associé

A stylized blue ink signature in cursive script.

Pierre-Olivier COINTE

Associé

## **ANNEXE**

### **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte les éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### **18.3.2 Rapport d’audit des commissaires aux comptes relatif à l’exercice clos le 30 septembre 2019**

Ce rapport est inséré à la section 22.1 du présent Document.

### **18.3.3 Rapport d’audit des commissaires aux comptes relatif à l’exercice clos le 30 septembre 2018**

Ce rapport est inséré à la section 22.2 du présent Document.

### **18.3.4 Autres informations contenues dans le document d’enregistrement auditées par les contrôleurs légaux.**

Néant.

## **18.4 INFORMATIONS FINANCIÈRES PROFORMA**

---

Non applicable.

## **18.5 POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES**

---

### **18.5.1 Politique à venir en matière de dividendes**

Le Groupe envisage de maintenir une politique de versement de dividendes à un niveau équivalent, par action, à celui constaté pour les dividendes versés au cours des trois exercices précédents et sous réserve d’éventuels changements dans la situation de l’émetteur.

### **18.5.2 Dividendes versés au cours de la période présentée**

Les dividendes versés au cours des trois derniers exercices se sont élevés à 200 000 € par an, soit 200 € par action avant la division du nominal de l’action par 6 000 décidée par l’assemblée générale réunie le 10 mai 2021. Après division du nominal, le montant du dividende s’élève à 0,033 € par action.

## **18.6 PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ARBITRAGES**

---

À la connaissance de la Société, il n'existe pas à la date d’approbation du Document d’enregistrement de procédure administrative, judiciaire ou d’arbitrage, qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

## **18.7 CHANGEMENT SIGNIFICATIF DANS LA SITUATION FINANCIÈRE DE L’ÉMETTEUR**

---

Néant.

## **18.8 INDICATEURS CLÉS DE PERFORMANCE**

---

Se reporter à la section 7.1.3 définissant les indicateurs clés suivis par la Société.

## 19 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

### 19.1 CAPITAL SOCIAL

#### 19.1.1 Capital social

A la date du document d'enregistrement et à la suite de la décision de l'assemblée générale du 10 mai 2021 de diviser la valeur nominale de chaque action par 6 000, le capital de la Société s'élève à 6 000 000 € divisé en 6 000 000 d'actions ordinaires de 1,00 € de nominal chacune, entièrement libérées.

L'évolution du nombre d'actions au cours de la période présentée a été la suivante :

	30-sept.-18		30-sept.-19		30-sept.-20		Capital actuel	
	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote	Nombre d'actions et de droits de vote	% du capital et des droits de vote
LESCOT S.A.S	0	0,00%	0	0%	0	0,00%	5 694 000	94,90%
Vincent OMER-DECUGIS	1 000	100,00%	1 000	100,00%	1 000	100,00%	306 000	5,10%
<b>TOTAL</b>	<b>1 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>1 000</b>	<b>100,00%</b>	<b>6 000 000</b>	<b>100,00%</b>

LESCOT SAS est la holding patrimoniale familiale dont Vincent OMER-DECUGIS détient 100% du capital (dont 100% en nue-propriété et 80% en usufruit, l'usufruit des 20% restants étant détenu par Louis OMER-DECUGIS).

L'évolution du capital depuis la création de la Société a été la suivante :

Date	Nature des opérations	Nombre d'actions		Augmentation de capital		Valeur nominale par action	Capital social après opération
		Nombre d'actions émises	Nombre cumulé d'actions en circulation	Capital social émis	Prime d'émission ou d'apport ou réserves		
27-déc.-11	Création (apport en numéraire)	1 000	1 000	330 000,00 €	- €	330,00 €	330 000,00 €
29-mai-13	Incorporation de réserves	NA	1 000	370 000,00 €	370 000,00 €	700,00 €	700 000,00 €
1-juil.-16	Incorporation de réserves	NA	1 000	300 000,00 €	300 000,00 €	1 000,00 €	1 000 000,00 €
3-févr.-17	Incorporation de réserves	NA	1 000	4 000 000,00 €	4 000 000,00 €	5 000,00 €	5 000 000,00 €
14-févr.-18	Incorporation de réserves	NA	1 000	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €	6 000,00 €	6 000 000,00 €
<b>Capital social au 30 septembre 2018</b>			<b>1 000</b>			<b>6 000,00 €</b>	<b>6 000 000,00 €</b>
Pas de modification							
<b>Capital social au 30 septembre 2019</b>			<b>1 000</b>			<b>6 000,00 €</b>	<b>6 000 000,00 €</b>
Pas de modification							
<b>Capital social au 30 septembre 2020</b>			<b>1 000</b>			<b>6 000,00 €</b>	<b>6 000 000,00 €</b>
10-mai-21	Division du nominal par 6 000	5 999 000	6 000 000	NA	NA	1,00 €	6 000 000,00 €
<b>Capital social au 10 mai 2021</b>			<b>6 000 000</b>			<b>1,00 €</b>	<b>6 000 000,00 €</b>

## 19.1.2 Capital autorisé

Les résolutions d'émission approuvées par l'assemblée générale mixte du 10 mai 2021 sont synthétisées ci-dessous :

Résolutions approuvées par l'Assemblée Générale réunie le 10 mai 2021				
Objet de la résolution	N°	Durée	Plafonds	Modalités de détermination du prix
Résolutions approuvées sans condition suspensive de réalisation de l'introduction en bourse				
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration dans le cadre des dispositions de l'article L.225-129-2 du Code de commerce à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires par offre au public de titres financiers, dans le cadre de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris (l'« Admission »)	5	26 mois	6 M€ de nominal	Le prix d'émission des actions ordinaires nouvelles sera fixé par le conseil d'administration à l'issue de la période de placement et résultera de la confrontation du nombre d'actions offertes à la souscription et des demandes de souscription émanant des investisseurs dans le cadre du placement global, selon la technique dite de « construction d'un livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels de la place
Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre d'actions ordinaires émises dans le cadre de l'Admission, conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce	6	26 mois (étant précisé que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription de chaque augmentation de capital décidée dans le cadre de la délégation qui précède)	15% de l'émission initiale telle qu'éventuellement augmentée en application de la Clause d'Extension	Même prix que celui retenu pour l'émission initiale
Autorisation à donner au Conseil d'administration en vue de procéder à l'attribution gratuite d'actions	13	38 mois	10% du capital social et s'imputant sur le plafond global prévu par la résolution N°14	
Résolutions approuvées sous condition suspensive de réalisation de l'introduction en bourse				
Autorisation donnée au conseil d'administration en vue de l'achat par la Société de ses propres actions conformément à l'article L.22-10-62 du Code de commerce, sous condition suspensive de l'admission aux négociations et de la première cotation des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris (l'« Admission »)	2	18 mois	10% du capital social	
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider, soit l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, soit l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou primes	7	26 mois	6 M€ en nominal et 20 M€ pour la partie "Titres de créances" venant s'imputer sur le plafond global prévu à la résolution N°14	
Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme au capital ou à l'attribution de titres de créances avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires sans bénéficiaire désigné et par offre au public	8	26 mois	6 M€ en nominal et 20 M€ pour la partie "Titres de créances" venant s'imputer sur le plafond global prévu à la résolution N°14	<p><b>Augmentations de capital:</b> Le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L.225-136 1° et R.225-114 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, diminuée le cas échéant d'une décote maximale de 30%, après correction de cette moyenne en cas de différence sur les dates de jouissance, étant toutefois précisé que si lors de l'utilisation de la présente délégation, les actions de la Société étaient admises aux négociations sur un marché réglementé, le prix serait fixé conformément aux dispositions des articles L.22-10-52 et R.22-10-32 du Code de commerce</p> <p><b>Valeurs mobilières donnant accès au capital:</b> Le prix d'émission sera fixé par le Conseil d'administration de telle manière que les sommes perçues immédiatement par la Société lors de l'émission des valeurs mobilières en cause, augmentées des sommes susceptibles d'être perçues ultérieurement par la Société pour chaque action attachée et/ou sous-jacente aux valeurs mobilières émises, soient au moins égales au prix minimum prévu ci-dessus</p>

Résolutions approuvées par l'Assemblée Générale réunie le 10 mai 2021				
Objet de la résolution	N°	Durée	Plafonds	Modalités de détermination du prix
<p>Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires définies comme suit:</p> <p>a) des sociétés d'investissement et fonds d'investissement de droit français ou de droit étranger (en ce compris, sans limitation, tout fonds d'investissement ou sociétés de capital-risque, notamment tout FPCI, FCPR, FIP ou holding) investissant à titre habituel dans le secteur de l'agro-alimentaire, participant à l'émission pour un montant unitaire d'investissement supérieur à 100.000 euros (prime d'émission incluse) ; et</p> <p>b) des sociétés intervenant dans le secteur de l'agro-alimentaire, prenant une participation dans le capital de la Société à l'occasion de la signature d'un accord avec la Société, pour un montant unitaire d'investissement supérieur à 100.000 euros (prime d'émission incluse).</p>	9	18 mois	6 M€ en nominal et 20 M€ pour la partie "Titres de créances" venant s'imputer sur le plafond global prévu à la résolution N° 14	<p><b>Augmentations de capital:</b> Le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L.225-138-II et R.225-114 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, diminuée le cas échéant d'une décote maximale de 30%, après correction de cette moyenne en cas de différence sur les dates de jouissance</p> <p><b>Valeurs mobilières donnant accès au capital:</b> Le prix d'émission sera fixé par le Conseil d'administration de telle manière que les sommes perçues immédiatement par la Société lors de l'émission des valeurs mobilières en cause, augmentées des sommes susceptibles d'être perçues ultérieurement par la Société pour chaque action attachée et/ou sous-jacente aux valeurs mobilières émises, soient au moins égales au prix minimum prévu ci dessus</p>
<p>Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration, à l'effet de décider l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital ou donnant droit à un titre de créance, par voie d'offre visée à l'article L.411-2 1° du Code monétaire et financier et dans la limite de 20% du capital social par an avec suppression du droit préférentiel de souscription sans indication de bénéficiaires</p>	10	26 mois	20% du capital (tel qu'existant à la date de l'opération) par an et 6M€ en nominal et 20 M€ pour la partie "Titres de créances" venant s'imputer sur le plafond global prévu à la résolution N° 14	<p><b>Augmentations de capital:</b> Le prix d'émission des actions nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles L.225-136 1° et R.225-114 du Code de commerce et devra être au moins égal à la moyenne pondérée par les volumes des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, diminuée le cas échéant d'une décote maximale de 30 %, après correction de cette moyenne en cas de différence sur les dates de jouissance, étant toutefois précisé que si lors de l'utilisation de la présente délégation, les actions de la Société étaient admises aux négociations sur un marché réglementé, le prix serait fixé conformément aux dispositions des articles L.22-10-52 et R.22-10-32 du Code de commerce</p> <p><b>Valeurs mobilières donnant accès au capital:</b> Le prix d'émission sera fixé par le Conseil d'administration de telle manière que les sommes perçues immédiatement par la Société lors de l'émission des valeurs mobilières en cause, augmentées des sommes susceptibles d'être perçues ultérieurement par la Société pour chaque action attachée et/ou sous-jacente aux valeurs mobilières émises, soient au moins égales au prix minimum prévu ci dessus</p>
<p>Autorisation donnée au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter, sous condition suspensive de l'Admission, dans la limite de 15% le nombre de titres émis conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce, en application des quatre résolutions précédentes avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription selon le cas</p>	11	26 mois (étant précisé que la présente autorisation devra être mise en œuvre dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription de chaque augmentation de capital décidée dans le cadre d'une des quatre résolutions qui précèdent).	15% de l'émission initiale réalisée en vertu des résolutions N° 7 à 10 et s'imputant sur le plafond global prévu par la résolution N° 14	Même prix que celui retenu pour l'émission initiale réalisée en vertu des résolutions N° 7 à 10
<p>Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue de procéder à des réductions de capital par annulation d'actions</p>	15	18 mois	10% du capital social	
Plafond global				
<p>Fixation du plafond global des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital applicables et de valeurs mobilières représentatives de créances</p>	14		Plafond global de 6 M€ en nominal et 20 M€ pour la partie "Titres de créances" pour les émissions réalisées en vertu des résolutions N° 7 à 13	



### **19.1.3 Actions non représentatives du capital**

Néant.

### **19.1.4 Actions détenues par l'émetteur lui-même**

A la date d'approbation du Document d'enregistrement, la Société ne détient aucune de ses actions et aucune action de la Société n'est détenue par un tiers pour son compte.

L'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires de la Société du 10 mai 2021 a autorisé le conseil d'administration à mettre en œuvre, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'assemblée, un programme de rachat des actions de la Société dans le cadre des dispositions de l'article L. 22-10-62 et suivants du code de commerce et des pratiques de marché admises par l'AMF sous la condition suspensive de la première cotation des actions de la Société sur le marché Euronext Growth Paris.

Les principaux termes de cette autorisation sont les suivants :

Nombre maximum d'actions pouvant être achetées : 10% du nombre total d'actions composant le capital social à quelque moment que ce soit, étant précisé que (i) lorsque les actions seront acquises dans le but de favoriser la liquidité des actions de la Société dans les conditions définies par le règlement général de l'AMF, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite correspondra au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation et (ii) lorsqu'elles le seront en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises ne pourra excéder 5% du nombre total d'actions.

#### **Objectifs des rachats d'actions :**

- ✓ la mise en œuvre de plans d'options d'achat d'actions, de plans d'attribution gratuite d'actions, d'opérations d'actionnariat salarié réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, conformément aux dispositions légales en vigueur, ou d'allocation d'actions au profit des salariés et/ou dirigeants mandataires sociaux de la Société et des sociétés qui lui sont liées ;
- ✓ la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- ✓ leur utilisation dans le cadre de toute opération de couverture des engagements de la Société au titre d'instruments financiers portant notamment sur l'évolution du cours des actions de la Société ;
- ✓ la conservation des actions et leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport ;
- ✓ l'annulation totale ou partielle des actions par voie de réduction du capital social (notamment en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres ou le résultat par action) ;
- ✓ l'animation du marché des actions dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de service d'investissement, en conformité avec la Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- ✓ La mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être autorisée par l'Autorité des Marchés Financiers et, plus généralement, la réalisation de toutes opérations conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**Prix d'achat maximum (hors frais et commission) :** 300% du prix par action retenu dans le cadre de l'introduction en bourse de la Société sur le marché Euronext Growth Paris (tel que ce prix sera mentionné dans le communiqué de la Société relatif aux caractéristiques définitives de l'offre au public d'actions de la Société et de leur admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris).

**Montant maximum des fonds pouvant être consacrés au rachat d'actions :** 3 M€

Les actions ainsi rachetées pourront être annulées.

Il est rappelé qu'à compter de l'inscription des titres de la Société à la cote du marché Euronext Growth Paris, cette dernière sera tenue aux obligations de communication suivantes en matière de rachat d'actions :

Préalablement à la mise en œuvre du programme de rachat autorisé par l'assemblée générale du 10 mai 2021

Publication d'un descriptif du programme de rachat d'actions (diffusion effective et intégrale par voie électronique par un diffuseur professionnel et mise en ligne sur le site Internet de la Société).

Pendant la réalisation du programme de rachat

- ✓ Publication au plus tard le septième jour de négociation suivant la date d'exécution de l'opération par la mise en ligne sur le site Internet de la Société (hors transactions réalisées par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité).
- ✓ Déclarations mensuelles de la Société à l'AMF.
- ✓ Publication semestrielle d'un bilan du contrat de liquidité.

Chaque année

Présentation du bilan de la mise en œuvre du programme de rachat et de l'utilisation des actions acquises dans le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale annuelle.

#### **19.1.5 Valeurs mobilières ouvrant droit à une quote-part de capital**

Néant.

#### **19.1.6 Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option**

Néant.

## **19.2 ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS**

---

### **19.2.1 Objet social (article 2 des statuts de la Société)**

La Société a pour objet directement ou indirectement tant en France qu'à l'étranger :

1. l'achat, la vente et la gestion de participations sociétaires. L'animation, la gestion, la prestation de services et management, le traitement d'informations, pour ou avec toutes entreprises avec lesquelles elle possède des liens ;
2. la prestation de services commerciaux, de marketing et de communication ;
3. conformément aux dispositions de l'article L 511-7 du Code monétaire et financière, procéder à des opérations de trésorerie (prêts, avance en compte courant, cautionnement, etc...) avec des sociétés ayant avec elle, directement ou indirectement, des liens conférents à l'une des sociétés liées un pouvoir de contrôle effectif sur les autres ;
4. ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement.

### **19.2.2 Dispositifs de l'acte constitutif, des statuts, d'une charte ou d'un règlement de l'émetteur qui pourrait avoir pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle**

Les statuts de la Société ne contiennent pas de dispositifs permettant de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle.

### **19.2.3 Franchissements de seuils statutaires**

Les statuts en vigueur à compter du règlement-livraison des actions nouvelles à émettre dans le cadre de l'introduction en bourse instaurent des seuils statutaires. Ainsi, toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui viendrait à détenir ou cesser de détenir un nombre d'actions représentant une fraction égale à 5%, 10%, 15%, 20%, 25%, 30%, 33,33%, 50 %, 66,66%, 90% ou 95% du capital social ou des droits de vote, sera tenue d'en informer la Société au plus tard avant la clôture des négociations du quatrième jour de bourse suivant le jour du franchissement du seuil de participation susvisé, en précisant le nombre d'actions et de droits de vote détenus.

### **19.2.4 Droit de vote double**

A chaque action est attaché un droit de vote.

Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire. La durée d'inscription sous la forme nominative, antérieure à la date d'inscription des actions aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, ne sera pas prise en compte.

## 20 CONTRATS IMPORTANTS

Afin de sécuriser les approvisionnements du Groupe, des contrats annuels ou pluriannuels sont conclus avec l'ensemble des fournisseurs, qu'il s'agisse de tiers ou de sociétés dans lesquelles la Groupe détient une participation minoritaire.

La Groupe considère que ces contrats font partie de l'activité courante du Groupe.

A titre d'information, sont rappelés ci-dessous les principaux termes de l'accord conclu entre SIIM et Tropical Fruit Export (ci-après « TFE »), principal fournisseur de bananes qui est le produit le plus gros contributeur aux ventes du Groupe (moins de 28% du CA consolidé au 30 septembre 2020).

Cet accord a été conclu 31 décembre 2013 pour une durée de 10 ans afin d'organiser les relations commerciales entre les deux parties. Puis, un avenant annuel est conclu chaque année définissant les conditions financières de la campagne pour l'exercice à venir. Le dernier avenant a été conclu le 28 janvier 2021 pour la campagne 2021.

Il est notamment prévu :

- La définition par SIIM d'un cahier des charges fixant notamment des axes qualitatifs produits, le respect de l'itinéraire technique, l'obligation de certification Global Cap, le respect des poids d'emballage ainsi que les conditions de palettisation pour respecter l'intégrité du fruit et les conditions de mise sous température.
- Le respect de ces conditions est systématiquement vérifié à l'arrivée par un contrôleur indépendant qui établit un scoring selon une grille pré établie et enverra son rapport aux parties.
- Des obligations de chaque partie :
  - o Pour SIIM :
    - Acheter les volumes exportés dans les conditions prévues ;
  - o Pour TFE :
    - Exporter dans les quantités et conditions convenues au cahier des charges ;
    - Garantir l'exclusivité de la commercialisation de sa gamme de bananes plantains à SIIM en Europe et de sa gamme de bananes conventionnelles en Europe du Sud, et obtenir l'accord préalable de SIIM pour toute ouverture de clientèle en Europe continentale afin de ne pas cannibaliser les canaux de distribution existants ;
    - S'engager à fournir les volumes accordés chaque année par avenant.

Chaque avenant prévoit pour l'année visée les tonnages et prix accordés par type de bananes.

A défaut de respecter le cahier des charges quant aux critères qualitatifs, la SIIM pourra procéder à des ventes en commission de lots déclassés, au meilleur du marché. Le taux de commission sera alors de 10%.

Cet accord est renouvelable automatiquement sauf résiliation en respectant un délai de préavis de deux mois avant sa date de renouvellement

## 21 DOCUMENTS DISPONIBLES

L'ensemble des documents sociaux de la Société devant être mis à la disposition des actionnaires conformément à la réglementation en vigueur est consultable au siège social de la Société. Le Document d'enregistrement peut également être consulté sur le site Internet de la Société ([www.omerdecugis.com](http://www.omerdecugis.com)) et sur le site Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Pendant la durée de validité du Document d'enregistrement, les documents suivants (ou une copie de ces documents) peuvent être consultés :

- (a) L'acte constitutif et les statuts de la Société ;
- (b) Tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de la Société, dont une partie est incluse ou visée dans le Document d'enregistrement ;
- (c) Les informations financières historiques incluses dans le Document d'enregistrement.

La Société entend communiquer ses résultats financiers conformément aux exigences des lois et réglementations en vigueur. A ce titre, la Société n'entend pas communiquer ses résultats financiers sur une base trimestrielle. A compter de l'admission des actions de la Société aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, l'information réglementée au sens des dispositions du Règlement général de l'AMF sera également disponible sur le site Internet de la Société ([www.omerdecugis.com](http://www.omerdecugis.com)).

**22.1 COMPTES CONSOLIDÉS AUDITÉS RELATIFS AUX EXERCICES CLOS LES 30 SEPTEMBRE 2019 ET 30 SEPTEMBRE 2018**

---

**22.1.1 Exercice clos le 30 septembre 2019**

**22.1.1.1 Comptes consolidés pour l'exercice clos le 30 septembre 2019**

**GROUPE OMER-DECUGIS**

S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6.000.000 €

Siège social : 2 rue de Perpignan - CP 70432 - 94642 RUNGIS

S.I.R.E.N. : 539 616 672 - R.C.S. : CRETEIL

---

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS  
EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019**

## **Cabinet CADERAS MARTIN**

43 rue de Liège  
75008 PARIS

## **Cabinet FOUCAULT**

99 avenue Achille Peretti  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

### **S.A. GROUPE OMER-DECUGIS**

2 rue de Perpignan

CP 70432

94642 RUNGIS

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

### **SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2019**

Aux actionnaires,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la S.A. GROUPE OMER-DECUGIS relatifs à l’exercice clos le 30 septembre 2019, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### **Fondement de l’opinion**

#### ***Référentiel d’audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2018 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d’ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

- La note 4.1 « Ecarts d’acquisition » de l’annexe qui expose les règles relatives à l’évaluation de l’écart de première consolidation.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président du Directoire.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président du Directoire.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Paris, le 14 février 2020.

Neuilly-sur-Seine, le 14 février 2020.

Cabinet CADERAS MARTIN



Alberto ABRANTES

Associé

Cabinet FOUCAULT



Olivier FOUCAULT

Associé

## **ANNEXE**

### **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte les éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

GROUPE OMER DECUGIS SA 2 RUE DE PERPIGNAN

94150 RUNGIS

---

COMPTES CONSOLIDES EXERCICE CLOS AU  
30/09/2019

---

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)

## 1. ETATS FINANCIERS

### 1.1. BILAN CONSOLIDE

Notes	Exercice 2019.09		Exercice 2018.09	
	Valeurs brutes	Amort. prov.	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé	0		0	0
Ecart d'acquisition	4.1	0	0	0
Immobilisations incorporelles	4.2	1 040 121	-11 144	1 028 977
Immobilisations corporelles	4.3	5 762 541	-2 567 954	3 194 587
Immobilisations financières	4.4	7 021 095	-389 385	6 631 710
Titres mis en équivalence		0	0	0
<b>Total Actif Immobilisé</b>		<b>13 823 757</b>	<b>-2 968 483</b>	<b>10 855 274</b>
Stocks et en-cours	4.5	4 653 042		4 653 042
Clients et comptes rattachés	4.6	10 788 894	-47 406	10 741 488
Impôts différés actif	4.7	147 599		147 599
Autres créances et comptes de régularisation	4.8	6 000 977	-292 734	5 708 243
Valeurs mobilières de placement		0	0	0
Disponibilités		550 411		550 411
<b>Total Actif</b>		<b>35 964 680</b>	<b>-3 308 623</b>	<b>32 656 057</b>
Capital			6 000 000	6 000 000
Primes liées au capital			4 158	4 158
Ecart de réévaluation				
Réserves consolidées			4 727 367	3 333 938
Résultat de l'exercice			689 429	1 593 429
<b>Total Capitaux Propres</b>	4.9		<b>11 420 954</b>	<b>10 931 525</b>
Intérêts hors groupe				0
Autres fonds propres				0
Provisions	4.10		452 915	410 131
Emprunts et dettes financières	4.11		6 037 884	7 655 513
Fournisseurs et comptes rattachés	4.12		13 247 765	11 430 338
Impôts différés passifs	4.7		8 493	
Autres dettes et comptes de régularisation	4.13		1 488 046	1 485 848
<b>Total Passif</b>			<b>32 656 057</b>	<b>31 913 355</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

1.2. COMPTE DE RESULTAT CONTRIBUTIF

30/09/2019					
	Chiffre Affaires facturé	Intra- Groupes	Chiffre Affaires consolidé	Ristournes	Chiffre Affaires consolidé net
SIIM	97 612 471	11 427 586	86 184 885	600 731	85 584 154
BRATIGNY	27 177 698	470 232	26 707 466		26 707 466
OD RESSOURCES	601 884	601 884	-		
<b>TOTAL</b>	<b>125 392 053</b>	<b>12 499 702</b>	<b>112 422 119</b>	<b>600 731</b>	<b>112 291 620</b>

30/09/2018					
	Chiffre Affaires facturé	Intra- Groupes	Chiffre Affaires consolidé	Ristournes	Chiffre Affaires consolidé net
SIIM	93 000 552	11 525 292	81 475 260	985 628	80 489 632
BRATIGNY	26 160 837	498 870	25 661 967		25 661 967
<b>TOTAL</b>	<b>119 161 389</b>	<b>12 024 162</b>	<b>107 137 227</b>	<b>985 628</b>	<b>106 151 599</b>

	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat excepetionnel	Résultat part du groupe
GROUPE OMER DECUGIS		748 805	-53 952	-911	467 301
SIIM	85 584 154	-1 328 373	-556 580	2 201 905	261 241
BRATIGNY	26 707 467	78 738	5 174	-71 156	9 585
OD RESSOURCES	601 884	-64 630	-287	-10	-48 698
<b>TOTAL</b>	<b>112 893 505</b>	<b>-565 460</b>	<b>-605 645</b>	<b>2 129 828</b>	<b>689 429</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**1.3. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

	Notes	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Chiffre d'affaires	5.1	112 291 621	106 151 598
Autres produits d'exploitation	5.2	210 978	209 787
Achats consommés	5.3	-104 783 659	-97 875 010
Charges de personnel	5.4	-6 990 327	-5 667 287
Autres charges d'exploitation		-149 567	-13 431
Impôts et taxes		-500 486	-417 239
Dotations aux amortissements et aux provisions	5.5	-644 020	-538 259
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-565 460</b>	<b>1 850 159</b>
Charges et produits financiers	5.6	-605 645	-118 119
<b>Résultat courant des sociétés intégrées</b>		<b>-1 171 105</b>	<b>1 732 040</b>
Charges et produits exceptionnels	5.7	2 129 828	437 889
Impôt sur les bénéfices	5.8	-269 294	-576 500
<b>Résultat net des entreprises intégrées</b>		<b>689 429</b>	<b>1 593 429</b>
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence			0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			0
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>689 429</b>	<b>1 593 429</b>
Intérêts minoritaires			0
<b>Résultat net (part du groupe)</b>		<b>689 429</b>	<b>1 593 429</b>
Nombre d'action		1 000	1 000
Résultat par action		689	1 593
<b>EBITDA CONSOLIDE</b>		<b>152 754</b>	<b>2 488 375</b>



**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

1.4. TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Résultat net total des sociétés consolidées	689 429	1 593 429
Elimination des amortissements et provisions	718 814	637 216
Elimination de la variation des impôts différés	-14 055	51 382
Elimination des plus ou moins values de cession	-2 197 246	-412 706
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence		0
<b>Total marge brute d'autofinancement</b>	<b>-803 058</b>	<b>1 869 321</b>
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation des stocks liée à l'activité	38 218	269 392
Variation des créances clients liées à l'activité	-131 984	4 626 496
Variation des dettes fournisseurs liées à l'activité	1 819 624	-2 096 614
<b>Flux net généré par (affecté à) l'activité</b>	<b>922 800</b>	<b>4 668 595</b>
Acquisition d'immobilisations	-1 192 770	-2 606 146
Cession d'immobilisations	2 566 587	515 000
<b>Total flux net provenant des (affecté aux) investissements</b>	<b>1 373 817</b>	<b>-2 091 146</b>
Dividendes versés par la société mère	-200 000	-200 253
Dividendes versés aux minoritaires		
Augmentations (réductions) de capital		
Emissions d'emprunts (1)	796 936	2 044 786
Remboursements d'emprunts	-1 496 533	-1 272 875
<b>Total flux net provenant du (affecté au) financement</b>	<b>-899 597</b>	<b>571 658</b>
Incidence de la variation des taux de change		
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>1 397 020</b>	<b>3 149 107</b>
Trésorerie d'ouverture	-1 477 899	-4 627 006
Trésorerie de clôture	-80 879	-1 477 899

## 2. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION

### 2.1. DESCRIPTION SYNTHETIQUE DU GROUPE

La société GROUPE OMER-DECUGIS est le holding d'un groupe de sociétés spécialisées dans le négoce de fruits exotiques et de légumes. La principale société opérationnelle du groupe est la société SIIM SAS.

### 2.2. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Création de la société OD RESSOURCES en date du 16 avril 2019. La société mère est GROUPE OMER-DECUGIS, cette filiale est détenue à 100%.

La société SIIM a procédé à la cession du bâtiment principal (C3) en avril 2019, pour un montant total de 3.250 K€. Le prix de cession de 2.450 K€ enregistré en produit exceptionnel correspond à la partie immobilière de la cession. (Compte tenu des amortissements en cours) La cession de la partie mobilière sera constatée dans l'exercice suivant.

La société BRATIGNY, a vendu le Périscope en mai 2019 pour 85 K€.

### 2.3. REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du groupe sont établis conformément aux règles et principes comptable en vigueur en France. Les dispositions du règlement 99-02 du Comité de Réglementation Comptable, homologué le 29 avril 1999, sont appliquées.

### 2.4. MODALITES DE CONSOLIDATION

Conformément au règlement 99.02 du CRC, les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont le groupe contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des voix, à l'exclusion des sociétés ne présentant pas, par leur taille, un caractère significatif, tant par le chiffre d'affaires que par le total bilan qu'elles représentent par rapport au total de l'ensemble consolidé.

Les comptes des sociétés sur lesquelles GROUPE OMER-DECUGIS exerce, directement ou indirectement, de droit ou de fait, un contrôle exclusif sont consolidés par intégration globale.

Le cas échéant, les sociétés contrôlées conjointement par plusieurs actionnaires sont intégrées proportionnellement, au pourcentage de contrôle.

Le cas échéant, les sociétés dans lesquelles GROUPE OMER-DECUGIS exerce une influence notable, présumée lorsque la détention est supérieure ou égale à 20% du capital, sont mises en équivalence.

Les produits et charges des filiales acquises ou cédées en cours d'exercice sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé à compter de la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

### **Modalités de consolidation**

**La méthode d'intégration globale appliquée** consiste à substituer, dans le bilan de la société mère au coût d'acquisition des titres de participation détenus, l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés. A cette occasion, les intérêts minoritaires sont isolés des capitaux propres correspondant aux intérêts de la société consolidante.

**La méthode d'intégration proportionnelle** consiste à substituer, dans le bilan de la société mère au coût d'acquisition des titres de participation détenus, la fraction représentative des intérêts de la société détentrice dans les éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés.

**La mise en équivalence** consiste à substituer dans le bilan de la société mère au coût d'acquisition des titres, la quote-part de capitaux propres qu'ils représentent dans les sociétés consolidées. La différence est portée dans les capitaux propres de la société mère.

### **Dates de clôture**

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 30 septembre de chaque année.

## **2.5. METHODES ET REGLES D'EVALUATION**

### **A. Changement de méthode comptable**

Aucun changement de méthodes comptables n'est intervenu au cours de l'exercice.

### **B. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'entrée. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation de l'actif :

Licence-Logiciel

1 à 3 ans en linéaire

Les frais de développement sont comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### **C. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. L'amortissement est calculé de manière linéaire ou dégressive sur la durée d'utilisation de l'actif :

Construction	20 à 25 ans en linéaire
Agencements et installations	10 à 20 ans en linéaire
Matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans en linéaire
Matériel et outillage	5 à 10 ans en linéaire
Matériel industriel	1 à 10 ans en linéaire
Matériel informatique	1 à 5 ans en linéaire
Matériels de transport	4 à 5 ans en linéaire

### **D. Contrats de location-financement**

Les opérations réalisées au moyen d'un contrat de location financement dont la valeur d'origine est jugée significative, sont retraitées selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine au contrat.

Les immobilisations relatives aux contrats de location financement sont amorties sur la durée de souscription des contrats ; lesquelles sont relativement cohérentes avec les durées d'amortissement pratiquées pour les immobilisations acquises en pleine propriété. La dette financière correspondante figure au passif du bilan et fait l'objet d'une charge financière.

### **E. Immobilisations financières**

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition et sont, si nécessaire, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle.

### **F. Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement reçues sont comptabilisées en moins des immobilisations.

### **G. Stocks**

La valeur brute des stocks comprend le prix d'achat et les frais accessoires : frais de douane, transport, emballage. Les stocks sont valorisés selon la méthode « premier entré premier sorti ».

Les marchandises font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à leur prix d'acquisition ou de revient. Au cas par cas, certaines marchandises invendables peuvent faire l'objet d'une dépréciation totale.

### **H. Créances et dettes**

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

## **I. Opérations en devises**

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises sont converties :

- sur la base du taux de change de clôture pour les opérations non couvertes,
- sur la base de taux de couverture à terme pour les opérations couvertes.

Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en résultat financier.

## **J. Valeurs mobilières de placement**

Le cas échéant, les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure. Dans le cas où leur valorisation à la date de clôture fait apparaître une moins-value globale par catégorie de titres, une provision pour dépréciation est comptabilisée à due concurrence.

## **K. Engagements de retraite et prestations assimilées**

Les retraitements effectués concernent uniquement les sociétés françaises. La méthode retenue pour le calcul de l'engagement retraite est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Les évaluations sont faites à partir de la norme IAS19 qui évalue la valeur actuelle probable du passif social année par année en considérant que chaque année de service donne droit à une unité de prestation supplémentaire sur la base du salaire de fin de carrière et des droits acquis au terme.

Les calculs sont effectués en fonction des critères de la Convention Collective du commerce de gros à laquelle nous sommes rattachés. Chaque salarié entrant dans la société est inclus dans ces calculs jusqu'au jour de son départ :

- soit en départ en retraite : dans ce cas, il touchera l'indemnité de fin de carrière décrite ci-dessous ;
- soit en cas de départ pour une autre raison : les informations le concernant seront alors supprimées car elles n'auront plus de raison d'être ;
- les calculs sont effectués sur la base d'un temps de présence en année pleine.

Cette ancienneté étant calculée comme si le salarié était resté en fonction jusqu'à l'âge de 65 ans.

Les critères retenus pour les calculs en 2019 sur les sociétés françaises sont les suivants :

- Taux de revalorisation annuel de salaire : 1,5%
- Table de mortalité réglementaire : INSEE 2018
- Taux de rotation utilisé : faible
- Taux d'actualisation : 0,47%
- Départ volontaire des salariés

L'engagement estimé ne fait pas l'objet d'une provision au passif dans les comptes sociaux. Cette provision est comptabilisée dans les comptes consolidés.

## **L. Impôts exigibles et différés**

Les impôts différés sont déterminés selon la conception étendue et la méthode du report variable au taux d'impôt en vigueur à la clôture de l'exercice.

Ont été comptabilisées les impositions résultant de :

- décalages temporaires entre comptabilité et fiscalité ;
- retraitements et éliminations imposés par la consolidation ;
- déficits fiscaux reportables et dont l'imputation sur des bénéfices futurs est probable.

## **M. Résultat exceptionnel**

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes du groupe.

## **N. Résultat par action**

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat de la période par le nombre d'actions émises.

## **3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

Les entreprises sont consolidées sur la base de leurs comptes sociaux retraités pour être mis en conformité avec les principes comptable retenus par le Groupe.

		Exercice 2019.09			Exercice 2018.09		
		Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
GROUPE OMER DECUGIS	2, rue de Perpignan CP 74432 94942 Rungis Cedex	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
SIIM SAS	2 - 16, rue de Perpignan CP 74432 94942 Rungis Cedex	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
BRATIGNY SAS	69, rue de Châteaurenard M.I.N. 94150 Rungis 28170	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG
OD RESSOURCES	2, rue de Perpignan CP 74432 94942 Rungis Cedex	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%	IG

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

ME : Mise en équivalence

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)

## 4. DETAIL DES COMPTES DU BILAN

### 4.1. ECARTS D'ACQUISITION

	BRATIGNY	SIIM	Ecart
Capitaux propres	896 589	3 206 271	4 102 860
Titres à l'actif	-243 394	-1 491 384	-1 734 778
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>653 195</b>	<b>1 714 887</b>	<b>2 368 082</b>

Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 99-02, lorsque la valorisation des filiales à la date historique de leur prise de contrôle n'est pas connue, l'écart de première consolidation correspond à la différence entre la valeur comptable des titres chez la société consolidante et la part des capitaux propres des sociétés consolidées à la date de l'établissement des premiers comptes consolidés. Cet écart est porté au passif du premier bilan consolidé, dans les réserves consolidées.

A l'ouverture des premiers comptes consolidés du 30 septembre 2014 du GROUPE OMER-DECUGIS, l'écart de première consolidation s'élève à 2.368 K€.

### 4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Exercice 2018.09	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Exercice 2019.09
Concessions, brevets & droits similaires	13 600				13 600
Logiciels	55 105		-55 105		0
Fonds commercial	893 874				893 874
Autres immobilisations incorporelles	715 353		-582 706		132 647
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>1 677 932</b>	<b>0</b>	<b>-637 811</b>	<b>0</b>	<b>1 040 121</b>
Amt/Dép. Logiciel	-55 105		55 105		0
Amt/Dép. fonds commercial					0
Amt/Dép. autres immos incorp.	-474 989	-36 604	500 449		-11 144
<b>Total Amt/dép. immobilisations incorporelles</b>	<b>-530 094</b>	<b>-36 604</b>	<b>555 554</b>	<b>0</b>	<b>-11 144</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>1 147 838</b>	<b>-36 604</b>	<b>-82 257</b>	<b>0</b>	<b>1 028 977</b>



**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)

#### 4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles (en pleine propriété et en location financement) se détaillent comme suit :

	Exercice 2018.09	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Exercice 2019.09
Installations tech, matériel & outillage	1 551 408	112 792	-340 252	71 825	1 395 773
Matériel de transport	167 433		-167 433		0
Matériel informatique et bureau	433 155	2 155	-184 672	20 601	271 239
Immobilisations corporelles en cours	763 328	40 234	-22 943	-106 600	674 019
Autres immobilisations corporelles	4 017 503	255 442	-1 817 777	18 265	2 473 433
Avances et acomptes	514 906	437 262		-4 091	948 077
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>7 447 733</b>	<b>847 885</b>	<b>-2 533 077</b>	<b>0</b>	<b>5 762 541</b>
Amt/Dép. Matériel transport	-167 432		167 432		0
Amt/Dép. Matériel informatique et bureau	-297 175	-39 140	184 224		-152 091
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	-708 424	-183 718	281 526		-610 616
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	-3 033 077	-416 568	1 644 398		-1 805 247
<b>Total Amt/dép. immobilisations corporelles</b>	<b>-4 206 108</b>	<b>-639 426</b>	<b>2 277 580</b>	<b>0</b>	<b>-2 567 954</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>3 241 625</b>	<b>208 459</b>	<b>-255 497</b>	<b>0</b>	<b>3 194 587</b>

#### 4.4. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Exercice 2018.09	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Autres variations	Exercice 2019.09
Titres de participation	6 297 867				6 297 867
Créances rattachées à des participations	0				0
Prêts, cautionnements et autres créances - non courants	350 764	404 051	-31 587		723 228
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>6 648 631</b>	<b>404 051</b>	<b>-31 587</b>	<b>0</b>	<b>7 021 095</b>
Dépréciations des prêts		-389 385			-389 385
Dépréciations des créances rattachées					0
<b>Total Dép. immobilisations financières</b>	<b>0</b>	<b>-389 385</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-389 385</b>
<b>Total Valeur Nette</b>	<b>6 648 631</b>	<b>14 666</b>	<b>-31 587</b>	<b>0</b>	<b>6 631 710</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**4.5. STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION**

	Montant Brut	Dépréciation	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Marchandises	4 653 042		4 653 042	4 691 264
<b>Total</b>	<b>4 653 042</b>	<b>0</b>	<b>4 653 042</b>	<b>4 691 264</b>

**4.6. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES**

	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	5 ans et plus	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Clients et comptes rattachés	10 788 894			10 788 894	10 582 430
Dép. clients et comptes rattachés	-47 406			-47 406	-122 200
<b>Total clients et comptes rattachés</b>	<b>10 741 488</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 741 488</b>	<b>10 460 230</b>

**4.7. IMPOTS DIFFERES**

	Exercice 2018.09	Incidence résultat	Variations des cours de change	Autres variations	Exercice 2019.09
Impôts différés - actif	125 050	22 549			147 599
Impôts différés - passif	0	8 493			8 493
<b>Solde net d'impôt différé</b>	<b>125 050</b>	<b>14 056</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>139 106</b>
Id / différences temporaires	24 053	5 747			29 800
Id / annulation provisions réglementées	-14 427	-5 721			-20 148
Id / élimination des résultats internes	583	518			1 101
Id / retraitement des engagements de retraite	114 841	10 696			125 537
Id / retraitement du crédit-bail locataire		84			84
Activation de reports déficitaires		2 732			2 732
<b>Total impôt différé par nature</b>	<b>125 050</b>	<b>14 056</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>139 106</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**4.8. AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION**

	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Avances et acomptes versés	3 022 345	4 198 540
Fournisseurs débiteurs (RRR et autres avoirs)	191 728	44 581
Créances sociales	18 755	9 259
Créances fiscales	536 301	616 902
Créances fiscales (IS)	358 583	385 922
Comptes courants		
Autres créances	1 862 086	494 942
Provision pour dépréciation	-292 734	-292 733
Charges constatées d'avance	11 179	10 718
<b>Total autres créances et comptes de régularisation</b>	<b>5 708 243</b>	<b>5 468 131</b>

**4.9. CAPITAUX PROPRES ET INTERETS MINORITAIRES**

	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2018.09	6 000 000	4 158	3 333 938	1 593 429	10 931 525	0	10 931 525
Affectation du résultat de l'exercice N-1			1 593 429	-1 593 429	0		0
Dividendes versés			-200 000		-200 000		-200 000
Augmentation de capital					0		0
Variation de l'auto-contrôle					0		0
Changement de méthodes comptables					0		0
Variation des taux de change					0		0
Résultat de la période				689 429	689 429		689 429
Autres mouvements					0		0
<b>Situation à la clôture de l'exercice 2019.09</b>	<b>6 000 000</b>	<b>4 158</b>	<b>4 727 367</b>	<b>689 429</b>	<b>11 420 954</b>	<b>0</b>	<b>11 420 954</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)

#### 4.10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Exercice 2018.09	Dotations	Reprises	Autres variations	Exercice 2019.09
Provisions pour litiges - non courant					0
Autres provisions pour risques - courant					0
<b>Total Provisions pour risques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provisions pour pensions et retraites - non courant	410 131	89 303	-46 519		452 915
<b>Total Provisions pour charges</b>	<b>410 131</b>	<b>89 303</b>	<b>-46 519</b>	<b>0</b>	<b>452 915</b>
<b>Total Provisions</b>	<b>410 131</b>	<b>89 303</b>	<b>-46 519</b>	<b>0</b>	<b>452 915</b>

#### 4.11. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	Exercice 2018.09	Augmentation	Remb.	Autres variations	Exercice 2019.09
Emprunts obligataires					0
Emprunts auprès établis. de crédit	4 674 086	819 645		-1 284 022	4 209 709
<b>Total Dettes financières MLT</b>	<b>4 674 086</b>	<b>819 645</b>	<b>0</b>	<b>-1 284 022</b>	<b>4 209 709</b>
<u>Dont Crédit-Bail</u>		59 166	-9 521		49 645
Emprunts auprès établis. de crédit	1 357 679		-1 471 752	1 284 022	1 169 949
Autres emprunts et dettes assimilées	0				0
Intérêts courus sur emprunts - courant					0
Concours bancaires (dettes)	1 608 488		-977 198		631 290
Intérêts courus non échus - Trésorerie passive	15 260	26 936	-15 260		26 936
<b>Total Dettes financières CT</b>	<b>2 981 427</b>	<b>26 936</b>	<b>-2 464 210</b>	<b>1 284 022</b>	<b>1 828 175</b>
<b>Total Emprunts et dettes financières</b>	<b>7 655 513</b>	<b>846 581</b>	<b>-2 464 210</b>	<b>0</b>	<b>6 037 884</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**DETTES PAR ECHEANCES**

Dettes par échéance	< à 1 an	2 ans	3 ans	4 ans	+ 5 ans	30/09/2019	30/09/2018
Emprunts auprès établis. de crédit	1 184 481	4 174 903	15 152	5 122		5 379 658	6 031 765
Concours bancaires	631 200					631 200	1 608 488
Intérêts courus sur emprunts	26 936					26 936	15 260
	1 842 617	4 174 903	15 152	5 122		6 037 794	7 655 513

**4.12. FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES**

	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	5 ans et plus	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Fournisseurs	10 449 355			10 449 355	8 405 130
Factures non parvenues	2 798 410			2 798 410	3 025 208
Total fournisseurs et comptes rattachés	13 247 765	0	0	13 247 765	11 430 338

**4.13. AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION**

	Moins de 1 an	de 1 à 5 ans	5 ans et plus	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Dettes fiscales	736 441			736 441	821 839
Dettes sociales	751 281			751 281	656 407
Autres dettes				0	7 602
Clients avances et acomptes reçus	324			324	0
Total autres dettes et comptes de régularisation	1 488 046	0	0	1 488 046	1 485 848

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

## 5. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

### 5.1. CHIFFRE D’AFFAIRES

	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Production vendue de services	0	31 389
Ventes de marchandises	112 876 816	107 115 139
Management fees	25 697	0
Rabais, remises, ristournes accordées par l'entreprise	-610 892	-994 930
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>112 291 621</b>	<b>106 151 598</b>

En euros	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
France	79 495 024	78 768 508
Export	32 796 597	27 383 090
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>112 291 621</b>	<b>106 151 598</b>

### 5.2. DETAIL DES AUTRES PRODUITS D’EXPLOITATION

	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Subventions d'exploitation	73 397	39 963
Transferts de charges d'exploitation	131 537	0
Autres produits	6 044	169 824
<b>Total autres produits d'exploitation</b>	<b>210 978</b>	<b>209 787</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**5.3. ACHATS CONSOMMES**

<b>En euros</b>	<b>Exercice 2019.09</b>	<b>Exercice 2018.09</b>
Achat matières premières et autres appro	4 146 976	4 304 456
Variation de stock de marchandises	38 218	269 392
Achats non stockés de matières et fournitures	582 635	699 801
Achats de marchandises	74 518 439	68 925 374
Intérim et sous traitance	1 152 778	1 367 706
Locations et charges locatives	869 145	891 513
Entretiens et réparations	351 800	385 413
Primes d'assurance	337 683	311 459
Divers	11 457	6 888
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	968 141	829 119
Publicités	393 351	292 161
Mécénat	150 148	75 664
Transports	20 534 172	18 788 399
Déplacements missions	481 118	443 466
Frais postaux et télécommunication	119 055	137 886
Services bancaires	82 470	87 738
Autres charges externes	46 073	58 575
<b>TOTAL</b>	<b>104 783 659</b>	<b>97 875 010</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**5.4. DETAIL DES CHARGES DE PERSONNEL**

	<b>Exercice 2019.09</b>	<b>Exercice 2018.09</b>
Rémunérations du personnel	4 943 993	4 046 465
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	2 046 334	1 620 822
<b>Total charges de personnel</b>	<b>6 990 327</b>	<b>5 667 287</b>
Effectif moyen	121	115
Salaire moyen par individu (en KEuros)	41	35

**5.5. VARIATION NETTE DES AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS**

	<b>Exercice 2019.09</b>	<b>Exercice 2018.09</b>
Dot./amt. & dép. immo. incorporelles	0	-36 604
Dot./amt. & dép. immo. corporelles	-676 030	-634 173
Dot. aux prov. d'exploitation	-89 303	0
Dot./dép. des actifs circulants	-47 405	-76 206
Rep./dép. des créances (actif circulant)	122 199	175 163
Rep./provisions d'exploitation	46 519	33 561
<b>Total variations nettes des amt. et dép.</b>	<b>-644 020</b>	<b>-538 259</b>

**5.6. RESULTAT FINANCIER**

	<b>Exercice 2019.09</b>	<b>Exercice 2018.09</b>
Charges d'intérêts sur emprunt	-237 233	-233 691
Autres charges et produits financiers	9 589	7 811
Produits nets sur cession de VMP		14
Gains de change sur autres dettes et créances - réalisés	11 385	107 747
Dot & Rep sur prov financières	-389 386	
<b>Total charges et produits financiers</b>	<b>-605 645</b>	<b>-118 119</b>



**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**5.7. RESULTAT EXCEPTIONNEL**

	<b>Exercice 2019.09</b>	<b>Exercice 2018.09</b>
Plus value sur cession d'immobilisation	2 282 177	412 706
Produits de cession de titres		0
Charges et prod. excep. s/ exercices antérieurs		0
Autres charges et produits exceptionnels	-152 349	25 183
<b>Total charges et produits exceptionnels</b>	<b>2 129 828</b>	<b>437 889</b>

Les produits exceptionnels de l'exercice 2019 sont essentiellement liées à la vente du bâtiment principal (C3) en avril 2019 pour la société SIIM, le prix de cession est de 2.450 K€.

**5.8. IMPOT SUR LES BENEFICES**

	<b>Exercice 2019.09</b>	<b>Exercice 2018.09</b>
Impôts différés	14 055	-51 382
Impôt exigible	-283 349	-525 118
<b>Total impôt sur les bénéfices</b>	<b>-269 294</b>	<b>-576 500</b>

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**5.9. PREUVE D'IMPOT**

	<b>Exercice 2019.09</b>	<b>Exercice 2018.09</b>
Résultat net consolidé	689 429	1 593 429
IS exigible	-283 349	-525 118
Impôts différé (Produits/Charges)	14 055	-51 382
Charges d'impôt réelle comptabilisée	-269 294	-576 500
<b>Résultat consolidé avant impôt</b>	<b>958 723</b>	<b>2 169 929</b>
<i>Taux d'impôt normal de la société mère</i>	25,00%	28,00%
<b>Différence à expliquer</b>	<b>-29 613</b>	<b>31 080</b>
Différences permanentes	53 602	-2 328
Activation ou désactivation de reports déficitaires		
Utilisation déficit antérieur		
Création de déficit		
Impact intégration fiscale, création/imputation déficit		
Différence de taux; création/consommation de déficit		
Crédits d'impôts mécénat	-90 811	-168 284
Impact changement de taux	66 176	139 532
Abandon de créances et autres déductions		
Quote part de résultat des SME		
Imposition au taux réduit		
Provision créances filiales		
Autres	646	
<b>Total des explications</b>	<b>29 613</b>	<b>-31 080</b>

Pour mémoire, la loi de finances 2017 a modifié le taux d'impôt sur les sociétés en France avec un abaissement progressif sur 5 ans du taux normal de 33,33% à 28% puis à 25% à compter du 1er janvier 2022. La société a valorisé ses impôts différés en fonction du rythme d'imputation futur et a retenu le taux à moyen terme de 25%.

## 6. AUTRES INFORMATIONS ANNEXES

### 6.1. EFFECTIF MOYEN

	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
France	121	115
Etranger		
<b>Total Effectif</b>	<b>121</b>	<b>115</b>

### 6.2. ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Au 30/09/2019 le montant total de l'engagement de retraite s'élève à 452.913€ :

- Pour GROUPE OMER DECUGIS, il s'élève à 37.735€.
- Pour S.I.I.M SAS, il s'élève à 189.178€.
- Pour OD RESOURCES SAS, il s'élève à 53.666€.
- Pour BRATIGNY SAS, il s'élève à 172.334€.

Aucune de ces sociétés n'a souscrit d'assurance particulière couvrant partiellement ce risque.

### 6.3. HONORAIRES D'AUDIT

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes dans le cadre des missions d'audit légal des comptes annuels des sociétés consolidées et de l'audit légal des comptes consolidés s'élève à 72 K€ au titre de l'exercice clos au 30 septembre 2019.

### 6.4. INFORMATIONS SUR LES SOCIETES LIEES

Les informations sur les entreprises liées sont données lorsque des opérations sont conclues avec des entreprises liées qui ne sont pas consolidées par intégration globale ou proportionnelle. Conformément au règlement ANC 2010-05, les informations sur les parties liées sont données lorsqu'il s'agit de transactions présentant une importance significative et non conclues à des conditions normales. Les transactions conclues par les sociétés consolidées n'entrent pas dans ces champs d'application.

**Etat financiers consolidés au 30 septembre 2019**  
*(Indications chiffrés en euros sauf indication contraire)*

**6.5. REMUNERATION DES DIRIGEANTS**

Au 30/09/2019, les rémunérations du Président du Directoire et du Président du Conseil de Surveillance s'élèvent respectivement à 296.477€ et 44.523€.

**6.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Engagements reçus	Exercice 2019.09	Exercice 2018.09
Avals et cautions (reçus)	167 500	184 392
Autres engagements reçus	0	25 373
<b>Total Effectif</b>	<b>167 500</b>	<b>209 765</b>

**6.7. EVENEMENT POST-CLOTURE**

Le GROUPE OMER-DECUGIS a signé en date du 31/12/2019 le rachat de COICAULT THOMAS, filiale de la coopérative de production LES VERGERS D'ANJOU et poursuit ainsi le développement de son activité de grossiste sur le Marché de Rungis.

La société SIIM procède en ce début d'exercice à l'installation des équipements de sa nouvelle plateforme I1 livrée le 01/10/2019 par la Semmaris.

**GROUPE OMER-DECUGIS**

S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6.000.000 €

Siège social : 2 rue de Perpignan - CP 70432 - 94642 RUNGIS

S.I.R.E.N. : 539 616 672 - R.C.S. : CRETEIL

---

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 30 septembre 2019**

**Cabinet CADERAS MARTIN**

43 rue de Liège  
75008 PARIS

**Cabinet FOUCAULT**

99 avenue Achille Peretti  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

**S.A. GROUPE OMER-DECUGIS**

2 rue de Perpignan

CP 70432

94642 RUNGIS

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 30 septembre 2019**

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

#### **Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L. 225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance :

#### **➤ Redevance de la société SIIM :**

**Associés concernés :** Louis OMER-DECUGIS, Vincent OMER-DECUGIS

**Nature et objet :** Convention d'assistance

**Modalités :** Les redevances versées par la société SIIM s'élèvent à 1.850.000 € au 30 septembre 2019 correspondent à une rémunération fixe prévue par la nouvelle convention d'assistance signée le 1<sup>er</sup> octobre 2018. Cette convention a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 et est conclue pour une année.

#### **➤ Redevance de la société BRATIGNY :**

**Associés concernés :** Louis OMER-DECUGIS, Vincent OMER-DECUGIS

**Nature et objet :** Convention d'assistance

**Modalités :** Les redevances versées par la société BRATIGNY s'élèvent à 250.000 € au 30 septembre 2019 correspondent à une rémunération fixe prévue par la nouvelle convention d'assistance signée le 1<sup>er</sup> octobre 2018. Cette convention a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 et est conclue pour une année.

➤ **Redevance de la société OD RESSOURCES :**

**Associé concerné :** Vincent OMER-DECUGIS

**Nature et objet :** Convention d'assistance

**Modalités :** Les redevances versées par la société OD RESSOURCES s'élèvent à 100.000 € au 30 septembre 2019 correspondent à une rémunération fixe prévue par la nouvelle convention d'assistance signée le 1<sup>er</sup> octobre 2018. Cette convention a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018 et est conclue pour une année.

**CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvés par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris, le 14 février 2020.

Neuilly-sur-Seine, le 14 février 2020.

Cabinet CADERAS MARTIN

A stylized blue ink signature of Alberto ABRANTES, featuring a large, sweeping initial 'A' followed by several loops and a long horizontal stroke.

Alberto ABRANTES

Associé

Cabinet FOUCAULT

A blue ink signature of Olivier FOUCAULT, with a cursive style where the first name 'Olivier' is more prominent and the last name 'FOUCAULT' is written in a more structured, slightly slanted manner.

Olivier FOUCAULT

Associé



**22.1.2 Exercice clos le 30 septembre 2018**

**22.1.2.1 Comptes consolidés pour l'exercice clos le 30 septembre 2018**

**SA OMER-DECUGIS ET FILS**  
**2 rue de Perpignan**  
**CP 70432**  
**94642 RUNGIS**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES CONSOLIDES**  
**EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

**Cabinet FOUCAULT**  
99 avenue Achille Peretti  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

**Cabinet CADERAS MARTIN**  
43 rue de Liège  
75008 PARIS

**OMER-DECUGIS ET FILS**  
2 rue de Perpignan  
CP 70432  
94642 RUNGIS

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

**EXERCICE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018**

Aux actionnaires,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société OMER-DECUGIS ET FILS relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne :

- La note 7 « Ecart d'acquisition » de l'annexe qui expose les règles relatives à l'évaluation de l'écart de première consolidation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

**Vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

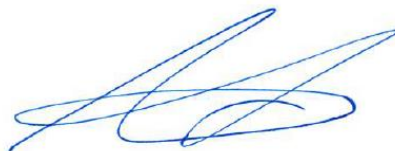
Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 1<sup>er</sup> février 2019.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 2019.

**Les Commissaires aux Comptes,****Cabinet FOUCAULT**

Olivier FOUCAULT  
Associé

**Cabinet CADERAS MARTIN**

Alberto ABRANTES  
Associé

**ANNEXE****DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES****DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte les éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

## BILAN CONSOLIDE

En Euros	Notes	Brut	Amortissements Provisions	30/09/2018 Net	30/09/2017 Net
<b>Actif immobilisé</b>		<b>15 774 296</b>	<b>4 736 202</b>	<b>11 038 094</b>	<b>9 205 019</b>
Ecarts d'acquisition	6.			0	0
Capital souscrit Non appelé				0	0
Immobilisations incorporelles	7.	1 677 932	530 094	1 147 838	1 184 442
Immobilisations corporelles	8.	7 447 733	4 206 108	3 241 625	2 423 413
Immobilisations financières	9.	6 648 631		6 648 631	5 597 164
Titres mis en équivalence				0	0
<b>Actif circulant</b>		<b>21 290 194</b>	<b>414 933</b>	<b>20 875 261</b>	<b>26 685 985</b>
Stocks et en-cours	10.	4 691 261		4 691 261	4 960 653
Clients et comptes rattachés	11.	10 582 430	122 200	10 460 230	13 502 769
Autres créances et comptes de régularisation	12.	5 760 864	292 733	5 468 131	7 052 088
Impôts différés actif	13.	125 050		125 050	176 432
Disponibilités	14.	130 589		130 589	994 043
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>37 064 490</b>	<b>5 151 135</b>	<b>31 913 355</b>	<b>35 891 004</b>

En Euros	Notes		30/09/2018	30/09/2017
<b>Capitaux propres (part du groupe)</b>		<b>10 931 525</b>	<b>10 931 525</b>	<b>9 538 095</b>
Capital social		6 000 000	6 000 000	5 000 000
Prime d'émission		4 158	4 158	4 158
Réserves consolidées	6.	3 333 938	3 333 938	3 114 061
Ecart conversion Capitaux Propres				
Report à nouveau				
Résultat part du groupe		1 593 429	1 593 429	1 419 876
<b>Capitaux propres (part des minoritaires)</b>			<b>0</b>	<b>0</b>
Résultat et réserves des minoritaires				
<b>Autres Fonds Propres</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>	15.	<b>410 131</b>	<b>410 131</b>	<b>443 692</b>
<b>Dettes</b>		<b>20 571 699</b>	<b>20 571 699</b>	<b>25 909 216</b>
Emprunts et dettes financières	16.	7 655 513	7 655 513	10 896 163
Fournisseurs et comptes rattachés	17.	11 430 338	11 430 338	13 524 841
Impôts différés passif	13.			
Autres dettes et comptes de régularisation	18.	1 485 848	1 485 848	1 488 212
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>31 913 356</b>	<b>31 913 355</b>	<b>35 891 004</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En Euros	Notes	30/09/2018	30/09/2017
Chiffres d'affaires	1.	106 151 598	104 246 989
Autres produits d'exploitation		209 787	2 374 891
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>106 361 385</b>	<b>106 621 880</b>
Achats consommés		-97 875 010	-99 098 347
Charges de personnel	2.	-5 667 287	-5 283 558
Autres charges d'exploitation		-13 431	-52 836
Impôts et taxes		-417 239	-343 073
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes		-538 259	-338 891
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>-104 511 226</b>	<b>-105 116 705</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 850 159</b>	<b>1 505 175</b>
Résultat financier	3.	-118 119	-100 317
<b>Résultat courant des entreprises intégrées</b>		<b>1 732 040</b>	<b>1 404 858</b>
Résultat exceptionnel	4.	437 889	474 629
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>		<b>2 169 929</b>	<b>1 879 487</b>
Impôts sur les résultats	5.	-576 500	-459 611
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>		<b>1 593 429</b>	<b>1 419 876</b>
Résultat des sociétés mises en équivalence			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>1 593 429</b>	<b>1 419 876</b>
Intérêts des minoritaires			
<b>Résultat net Part du groupe</b>		<b>1 593 429</b>	<b>1 419 876</b>
Nombre d'actions		1 000	1 000
Résultat par action		1 593,43	1 419,88
<b>EBITDA CONSOLIDE</b>		<b>2 488 375</b>	<b>2 169 053</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONTRIBUTIF

	<b>Chiffres d'affaires</b>	<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>Résultat financier</b>	<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>Résultat part du groupe</b>	<b>Effectif au 30/09/2018</b>
ODF	0	1 801 256	-56 271	1 139	1 169 353	15
SIIM	80 489 631	279 757	-65 332	-31 785	247 201	65
BRATIGNY	25 661 967	-230 854	3 484	468 535	176 876	35
<b>TOTAL</b>	<b>106 151 598</b>	<b>1 850 159</b>	<b>-118 119</b>	<b>437 889</b>	<b>1 593 429</b>	<b>115</b>

sept-18					
	CA facturé	IG	CA consolidé	Ristournes	CA consolidé net
SIIM	93 000 552	11 525 292	81 475 260	985 628	80 489 632
Bratigny	26 160 837	498 870	25 661 967		25 661 967
<b>Total</b>	<b>119 161 389</b>	<b>12 024 162</b>	<b>107 137 227</b>	<b>985 628</b>	<b>106 151 599</b>
sept-17					
	CA facturé	IG	CA consolidé	Ristournes	CA consolidé net
SIIM	93 693 192	10 009 347	83 683 845	929 034	82 754 811
Bratigny	23 655 554	2 640 316	21 498 843	6 665	21 492 178
<b>Total</b>	<b>117 348 745</b>	<b>12 649 663</b>	<b>105 182 688</b>	<b>935 699</b>	<b>104 246 989</b>



## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En Euros	30/09/2018	30/09/2017
<b>OPERATIONS D' EXPLOITATION</b>		
Résultat net consolidé part du groupe	1 593 429	1 419 876
Part des minoritaires		
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation:	275 892	321 354
<i>Dérive de résultat + pertes et profits de dilution</i>		
<i>Amortissements et provisions</i>	637 216	343 877
<i>Résultat sur cession / sortie d' actifs net</i>	-412 706	0
<i>Impôts différés</i>	51 382	-22 523
<i>Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence</i>	-	-
<b>Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées</b>	<b>1 869 321</b>	<b>1 741 230</b>
Variation du besoin en fonds de roulement liée à l'activité :	2 799 274	-5 894 038
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>4 668 595</b>	<b>-4 152 808</b>
<b>OPERATIONS D' INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations	-2 606 146	-6 913 546
Cession d'immobilisations	515 000	549 855
Incidence des variations de périmètre	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>-2 091 146</b>	<b>-6 363 691</b>
<b>OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-200 253	-200 000
Remboursement de compte courant	-	-199 744
Emissions d'emprunts	2 044 786	5 034 735
Remboursements d'emprunts	-1 272 875	-646 114
Variations ICNE	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>571 658</b>	<b>3 988 877</b>
Incidence des variations des cours de devises	-	-
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>3 149 107</b>	<b>-6 527 622</b>
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	<i>-4 627 006</i>	<i>1 900 616</i>
<i>Trésorerie à la clôture</i>	<i>-1 477 899</i>	<i>-4 627 006</i>

## VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En Euros	Capital social	Primes d'émission	Ecart de conversion	Réserves consolidées *	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux totaux
							0
Situation au 30/09/2017	5 000 000	4 158	0	4 533 937	9 538 095	0	9 538 095
Changement de méthode							0
Augmentation de capital	1 000 000				1 000 000		1 000 000
Distribution de dividendes				-199 999	-199 999	0	-199 999
Ecart de conversion				0	0	0	0
Variation de l'autocontrôle							0
Autres variations				0	0		0
Résultat de l'exercice				1 593 429	1 593 429	0	1 593 429
Boni de fusion							0
Autres variations				-1 000 000	-1 000 000	0	-1 000 000
							0
							0
Situation au 30/09/2018	6 000 000	4 158	0	4 927 367	10 931 525	0	10 931 525

\* Dont écart de 1<sup>ère</sup> consolidation de 2 368 082 € (cf. Note 6).

## **ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES**

### **1. ACTIVITE**

La société OMER-DECUGIS ET FILS est le holding d'un groupe de sociétés spécialisées dans le négoce de fruits exotiques et de légumes. La principale société opérationnelle du groupe est la société SIIM SAS.

### **2. REFERENTIEL COMPTABLE. MODALITES DE CONSOLIDATION. METHODES ET REGLES COMPTABLES**

#### **2.1. REFERENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés du groupe ont été établis en conformité avec les principes comptables applicables en France et les règles de consolidation prévues par les dispositions du règlement 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable du 29 avril 1999.

#### **2.2. MODALITES DE CONSOLIDATION**

##### **2.2.1. Méthodes de consolidation**

Conformément au règlement 99.02 du CRC, les sociétés retenues pour la consolidation sont celles dont OMER-DECUGIS ET FILS contrôle directement ou indirectement plus de 20 % des voix, à l'exclusion des sociétés ne présentant pas, par leur taille, un caractère significatif, tant par le chiffre d'affaires que par le total bilan qu'elles représentent par rapport au total de l'ensemble consolidé.

Les comptes des sociétés sur lesquelles OMER-DECUGIS ET FILS exerce, directement ou indirectement, de droit ou de fait, un contrôle exclusif sont consolidés par intégration globale.

Les produits et charges des filiales acquises ou cédées en cours d'exercice sont enregistrés dans le compte de résultat consolidé à compter de la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

##### **2.2.2. Modalités de consolidation**

La méthode d'intégration globale appliquée consiste à substituer, dans le bilan de la société mère au coût d'acquisition des titres de participation détenus, l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés. A cette occasion, les intérêts minoritaires sont, le cas échéant, isolés des capitaux propres correspondant aux intérêts de la société consolidante.

### **2.2.3. Traitement des écarts de première consolidation**

Les écarts de première consolidation constatés à l'occasion des prises de participation correspondent à la différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise retraitée. Ils sont ventilés sur les postes d'actifs et de passifs appropriés.

Le solde non affecté de ces écarts est porté à l'actif ou au passif du bilan au poste « Ecart d'acquisition » si ce solde est positif, ou au passif en « Provisions pour risques et charges » s'il est négatif.

Les écarts d'acquisition sont amortis, ou rapportés au résultat, linéairement sur une durée déterminée en fonction des hypothèses retenues et des objectifs fixés, notamment en termes de rentabilité, lors de l'acquisition des sociétés concernées.

Par dérogation à la description, ci-dessus et conformément aux dispositions du règlement CRC n° 99-02, lorsque la valorisation des filiales, à la date historique de leur prise de contrôle, n'est pas connue, l'écart de première consolidation correspond à la différence entre la valeur comptable des titres chez la société consolidante et la part des capitaux propres des sociétés consolidées à la date de l'établissement des premiers comptes consolidés. Cet écart est porté au passif du premier bilan consolidé dans les réserves consolidées.

### **2.2.4. Dates de clôture**

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes au 30 septembre de chaque année.

## **2.3. METHODES ET REGLES COMPTABLES**

### **2.3.1. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'entrée. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation de l'actif :

Licence-Logiciel	1 à 3 ans en linéaire
------------------	-----------------------

Les frais de développement sont comptabilisés en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

### **2.3.2. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût historique. L'amortissement est calculé de manière linéaire sur la durée d'utilisation de l'actif :

Construction	20 à 25 ans en linéaire
Agencements et 3.1 installations	10 à 20 ans en linéaire
Matériel et mobilier de bureau	3 à 10 ans en linéaire
Matériel et outillage	5 à 10 ans en linéaire
Matériel industriel	1 à 10 ans en linéaire
Matériel informatique	1 à 5 ans en linéaire
Matériels de transport	4 à 5 ans en linéaire

### **2.3.3. Immobilisations financées en crédit-bail**

Les immobilisations financées par crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan pour leur prix de revient au moment de l'acquisition. Elles sont amorties selon les mêmes règles que si elles avaient été acquises en pleine propriété. La dette financière correspondante figure au passif du bilan et fait l'objet d'une charge financière.

Au 30/09/2018, aucune des sociétés du groupe n'a recours au financement par crédit-bail d'investissements significatifs nécessitant de tel retraitement.

#### **2.3.4. Immobilisations financières**

Les titres de participation des sociétés non consolidées et les autres immobilisations financières figurent au bilan à leur coût d'acquisition et sont, si nécessaire, dépréciés pour tenir compte de leur valeur actuelle.

#### **2.3.5. Subventions d'investissement**

Les subventions d'investissement reçues sont comptabilisées en moins des immobilisations.

#### **2.3.6. Stocks et travaux en-cours**

La valeur brute des stocks comprend le prix d'achat et les frais accessoires : frais de douane, transport, emballage. Les stocks sont valorisés selon la méthode « premier entré premier sorti ».

Les marchandises font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à leur prix d'acquisition ou de revient. Au cas par cas, certaines marchandises invendables peuvent faire l'objet d'une dépréciation totale.

#### **2.3.7. Opérations en devises**

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction.

En fin d'exercice, les créances et les dettes libellées en devises sont converties :

- sur la base du taux de change de clôture pour les opérations non couvertes,
- sur la base de taux de couverture à terme pour les opérations couvertes.

Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés en résultat financier.

#### **2.3.8. Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'inventaire si celle-ci est inférieure. Dans le cas où leur valorisation à la date de clôture fait apparaître une moins-value globale par catégorie de titres, une provision pour dépréciation est comptabilisée à due concurrence,

#### **2.3.9. Engagements de retraite et prestations assimilées**

Les retraitements effectués concernent uniquement les sociétés françaises. La méthode retenue pour le calcul de l'engagement retraite est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière et les droits sont calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Les évaluations sont faites à partir de la norme IAS19 qui évalue la valeur actuelle probable du passif social année par année en considérant que chaque année de service donne droit à une unité de prestation supplémentaire sur la base du salaire de fin de carrière et des droits acquis au terme.

Les calculs sont effectués en fonction des critères de la Convention Collective du commerce de gros à laquelle nous sommes rattachés. Chaque salarié entrant dans la société est inclus dans ces calculs jusqu'au jour de son départ :

- soit en départ en retraite : dans ce cas, il touchera l'indemnité de fin de carrière décrite ci-dessous
- soit en cas de départ pour une autre raison : les informations le concernant seront alors supprimées car elles n'auront plus de raison d'être
- les calculs sont effectués sur la base d'un temps de présence en année pleine.

Les critères retenus pour les calculs en 2018 sur les sociétés françaises sont les suivants :

- Taux de revalorisation annuel de salaire : 1.5%
- Table de mortalité réglementaire : INSEE 2017
- Taux de rotation utilisé : Faible
- Taux d'actualisation : 1.54% (Taux IBOXX au 30/09/2018)
- Départ volontaire des salariés : 60-62 ans

L'engagement estimé ne fait pas l'objet d'une provision au passif dans les comptes sociaux. Cette provision est comptabilisée dans les comptes consolidés.

### **2.3.10. Impôts exigibles et différés**

Les impôts différés sont déterminés selon la conception étendue et la méthode du report variable au taux d'impôt en vigueur à la clôture de l'exercice.

Ont été comptabilisées les impositions résultant de :

- Décalages temporaires entre comptabilité et fiscalité.
- Retraitements et éliminations imposés par la consolidation.
- Déficits fiscaux reportables et dont l'imputation sur des bénéfices futurs est probable.

### **2.3.11. Résultat exceptionnel**

Sont comptabilisés en résultat exceptionnel, les produits et les charges qui, par leur nature, leur occurrence, ou leur caractère significatif, ne relèvent pas des activités courantes du groupe.

### **2.3.12. Résultat par action**

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat de la période par le nombre d'actions émises.

### 3 PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

MEE : Mise en équivalence

Entreprises	Siège	% contrôle 30/09/2018	% contrôle 30/09/2017	% d'intérêt 30/09/2018	% d'intérêt 30/09/2017	Méthode 2018	Méthode 2017
OMER-DECUGIS ET FILS SA	2 rue de Perpignan CP 70432 94642 RUNGIS Cedex SIREN : 539 616 672	100%	Société mère	100%	Société mère	IG	Société mère
SIIM SAS	2 - 16 rue de Perpignan CP 60431 94642 RUNGIS Cedex SIREN : 313 468 191	100%	100%	100%	100%	IG	IG
BRATIGNY SAS	69, rue de Châteaurenard M.I.N. 94150 RUNGIS 28170 SIREN : 572 005 908	100%	100%	100%	100%	IG	IG

## NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

### NOTE 1. VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

En euros	30/09/2018	30/09/2017	Var. %
France	78 768 508	78 440 546	0%
Export	27 383 090	25 806 440	6%
<b>TOTAL</b>	<b>106 151 598</b>	<b>104 246 986</b>	<b>2%</b>

### NOTE 2. CHARGES DE PERSONNEL

En euros	30/09/2018	30/09/2017
Salaires et traitements	4 046 465	3 782 431
Charges sociales	1 620 822	1 501 127
<b>TOTAL</b>	<b>5 667 287</b>	<b>5 283 558</b>
Effectif moyen (en ETP)	115	112
Salaire moyen par individu (en K€)	35,2	33,8



**NOTE 3.**  
**ACHATS CONSOMMES**

En euros	30/09/2018	30/09/2017
Achat matières premières et autres appro	4 304 456	4 121 852
Variation de stock de marchandises	269 392	-3 394 589
Achats non stockés de matières et fournitures	699 801	518 958
Achats de marchandises	68 925 374	72 407 636
Intérim et sous traitance	1 367 706	887 158
Locations et charges locatives	891 513	794 081
Entretiens et réparations	385 413	341 865
Primes d'assurance	311 459	437 483
Divers	6 888	57 686
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	829 119	689 966
Publicités	292 161	281 190
Mécénat	75 664	449 317
Transports	18 788 399	20 748 709
Déplacements missions	443 466	346 822
Frais postaux et télécommunication	137 886	155 475
Services bancaires	87 738	91 241
Autres charges externes	58 575	164 097
<b>TOTAL</b>	<b>97 875 010</b>	<b>99 098 947</b>

**NOTE 4.**  
**RESULTAT FINANCIER**

En euros	30/09/2018	30/09/2017
Intérêts sur emprunts et autres dettes	-225 866	-138 599
Gains de change	107 747	38 917
Pertes de change	0	-635
<b>TOTAL</b>	<b>-118 119</b>	<b>-100 317</b>

**NOTE 5.**  
**RESULTAT EXCEPTIONNEL**

En euros	30/09/2018	30/09/2017
VNC des immobilisations cédées	-102 294	
Produit de cession d'immobilisations	515 000	425 000
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes		
Autres (charges)/ produits exceptionnels	25 183	49 629
<b>TOTAL</b>	<b>437 889</b>	<b>474 629</b>

**NOTE 6.**  
**IMPOT SUR LES RESULTATS**

En euros	Base	Taux	Impôt
Base taxable théorique	2 169 929	33,33%	723 310
<b>Total de l'impôt théorique</b>			<b>723 310</b>
Impôt courant réel			576 516
<b>Différence à expliquer</b>			<b>146 794</b>
Crédits d'impôts			168 284
Différences permanentes			2 328
Retraitement dividendes			0
Autres (écarts de taux)			-23 819
<b>Total des explications</b>			<b>146 793</b>
1) Résultat avant impôt :			
Résultat net des sociétés intégrés	1 593 413		
Impôts	576 516		
	<u>2 169 929</u>		

## NOTE 7.

### ECARTS D'ACQUISITION

Conformément aux dispositions du règlement CRC n° 99-02, lorsque la valorisation des filiales à la date historique de leur prise de contrôle n'est pas connue, l'écart de première consolidation correspond à la différence entre la valeur comptable des titres chez la société consolidante et la part des capitaux propres des sociétés consolidées à la date de l'établissement des premiers comptes consolidés. Cet écart est porté au passif du premier bilan consolidé, dans les réserves consolidées.

A l'ouverture des premiers comptes consolidés du 30/09/2014 du groupe Omer-Decugis & fils, l'écart de première consolidation s'élève à 2.368.082 € et se décompose ainsi :

	Bratigny	SIIM	Ecart
Capitaux propres	896 589	3 206 271	4 102 860
Titres à l'actif	-243 394	-1 491 384	-1 734 778
	653 195	1 714 887	2 368 082

## NOTE 8.

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En euros	30/09/2017	Acquisitions	Cessions Reprises	Dotations	Autres variations	30/09/2018
<b>Valeurs brutes</b>	<b>1 749 539</b>		<b>-71 607</b>			<b>1 677 932</b>
Concessions, brevets & droits	13 600					13 600
Logiciels	55 105					55 105
Autres immo incorporelles	786 960		-71 607			715 353
Fond commercial	893 874					893 874
<b>Amortissements</b>	<b>-565 097</b>	<b>-36 604</b>	<b>71 607</b>			<b>-530 094</b>
Concessions, brevets & droits						
Logiciels	-55 105					-55 105
Autres immo incorporelles	-509 992	-36 604	71 607			-474 989
<b>TOTAL</b>	<b>1 184 442</b>	<b>-36 604</b>	<b>0</b>			<b>1 147 838</b>

**NOTE 9.**  
**IMMOBILISATIONS CORPORELLES**

En euros	30/09/2017	Acquisitions Dotations	Diminutions Reprises	Autres variations	30/09/2018
<b>Valeurs brutes</b>	<b>6 041 754</b>	<b>1 554 679</b>	<b>-148 700</b>	<b>0</b>	<b>7 447 733</b>
Terrain					
Constructions					
Matériel de bureau	420 799	12 356			433 155
Installations techniques	1 281 644	269 764			1 551 408
Matériel de transport	167 433				167 433
Autres immobilisations corporelles	3 903 259	262 944	-148 700		4 017 503
Immobilisation en cours	268 619	494 709			763 328
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0	514 906			514 906
<b>Amortissements</b>	<b>-3 618 341</b>	<b>-634 173</b>	<b>46 406</b>	<b>0</b>	<b>-4 206 108</b>
Terrain					
Constructions					
Matériel de bureau	-258 266	-38 909			-297 175
Installations techniques	-510 667	-197 757			-708 424
Matériel de transport	-166 274	-1 158			-167 432
Autres immobilisations corporelles	-2 683 134	-396 349	46 406		-3 033 077
<b>TOTAL</b>	<b>2 423 413</b>	<b>920 506</b>	<b>-102 294</b>	<b>0</b>	<b>3 241 625</b>

**NOTE 10.**  
**IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

En euros	30/09/2017	Acquisitions	Cessions Reprises	Dotations	Autres variations	30/09/2018
<b>Immobilisations financières</b>	<b>5 597 164</b>	<b>1 051 467</b>				<b>6 648 631</b>
Titres de participation	5 263 176	1 034 691				6 297 867
Créances rattachées à des participations	0					0
Prêts, cautions et autres créances	333 988	16 776				350 764
<b>Dépréciations</b>						
<b>TOTAL</b>	<b>5 597 164</b>	<b>1 051 467</b>				<b>6 648 631</b>

**NOTE 11.**  
**STOCKS ET EN-COURS DE PRODUCTION**

En euros	Montant brut	Dépréciation	30/09/2018	30/09/2017
Marchandises	4 691 261		4 691 261	4 960 653
<b>TOTAL</b>	<b>4 691 261</b>	<b>-</b>	<b>4 691 261</b>	<b>4 960 653</b>

**NOTE 12.**  
**CLIENTS ET COMPTES RATTACHES**

En euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/09/2018	30/09/2017
Valeurs brutes	10 582 430			10 582 430	13 548 763
Provisions pour dépréciation	122 200			122 200	45 994
<b>TOTAL</b>	<b>10 460 230</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 460 230</b>	<b>13 502 769</b>

**NOTE 13.**  
**AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION**

En euros	30/09/2018	30/09/2017
Avances et acomptes versés	3 950 388	3 474 539
Charges constatées d'avances	10 718	24 185
Créances sociales	9 259	17 864
Créances fiscales	1 127 874	2 160 978
Autres créances	494 942	1 374 522
<b>TOTAL</b>	<b>5 593 181</b>	<b>7 052 088</b>

**NOTE 14.**  
**IMPOTS DIFFERES**

En euros	30/09/2018	30/09/2017
Impôts différés actifs	125 050	176 432
Impôts différés passifs		
<b>TOTAL</b>	<b>125 050</b>	<b>176 432</b>

**NOTE 15.**  
**VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET DISPONIBILITES**

En euros	30/09/2018	30/09/2017
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	130 589	994 043
<b>TOTAL</b>	<b>130 589</b>	<b>994 043</b>

**NOTE 16.**  
**PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**

En euros	30/09/2017	Dotations	Reprises	Autres variations	30/09/2018
Autres provisions pour risques & charges					
Provision engagement retraite	443 692		33 561		410 131
<b>TOTAL</b>	<b>443 692</b>	<b>-</b>	<b>33 561</b>	<b>-</b>	<b>410 131</b>

**NOTE 17.**  
**EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES**

En euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/09/2018	30/09/2017
Emprunts auprès des établissements de crédits	1 357 679	4 674 086		6 031 765	5 245 877
Dettes financières diverses					0
Concours bancaires courants	1 608 488			1 608 488	5 619 302
ICNE	15 260			1 623 748	30 984
<b>TOTAL</b>	<b>2 981 427</b>	<b>4 674 086</b>	<b>-</b>	<b>9 264 001</b>	<b>10 896 163</b>

Les variations des emprunts auprès des établissements de crédits s'analysent ainsi :

- Nouveaux emprunts : 1.850 K€
- Remboursements : 1.273 K€

**NOTE 18.**  
**FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES**

En euros	30/09/2018	30/07/2017
Fournisseurs	8 405 130	10 090 005
FNP	3 025 208	3 434 836
<b>TOTAL</b>	<b>11 430 338</b>	<b>13 524 841</b>

**NOTE 19.**  
**AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION**

En euros	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	30/09/2018	30/09/2017
Dettes sociales	656 407			656 407	619 914
Dettes fiscales	821 836			821 836	847 739
Comptes courants d'associés					
Autres dettes	7 602			7 602	20 560
<b>TOTAL</b>	<b>1 485 845</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 485 845</b>	<b>1 488 213</b>

**NOTE 20.**  
**AUTRES INFORMATIONS**

**REMUNERATION DES DIRIGEANTS**

Somme non communiquée car cela équivaldrait à mentionner des rémunérations individuelles et égard au faible nombre des membres dirigeants.

**VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN**

Catégorie personnel	30/09/2018	30/09/2017
France	114	111
Etranger	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>115</b>	<b>112</b>

### ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Au 30/09/2018 le montant total de l'engagement de retraite d'Omer-Decugis et Fils s'élevait à 74.002 €.

Au 30/09/2018 le montant total de l'engagement de retraite de SIIM SAS s'élevait à 153.542 €.

Au 30/09/2018 le montant total de l'engagement de retraite de Bratigny SAS s'élevait à 182.588 €.

Aucune de ces sociétés n'a souscrit d'assurance particulière couvrant partiellement ce risque.

### HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires pris en charge pour la mission légale concernant les sociétés du groupe s'élèvent à 72.294 €.

### ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements reçus	30/09/2018	30/09/2017
Avals et cautions (reçus)	184 392	184 392
Achats à terme de devises		219 121
Autres engagements reçus	66 239	25 373
<b>TOTAL Engagements reçus</b>	<b>250 631</b>	<b>428 886</b>

### EVENEMENTS DE L'EXEROCCE

Néant.

### EVENEMENTS POST CLOTURE

Aucun événement intervenu depuis la clôture de l'exercice et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes consolidés, ou de faire l'objet d'une mention dans la présente annexe n'est à signaler.



**OMER-DECUGIS ET FILS**

S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6.000.000 €

Siège social : 2 rue de Perpignan - CP 70432 - 94642 RUNGIS

S.I.R.E.N. : 539 616 672 - R.C.S. : CRETEIL

---

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 30 septembre 2018**

**S.A. OMER-DECUGIS ET FILS**

2 rue de Perpignan

CP 70432

94642 RUNGIS

**RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 30 septembre 2018**

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article L. 225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil de surveillance :

#### **➤ Redevance de la société SIIM :**

**Associés concernés :** Louis OMER-DECUGIS, Vincent OMER-DECUGIS

**Nature et objet :** Convention d'assistance

**Modalités :** Les redevances versées par la société SIIM s'élèvent à 2.700.000 € au 30 septembre 2018 correspondent à une rémunération fixe prévue par la nouvelle convention d'assistance signée le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Cette convention a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 et est conclue pour une année.

#### **➤ Redevance de la société BRATIGNY :**

**Associés concernés :** Louis OMER-DECUGIS, Vincent OMER-DECUGIS

**Nature et objet :** Convention d'assistance

**Modalités :** Les redevances versées par la société BRATIGNY s'élèvent à 250.000 € au 30 septembre 2018 correspondent à une rémunération fixe prévue par la nouvelle convention d'assistance signée le 1<sup>er</sup> octobre 2017. Cette convention a pris effet à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2017 et est conclue pour une année.

**CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DEJA APPROUVES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement déjà approuvés par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Paris, le 1<sup>er</sup> février 2019.

Neuilly-sur-Seine, le 1<sup>er</sup> février 2019.

Cabinet CADERAS MARTIN

A stylized blue ink signature of Alberto ABRANTES, featuring a large, sweeping 'A' and 'B'.

Alberto ABRANTES  
Associé

Cabinet FOUCAULT

A blue ink signature of Olivier FOUCAULT, written in a cursive style.

Olivier FOUCAULT  
Associé